

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : République démocratique du Congo (RDC) et Angola	
TITRE DU PROJET : Promouvoir la stabilisation des communautés frontalières par le biais des solutions durables pour les flux migratoires mixtes et pour la gestion efficace des frontières entre l'Angola et la RDC.	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF : <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation internationale pour les migrations (OIM) - RDC - Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) - RDC - Organisation internationale pour les migrations (OIM) - Angola - Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) - Angola 	
Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux: spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale) :	
RDC <u>Gouvernement :</u> Gouvernements provinciaux ; Ministère de l'Intérieur & Sécurité, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières ; Ministère du Plan, Ministère de la Justice ; Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfance ; autorités administratives et locales. <u>ONG Internationales :</u> Initiatives africaines pour le secours et le développement (AIRD) ; Barreaux des provinces du Kasai et du Kasai ; <u>ONG locales :</u> <i>Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social</i> (AIDES) ; Réseau des Associations de Promotion des Droits de l'Homme au Kasai (RAPRODHOK) et Bureau d'Elaboration et de Mise en Œuvre des Projets de Développement Communautaire (BEMPRODEC) ; <i>Travail et Droits de l'Homme</i> (TDH) <u>Institut public local :</u> Institut national de préparation professionnelle (INPP) ;	
Angola <u>Gouvernement :</u> Ministère de l'Intérieur (MININT) ; Ministère des Affaires sociales, de l'émancipation des femmes et de la famille (MASFAMU) ; Ministère de la Justice (MIJUSDH) ; Services des migrations (SME) ; Police nationale ; Forces armées angolaises ; Police des frontières ; Administration générale des douanes ; Directions provinciales et municipales des institutions susmentionnées ; Gouvernement de Lunda Norte ; <u>ONG Internationales:</u> Norwegian Church Aid (NCA) ; World Vision International (WVI) ; Jesuit Refugee Service (JRS) <u>ONG locales :</u> <i>Ajuda de Desenvolvimento de Povo para o Povo</i> (ADPP) ; <i>Igreja Evangelica dos Irmãos em Angola</i> (IEIA).	

OSC et autres : Associations communautaires locales, leaderships des communautés locales de réfugiés et d'accueil, leaderships religieux et coutumiers et autres organisations confessionnelles.

Durée du projet en mois^{1 2}: 24 mois

Zones géographiques (à l'intérieur des pays cibles : RDC et l'Angola) de mise en œuvre du projet :

Provinces du Kasai et du Kasai central en RDC, province de Lunda Norte en Angola.

Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous :

- Initiative de promotion de l'égalité des sexes³
 Initiative de promotion des jeunes⁴
 Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :

OIM RDC : 2 000 000 USD

HCR RDC : 1 500 000 USD

OIM Angola : 600 000 USD

HCR Angola : 1 000 000 USD

TOTAL PBF : 5 100 000 USD

**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

PBF 1^{ère} tranche (_ %) :	PBF 2^{ème} tranche* (_ %) :	PBF 3^{ème} tranche* (_ %) :
OIM RDC : \$ 1 000 000	OIM RDC : \$ 500 000	OIM RDC : \$ 500 000
HCR RDC : \$ 750 000	HCR RDC : \$ 375 000	HCR RDC : \$ 375 000
OIM Angola : \$300 000	OIM Angola : \$150 000.	OIM Angola : \$150 000
HCR Angola : \$ 500 000	HCR Angola : \$ 250 000	HCR Angola : \$ 250 000
Total : \$ 2 550 000	Total : \$ 1 275 000	Total : \$ 1 275 000

Fournir une brève description du projet (décrire le principal objectif du projet ; ne pas énumérer les résultats et les extrants) :

Le projet vise à promouvoir la coexistence pacifique et à améliorer la sécurité humaine le long de la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola. Pour ce faire, le projet contribuera à une gestion efficace des frontières et à des solutions durables pour les populations en mouvement et celles qui retournent dans leur région d'origine ou de résidence habituelle en RDC. Cet objectif sera atteint grâce à une approche innovante, en s'attaquant non seulement aux principaux facteurs de conflit existant en RDC, mais en ciblant simultanément les facteurs de proximité liés aux mouvements transfrontaliers. Plus particulièrement les effets néfastes de la combinaison de la porosité des frontières, du manque d'accès aux droits, aux services de base, à la terre et aux revenus dans les zones d'origine ou de retour, et des facteurs d'attraction et de répulsion qui en

¹ La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

² Le commencement officiel du projet est la date du premier transfert du budget du projet de la part de MPTFO aux () entité(s) récipiendaire(s), comme indiqué sur la page du MPTFO Gateway.

³ Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de l'égalité des genres (GPI).

⁴ Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).

découlent des deux côtés de la frontière. L'intervention est planifiée dans le contexte de la ⁵transition de la MONUSCO dans les provinces du Kasai et du Kasai Central de la RDC et prend en considération les plus grandes perspectives de stabilisation dans ces deux provinces. En effet, ces celles-ci ont le potentiel d'augmenter les perspectives de mouvements de retour vers la région, depuis d'autres zones de déplacement en RDC et depuis l'Angola.

Afin de construire une paix durable, d'empêcher la résurgence potentielle du conflit dans les zones de retour dans la région du Kasai en RDC et de prévenir de nouveaux déplacements vers d'autres régions de la RDC et vers l'Angola, le projet fournit des solutions durables aux populations déplacées, aux migrants, aux rapatriés et aux anciens réfugiés. Un accent particulier sera mis sur la situation des jeunes et les femmes. Les zones de retour ont un besoin aigu de soutien à la consolidation de la paix et au développement afin de prévenir de nouveaux mouvements de population en RDC ou en Angola. Ces retours pourraient également résulter des vecteurs de conflits exacerbés ou émergents liés à des pressions accrues sur les économies locales, à la concurrence pour les ressources et aux services de base déjà mis à rude épreuve, ainsi qu'à la mauvaise gestion générale des mouvements migratoires. Cet objectif sera atteint en renforçant la cohésion sociale et en s'attaquant aux moteurs de conflit sous-jacents par le biais d'initiatives ciblées. Ces initiatives vont soutenir la réintégration durable de ceux qui rentrent chez eux par la réhabilitation des infrastructures communautaires, l'accès au logement, à la terre et à la propriété, y compris un abri durable, ainsi que l'accès aux documents civils, aux moyens de subsistance et aux mécanismes de gouvernance locale inclusifs et participatifs. Toutes les interventions utiliseront une approche de double ciblage pour assurer le bénéfice mutuel des rapatriés / personnes réintégrées et des communautés d'accueil, assurant ainsi la sensibilisation aux conflits et empêchant l'exacerbation des tensions existantes. La précarité socio-économique de la population est également causée par les conséquences de la violence basée sur le genre (GBV), la discrimination dans l'accès à la terre, à la propriété, aux comptes bancaires et à l'héritage. Par conséquent, les femmes sont mises dans des situations qui ont un impact direct sur leur capacité à participer pleinement aux efforts de construction de la paix au niveau micro et aux processus de prise de décision. Des services de réintégration économique, de santé mentale et de soutien psychosocial seront également fournis aux victimes du conflit (hommes, femmes, garçons et filles), y compris les survivants de la violence basée sur le genre, afin de créer des communautés résilientes.

En outre, le projet vise à traiter les effets déstabilisants potentiels des flux migratoires et des retours non réglementés et mixtes. Cela se fera par le renforcement des capacités de gestion des migrations mixtes et par les mécanismes de coordination transfrontalière entre les autorités frontalières congolaises et angolaises. Ce résultat se concentrera plus spécifiquement sur la prévention de l'instabilité future et des conflits potentiels grâce à une meilleure planification et coordination des processus de migration et de retour, ainsi qu'à la préparation et à la planification d'urgence des futurs mouvements de population transfrontaliers potentiels. Des retours plus prévisibles et organisés auront un effet constructif sur l'instauration d'une paix durable dans les zones de destination. Pour ce faire, ces retours seront associés à des efforts coordonnés de réintégration dans les zones cibles, tels qu'un accès accru à la terre, à un abri, à un travail rémunéré et à des possibilités de formation professionnelle, ainsi qu'aux documents civils. Ce dernier point contribuera à réduire l'impunité et la discrimination qui alimentent les tensions communautaires et les déplacements supplémentaires. Grâce à la mise en place de services d'identité/état civil dans les zones touchées l'accès aux documents civils pour les personnes risquant d'être apatrides sera renforcé. Dans les zones de retour du Kasai et Kasai Central, les personnes rapatriées se retrouvent souvent sans aucun document prouvant leur identité. Ils éprouvent de sérieuses contraintes pour prouver leur identité qui est une condition préalable à l'accès à la terre et aux ressources. De plus, ce déni est une source de tensions au sein des communautés d'accueil. Ce résultat contribuera également à atténuer les risques de protection liés aux flux migratoires mixtes et ainsi que de permettre aux autorités de traiter et gérer la migration irrégulière dans le cadre des protocoles et engagements internationaux appropriés signés par les deux États en tant que parties. Cette gestion se déroulera tout en prenant en considération les différentes conventions internationales et ainsi que le Pacte mondial pour les migrations et du Pacte mondial pour les réfugiés dont ces deux États sont membres. Un accent particulier sera mis sur les points suivants : (i) le renforcement des capacités de gestion des frontières dans les domaines des droits des migrants et de la protection internationale. (ii) le renforcement des capacités d'accueil et de filtrage des autorités frontalières en tandem avec le soutien communautaire aux nouveaux arrivants, tout en assurant la connaissance et la pleine

⁵ Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo

opérationnalité des mécanismes de référence et de réponse adéquats en fonction des besoins identifiés des personnes ; (iii) et finalement sur la facilitation des retours volontaires pour les réfugiés et les migrants irréguliers de la RDC en Angola.

Le projet est aligné sur les cadres normatives internationaux liés à la gestion de migration économique et de migration mixte, ainsi que sur le cadre normatives subrégional et régional plus particulièrement en relation avec la gestion des demandeurs d'asile et des réfugiés de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Il contribue à la réalisation des objectifs du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du Pacte mondial pour les réfugiés.

Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, y compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) :

Le projet est construit sur la base des propositions et recommandations faites par les différentes parties prenantes. Pour se faire, multiples réunions de consultation ont pris places, en particulier avec les gouvernements nationaux et locaux, la société civile⁶, les institutions régionales et internationales, et les communautés locales dans les territoires de Mweka, Tshikapa, Dibaya, Luiza avec l'implication des comités de leaders des personnes déplacées et retournées à Kananga et Tshikapa en RDC. Des consultations individuelles avec les représentants du ministère congolais du Plan, le ministère congolais de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières, le ministère congolais des Affaires étrangères, la Direction générale des migrations (DGM) et la Police nationale congolaise (PNC) au niveau national ont également été menées. De plus, Le Bureau de la Présidence a été consulté par le biais du conseiller spécial sur les affaires de sécurité responsable du portefeuille de la gestion des frontières. Au niveau provincial, le vice-gouverneur de la province du Kasai (un nouveau gouverneur provincial reste à confirmer depuis le licenciement du gouvernement datant d'avril 2021) ; le ministère provincial du Plan de la province du Kasai ; le commissaire provincial de la police de la province du Kasai ont également été consultés tout au long du premier trimestre 2021. Le Gouverneur de la Province du Kasai Central a été consulté en mai 2021. Celui-ci a fourni la lettre de soutien en avril 2021. Le Bureau intégré et les collègues de la MONUSCO ont été consultés. Leurs commentaires ont été intégrés au stade de la note conceptuelle.

En Angola, des réunions et des mécanismes de coordination permanents existent entre le HCR et le gouvernement local et les autorités chargées de la migration se trouvant Lunda Norte. Des consultations ont également eu lieu avec le commandant provincial de la police, le directeur provincial des services de migration, l'administrateur local de Lovua, les chefs locaux des villages frontaliers dans les districts de Calumbo, Chitato et Lovua, les délégations de la police et des douanes dans les postes frontaliers de Tchicolondo, Tchissanda, Nashiri, Marco 21, Fucama et Itanda, tous à Lunda Norte. La structure de coordination inter-agences dirigée par le HCR dans le cadre du modèle de coordination des réfugiés appliqué à Lunda Norte a également facilité des discussions sur les activités proposées dans le projet actuel. Ces consultations ont inclus des représentants provinciaux des Ministères de la Justice et des Droits de l'Homme, des Affaires Sociales, de l'Education, de l'Agriculture, de l'Intérieur et des acteurs⁷ humanitaires présents dans les districts. Les leaders locaux, représentant les communautés de réfugiés et d'accueil, ont permis de faciliter l'inclusion des représentants divers pour assurer une perspective sensible à l'âge, au genre et à la diversité. Les approches et les composantes du projet ont été informées par les besoins et les attentes communiqués par ces bénéficiaires, en particulier lorsqu'il s'agit de renforcer les opportunités économiques pour réduire les mouvements illégaux de personnes à la recherche de meilleures opportunités. Des informations sur les risques et les besoins spécifiques ont également été recueillies lors des réunions organisées par les plateformes de protection et d'hébergement. Des forums

⁶ Dont : African Initiatives for Relief and Development (AIRD), les barreaux des provinces du Kasai et du Kasai Central, les ONG locales Travail et Droits de l'Homme (TDH), Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social (AIDES), Réseau des Associations de Promotion des Droits de l'Homme au Kasai (RAPRODHOK) et Bureau d'Elaboration et de Mise en Œuvre des Projets de Développement Communautaire (BEMPRODEC).

⁷ Y compris : Programme alimentaire mondial (PAM), Service jésuite des réfugiés (JRS), Ajuda de Desenvolvimento de Povo para Povo (ADPP), World Vision International (WVI), Norwegian Church Aid (NCA), Igreja Evangelica dos Irmaos em Angola (IEIA), Caritas Angola.

réguliers avec les communautés locales, impliquant des groupes de femmes locales dans le cadre des approches communautaires de la protection (CBP) ont aussi permis la récolte d'information

En septembre 2021, des consultations ont eu lieu avec le cabinet des services de migration (SME) sous l'égide du ministère angolais de l'Intérieur, le principal homologue du gouvernement sur les questions de gestion des frontières et des réfugiés. Les représentants du cabinet ont exprimé leur soutien à la note conceptuelle. Une fois que cette condition préalable essentielle d'une approbation officielle sera formalisée au niveau central, des discussions seront entamées avec les parties prenantes provinciales pour finaliser la proposition de projet.

Le HCR s'est également engagé avec les gouvernements de l'Angola et de la RDC sur le rapatriement volontaire des réfugiés dans le cadre de l'accord tripartite respectif.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes⁸ : 2

Spécifiez le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 31.2%, \$ 1 589 754.68

Expliquez brièvement par quelle (s) intervention (s) principale (s) le projet contribuera à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes⁹ :

Les interventions intégreront la perspective du genre et garantiront que les droits et les besoins des femmes soient priorités dans le projet.

Les dimensions du genre et la dynamique de la migration seront au cœur des efforts de renforcement des capacités du gouvernement, d'autant plus que les femmes représentent une grande partie de la population des réfugiés et des rapatriés¹⁰ (selon une enquête de l'OIM menée dans la province du Kasaï central, 60 % des rapatriés d'Angola étaient des femmes, dont 15,5 avaient moins de 5 ans ; parmi la population des réfugiés en Angola, le HCR estime qu'environ 70 % sont des femmes et des enfants, et 56 % des femmes). Il est donc crucial d'accroître la sensibilisation et les connaissances sur les besoins et les vulnérabilités spécifiques au genre pour permettre aux agents des frontières de respecter les normes de protection et de droits de l'homme. A cette fin, l'OIM et le HCR soutiendront le gouvernement local et les autorités frontalières en RDC et en Angola afin d'adopter une approche sensible au genre dans la gestion des frontières. Toutes les formations de renforcement des capacités et le développement de stratégies et d'outils de coordination seront sensibles au genre, et un accent spécifique sera mis sur la réduction des risques d'apatridie chez les femmes et les filles, réduisant ainsi les risques de protection (violence sexuelle basée sur le genre, détention arbitraire).

En outre, l'autonomisation des femmes sera intégrée dans l'ensemble du projet, en mettant l'accent sur la participation et l'inclusion des femmes dans la gouvernance locale et les interventions de cohésion sociale. Les interventions économiques seront spécifiquement axées sur les besoins et les possibilités d'activités économiques des femmes et au moins 40 % des bénéficiaires du projet seront des femmes.

Compte tenu de la forte prévalence de la violence sexuelle basée sur le genre dans la région du Kasaï en RDC, le projet est complémentaire aux initiatives existantes prises par le HCR pour traiter les mécanismes de protection et d'autonomisation des femmes dans les communautés frontalières. Les activités d'engagement communautaire se concentreront sur l'identification et la gestion des cas dans le cadre du changement de comportement et de la communication, l'engagement des hommes et des garçons dans la lutte contre la violence

⁸ Score 3 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

⁹ Veuillez consulter la note d'orientation du PBF sur les calculs de marqueurs de genre et la consolidation de la paix sensible au genre

¹⁰ Y compris les migrants de retour, les migrants irréguliers et les réfugiés

sexuelle basée sur le genre et le renforcement des mécanismes de prévention communautaires.

En définitive, le projet assurera la coordination avec les autres partenaires concernés afin de fournir une assistance holistique (médicale, psychosociale, socio-économique et de réintégration juridique) aux survivants en utilisant une approche centrée sur le/la survivant(e). Cela permettrait d'assurer que les droits de chaque survivant seront au premier plan. Dans le cadre de la construction d'une paix positive et durable, tout en établissant des liens avec d'autres aspects qui relèvent de la sécurité, le projet fournira un ensemble de réponses aux VBG. Cette prise en charge se fera sous forme juridique, psychosociale et médicale dans les zones cibles, en ajoutant les aspects du VIH-SIDA et de la santé reproductive. Les femmes seront autonomisées grâce à la formation professionnelle, au soutien à l'éducation et à des programmes de réintégration socio-économique ciblés.

Degré de risque du projet¹¹ : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement¹²) : (4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État.

Le cas échéant, les résultats du SDCF / UNDAF auxquels le projet contribue :
UNSDCF DRC 2020 - 2024

Résultat 1.1 : D'ici 2024, la prévalence de la violence et des conflits armés est réduite, et la sécurité de la population et des biens est améliorée, en particulier pour les populations vulnérables, notamment les réfugiés/personnes déplacées, les femmes et les jeunes.

Résultat 1.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC, en particulier les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiés et personnes déplacées) peuvent jouir de leur droits les plus fondamentaux, notamment à un accès équitable à la justice (y compris la justice pour mineurs), à l'identité légale et à la protection, grâce au renforcement des systèmes judiciaire et de sécurité, aux capacités de suivi des organisations de la société civile en matière de droits de l'homme et à la responsabilité institutionnelle.

Résultat 2.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC bénéficient d'une protection sociale inclusive et d'un dividende démographique tiré par la maîtrise de la démographie et l'autonomisation des jeunes et des femmes.

Résultat 3.1 : La population, en particulier les plus vulnérables, a un accès équitable, de qualité et durable aux services sociaux de base, y compris la lutte contre le VIH/sida.

Résultat 3.2 : D'ici 2024, les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires apportent une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace envers les personnes affectées par les crises dans le respect des standards et principes humanitaires en vue de réduire la surmortalité et la sur-morbidité des personnes affectées

UNSDCF Angola 2020-2022

Résultat 2 : d'ici 2022, les adolescents, les jeunes, les femmes et les personnes les plus vulnérables sont prioritaires dans les politiques et programmes sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Résultat 4 : d'ici 2022, les citoyens participent à la gouvernance et la contrôlent, chacun a accès à la justice et les droits de l'homme sont respectés, dans un environnement de paix et de sécurité régionale.

Produit 4.5 : Engagement accru de l'Angola dans les défis transfrontaliers, dans les domaines de la paix et de la sécurité, des épidémies et des parasites, de la préservation de l'environnement, des migrants, demandeurs d'asile, et des réfugiés.

¹¹ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

¹² (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale : (2.2) Gouvernance démocratique : (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois : (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État : (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale : (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

Cibles et objectifs de développement durable auxquels le projet contribue :

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles

5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard de toutes les femmes et les filles.

5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.

5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.

ODD 9 : **Bâtir** une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourage l'innovation

9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

10.2 D'ici 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires, et en promouvant l'adoption de lois, politiques, des politiques et mesures adéquates en la matière.

10.7 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Pactes mondiaux

Pacte mondial pour les migrations

Pacte mondial sur les réfugiés

Type de demande :

Nouveau projet :

Révision de projet :

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision:

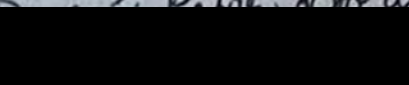


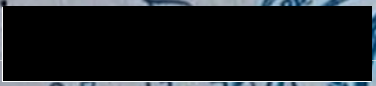

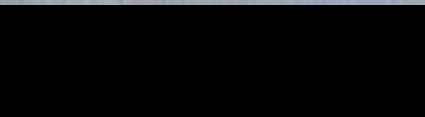
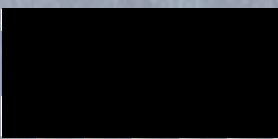
NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>Représentant du Gouvernement national République Démocratique du Congo (RDC)</p> <p>S.E. Monsieur Christian Mwando Nsimba Ministre D'état, Ministre du Plan</p> <p>Signature : </p> <p>Date & visa :</p>	<p>Représentant des autorités nationales République d'Angola</p> <p>Dr Eugénio César Laborinho Ministre de l'intérieur</p> <p>Signature:</p> <p>Date & visa :</p>
<p>Agence récipiendaire (s)¹</p> <p>Fabien Sambo Chef de Mission</p> <p>Signature : </p>	<p>Agence récipiendaire (s)</p> <p>Alberto Muxa Chef de Mission a.i.</p> <p>Signature:</p>
<p>Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), République Démocratique du Congo</p> <p>Date & visa : 17/11/2021</p>	<p>Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Angola</p> <p>Date & visa :</p>
<p>Agence récipiendaire (s)</p> <p>Liz Kpam AHUA Représentante</p> <p>Signature : </p> <p>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) République Démocratique du Congo</p> <p>Date & Visa :</p>	<p>Agence récipiendaire (s)</p> <p>Vito Trani Représentant</p> <p>Signature:</p> <p>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Angola</p> <p>Date & Visa :</p>
<p>Coordonnateur résident (République Démocratique du Congo)</p> <p>David McLachlan-Karr</p> <p>Signature : </p> <p>Représentant spécial adjoint du Secrétaire général Nations Unies, Coordonnateur Résident et Coordonnateur Humanitaire,</p> <p>Date & visa:</p>	<p>Coordonnatrice résidente (Angola)</p> <p>Zahira Virani</p> <p>Signature:</p> <p>Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Angola</p> <p>Date & visa:</p>
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Awa Dabo</p> <p>Signature: </p> <p>Chef adjoint du bureau du soutien à la consolidation de la paix</p> <p>Date & visa 30 December 2021</p>	

¹ Please include a separate signature block for each direct recipient organization under this project.

ASSINATURAS DO PROJECTO:

<p>Representante das Autoridades Nacionais República Democrática do Congo (RDC)</p> <p><i>Nome do Governo Homólogo</i></p> <p><i>Assinatura</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i></p>	<p>Representante das Autoridades Nacionais República de Angola</p> <p><i>Nome do Governo Homólogo</i> <i>Pires</i></p> <p><i>Assinatura</i> </p> <p><i>Data & Carimbo</i></p>
<p>Organização(ões) Beneficiária(s)¹³</p> <p><i>Fabien Sambussy</i></p> <p><i>Assinatura</i></p> <p><i>OIM na RDC</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i></p>	<p>Organização(ões) Beneficiária(s)</p> <p><i>Nome do Representante</i></p> <p><i>Assinatura</i>  <i>ca</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i> <i>29/12/2021</i></p> 
<p>Organização(ões) Beneficiária(s)</p> <p><i>Liz Kpam AHUA</i></p> <p><i>Assinatura</i></p> <p><i>Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (ACNUR) na RDC</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i></p>	<p>Organização(ões) Beneficiária(s)</p> <p><i>Vito Trani</i></p> <p><i>Assinatura</i> </p> <p><i>Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (ACNUR) em Angola</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i> <i>29.12.2021</i></p> 
<p>Chefe da equipa da ONU no país (RDC)</p> <p><i>Nome do Representante</i></p> <p><i>Assinatura</i></p> <p><i>Função</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i></p>	<p>Chefe da equipa da ONU no país (Angola)</p> <p><i>Zahira Virani</i></p> <p><i>Assinatura</i> </p> <p><i>Função</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i> <i>29/12/2021</i></p>
<p>Escritório de Apoio à Construção da Paz (PBSO)</p> <p><i>Awa Dabo</i> </p> <p><i>Assinatura</i></p> <p><i>Data & Carimbo</i> 30 December 2021</p>	

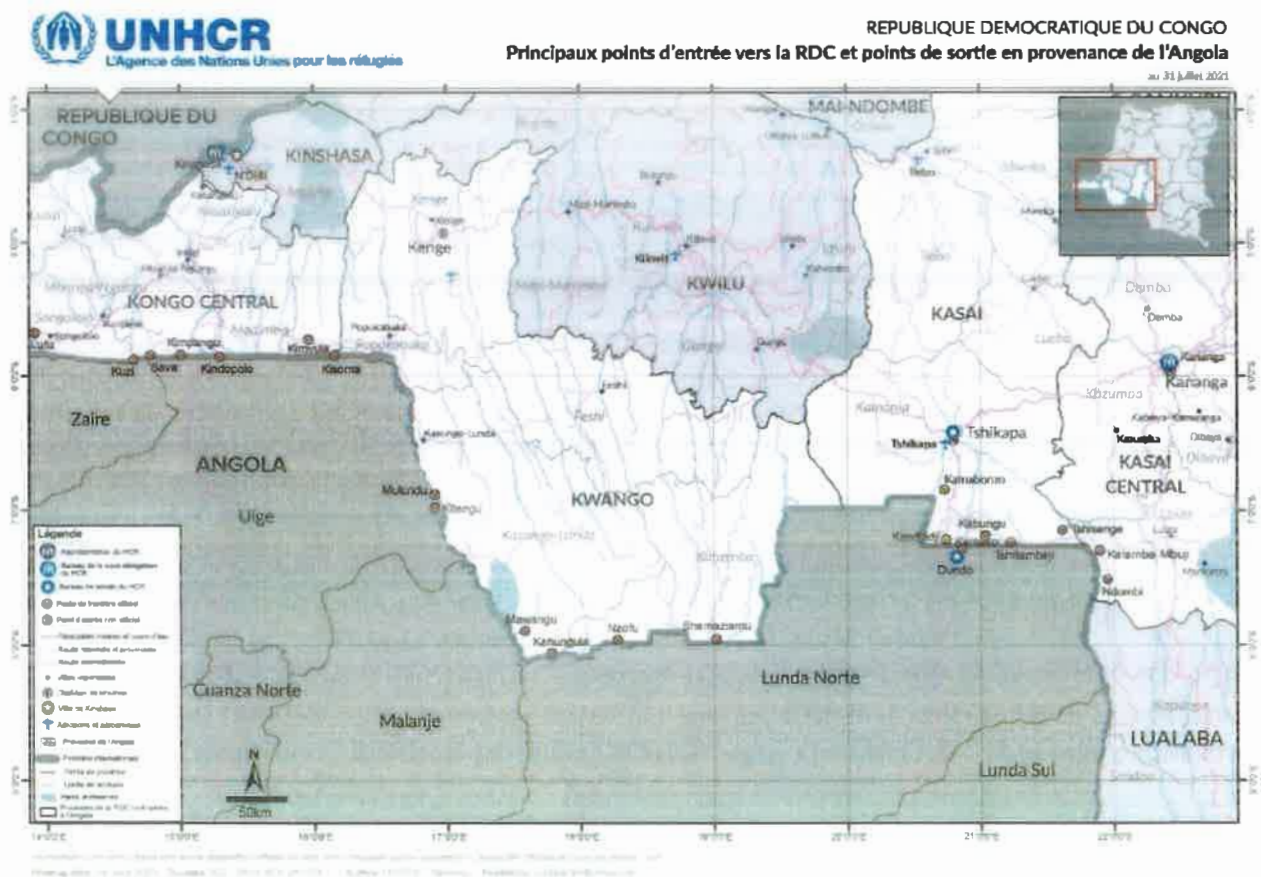
¹³ Favor incluir um bloco de assinatura separado para cada organização beneficiária directa no âmbito deste projecto.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) Décrire brièvement les conclusions principales de l'analyse de conflit en ce qui concerne les principales thématiques du projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits ? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit être sensible au genre et à l'âge.

Analyse de la situation

La frontière entre l'Angola et la République démocratique du Congo (RDC) s'étend sur 2 646 km. Celle-ci comprend une section qui s'étend sur toute la frontière sud des provinces du Kasai et de l'extrémité sud-ouest du Kasai central en RDC et sur la frontière nord de la province de Luanda Norte en Angola. La porosité des frontières entre les deux pays a historiquement favorisé un niveau élevé de mouvements et d'échanges transfrontaliers, ainsi que des flux de réfugiés en période de conflit, et d'autres flux migratoires liés à des crises humanitaires d'urgence. Ces dernières années, l'Angola a attiré une grande partie de la population frontalière de la RDC. Cette attraction est due à ses meilleures infrastructures publiques, d'un coût de la vie plus bas et d'une plus forte demande de travail manuel, notamment dans le secteur minier. Cette disparité marquée entre les deux pays frontaliers a entraîné une importante migration irrégulière le long des frontières poreuses¹⁴. En outre, suite au conflit de 2017 au Kasai, plus de 35 000 individus ont fui à travers la frontière vers la province angolaise de Lunda Norte pour demander l'asile ; parmi lesquels environ 10 000 restent à ce jour des réfugiés reconnus.



I: Carte des principaux points de passage frontaliers entre la RDC et l'Angola

¹⁴ Avelino Chico, S. J. (2020). *La frontière entre l'Angola et la République démocratique du Congo : D'un lieu d'affaires au point d'entrée de l'immigration clandestine*. Université pontificale Comillas.

Depuis octobre 2018, le gouvernement angolais applique des règles migratoires de plus en plus strictes. Par conséquent une augmentation des expulsions des migrants congolais, qui avaient principalement migré pour des raisons économiques afin de travailler dans le secteur minier de l'autre côté de la frontière, est fortement observée. Plus récemment, du 6 au 26 septembre 2021, environ 8 097 personnes¹⁵ sont retournées dans la province du Kasai central par le point de passage de Kamako, il semblerait que ce retour soit principalement motivé par la crainte que les autorités angolaises appliquent des mesures plus strictes pour contraindre les migrants illégaux. Cette démarche d'expulsion se fait essentiellement dans le cadre d'une campagne visant en particulier l'exploitation minière illégale et d'autres activités illicites dans le Lunda Norte. Ces expulsions sont de plus en plus surtout à l'approche de l'année présidentielle, électorale en Angola. En 2020, un total de 24 490 Congolais a été expulsé d'Angola par la porte de Kamako.¹⁶ Ces expulsés se sont ajoutés aux centaines de milliers d'autres rapatriés déjà présents dans les provinces de la région du Grand Kasai, où plus de 516 000 rapatriés déplacés ont été enregistrés en 2019. Selon la Direction générale des migrations (DGM) congolaise, les travailleurs migrants congolais en situation irrégulière sont immédiatement détenus dans un centre spécifique pour migrants irréguliers en Angola. D'après les enquêtes menées par le HCR, malgré les rapports faisant état d'irrégularités dans les processus d'expulsion, environ 70 % des Congolais expulsés lors des dernières vagues retourneraient immédiatement en Angola par des moyens clandestins si l'occasion leur en était donnée. De même, des enquêtes menées auprès de quelque 10 000 réfugiés congolais reconnus restants en Angola ont révélé un très faible taux de volonté de retour en RDC. Cela est principalement dû à l'absence d'un soutien à la réintégration et des facteurs tels que de conflit non-résolu qui pourraient entraîner une instabilité et des déplacements futurs. En outre, la porosité des frontières, l'absence de canaux de migration régulière ou d'autres alternatives plus efficaces permettant aux migrants irréguliers de régulariser leur statut en Angola, combinée au manque de sensibilisation aux risques de la migration irrégulière pour les populations prônent à migrer, exacerbent le flux de mouvements irréguliers vers l'Angola, entraînant à son tour davantage d'expulsions. Dans les zones de retour, la plupart des communautés d'accueil faisaient partie des zones de conflit de la crise de 2016-2017. Beaucoup de ces communautés rencontrent encore des conflits résiduels concernant les pouvoirs coutumiers, les frontières territoriales et les tensions intercommunautaires. Les principaux moteurs de ces conflits sont les rivalités politiques et la cohabitation difficile entre les communautés qui se disputent l'accès aux ressources (régime foncier) De plus, cela entraîne de nouveaux déplacements et une détérioration des conditions de vie. Par exemple, entre août et septembre 2020, plus de 43 500 personnes ont fui à l'intérieur du pays à la suite d'affrontements intercommunautaires dans les territoires de Demba (Kasai Central), Mweka (Kasai) et Katanda (Kasai Oriental)¹⁷ Ces causes résiduelles de conflit pourraient s'aggraver avec un afflux important de rapatriés d'Angola, qui exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées telles que les activités génératrices de revenus, les services de base et les terres. Une étude à grande échelle menée par l'équipe de la Displacement Tracking Matrix (DTM) de l'OIM dans la province du Kasai central en décembre 2020 a révélé que, dans les villages où les relations entre les PDI, les rapatriés et la communauté d'accueil étaient considérées comme étant mauvaises par une majorité de personnes interrogées. Les principales raisons de cette mauvaise relation invoquées étaient liées aux tensions ou aux conflits concernant les moyens de subsistance et les ressources naturelles (75 % et 50 % des villages, respectivement).¹⁸ Par ailleurs, les besoins spécifiques des femmes et des jeunes doivent être pris en compte, étant donné que 60 % de la population rapatriée dans la province du Kasai central en 2020 étaient des femmes, dont 15,5 avaient moins de 5 ans. Ces résultats démontrent qu'il est essentiel de mettre en place des mécanismes de stabilisation communautaire efficaces et durables, liés à des initiatives de réintégration socio-économique et de relance économique, afin de prévenir toute nouvelle violence.

Dans le but de relever les défis humanitaires et sécuritaires le long des frontières entre les deux pays, les gouvernements de l'Angola et de la RDC se sont rencontrés en septembre 2020 avec l'objectif de mettre en œuvre un mécanisme de coordination pour améliorer la gestion des frontières et minimiser l'impact négatif du

¹⁵ Selon les premières estimations, 61 % d'entre eux sont des hommes, 18 % des femmes et 21 % des enfants. Parmi ces personnes, près de 30 % ont dû s'installer temporairement dans des centres collectifs (églises, écoles), 40 % dans des familles d'accueil et 30 % ont poursuivi leur mouvement vers d'autres lieux.

¹⁶ Données du bureau OCHA de Kananga.

¹⁷ Données du bureau OCHA de Kananga.

¹⁸ OIM RDC RDC - Kasai-Central : Tableau De Bord De Suivi De Mobilité - Évaluation Des Villages (Décembre 2020) (<https://displacement.iom.int/reports/rdc-%E2%80%94-kasa%AF-central-tableau-de-bord-de-suivi-de-mobilit%C3%A9-valuation-des-villages-d%C3%A9cembre>)

flux migratoire. La délégation de haut niveau de la RDC en Angola pour discuter des questions de défense et de sécurité était dirigée par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières. Cette délégation était accompagnée du ministre de la Défense, des Anciens combattants ainsi que d'autres fonctionnaires tels que les experts et gouverneurs des provinces frontalières. Selon un communiqué publié par le gouvernement congolais, la réunion a été convoquée dans le but de préserver la paix en RDC et de renforcer la sécurité des frontières, avec une variété de défis de sécurité pertinents qui ont été discutés.¹⁹

Malgré ces premières mesures et discussions, les capacités réelles et les ressources allouées à ces efforts restent limitées. Dans ce cadre global de coopération entre les deux pays, ce projet cherche à contribuer au renforcement de la capacité de gestion des frontières, en particulier la capacité de mettre en œuvre une gestion des frontières sensible à l'action humanitaire et à la protection²⁰. Cette gestion de frontière se fera, du côté angolais, dans la province de Lunda Norte et de s'attaquer aux moteurs sous-jacents du conflit et de la migration dans les provinces de Kasai et Kasai Central en RDC. Les interventions à la frontière contribueront également à garantir que la gestion des frontières et des migrations s'effectue conformément aux cadres normatifs internationaux et ainsi qu'aux standards de protection.

Ces activités de stabilisation et de consolidation de la paix visant à renforcer les capacités de l'État sont particulièrement cruciales dans le contexte de la récente transition de la MONUSCO dans la région du Kasai en juin 2021. La transition de la région du Kasai s'est spécifiquement concentrée sur le transfert des mandats clés de la MONUSCO à l'équipe de pays de l'ONU par le biais d'une approche de lien entre l'humanitaire, la paix et le développement. Dans ce cadre, plusieurs projets du Fonds pour la consolidation de la paix ont été lancés pour anticiper la transition de la MONUSCO en mettant l'accent sur la consolidation de la paix, la protection, la restauration de l'autorité de l'État et la justice transitionnelle.²¹ Ainsi, cette proposition de projet s'aligne sur le cadre général de la transition de la MONUSCO, qui devrait être finalisé en septembre 2021.

République démocratique du Congo

Issue du nouveau découpage administratif de la RDC en 2015, la région du Grand Kasai est composée des provinces du Kasai, du Centre, du Kasai, du Sankuru, du Kasai Oriental et de la Lomami. Elle s'étend sur une superficie de 325 433 kilomètres carrés et compte une population estimée à 13 816 000 habitants. Les provinces du Kasai et du Kasai Central partagent leurs frontières sud avec la République d'Angola. Contrairement à l'Est de la RDC, le Grand Kasai n'a pas une longue histoire de conflit ouvert, mais il a traditionnellement été politiquement et économiquement marginalisé par le gouvernement central congolais. Cela a été en partie la cause d'un conflit qui a duré de 2016 à 2018 et qui a entraîné des pertes de vies, des déplacements massifs et la

¹⁹ Les discussions ont porté sur :

- des mesures visant à réduire la propagation du COVID-19 le long de la frontière commune ;
- la situation du droit d'asile et des migrants entre les deux pays ;
- mesures de prévention et de lutte contre l'immigration clandestine ; réhabilitation des postes frontières ;
- les récents incidents de sécurité aux frontières et les réponses appropriées ;
- la lutte contre la contrebande de personnes, de ressources naturelles, de drogues, de devises et de produits contrefaits ;
- la prévention de la traite des êtres humains ; les activités criminelles le long de la frontière commune.

²⁰ Par le biais de la gestion des frontières humanitaires (HBM), l'OIM cherche à aider les États membres à construire et à améliorer la réponse aux situations de crise sur deux fronts :

- a. protéger les migrants et les ressortissants touchés par la crise, et garantir leurs droits de l'homme et leurs intérêts conformément au droit international ; et
- b. Respecter la souveraineté nationale et assurer la sécurité des frontières.

²¹ Dans le cadre de la transition de la MONUSCO, les projets financés par le PBF dans la région du Kasai comprennent :

- Projet Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction au Kasai. (PNUD, BCNUDH, Search for Common Ground)
- Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées, réinsertion socio-économique et de justice transitionnelle. (PNUD, OIM, JHRO)
- Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique. (OIM, PNUD, UNWomen)
- Renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et la consolidation de la paix dans la province du Kasai. (BCNUDH, ONU Femmes)
- Renforcer la justice et la réinsertion socio-économique pour et par les jeunes femmes et hommes pour promouvoir la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les membres de la communauté hôte dans les provinces du Kasai et du Kasai Central. (HCR, BCNUDH, World Vision)

destruction d'infrastructures publiques. Par ailleurs, les conflits ont également aggravé les inégalités fondées sur le genre et ont conduit à une détérioration globale de la situation des femmes et des filles, avec des taux élevés de violence sexuelle basée sur le genre exacerbés par le conflit.

En 2016, les tensions liées au pouvoir coutumier ont déclenché un conflit qui a conduit à de violents affrontements entre les milices locales et les forces de sécurité. Ce conflit a d'abord eu lieu dans le Kasai central, puis dans la province du Kasai, avec des groupes d'autodéfense communautaires principalement le long des lignes de fracture ethniques. Le conflit ouvert a pris fin après le premier transfert pacifique du pouvoir depuis l'indépendance en janvier 2019, au profit du candidat de l'opposition Félix Tshisekedi, dont la famille est originaire de la région du Kasai. Le transfert de pouvoir a suscité l'espoir parmi les chefs coutumiers et les milices locales, autrefois marginalisés et, son appel ultérieur à la démobilisation des groupes armés a marqué un tournant dans le conflit et la reddition des membres de Kamwina Nsapu²². Cependant, à la suite de ces redditions, l'absence d'un processus de désengagement et de réintégration coordonné et financé de manière adéquate, signifie que de nombreux ex-combattants continuent à être confrontés au chômage et à la pauvreté. De plus, ces ex-combattants sont confrontés à des problèmes psychosociaux non traités et leur réintégration durable dans des communautés multiethniques est difficile. Plusieurs mécanismes et interventions pour la résolution des conflits et le dialogue, la réinsertion et la réintégration par les autorités locales, les organisations des Nations Unies, les donateurs, les ONGI et les OSC, existent. Néanmoins, ils restent dispersés et insuffisamment coordonnés pour réintégrer durablement les ex-combattants et s'attaquer aux moteurs sous-jacents du conflit par le biais d'une approche humanitaire, de paix et de développement efficace (triple lien).

Le conflit dans la région du Kasai a eu des conséquences dramatiques sur la population : des milliers de personnes sont mortes, et environ 1,4 million de personnes ont été contraintes de fuir les violences, dont environ 35 000 ont été forcées de traverser la frontière avec l'Angola. À ce jour, selon des statistiques récentes publiées par OCHA, la majorité des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont retournées dans leur lieu d'origine. Toutefois, environ 90 000 personnes continuent de résider dans leur lieu de déplacement au Kasai. Par ailleurs, environ 20 000 réfugiés congolais en Angola se sont volontairement rapatriés, de manière spontanée ou organisée, entre mi-2019 et début 2020. En Angola, près de 10 000 réfugiés congolais sont enregistrés par le HCR à Lunda Norte, tandis que de nombreux autres résideraient en Angola depuis 2017 ne sont toujours pas enregistrés et sont sans papiers d'identité. Ces populations risquent donc d'être expulsées, en raison de la suspension de l'enregistrement des réfugiés par le gouvernement angolais depuis août 2017. Les mouvements de retour volontaire ont été suspendus en raison de la pandémie de COVID-19 et de la fermeture des frontières par l'Angola. Environ 677 personnes ont exprimé leur intérêt pour le retour selon la dernière enquête menée par le HCR en avril dans le centre de réfugiés de Lovua, tandis que la majorité d'entre elles souhaitent rentrer l'année prochaine dans leur zone d'origine (principalement à Kwilu et Sankuru) et non dans leur ancienne zone de résidence localisée au long des frontières entre l'Angola et la RDC.

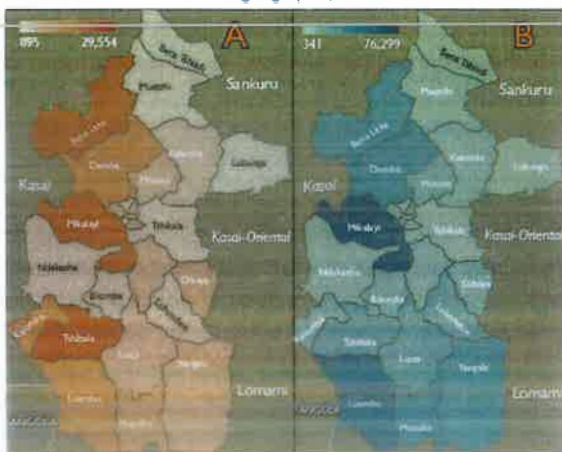
En outre, selon le rapport de suivi de la protection couvrant la période de janvier à avril 2021 dans la région du Kasai, 1 528 incidents de protection ont été signalés. Le rapport a montré que 68 % des incidents étaient liés à des VSBG et 30 % liés à des problèmes de protection de l'enfance. Le monitoring de la protection a également révélé un phénomène probable d'enlèvement d'enfants dans la province du Kasai, notamment dans les zones frontalières avec l'Angola (Kamako) et dans la région de Luebo/Ilebo. En effet, des rumeurs persistantes font état de l'existence de réseaux de trafic d'enfants de la RDC vers l'Angola. Il convient de noter que la zone de Luebo/Ilebo fait partie des zones les plus touchées par la crise de 2017/2018 et, des informations font encore état de la présence d'ex-miliciens qui seraient actifs dans certaines localités. Il est donc nécessaire de mettre en place des mécanismes efficaces de protection des enfants sur cette frontière.

Les effets de ce conflit restent apparents et ont été aggravés par la présence de personnes déplacées, de personnes anciennement déplacées retournées dans leur lieu de résidence habituel et par l'expulsion de migrants congolais d'Angola vers les provinces du Kasai et du Kasai central. Comme les principaux moteurs du conflit ne sont pas traités et que des tensions croissantes sont observées entre certaines communautés d'accueil, les populations déplacées et les rapatriés, il existe un risque important de résurgence de la violence et une augmentation déjà signalée de l'insécurité. C'est particulièrement le cas dans certaines zones où la pression démographique est

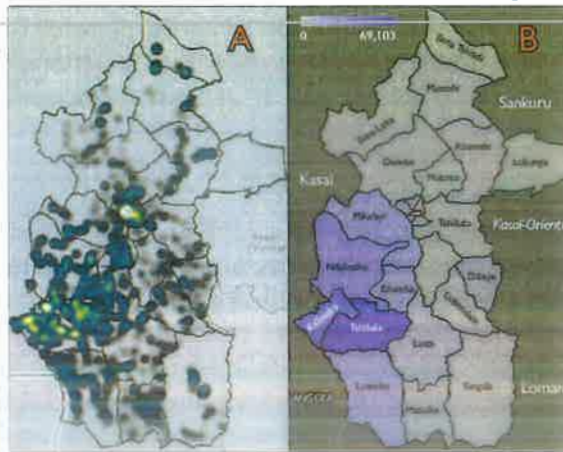
²² Le groupe armé qui a mené la rébellion dans la région du Kasai de 2016 à 2018,

particulièrement élevée en termes de présence de personnes déplacées et de rapatriés. Dans la province du Kasai central, cela inclut les zones de Kalomba (17 %), Mikalayi (16 %) et Tshibala (16 %) (Voir les cartes ci-dessous), les femmes représentant 58 % des personnes déplacées dans la province. Huit des villages étudiés par l'OIM ont spécifiquement identifié que les tensions liées aux moyens de subsistance et aux ressources naturelles sont un obstacle majeur à la cohésion sociale et un moteur potentiel de conflit. De plus, les villages du territoire de Demba (13 %) et de la ville de Kananga (15 %), notamment, ont déclaré que la sécurité n'était pas assurée dans leur région. Dans ces zones, l'insécurité est souvent attribuée à des cas de viols (48 %), de vols de bétail (47 %), de conflits pour les terres ou les ressources (38 %), de meurtres (36 %), d'agressions physiques et de vols (28 %).²³ Une étude réalisée en 2020 a également révélé que les jeunes ont spécifiquement identifié les tensions intercommunautaires et le harcèlement par les services de sécurité comme des sources d'insécurité, les jeunes femmes et les filles mentionnant spécifiquement la présence de groupes armés, le banditisme/le vol et les mauvaises conditions de vie générales.²⁴

Carte 3-A: Provenances des PDI's actuelles
Carte 3-B: Distribution géographique des PDI's retournées



Carte 4: Distribution géographique des retournés de l'Angola



Carte 1 Origine des déplacés internes au Kasai Central ; Carte 2 Distribution géographique des déplacés internes de retour au Kasai Central ; Carte 3-4 Distribution géographique des rapatriés d'Angola au Kasai Central (données OIM, décembre 2020).

Malgré l'amélioration relative de la sécurité, les chaînes de valeur sont toujours perturbées et la région souffre d'une insécurité alimentaire chronique. Le chômage a augmenté pendant le conflit en raison de la perturbation à long terme de l'agriculture et d'autres secteurs économiques, et les principaux centres urbains sont submergés par des jeunes vulnérables, au-delà de la capacité d'absorption économique. Selon une enquête menée par l'ONGI Interpeace auprès de 426 personnes dans les régions du Kasai et du Kasai central en octobre - décembre 2019, 90 % des personnes interrogées ont déclaré n'avoir reçu aucun revenu le mois précédent, seulement 7 % ont déclaré avoir accès à l'eau courante et 2 % à l'électricité.²⁵ En particulier, l'inexistence ou la détérioration des routes nationales ou frontalières accroît l'isolement, limite le commerce transfrontalier et entrave gravement le développement économique des régions. La fermeture temporaire des frontières avec l'Angola en réponse à la pandémie de COVID-19 a paralysé le commerce transfrontalier de marchandises, contraint les petits commerçants à suspendre leurs activités ou à recourir à des passages frontaliers dangereux et illégaux. De plus, cela a amplifié les difficultés d'accès aux biens essentiels tels que la nourriture et les produits de santé. La destruction des infrastructures liée au conflit a exacerbé le manque structurel d'investissements et les problèmes chroniques de développement de la région, ce qui a eu un impact critique sur l'économie, l'accès aux services sociaux et la gouvernance. Il existe donc un besoin important de soutien à la réintégration socio-économique, non seulement pour les ex-combattants mais aussi et surtout pour les personnes déplacées, les personnes déplacées et les réfugiés retournés chez eux, les enfants vulnérables et les victimes de violences sexuelles. Ceci est particulièrement urgent pour éviter l'exacerbation des facteurs de conflit sous-jacents et l'érosion de la cohésion sociale et de la résilience socio-économique déjà précaires dans les communautés affectées.

²³ IOM DTM, décembre 2020

²⁴ Transparency International. "Context and Conflict Analysis of the Greater Kasai Region", financé par le ministère britannique du Développement international (DFID), juin 2020.

²⁵ Rapport Interpeace. "Défis et priorités pour la paix", octobre 2019 - août 2020.

En définitive, de nombreux migrants et réfugiés revenant d'Angola, des personnes déplacées et même certains membres des communautés d'accueil, ne possèdent pas de documents d'identité. Par conséquent, cette situation les expose à un risque sérieux d'apatridie. Dans les zones de retour du Kasai et du Kasai central, l'accès à la terre, et par conséquent aux ressources, est dans une certaine mesure conditionné par l'appartenance à la localité en question et la possession de documents appropriés pour garantir l'accès à la terre. Ceci est une source constante de tension et de confrontation. Actuellement, au Kasai Central, environ 100 000 personnes n'ont pas de documents d'identité (actes de naissance, cartes d'identité, etc.) et ne peuvent donc pas revendiquer le droit à la terre ainsi que l'accès aux besoins et services de base. Leurs tentatives d'accès aux services et/ou aux biens conduisent généralement à des conflits interpersonnels et peuvent dégénérer en tensions intercommunautaires susceptibles de déboucher sur des violences. Cette situation est encore exacerbée par le cadre juridique de la nationalité en RDC, qui est conflictuel lorsqu'il s'agit de concilier la nationalité d'origine avec le principe constitutionnel de l'unicité et de l'exclusivité de la nationalité congolaise, et le maintien de critères ethniques et temporels pour l'attribution de la nationalité congolaise d'origine. Cela signifie que la question des documents d'identité dans les zones de retour, qui est au cœur de la problématique de la réduction du risque d'apatridie, est un moteur de conflit dans les zones de retour, et donc à l'origine de mouvements continus de déplacement et de retour - ces mêmes mouvements exacerbant la perte et l'absence de documents. Il est donc important de s'attaquer à ces phénomènes afin de s'assurer que les retours ne deviennent pas une source de nouveaux conflits entre les communautés d'accueil, les personnes déplacées et les rapatriés.

République d'Angola

Après la fin de trois décennies de guerre civile et la signature de l'accord de paix d'avril 2002, le gouvernement angolais s'est efforcé d'assurer la stabilité et de créer les conditions nécessaires au bien-être de sa population. En raison de sa situation géographique, de la porosité de ses frontières, de ses vastes ressources naturelles, de son économie en développement mais aussi de ses importantes inégalités, l'Angola a toujours été un pays d'origine, de transit et de destination des migrations. L'État d'Afrique australe a été touché par des flux migratoires mixtes²⁶, qui ont récemment augmenté en raison de la pauvreté économique et des conflits dans les pays voisins, combinés à l'activité croissante des organisations criminelles organisées engagées dans la contrebande et le trafic de ressources et de personnes.

Malgré la stabilité et le développement enregistrés au cours des dernières années, les facteurs susmentionnés posent des défis croissants à l'Angola pour gérer efficacement sa vaste frontière. De plus ceux-ci sont exacerbés par le financement limité disponible et la nécessité de renforcer les capacités des gardes-frontières, des autorités locales et des agents chargés de l'application de la loi afin de les doter des connaissances et des ressources nécessaires pour opérer dans un environnement aussi complexe que celui que l'on trouve en particulier le long de la frontière de la province de Lunda Norte, dans le nord, avec la RDC. Les défis de la gestion des frontières ont été aggravés par l'augmentation de divers abus et pratiques frauduleuses le long de la frontière, ce qui non seulement nuit aux économies de l'Angola et de ses voisins par des pratiques de contrebande qui échappent à l'impôt, mais met également en danger les populations vulnérables des communautés frontalières. Ceci est particulièrement lié aux activités des groupes et acteurs illégaux impliqués dans des pratiques d'exploitation telles que la contrebande, la traite des êtres humains, le travail forcé et les abus sexuels. Ces abus sont aussi particulièrement commis à l'encontre des migrants involontairement renvoyés²⁷, qui n'ont souvent pas les moyens de retourner dans leur région d'origine, de trouver un abri adéquat ou de s'engager dans des activités génératrices de revenus dans les communautés frontalières.

²⁶ Les principales caractéristiques des flux migratoires mixtes sont le caractère irrégulier et la multiplicité des facteurs à l'origine de ces mouvements, ainsi que les besoins et profils différenciés des personnes concernées. Les flux mixtes ont été définis comme des "mouvements de population complexes comprenant des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants économiques et d'autres migrants". Les mineurs non accompagnés, les migrants environnementaux, les personnes faisant l'objet d'un trafic illicite, les victimes de la traite et les migrants bloqués, entre autres, peuvent également faire partie d'un flux mixte. (Session 96 de l'OIMth, Note de discussion : Dialogue international sur la migration)

²⁷ Les formes de retour involontaire comprennent la déportation, l'évacuation et la fuite.

Pour faire face à la présence de centaines de milliers de migrants et de travailleurs en situation irrégulière en Angola, le gouvernement a lancé en 2018 l' " Opération Transparence ". L'Opération visait à éloigner les travailleurs irréguliers, principalement congolais, des zones minières, cherchant ainsi à obtenir un plus grand contrôle sur ses marchés miniers et du travail, ainsi que sur sa frontière nord avec la RDC. L'Opération a conduit à la détention et à l'expulsion de plus de 350 000 migrants irréguliers. Cependant, malgré cette opération, la frontière de Lunda Norte en Angola avec le Kasai et le Kasai Central en RDC continue d'enregistrer un nombre élevé de personnes et de groupes qui entrent souvent en Angola de manière irrégulière. Cette situation soulève d'importantes préoccupations humanitaires et notamment de protection, car les nouveaux arrivants demandeurs d'asile, les migrants économiques et les autres personnes en déplacement deviennent vulnérables à l'exploitation par des acteurs illégaux et à d'autres pratiques irrégulières et abus. Cette vulnérabilité n'est que renforcée par l'absence de centres et de mécanismes d'orientation appropriés aux frontières pour permettre une migration régulière sûre et digne.

La région de Luanda Norte, en particulier, est connue pour être une route traditionnelle pour les mouvements de population. Des mouvements constants et importants en provenance d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et de la Corne de l'Afrique utilisent ces frontières pour accéder à des destinations vers le sud, souvent mais pas exclusivement attirés par des opportunités économiques immédiates. Nombreux sont ceux qui empruntent également cette route à la recherche d'un refuge contre la violence ou la persécution, ou de meilleures conditions de vie. Par ailleurs, le Lunda Norte a également été l'un des principaux points d'entrée de l'afflux de réfugiés en provenance de toutes les régions de la RDC, des Grands Lacs, de l'Afrique occidentale et centrale. C'est également le principal point d'entrée des migrants économiques, qui cherchent souvent à travailler illégalement dans le secteur minier de Lunda Norte (principalement des jeunes). La contrebande d'articles commerciaux, de carburant, de diamants et d'autres minerais est en augmentation et reste à la fois un facteur d'incitation et d'attraction pour la migration à travers ces frontières. Plus récemment, on a constaté une augmentation des rapports non validés faisant état de la présence accrue de réseaux engagés non seulement dans la contrebande d'êtres humains mais aussi dans la traite à travers ces frontières, en particulier des femmes et des filles ainsi que des jeunes - soit pour s'engager dans l'exploitation minière illégale et les activités connexes, les opérations illicites et criminelles ou l'exploitation sexuelle, soit dans le Lunda Norte ou en transitant par-là vers d'autres provinces ou des pays tiers.

Causes et facteurs de conflit

Historiquement, les conflits en RDC et dans la région du Grand Kasai ont été causés par une variété de facteurs interdépendants. Ceux-ci peuvent être largement regroupés en catégories clés, qui interagissent étroitement et se nourrissent les uns des autres. Le conflit de Kamuina Nsapu a été initialement déclenché par un affrontement entre les structures de gouvernance politique et coutumière basées sur les intérêts, notamment entre les niveaux local et provincial/central. En revanche, , des griefs de longue date et des vecteurs de conflit sous-jacents entre différents groupes, fondés sur la distribution inégale des ressources naturelles et la marginalisation de certaines populations, constituaient un vecteur sous-jacent supplémentaire qui pouvait facilement être exploité par les dirigeants coutumiers et politiques pour mobiliser un soutien, principalement autour d'identités tribales et ethniques, afin de servir les intérêts individuels des dirigeants locaux. Le tableau ci-dessous présente les principaux moteurs de conflit dans la région du Kasai.

Le tableau de la page suivante présente les principales causes, moteurs et manifestations du conflit dans les provinces du Kasai de la RDC.

Les causes profondes du conflit	Les facteurs de conflit	Manifestations	
Faiblesse de la gouvernance et de l'État de droit	Faible gouvernance et services de base limités	<p>Dans l'une des régions les plus pauvres de la RDC, la population a peu confiance dans les élites politiques et les institutions de sécurité et de justice, dont la présence en dehors des capitales provinciales ainsi que l'intégrité et l'efficacité globales sont souvent remises en question. Au Kasai central, le mouvement armé Kamuina Nsapu a mobilisé ses partisans autour de son appel au départ de l'ancien régime, décrit comme responsable de l'extrême marginalisation politique, sociale et économique de la population. Le conflit a exacerbé la crise de confiance dans les services judiciaires et les forces de sécurité. Celui-ci est alimenté par les abus commis par les services de sécurité gouvernementaux pendant le conflit et la persistance de comportements abusifs et d'extorsion pratiqués par les fonctionnaires du gouvernement. Étant donné que les moteurs du conflit ne sont pas suffisamment traités dans les provinces du Kasai, et qu'ils ont été perpétrés par la destruction d'infrastructures étatiques déjà faibles, la méfiance du public envers l'État continue d'être une cause potentielle clé d'une résurgence de la violence si elle est déclenchée.</p>	
	Frontières artificielles, séparation forcée des communautés s/effets occasionnant de tensions communautaires	<p>Comme pour d'autres régions, les frontières du Lunda Norte et du Kasai ont été établies en fonction des intérêts politiques et économiques des anciennes puissances coloniales. Historiquement, le Lunda Norte faisait partie de la RDC et a été échangé par les Belges et les Portugais contre le Cabinda juste avant l'indépendance des deux États. En conséquence, plus encore que dans d'autres régions, il existe un sentiment de séparation forcée par l'établissement de frontières étatiques artificielles divisant les familles et les communautés, les terres ancestrales, les biens, les ressources, ainsi que les réseaux de leadership et autres réseaux de pouvoir qui étaient autrefois unis il y a deux ou trois générations. Ainsi, non seulement les liens familiaux, les coutumes, les terres, les réseaux sociaux et les intérêts continuent d'être partagés en pratique malgré les frontières artificielles. Néanmoins, les griefs restent intrinsèquement forts parmi les communautés installées de part et d'autre des frontières. Cela crée un environnement opérationnel très difficile pour la gestion des frontières, l'application de la loi et les autorités administratives des deux pays. Les autorités des deux États cherchent à faire appliquer des règles et des règlements qui peuvent différer en fonction des politiques gouvernementales ou de la législation applicables par chaque État, compte tenu notamment des liens étroits avec la tradition et le droit coutumier que les communautés des deux côtés reconnaissent mutuellement.</p>	
	Porosité des frontières RDC-Angola porosité / retours non organisés et non réglementés	<p>Compte tenu de la longueur de la frontière internationale entre la RDC et l'Angola et des ressources limitées pour la gérer, la gestion des frontières est un défi majeur, laissant place aux flux migratoires irréguliers et mixtes, au fonctionnement des réseaux de crime organisé, y compris la contrebande et le trafic de personnes et d'autres articles illicites. Cela exacerbe l'insécurité dans les zones transfrontalières, créant de l'instabilité et des facteurs d'incitation et d'attraction pour les parties vulnérables de la population de la RDC qui ont recours à la migration irrégulière vers l'Angola. Cela augmente à son tour les risques de déportations, de retours forcés ou d'expulsions arbitraires, créant ainsi un cercle vicieux de mouvements transfrontaliers irréguliers.</p> <p>En RDC, les faibles capacités de gestion des frontières sont particulièrement dues à la faiblesse des infrastructures frontalières, au faible niveau de formation des agents frontaliers et au manque d'équipements de communication et de transport de base. Le personnel chargé de faire respecter la loi est souvent mal payé et mal formé, ce qui crée un terrain fertile pour l'impunité et la perpétuation de la criminalité.</p>	

		<p>Des deux côtés de la frontière, la gestion efficace des frontières est considérablement freinée par les ressources limitées dont disposent les autorités et les communautés locales. Ceux-ci sont également aggravés par les vastes distances frontalières, l'éloignement de la plupart des points de passage et l'accès limité à ceux-ci depuis les deux pays. Le manque de normalisation ou de coordination des pratiques de gestion des frontières et les possibilités limitées de renforcement des capacités des agents de première ligne contribuent également à l'absence d'application systématique de procédures régulières pour l'accueil, le retour, le filtrage et l'orientation des flux de population. En conséquence, des solutions ad hoc et impromptues peuvent être appliquées au niveau local malgré l'existence de procédures systématiques de gestion des frontières réglementées par l'État, dans une tentative des agents frontaliers de contrer immédiatement les entrées irrégulières ou les activités illicites. Ces solutions peuvent conduire à des retours forcés, des expulsions sommaires ou des restrictions d'entrée arbitraires imposées par les autorités frontalières comme solutions rapides pour dissuader les mouvements irréguliers.</p>
	<p>Gestion des migrations / flux migratoires irréguliers</p>	<p>Les mouvements pendulaires de migrants traversant la frontière des deux côtés pour une courte période de temps, soit pour s'engager dans des activités commerciales ou économiques, soit pour accéder à des services de meilleure qualité dans l'un ou l'autre côté, ont toujours été un défi pour une gestion efficace des frontières dans la région. Plus récemment, les mouvements pendulaires des réfugiés congolais ont également augmenté, avec de nombreux retours spontanés, attirés par la stabilité politique, l'accès à de meilleurs soins médicaux ou traitements traditionnels, de meilleures opportunités d'éducation dans la langue maternelle pour leurs enfants et le sentiment général de sécurité accrue dans leurs régions d'origine et de résidence habituelle en RDC. Les mouvements de retour spontané vers la RDC ont également augmenté, poussés par la détérioration de l'économie du côté angolais, particulièrement affectée par l'impact négatif de COVID-19 et la fermeture consécutive des frontières. Cela a eu un effet dévastateur sur le commerce transfrontalier et sur les communautés locales frontalières dont les revenus dépendent entièrement des mouvements et des échanges transfrontaliers. Cependant, une fois de retour au Kasai, les réfugiés et les migrants connaissent de faibles perspectives de réintégration, avec un accès limité aux revenus durables, à la terre, à l'emploi et à l'assistance. De plus, cela est aggravé par une plus grande compétition pour des ressources rares, sur la base d'une cohésion sociale très fragile. Récemment, des rapports ont été reçus selon lesquels de nombreuses familles de réfugiés, parmi celles qui ont été volontairement rapatriées dans le cadre de l'accord tripartite avec la RDC et l'Angola, retrouvent maintenant le chemin de l'Angola. Ces retours de réfugiés vers l'Angola sont causés par le manque de conditions de vie minimales et la marginalisation croissante dans les zones de retour en RDC. Une fois de retour en Angola, ils ne sont pas autorisés à faire réactiver leur statut de réfugié, car les autorités estiment qu'ils n'ont plus de raison de demander l'asile. La fatigue des communautés locales et des structures administratives est également en hausse. Celles s'attendent avant tout à ce que tous les efforts déployés pour organiser le rapatriement volontaire soient censés aboutir à une solution durable pour la situation des anciens réfugiés désireux de rentrer chez eux. Par conséquent, les personnes prises dans ces mouvements pendulaires restent exposées à un risque accru d'expulsion et de refoulement, de harcèlement et de détention arbitraire en raison de leur statut de sans-papiers. Un autre cercle vicieux est donc créé, qui non seulement draine les ressources humaines et financières des gouvernements et des agences humanitaires, ainsi que d'autres parties prenantes, mais surtout exacerbe les vulnérabilités de populations déjà extrêmement exposées et gravement traumatisées, ce qui, à son tour, crée des facteurs supplémentaires de tension et d'instabilité dans la région.</p>

	Insécurité, criminalité et impunité	<p>Les zones frontalières souffrent des risques sécuritaires posés par l'existence continue des milices locales, les opportunités sociales et économiques limitées ainsi que les opérations des groupes criminels transfrontaliers. Cette situation est encore exacerbée par l'impunité presque totale due à des processus judiciaires limités et à un État de droit faible en RDC. Dans les zones connaissant une insécurité importante, une étude de l'OIM de 2020 a révélé que les principaux crimes sont les viols, les vols de bétail, les conflits pour les terres ou les ressources, les meurtres, les agressions physiques et les vols. Une étude menée en RDC en 2020 a également révélé que les jeunes ont spécifiquement identifié les tensions intercommunautaires et le harcèlement par les services de sécurité comme sources d'insécurité, les jeunes femmes et les filles mentionnant spécifiquement la présence de groupes armés, le banditisme/le vol et les mauvaises conditions de vie générales. L'insécurité persistante, en particulier pour les femmes et les filles, risque d'exacerber les conflits et les violences intracommunautaires sous-jacents, surtout si elle n'est pas traitée.</p>
Marginalisation, concurrence pour les terres, les ressources économique s et naturelles.	Concurrence à l'accès à la terre et aux ressources naturelles	<p>L'une des causes sous-jacentes des tensions politiques et communautaires dans les provinces du Kasai est la question de la terre et de ses ressources, avec des conflits connus pour le contrôle de localités, de parcelles de terre, de forêts, d'eau et de minéraux. Selon OCHA à Kananga, les conflits fonciers historiques sont à l'origine d'environ 80% des déplacements récents dans les Kasais, les conflits intercommunautaires représentant les 20% restants. Les cas de flambées de conflits en 2020 comprennent notamment plus de 43 500 personnes fuyant les affrontements intercommunautaires dans les territoires de Demba (Kasai central), Mweka (Kasai) et Katanda (Kasai oriental) entre août et septembre 2020 en raison de conflits fonciers. Ces conflits sont aggravés par la méconnaissance des lois régissant l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et le manque d'accès aux recours juridiques. Les migrants, les réfugiés ainsi que personnes déplacées qui retournent à leur lieu de résidence habituelle ont souvent encore moins accès à ces ressources et sont donc encore plus marginalisés. Cette situation est susceptible de créer des flux migratoires mixtes irréguliers cycliques ainsi que des conflits supplémentaires autour des ressources, les différents groupes de population tentant de se disputer des moyens de subsistance très limités.</p>
	Chômage/pauvreté et manque d'opportunités socio-économiques	<p>Les perturbations économiques causées par la destruction de nombreuses infrastructures dans les Kasais, la hausse des prix des denrées alimentaires et le manque d'opportunités génératrices de revenus, aggravent la précarité des populations. Le manque d'opportunités et de perspectives d'emploi est aussi exacerbé par l'afflux important de rapatriés et de déplacés dans certaines zones de retour, car ils exercent une pression supplémentaire sur les ressources déjà mises à mal. Selon l'analyse de contexte <i>Good Enough Context Analysis for Rapid Response</i> (GECARR) pour le Kasai-Central réalisée par World Vision en 2017, le niveau élevé de pauvreté sert de carburant à la perpétuation de la violence, qui touche principalement les personnes les plus vulnérables (personnes vivant avec un handicap, minorités sexuelles et de genre, enfants et jeunes, personnes âgées, etc.) Les effets de la pauvreté sur la dynamique des conflits peuvent être appréciés à partir de la compétition pour des ressources limitées jusqu'à sa capacité à "réduire la résilience au conflit"²⁸. Le sous-développement et les niveaux d'éducation limités, associés au chômage, au manque d'opportunités socio-économiques et au partage inégal des richesses "fournissent des motifs de lutte"²⁹.</p>

²⁸ <https://gsdrc.org/professional-dev/poverty-and-conflict/>

²⁹ Ibid

Risques d'apatridie	<p>Historiquement, les zones frontalières entre le Kasai et la province de Lunda Norte en Angola partagent les mêmes communautés et familles. La grande majorité des membres de ces communautés sont sans-papiers et par conséquent ont des difficultés à instaurer leur nationalité en RDC dans un contexte où la délivrance de cartes d'identité et l'enregistrement des naissances par l'Etat reste extrêmement faible. Cette situation est aggravée par l'interdiction de la double nationalité en RDC et d'autres difficultés juridiques et administratives qui ont un impact négatif sur ceux qui ont des liens familiaux avec l'Angola ou d'autres pays tiers. En outre, le Grand Kasai est au carrefour de mouvements migratoires mixtes en raison de sa proximité et de la porosité de sa frontière avec l'Angola. Des personnes d'origines diverses traversent cette région où les questions d'identité ont historiquement alimenté les conflits intercommunautaires et interethniques. Environ 550 000 personnes (dont des Congolais, des Guinéens, des Sénégalais...) y ont été récemment déportées depuis l'Angola. La question de l'origine des ressortissants congolais parmi ces personnes n'a toujours pas été résolue par les autorités dans un contexte où l'Etat ne délivre pas de carte d'identité nationale et où les taux d'enregistrement des naissances sont encore très faibles. Beaucoup d'entre eux ont quitté la RDC il y a plusieurs dizaines d'années et il leur est difficile de rassembler les preuves nécessaires. A cela s'ajoutent les litiges liés aux terres et aux droits de nombreuses personnes considérées comme étrangères sur ces territoires qui ont déjà donné lieu à de nombreux conflits intercommunautaires. Le risque d'apatridie pèse également sur les anciens réfugiés angolais vivant au Congo depuis des décennies et incapables de prouver leurs origines angolaises en raison de l'absence de certificats de naissance. Les rapatriés et les déplacés congolais sont confrontés aux mêmes risques. Il en résulte un risque aigu d'apatridie, qui conduit à la marginalisation de parties importantes de la population et exacerbe le risque de tensions locales et, par conséquent, une plus grande insécurité transfrontalière potentielle.</p>
Marginalisation / discrimination / xénophobie / exclusion sociale des jeunes	<p>La dynamique créée par les mouvements migratoires mixtes et les pratiques transfrontalières susmentionnées, combinée aux difficultés rencontrées par les autorités des deux côtés pour faire respecter la loi et l'ordre, crée un environnement fertile pour les pratiques illicites et les activités criminelles, ce qui, en soi, entraîne une méfiance accrue des communautés et des autorités locales envers les personnes en déplacement et vice-versa. Cela exacerbe le risque de violence, de représailles et d'attitudes xénophobes de la part de la population et des autorités locales, ce qui encourage à son tour de nouveaux mouvements irréguliers, car les personnes en mouvement tentent de contourner les abus potentiels de la force, les restrictions arbitraires, les retours forcés ou toute sorte de pratique ou de sanction discriminatoire. Cela crée un cercle vicieux qui est aggravé par le manque d'opportunités et de perspectives de réintégration dans les zones d'origine ou de résidence habituelle de la RDC, un facteur de poussée important pour de nouveaux mouvements irréguliers vers l'Angola.</p> <p>Plus spécifiquement, la marginalisation et le manque d'opportunités socio-économiques des jeunes dans les provinces du Kasai augmentent le risque de leur mobilisation autour du conflit, de leur recrutement dans des groupes armés, des milices ou des réseaux criminels, ainsi que leur tentative de migration irrégulière vers d'autres régions de la RDC ou à travers la frontière avec l'Angola. Une étude de Transition International en 2020 a révélé que les principales sources de cette marginalisation étaient le manque d'opportunités (65%), le manque de compétences/compétences (54%) et la discrimination ethnique (53%). Le manque de compétences ou d'opportunités de formation aux moyens de subsistance a été spécifiquement mis en évidence comme une lacune majeure, en particulier en dehors des capitales provinciales.</p>
Le niveau élevé de traumatisme	<p>Pendant/après la crise de 2017, les gens sont plus susceptibles de souffrir de problèmes de santé mentale - L'insurrection de Kamuina Nsapu a été particulièrement caractérisée par des incidents traumatisants : des familles ont été témoins du meurtre d'êtres chers, des maris et des femmes ont été témoins du viol de leurs conjoints et de leurs enfants, comme les 502 femmes et filles de Mulombodi vivant avec le VIH, les IST, et la fistule, qui ont été systématiquement violées pendant le conflit.</p>

	au sein de la population	Certaines de ces personnes ont développé de nouveaux troubles mentaux tandis que d'autres, y compris celles souffrant de pathologies préexistantes, souffrent de détresse psychologique dans un contexte où il n'existe aucun service spécialisé en santé mentale ou en psychiatrie. La population a été témoin ou victime de déplacements, de vols, d'agressions physiques et sexuelles. L'impact traumatique de ces violences sur le bien-être des individus peut affecter leur capacité individuelle et collective à s'engager dans des initiatives de réconciliation et de développement économique.
Rivalités / concurrence / politiques et mobilisation basée sur les intérêts	Affiliation tribale, rivalités et concurrence interethniques	Le manque de collaboration au sein et entre les communautés qui coexistaient avant l'existence des frontières entre l'Angola et la RDC, et le conflit en RDC, se manifeste par des actes de stigmatisation, des séparations de couples de différents groupes ethniques, des règlements de compte, et une diminution des échanges sociaux et commerciaux. Par exemple, dans la province du Kasai, les communautés Luba, Tshokwe, Kete, Pende et Kuba se disputent le pouvoir politique et économique. En 2016, des groupes d'autodéfense à base ethnique sont venus s'ajouter à ces divisions et luttes de positionnement préexistantes. En l'absence d'efforts de consolidation de la paix sensibles aux conflits efficaces, le retour de nombreuses personnes déplacées, de demandeurs d'asile rejetés, de personnes menacées d'apatridie et de migrants illégaux dans des zones qui avaient connu autrefois des affrontements interethniques peut constituer une menace pour l'instauration d'une paix durable.
	Instrumentalisation du pouvoir coutumier à des fins politiques	En 2016, les tensions autour du pouvoir coutumier ont déclenché un conflit qui a conduit à de violents affrontements entre les milices locales et les forces de sécurité, d'abord au Kasai central puis dans la province du Kasai, avec des groupes d'autodéfense communautaires principalement le long des lignes de fracture ethniques. Le leadership coutumier contesté de <i>Kamuina Nsapu</i> a incarné les luttes de pouvoir entre les pouvoirs coutumiers et politiques dans la région. Cette situation a été principalement causée par le refus de l'État central congolais de reconnaître la nomination d'un chef coutumier du groupement <i>Kamuina Nsapu</i> à la suite du décès de son prédécesseur. Le gouvernement national et provincial élu est donc souvent accusé d'interférer dans les affaires coutumières pour obtenir des gains politiques. Avec un cadre juridique peu connu des familles dirigeantes et irrégulièrement appliqué par les autorités, le statut des chefs coutumiers et la gestion de leurs affaires font l'objet de tensions récurrentes. Certains chefs, notamment au Kasai Central, déplorent que, pour des raisons politiques, leur position ne soit pas légalement reconnue par les autorités étatiques, ce qui favorise l'émergence de nouveaux prétendants au pouvoir et les conflits de succession au sein des communautés. Ces vecteurs sous-jacents du conflit subsistent à ce jour et ont le potentiel de conduire à la mobilisation de certains groupes de jeunes et selon des lignes ethniques à l'avenir. Ceci d'autant plus si la compétition pour des ressources limitées devient encore plus tendue en raison de l'afflux non régulé de rapatriés et de personnes déplacées dans la région.

Cartographie des parties prenantes et des acteurs

Le tableau ci-dessous résume les principaux acteurs du conflit et de la consolidation de la paix dans le Grand Kasaï, en soulignant les principaux effets déstabilisateurs et les opportunités de paix.

Acteur	Rôles, besoins et intérêts	
Gouvernement national de l'Angola	<p>Le gouvernement angolais est l'acteur clé pour assurer l'ordre public dans les zones frontalières, ainsi que la gestion appropriée des mouvements transfrontaliers en provenance de la RDC, y compris, mais pas seulement, l'accueil et la protection des demandeurs d'asile, ainsi que le filtrage des flux migratoires mixtes pour les mécanismes et processus d'orientation appropriés en fonction de la nature et des objectifs des arrivées. Il en va de même pour les flux sortants, en veillant à ce que les retours soient traités conformément à la législation nationale, aux conventions internationales pertinentes auxquelles l'Angola est parti ou aux meilleures pratiques reconnues au niveau international, en particulier celles qui sont axées sur les droits de l'homme. Les autorités angolaises à tous les niveaux sont les premières responsables de l'application de la loi et de la garantie que les droits des réfugiés, des migrants et des autres personnes en déplacement sont respectés et appliqués conformément à la législation nationale, ainsi qu'aux cadres juridiques régionaux et internationaux et aux normes convenues par l'Angola dans les forums internationaux. Le gouvernement angolais est également un parti clé de l'accord tripartite signé avec le gouvernement de la RDC et le HCR sur les retours volontaires des réfugiés de l'afflux de Kasaï de 2017. Les mécanismes de prévention et de réponse pour lutter contre les violations des droits de l'homme, la traite des êtres humains ainsi que les efforts de préparation aux afflux potentiels sont également des responsabilités clés de l'État.</p>	
Gouvernement national de la RDC	<p>Le gouvernement de la RDC dispose de plusieurs agences et acteurs travaillant à la frontière, qui sont responsables de différents aspects de la gestion des frontières. La Direction Générale des Migrations (DGM) est également responsable de la gestion des postes frontaliers, de la coordination transfrontalière et des flux migratoires du côté de la RDC. Elle dispose d'agents spécifiques de la police des frontières qui sont spécialisés dans la sécurisation de la frontière et des zones frontalières mais qui ont souvent reçu peu de formation spécialisée pour remplir correctement leur mandat. La DGM est une institution fortement centralisée, la plupart des décisions stratégiques étant prises au niveau de Kinshasa, ce qui complique souvent l'action rapide dans les zones frontalières éloignées et même dans les capitales provinciales. Les agents du <i>Programme national d'hygiène aux frontières</i> (PNHF) sont chargés de veiller au respect des protocoles de santé et d'hygiène aux frontières nationales de la RDC, mais les sorties locales sont souvent sous-équipées et sous-formées, sans infrastructure suffisante de fournitures pour établir correctement les protocoles d'hygiène, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID19. Sur la base de la loi nationale sur les réfugiés de la RDC, la <i>Commission Nationale pour les Réfugiés</i> (CNR) est le principal acteur gouvernemental à la frontière responsable du traitement des demandes d'asile et de la protection des réfugiés.</p>	
Services de sécurité	<p>Les services de sécurité sont les premiers à répondre aux crises, tant en RDC qu'en Angola. Ces crises peuvent prendre la forme de violence publique, d'affrontements interethniques ou communautaires, ainsi que de criminalité, de terrorisme et de trafic de personnes, dans un contexte de criminalité et d'insécurité transfrontalières. En RDC, les services de sécurité sont souvent composés d'anciens miliciens qui manquent de formation et de compréhension des droits de l'homme, et sont souvent peu ou pas payés, ce qui donne lieu à des niveaux élevés de corruption. Cela signifie que les services de sécurité sont souvent perçus par la population comme des facteurs d'insécurité plutôt que comme des fournisseurs de sécurité et des garants de l'état de droit.</p>	
Tribus / groupes ethniques dans	<p>Elles disposent d'un pouvoir de mobilisation et d'une influence élevés sur leurs circonscriptions. Les chefs coutumiers et tribaux locaux sont mentionnés comme le deuxième acteur le plus influent pour la paix dans une étude réalisée par Transition International en 2020.</p>	

les provinces du Kasai	
Chefs locaux et religieux	Les chefs religieux ne sont pas des acteurs politiques majeurs dans la région mais ont une forte influence sur la résolution des conflits. Ils servent également de médiateurs entre les groupes rivaux afin d'éviter/prévenir l'éclatement de conflits. Ils sont généralement impliqués dans les campagnes de sensibilisation à la coexistence pacifique. Cependant, les dirigeants locaux sont souvent très politisés et sont impliqués à la fois dans l'apparition des conflits, la mobilisation de leurs électeurs et leur résolution. Même lorsqu'ils ne résident pas dans la région, ils peuvent influencer les acteurs impliqués dans un conflit.
Groupes criminels / milices	Les groupes criminels et les milices locales sont une cause majeure de violence, et une menace sérieuse pour le processus de rétablissement de la paix en favorisant l'insécurité et l'instabilité dans les zones transfrontalières. Ils peuvent influencer la dynamique du conflit et/ou être manipulés par des acteurs qui ont intérêt à la résurgence des affrontements, car ils sont impliqués dans la migration illégale et le trafic de drogues, d'armes et de personnes, y compris des femmes, des filles et des garçons.
Membres de la communauté / société civile	En l'absence d'un gouvernement fort, les leaders communautaires et les groupes de la société civile ont la possibilité d'assumer des fonctions clés et de servir d'acteurs stratégiques pour la paix au niveau très local, où peu d'autres acteurs sont présents en permanence. Les OSC ont également un rôle crucial à jouer lorsqu'il s'agit de sensibiliser à la paix, à la coexistence pacifique et à la réconciliation, ainsi qu'aux questions sociales et sanitaires telles que la VSBG et la santé mentale. Elles peuvent également plaider pour l'action du gouvernement et sensibiliser aux besoins de la communauté. Cependant, dans la région du Kasai, certains groupes de la société civile et les communautés elles-mêmes ont l'habitude d'être exploités et mobilisés à des fins politiques par les dirigeants locaux, ce qui constitue un facteur clé de déstabilisation au niveau communautaire.
Jeunes	Les jeunes de la région du Kasai manquent souvent d'opportunités socio-économiques. Ils sont principalement attirés par les (fausses) attentes de gains rapides et d'opportunités en Angola, en particulier dans le domaine de l'exploitation minière illégale, de la contrebande ou d'autres activités illicites. Par conséquent, ces jeunes restent exposés à un risque accru d'exploitation, d'abus, de violence et d'autres pratiques nuisibles. Sans perspectives d'éducation ou d'emploi, ils restent également une cible facile pour les manipulations politiques et tribales, le recrutement par des groupes armés et l'attrait des réseaux criminels. Leurs points de vue, leurs besoins et leur potentiel de changement de comportement doivent être au cœur de la planification d'interventions efficaces, dans le cadre de l'approche centrée sur la protection. Conformément à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, la cohésion sociale a plus de chances de réussir lorsqu'elle est inclusive. En promouvant une plus grande participation socio-économique et l'implication des jeunes, y compris les jeunes filles et les jeunes garçons, à la fois dans les communautés d'accueil, les rapatriés et les groupes de population déplacés, la marginalisation et l'instrumentalisation facile des jeunes comme agents de division peuvent être réduites.
Femmes	Les femmes sont souvent marginalisées, exclues des sphères de pouvoir, y compris dans une perspective coutumière, victimes d'abus et sous-représentées dans la société civile. Les femmes et les filles restent également exposées à un risque accru sans perspectives de réintégration dans les zones de retour en RDC. Elles sont souvent obligées de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs pour survivre, restant extrêmement vulnérables aux VBG et aux activités des réseaux criminels, des réseaux de traite des êtres humains ou d'autres systèmes d'exploitation actifs dans la région. Elles sont aussi souvent celles qui restent sur place ou s'installent de façon plus permanente pour s'occuper de la terre, du logement, des cultures et du reste de la famille, tandis que les hommes ont tendance à partir les premiers à la recherche de meilleures opportunités ailleurs si les conditions de retour ne sont pas propices. Leurs besoins, leurs points de vue et leur potentiel, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la cohésion sociale, sont également des éléments clés dans la conception de toute intervention efficace. Conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies, la participation des femmes à la

	conception et à la réponse aux défis liés à la gestion des zones transfrontalières ainsi qu'à l'intégration socio-économique des rapatriés dans les zones de retour sera essentielle pour assurer la résilience des communautés et favoriser une paix durable.
Migrants de retour et réfugiés / PDI	L'afflux important de migrants de retour, de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et de réfugiés ainsi que de populations nouvellement déplacées peut servir de nouveau mobilisateur/vecteur de conflit s'il est exploité par les dirigeants locaux et les politiques fondées sur les intérêts qui cherchent à exploiter la marginalisation perçue, les tensions interethniques et la concurrence pour les ressources. D'autre part, ces populations peuvent contribuer au processus de redressement de la région d'accueil et à la croissance économique en cas de retour ou d'intégration ou de réintégration locale réussie.

Dynamique du conflit (Pourquoi est-il important d'agir maintenant ? Quelles sont les opportunités spécifiques qui existent ?)

La région du Kasai en RDC a connu une période de stabilité relative après un conflit violent de 2016 à début 2019. En revanche, les principaux moteurs du conflit, notamment les tensions entre les structures de pouvoir coutumières/traditionnelles et la structure de gouvernance du gouvernement central, et l'accès à la terre, ainsi que les conflits liés aux rivalités ethno-politiques ne sont toujours pas résolus. De plus, ces conflits sont actuellement exacerbés par l'arrivée continue de migrants congolais revenant d'Angola, spontanément ou de force. Il est donc essentiel d'intégrer durablement les personnes déplacées et les réfugiés de retour, ainsi que les personnes déportées, tant sur le plan social qu'économique, tout en renforçant la gestion des frontières et les relations entre la RDC et l'Angola. Cela afin de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des expulsions qui en découlent, ainsi que de prévenir une déstabilisation, une reprise de la violence et une remobilisation des groupes armés, en particulier dans le contexte du retrait de la MONUSCO des Kasais d'ici la fin juin 2021 et de l'approche des élections de part et d'autre des frontières.

Avant la fermeture des frontières due à la crise du COVID-19, les dix points de passage frontaliers³⁰ étaient surchargés et sous pression face aux flux migratoires massifs. Cette situation risque de se répéter dès la réouverture des frontières. L'inadéquation des infrastructures frontalières et des capacités de gestion a été mise en évidence par la pandémie du COVID-19 au cours de laquelle les pratiques de gestion sanitaire des frontières telles que la distanciation sociale et les mesures de prévention sont restées rares et insuffisantes. Du côté angolais, les frontières restent fermées depuis fin mars 2020, ce qui a pu augmenter la pression des passages irréguliers et donc le nombre et la sévérité des déportations. Avec la fin de la présence de la MONUSCO dans les Kasais, il est primordial d'assurer une gestion plus efficace des frontières des deux côtés. Le renforcement des capacités en matière de gestion des frontières permettrait de gérer les flux mixtes de migrants et de réfugiés aux points de passage de manière efficace et digne, ainsi que conformément aux protocoles de protection internationale ; mais aussi de lutter contre la traite des personnes et notamment des femmes et des enfants.

L'absence de mécanismes d'accueil et d'orientation sensibles à la protection, que ce soit aux frontières angolaises ou à l'intérieur du pays, empêche les nouveaux arrivants d'accéder à l'asile en toute sécurité. Ces nouveaux arrivants ne peuvent donc pas bénéficier pleinement de la protection internationale qu'ils recherchent en Angola. La loi de 2015 sur les réfugiés n'a pas encore été mise en œuvre, y compris en ce qui concerne l'accueil, le filtrage et l'assistance pour les nouveaux arrivants. Par conséquent, les orientations appropriées font toujours défaut pour la réception et le traitement des nouvelles demandes d'asile. La connaissance limitée des droits des réfugiés ainsi que les perceptions erronées de leurs besoins et intentions entraînent des risques de marginalisation, de traitement discriminatoire, de harcèlement, d'abus et d'exploitation. Ces comportements portent atteinte au principe international d'accès au territoire et de non-refoulement, et augmentent les risques d'expulsions illégales. L'absence de canaux officiels pour la migration régulière vers l'Angola peut également contribuer à l'augmentation de la migration irrégulière, exacerbant le cercle vicieux des entrées illégales, des activités criminelles dans les zones frontalières, des déportations et des traitements abusifs qui contribuent finalement à la déstabilisation de la région.

- b) Une brève description de la façon dont le projet s'aligne avec / soutient **les cadres stratégiques** gouvernementaux et des Nations Unies **existants**³¹, et comment il **garantit l'appropriation nationale**. Si ce projet est conçu dans un pays PRF, décrivez comment l'objectif principal fait progresser un objectif stratégique pertinent identifié par le processus d'éligibilité.

³⁰ La RDC compte 75 points de passage officiels vers l'Angola, dont 10 sont situés le long de la frontière avec les provinces du Kasai :

7 dans la province du Kasai : Kamako, Tshitambeji, Kabungu, Kandjaji, Mwamwengo, Tshisenge, Shambwanda

3 dans la province du Kasai Central : Kalamba mbuji, Kalombo, Ndombi

³¹ Y compris les stratégies et engagements nationaux en matière de genre et de jeunesse, tels qu'un plan d'action national sur 1325, une politique nationale de la jeunesse, etc.

Le projet s'aligne directement sur la priorité exprimée par les gouvernements de l'Angola et de la RDC de gérer efficacement la migration à travers leur frontière internationale commune en septembre 2020. Cette réunion entre les deux gouvernements a démontré un haut niveau de volonté politique pour relever les défis décrits. Cet élan politique offre une opportunité stratégique de relever durablement les défis de stabilisation qui sous-tendent les crises actuelles dans les Kasaïs ainsi que de poser les bases des échanges économiques entre les deux pays. En renforçant la communication et la coordination de la gestion des frontières entre les deux pays, le projet contribuera également à donner les bases de l'opérationnalisation et de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) dans deux économies africaines clés, en aidant à améliorer le contrôle dans les zones frontalières. Ce contrôle est essentiel pour garantir que seules les marchandises produites sur le continent bénéficient de l'élimination/réduction des droits de douane.

Ce projet s'alignera davantage sur les engagements des deux gouvernements à lutter contre la traite des êtres humains en renforçant la protection des personnes les plus vulnérables dans les flux migratoires mixtes et en organisant des formations spécifiques pour les agents aux frontières sur la détection et la prévention de la traite des personnes. Cela s'inscrira dans le cadre de la mise en œuvre du décret présidentiel angolais de 2020 sur la lutte contre la traite des personnes. En RDC, les activités de formation du projet seront coordonnées avec l'Agence de prévention et de lutte contre la traite des personnes (APLTP), qui a été créée par l'ordonnance présidentielle n° 19-027 du 22 avril 2019. Depuis sa création, l'APLTP a travaillé à l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. Un projet de loi est actuellement à l'étude au niveau gouvernemental et sera intégré aux formations des agents frontaliers dans le cadre de ce projet. Le projet contribuera ensuite à atteindre les résultats collectifs du *HDP nexus* en RDC qui prescrit la réduction du nombre de personnes en déplacement forcé d'au moins 20% dans les 5 ans, ainsi que la réduction de la prévalence de la violence basée sur le genre (VBG) d'au moins 10% d'ici 2024.

Par ailleurs, l'intervention intégrera des mesures de protection contre la COVID-19 dans toutes ses interventions, conformément aux mécanismes et restrictions en vigueur dans les deux pays pour prévenir et combattre la propagation de la pandémie de COVID-19. Elle travaillera également avec les agences de gestion des frontières sanitaires des deux côtés pour contenir la propagation internationale de la maladie conformément aux priorités nationales.

En définitive, le projet contribuera également à la stratégie conjointe de transition de la MONUSCO pour la RDC, en mettant l'accent sur les Kasaïs, en renforçant la participation des agences à la stabilisation des zones frontalières et à la protection des populations vulnérables. Il s'attaquera aux principales racines déstabilisatrices de la province en contribuant à améliorer la paix dans les zones fortement touchées par les facteurs de conflit.

Le projet s'aligne sur les cadres et entités stratégiques suivants et les soutient :

Au niveau régional :

- Accord bilatéral sur la gestion des migrations entre la RDC et l'Angola (octobre 2020) ;
- Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf);
- La Commission bilatérale mixte RDC-Angola ;
- Les rôles de la CIRGL, de la SADC et de CEEAC dans la promotion de l'intégration économique régionale et la réglementation des mouvements transfrontaliers de personnes et de marchandises.
- Accord tripartite entre la RDC, l'Angola et le HCR sur le rapatriement volontaire

En RDC :

- La stratégie de transition de la MONUSCO : contribuer aux critères de stabilisation, de protection et de Droits de l'Homme, et de renforcement des institutions étatiques et de la bonne gouvernance.
- Plan National Stratégique du Développement Économique et Social 2019-2023 (PNSD) ;
- Programme d'Actions du Gouvernement Provincial du Kasaï Central 2019 - 2024 ;
- Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, 2nd génération, 2019-2022 ;
- Plan quinquennal 2 (PAQ-2) de la PNC 2019-2024 ;
- RDC UNSDCF 2020-2024 ;
- Stratégie conjointe de transition de la MONUSCO pour les Kasaïs ;
- Stratégie conjointe sur le retrait progressif et échelonné de la MONUSCO (octobre 2020) ;
- Résultats collectifs du HDP Nexus en RDC ;
- Cadres programmatiques et de mise en œuvre 2020-2024 de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS).

En Angola :

- Angola UNSDCF 2020-2022 ;
- Décret présidentiel angolais sur la lutte contre la traite des personnes 2020
- Droit d'asile 2015
- Droit des migrations 2019

- c) Une brève explication de la façon dont le projet comble les lacunes stratégiques et financières et complémente toute autre intervention pertinente, financée par le PBF ou autrement. Fournissez également un bref **résumé des interventions existantes** dans le secteur de la proposition en remplissant le tableau ci-dessous.

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientation du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
République démocratique du Congo (RDC)			
<i>Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités par la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique</i> (OIM, PNUD, ONU Femmes) 2021-2022	Fonds pour la consolidation de la paix Budget : 4,555,025 USD	La sécurité des populations locales est renforcée par la mise en place de services de sécurité communautaires. L'intégration sociale et économique et la résilience des communautés, en particulier des groupes vulnérables, sont renforcées comme alternative à la violence.	Complémentarité due aux différentes zones ciblées, mais renforcement du soutien actuel à la police de Tshikapa en ajoutant des formations pour les agents de la police des frontières / DGM.
<i>Renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et la consolidation de la paix dans la province du Kasai</i> (ONU Femmes, BCNUDH) 2020-2021	Fonds pour la consolidation de la paix Budget : 993 061 USD	Améliorer l'environnement politique, sécuritaire et socio-économique des femmes et des jeunes filles et garçons à Tshikapa en vue d'améliorer la participation des femmes, des jeunes filles et des jeunes garçons à la gouvernance locale.	Complémentarité due au ciblage de différentes zones géographiques mais coordination concernant l'approche du projet et l'autonomisation des femmes et des jeunes.
<i>Soutien aux ex-combattants et aux communautés dans le cadre de la démobilisation spontanée par des initiatives de réintégration socio-économique et de justice</i>	Fonds pour la consolidation de la paix Budget : 6 000 000	Justice transitionnelle : lutte contre l'impunité, renforcement de la chaîne pénale, réconciliation ; Réintégration socio-économique de la communauté : argent contre travail / AGR	Le projet SS KAT se concentre sur le processus de justice transitionnelle en faveur de la réconciliation et de la pacification des communautés. Il est complémentaire au présent projet, qui renforcera la gouvernance en termes de capacités de gestion des frontières, de coopération transfrontalière et de réintégration des rapatriés. SSKAT

<p><i>transitionnelle au Kasai et au Tanganyika (SS KAT)</i></p> <p>(UNDP, IOM, UNJHRO) 2019-2022</p>			<p>se concentre principalement sur les ex-combattants, tandis que ce projet se concentre sur les rapatriés. Les activités de cohésion sociale seront basées sur les leçons tirées du projet SSKAT. Les critères de ciblage seront coordonnés entre les deux projets.</p>
<p>Projet d'abris en RDC.</p> <p>(HCR DRC) 2021-2022</p>	<p>4.500.000 DOLLARS US</p>	<p>Construction d'abris pour les ménages les plus vulnérables (personnes déplacées, communautés d'accueil, rapatriés)</p>	<p>Le projet proposé couvrira 1000 des 5800 ménages ciblés dans le cadre du projet global d'abris. Le projet proposé contribuera à la résolution des conflits liés au LTP.</p>
<p>Projet de coexistence pacifique et de résolution des conflits</p> <p>(HCR DRC) 2021-2022</p>	<p>1 000 000 \$ US</p>	<p>Identification et analyse des conflits majeurs avec leurs implications en matière de protection Résolution de conflits majeurs</p>	<p>Le projet actuel aidera à résoudre deux conflits intercommunautaires majeurs dans les territoires de Mweka et de Dibaya. Au total, le HCR vise à résoudre 05 conflits majeurs dans la région.</p>
<p>Le GVB et l'autonomisation des femmes</p> <p>(HCR DRC) 2021-2022</p>	<p>2.500.000 DOLLARS US</p>	<p>Réponse au SGVB Réinsertion socio-économique des survivants du GVB</p>	<p>Plus de 4.000 cas de GVB sont enregistrés et documentés dans la région du Kasai. Une réponse combinée à un programme d'autonomisation est mise en œuvre dans 5 territoires. Le projet actuel permettra de répondre à la GVB et d'autonomiser les femmes dans les territoires de Mweka et Dibaya.</p>
<p>Résilience, retour et réintégration</p> <p>(HCR DRC) 2021-2022</p>	<p>4 800 000 DOLLARS US</p>	<p>Aidez les personnes déplacées et les réfugiés à retourner dans leur lieu d'origine, Développer et soutenir un projet de résilience, de retour et de réintégration.</p>	<p>Soutenir les PDI et les réfugiés pour qu'ils retournent dans leur lieu d'origine, développer et soutenir un projet de résilience, de retour et de réintégration dans les territoires de Mweka et de Dibaya. Le projet aidera ou contribuera à soutenir les déplacés internes et les rapatriés (ex-réfugiés d'Angola) à se réintégrer dans certaines des localités retenues pour le triple NEXUS.</p>
<p>Renforcement de la justice et de la réinsertion socio-économique des jeunes hommes et femmes dans le but de promouvoir la coexistence pacifique entre les personnes déplacées de force et les communautés d'accueil dans les</p>	<p>Fonds pour la consolidation de la paix 1 500 000 DOLLARS US</p>	<p>Le projet contribue à l'autonomisation des jeunes déplacés, des rapatriés et des membres des communautés d'accueil ainsi que de l'association des jeunes avocats du Grand Kasai, notamment par le biais d'un soutien socio-économique,</p>	<p>Les associations de jeunes avocats, les centres de formation professionnelle, les animateurs de jeunesse et les systèmes de justice pénale locaux renforcés dans le cadre de ce projet contribueront à la réalisation des résultats en matière d'autonomisation des femmes.</p>

provinces du Kasai et du Kasai central. (HCR DRC-lead/WVI/UNJHIRO) 2021-2022			de l'accès à la justice et de la protection des groupes vulnérables et minoritaires.	
Enquête socio-économique dans le Grand Kasai, RDC : Focus sur les personnes déplacées, les rapatriés et les communautés hôtes (Centre de données conjoint sur les déplacements forcés de la Banque mondiale et du HCR en RDC). 2021-2022	363 300 DOLLARS US		Le projet vise à collecter des données de haute qualité pour éclairer la prise de décision et la programmation des interventions humanitaires et de développement dans la région du Grand Kasai (Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental) en étroite collaboration avec le gouvernement (notamment l'INS (Institut National de la Statistique de la RDC) et le ministère provincial de la planification), la Banque Mondiale et les agences des Nations Unies.	Les données et les résultats obtenus au cours de ce projet contribueront à la planification détaillée des activités des résultats sur la reprise socio-économique. Les données recueillies sur les rapatriés seront utilisées par le HCR Angola dans le cadre de campagnes d'information visant à aider les réfugiés à prendre des décisions éclairées sur le rapatriement volontaire vers la RDC, afin d'améliorer l'analyse de la situation pour la reprise du rapatriement volontaire (VolRep) ainsi que d'évaluer les facteurs de risque ainsi que les causes de tensions qui pourraient conduire à de nouveaux déplacements.
République d'Angola				
Programme du HCR en Angola	Fonds volontaires du HCR, ONUSIDA, donateurs privés l'Italie et Japon 3 704 303,00 \$ US		Réponse globale aux besoins des réfugiés à Lunda Norte	Expansion des systèmes de soutien déjà existants pour la population réfugiée de Lunda Norte, en particulier les mécanismes d'accueil et d'orientation. L'assistance juridique, l'enregistrement et la documentation, le soutien aux solutions durables, la surveillance des frontières, la préparation aux situations d'urgence et les systèmes d'alerte précoce, ainsi que les campagnes d'information. Expansion des efforts de renforcement des capacités ciblant les agents des frontières et des forces de l'ordre, en joignant les efforts de l'OIM et en assurant la complémentarité. Combinaison et complémentarité des modules de formation avec ceux conçus par l'OIM sur les mécanismes de migration, en vue d'intégrer le droit des réfugiés et les mécanismes de protection et de garantir l'identification et

			<p>l'orientation correctes des personnes ayant besoin d'une protection internationale.</p> <p>Expansion des activités visant à promouvoir le rapatriement volontaire des réfugiés en Angola sur la base de l'amélioration des perspectives de réintégration en RDC ainsi que de l'élargissement des connaissances sur la situation des rapatriés d'Angola en RDC.</p> <p>Une plus grande prévisibilité des activités de réintégration dans les zones de retour, ce qui assurera une plus grande durabilité des retours ; la création d'un élan positif pour que les réfugiés congolais optent pour le rapatriement volontaire comme solution durable.</p>
<p><i>Renforcement des capacités des fonctionnaires du gouvernement angolais en matière de gestion des frontières humanitaires</i></p> <p>OIM Angola 2021</p>	<p>Fonds de développement de l'OIM (FDI)</p> <p>200 000 USD</p>	<p>Renforcer la capacité de préparation et de réaction du gouvernement angolais pour gérer les crises humanitaires transfrontalières résultant de catastrophes naturelles et/ou d'origine humaine, de troubles ou de bouleversements politiques/militaires. Approche humanitaire de la gestion des frontières, protection des droits humains des migrants vulnérables, approche intégrée de l'égalité des sexes et renforcement de la capacité du gouvernement angolais à gérer les migrations de manière sûre et ordonnée.</p>	<p>Procédures opérationnelles standardisées au niveau national, outils d'évaluation, etc. convenus avec le gouvernement et relatifs aux flux ou mouvements à grande échelle aux frontières. Cela est pertinent étant donné qu'il facilitera les liens entre le niveau national et local (projet PBF) et le travail politique en cours qui aligne l'approche à tous les niveaux.</p>
<p><i>Renforcement de la capacité du gouvernement angolais à répondre à la traite des personnes (TiP)</i></p> <p>OIM Angola 2020-2021</p>	<p>Département d'État des États-Unis - Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes</p>	<p>Renforcement de la réponse nationale à la traite des personnes (TiP) en Angola en mettant l'accent sur les enquêtes et les poursuites axées sur les victimes, la protection des VTEH et la prévention par la sensibilisation. Partenaires : Ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Services</p>	<p>Etant donné l'accent mis sur la formation et l'avancement de la compréhension de la protection désagrégée des migrants de la RDC en Angola, ce projet aura des synergies avec les éléments CTIP des acteurs nationaux et locaux. Promouvoir la politique et la capacité opérationnelle d'identifier et de traiter la traite dans une approche centrée sur la victime qui soutiendra également</p>

	580 000 USD	sociaux, ainsi que les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG), et les agences des Nations Unies (ONU), les victimes réelles ou potentielles de la traite des personnes (VT).	de meilleurs services et mécanismes pour traiter les migrants vulnérables qui peuvent ne pas être identifiés/considérés comme des victimes de la traite.
<i>Programme régional africain pour la migration (ARMP)</i> OIM Angola / Bureau régional de l'OIM à Pretoria 2020-2021	Département d'État des États-Unis Bureau de la population, des réfugiés et des migrations 140 000 USD	Résultats pour l'Angola - liés à la protection des migrants, en particulier à la frontière de la RDC, à l'opération conjointe et à la coordination.	Les liens transfrontaliers, les opérations conjointes, les évaluations, etc. sont tous complémentaires au PBF, qui est axé sur l'amélioration des procédures opérationnelles normalisées et l'identification de la vulnérabilité des migrants par les agents frontaliers, etc.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une brève **description de l'orientation stratégique et de l'approche du projet** - Décrivez l'objectif primordial du projet, la stratégie de mise en œuvre et la manière dont il traite les causes ou les facteurs de conflit décrits dans la section I (doit être sensible au genre et à l'âge).

Le projet vise à contribuer à la stabilisation durable des communautés situées à la frontière entre la RDC et l'Angola en renforçant la gestion des flux migratoires mixtes et en favorisant la cohésion sociale. Cet objectif sera atteint en améliorant les capacités de gestion et de coordination de la migration mixte des deux pays, tout en créant un environnement propice à la coexistence pacifique et aux retours volontaires.

Le projet ciblera au moins deux points de passage frontaliers prioritaires (Kalamba Mbuji et Kamako en RDC), qui seront validés lors d'une mission d'évaluation conjointe des agences de gestion des frontières concernées au début du projet et complétés par des postes supplémentaires en fonction des besoins. En Angola, le projet couvrira six postes frontaliers principaux, la plupart accessibles et pertinents pour les activités, qui sont Marco 21, Fucauma, Itanda, Tchissanda, Nashiri et Tshikolondo et leurs municipalités locales pertinentes. De plus, des districts comme celui de Lovua (où le camp de réfugiés de Lovua est situé), ainsi que celui de Calumbo et Chitato. En outre, l'OIM réalisera une enquête de suivi de la mobilité et d'évaluation des villages dans la province du Kasai en RDC au cours du premier trimestre du projet afin d'identifier les principales zones de retour présentant les plus grandes lacunes en matière de services de base et de cohésion sociale. Cette évaluation permettra une mise en œuvre du projet basée sur les données. Fin 2021-début 2022, le HCR RDC, en coordination avec le HCR Angola, mènera également des enquêtes socio-économiques sous les auspices du Centre de données conjoint du HCR et de la Banque mondiale dans les zones de retour au Kasai. Les résultats de ces enquêtes contribueront à la conception et au suivi des activités de réintégration proposées dans le présent projet.

Le premier résultat du projet est axé sur le renforcement des capacités et la coordination de l'État pour permettre à la RDC et à l'Angola de gérer efficacement les flux migratoires mixtes à travers leur frontière internationale. Le renforcement des capacités sera axé sur des formations conjointes ciblées avec les agences de gestion des frontières des deux pays (directions générales de la migration, police des frontières, gestion de la santé) ainsi que sur les infrastructures et les équipements qui permettront aux fonctionnaires de remplir leur mandat de manière professionnelle. Un accent particulier sera mis sur la protection des migrants vulnérables par le biais de principes humanitaires de gestion des frontières ainsi que sur la détection et la prévention de la traite des êtres humains. Pour renforcer la durabilité du projet, des formations sur les retours volontaires seront organisées pour les fonctionnaires de l'État. Le projet comprendra également des formations spécifiques sur la protection internationale et le droit des réfugiés pour les fonctionnaires des frontières et les autorités locales, ainsi qu'un soutien aux forces armées, à la police nationale et aux gardes-frontières, aux communautés locales et à la société civile en matière de planification d'urgence et de préparation aux afflux de réfugiés. Par ailleurs, le projet soutiendra l'établissement de mécanismes d'accueil et d'orientation sensibles à la protection dans la gestion des flux migratoires mixtes, la mise en œuvre de voies d'orientation pour l'accueil et l'assistance aux nouveaux arrivants ayant besoin d'une protection internationale, ainsi que l'amélioration du système d'alerte précoce pour les afflux de réfugiés par les communautés locales et les autorités des deux côtés de la frontière.

En Angola, les agents des services répressifs (principalement des PME) des districts et postes frontaliers de la province de Lunda Norte (et Lunda Sul), ainsi que des provinces de transit comme Malanje et Lunda Sul, seront formés à l'application et à la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la nouvelle loi sur l'immigration, de la loi sur les réfugiés, de la politique d'immigration et des procédures d'asile.

Les agents des forces de l'ordre (principalement des PME, de la police nationale) et les gardes-frontières, ainsi que les acteurs concernés de l'administration locale, des départements provinciaux des ministères de tutelle, de la société civile et des communautés d'accueil (leaderships locaux) seront formés à distinguer les différents types de mouvements (migrants irréguliers/demandeurs d'asile/victimes de la traite) et à prendre les mesures appropriées pour chaque cas selon les procédures opérationnelles standard établies pour les mécanismes d'accueil et d'orientation. La sensibilisation des PME, des gardes-frontières, de la police, de l'administration locale ainsi que des communautés d'accueil et du grand public sera recherchée. Cette recherche se mettra en œuvre en ciblant particulièrement les besoins spécifiques de chacun de ces groupes, notamment les femmes et les enfants qui, dans le cas des flux de réfugiés, représentent jusqu'à 80 % de la population concernée.

Les infrastructures et les équipements à fournir dans le cadre du projet seront déterminés par une mission d'évaluation conjointe des différentes agences de gestion des frontières au début du projet afin d'assurer l'appropriation par le gouvernement et la pertinence de l'intervention globale. Un soutien supplémentaire sera également apporté à la cartographie des points de passage d'ordre stratégiques, sur la base d'une évaluation des besoins techniques réalisée par la Direction Générale des Migrations (DGM) en RDC lors des consultations du projet. Toutes les interventions de renforcement des capacités seront mises en œuvre en mettant l'accent sur le renforcement de la coordination transfrontalière entre les différentes agences.

La coordination dans le cadre du premier résultat sera matérialisée par la fourniture d'un soutien à l'établissement de centres de coopération frontalière (CCF) stratégiques. Ces centres seront établis dans les deux pays pour permettre un échange constant d'informations et l'identification de points de contact officiels spécifiques, ce qui permettra aux agents frontaliers de savoir exactement qui notifier ou avec qui coordonner dans divers scénarios. En outre, un soutien sera apporté aux réunions transfrontalières sur la gestion des frontières et les mécanismes d'accueil, ainsi qu'en vue d'assurer une coordination harmonieuse. Des informations pertinentes sur les canaux de communication disponibles et l'assistance du HCR et de l'OIM seront diffusées. Du matériel de formation sera développé afin de renforcer les capacités du gouvernement et des acteurs de la société civile impliqués dans la gestion des flux mixtes. Un soutien à un groupe de travail national sur la migration mixte est également prévu pour garantir que les politiques, les stratégies et les procédures standard soient discutées et adoptées de manière participative et centrées sur les besoins et les droits des bénéficiaires finaux. Des informations sur la prévention et la réponse à la COVID-19 ainsi que sur le PSEA seront diffusées par le biais de campagnes d'information adaptées.

Dans le cadre du même résultat, le HCR contribuera à la réduction de l'apatridie parmi les populations déplacées dans les zones ciblées en RDC. Le HCR participera à des réunions stratégiques au niveau provincial afin de développer des stratégies pour la délivrance de documents d'identité et de nationalité aux populations concernées.

Pour résoudre les causes profondes des flux migratoires illicites et forcés et de créer un environnement propice à la coexistence pacifique et aux retours volontaires, le deuxième résultat du projet se concentrera sur le renforcement de la cohésion sociale. Cela se fera en établissant des mécanismes de gouvernance locale inclusifs et participatifs, par le biais de comités locaux pour la paix et le développement dans les zones clés de retour et de réintégration. Un accent particulier sera mis sur la participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés ainsi que sur la représentation des rapatriés et des communautés d'accueil. Les comités seront soutenus pour mener des sessions de dialogue démocratique local et de réconciliation ainsi que pour sélectionner des événements de cohésion sociale, qui seront mis en œuvre pour renforcer la confiance et la coexistence pacifique entre les différentes communautés. Une fois mis en place, les comités locaux de paix et de développement recevront également un soutien pour développer des plans locaux de paix et de développement. Les comités locaux de paix et de développement serviront donc de base aux activités de travail contre rémunération et aux activités génératrices de revenus mises en œuvre pour favoriser une reprise économique rapide dans les zones cibles.

Les zones cibles du projet seront sélectionnées avant le lancement du projet sur la base des lacunes stratégiques en matière de services de base, d'infrastructures communautaires et de cohésion sociale. Celles-ci seront au préalable identifiées par la mission d'évaluation conjointe au poste frontière de Kamako prévue pour la seconde moitié de septembre 2021, ainsi que par l'enquête de l'OIM sur le suivi de la mobilité et l'évaluation des villages et l'enquête socio-économique qui doit être entreprise par le HCR, la Banque mondiale et l'Institut national des statistiques de la RDC (INS) dans le cadre d'un financement alternatif.

En Angola, le HCR mènera une enquête d'évaluation des retours dans le camp de réfugiés de Lovua et fournira une aide au retour aux personnes désireuses de rentrer en RDC. Le HCR Angola élargira son soutien aux réfugiés de Lunda Norte afin qu'ils aient accès à des informations sur les zones de retour, par le biais de sessions d'information et d'évaluations des intentions. Pour ceux qui expriment leur volonté de rentrer, une aide matérielle et de transport sera fournie conformément à l'accord tripartite sur le rapatriement volontaire signé entre le HCR, les gouvernements de l'Angola et de la RDC. L'extension des interventions visant à développer des compétences pour accroître la résilience des réfugiés souhaitant rentrer chez eux, à rétablir les liens familiaux et à promouvoir des campagnes d'information sur les possibilités et les services disponibles dans les zones de retour sera réalisée dans le camp de réfugiés de Lovua. En effet, ces campagnes permettront d'aider les réfugiés à prendre des décisions et des mesures en connaissance de cause et à mieux se préparer à rentrer chez eux.

La réintégration socio-économique dans le cadre du projet utilisera une approche de double ciblage pour viser à la fois les communautés d'accueil et les rapatriés. Cela afin de permettre d'éviter d'exacerber les tensions existantes sur la distribution des terres et des ressources, ainsi que pour favoriser la cohésion sociale et la résilience par le biais d'activités économiques mutuelles, mais aussi afin d'aborder les aspects MHPSS de la réponse. À ce titre, les capacités des réseaux communautaires existants (groupes de femmes, comités de paix et de développement) seront renforcées afin d'apporter une première réponse (premiers secours psychologiques) aux personnes confrontées à des expériences traumatisantes, des pertes, des deuils résultant du conflit. Conformément aux principes directeurs de la santé mentale et du soutien psychosocial (MHPSS) et au Comité permanent inter-organisations (IASC), le HCR et l'OIM renforceront les capacités de réponse en matière de santé mentale au niveau des soins de santé primaires dans les zones de retour. Cela afin de réduire le besoin d'orientation vers des spécialistes qui ne sont pas disponibles. En collaboration avec le ministère de la Santé, le HCR adoptera le programme d'enseignement sur les lacunes en matière de santé mentale élaboré par l'OMS pour répondre aux besoins des 75 à 85 % de personnes souffrant de problèmes de santé mentale qui n'ont pas accès à une intervention appropriée. Ce programme fait appel à des interventions non pharmacologiques³². Les bénéficiaires de retour comprendront également les migrants qui sont déjà rentrés ou se sont réinstallés auparavant, mais qui restent dans des conditions vulnérables et peuvent rencontrer des difficultés de réintégration, ainsi que les réfugiés de retour, qui doivent encore être aidés dans leur rapatriement volontaire d'Angola. La prise en compte des approches liées à l'âge, au genre et à la diversité (AGD) sera intégrée dès l'identification des bénéficiaires.

Les activités de soutien économique seront sélectionnées sur la base des plans de paix et de développement locaux. Pour assurer la participation active et significative des femmes et des jeunes, au moins 30% des membres du comité seront des femmes et au moins 15% seront des jeunes. Des activités spécifiques et régulières d'accompagnement et de formation complémentaire seront menées pour les femmes et les jeunes filles en conjonction en tant que "champions du genre", qui sont membres du CLPD. Sur la base de ces plans, les comités locaux de paix et de développement seront encouragés à identifier et à sélectionner des projets et des infrastructures communautaires qui renforceront les services de base et la reprise économique (par exemple, la réhabilitation des routes de desserte agricole, des ponts, des marchés locaux, etc.). Ces projets peuvent être mis en œuvre par le biais de modalités de travail contre rémunération. Dans leurs zones cibles respectives, l'OIM et le HCR soutiendront

³² (Psychoéducation, écoute attentive, adaptation positive, approche fondée sur les points forts, thérapie de résolution de problèmes, réactivation des réseaux sociaux, encouragement de l'activité physique, hygiène du sommeil, habitudes de vie saines, exercices de respiration profonde et relaxation musculaire progressive)

ensuite la réhabilitation/construction de ces infrastructures par le biais de modalités de travail contre rémunération avec une combinaison de rapatriés et de membres de la communauté d'accueil pour assurer un double ciblage. L'identification et la réhabilitation conjointes des infrastructures renforceront la cohésion sociale en réduisant les tensions liées aux ressources et en permettant aux membres de toutes les communautés de travailler ensemble pour un objectif commun.

D'autres part, l'injection initiale de liquidités permettra de répondre aux besoins de base des rapatriés et des membres vulnérables de la communauté et sera complétée par des activités de formation professionnelle et un soutien au démarrage d'activités génératrices de revenus afin d'assurer une reprise socio-économique plus durable. La planification détaillée des activités de subsistance sera entreprise sur la base de l'analyse des données et des résultats obtenus lors de la mise en œuvre de l'enquête socio-économique. Cette enquête sera menée en collaboration avec l'Institut national de la statistique et les divisions provinciales du ministère de la planification dans la région du Grand Kasaï. Le projet se coordonnera également avec d'autres agences et acteurs des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette coordination permettra s'assurer que les résultats des études économiques précédentes et des évaluations de la chaîne de valeur entreprises dans les provinces cibles soient pris en considération. Ceci sera assuré par la coordination régulière de l'équipe du projet avec les programmes existants financés par le PBF, y compris le projet démobilisation Spontanée des ex-combattants les Kasais et le Tanganyika (SSKAT). Afin de s'assurer que les femmes puissent bénéficier également des activités de subsistance, une attention particulière sera accordée à la sélection d'activités sensibles au genre. Ces activités vont t être mises en œuvre à proximité de la maison, afin de s'assurer qu'elles puissent être combinées avec la garde des enfants et d'autres tâches. Dans la mesure du possible, le projet cherchera à intégrer les rapatriés et les membres de la communauté d'accueil dans des micro-entreprises ou des coopératives communes afin de renforcer la cohésion sociale et la coopération intracommunautaire. Les membres de la communauté recevront également une formation sur la gestion et l'entretien des projets communautaires afin d'améliorer la durabilité des activités de réhabilitation.

Afin de répondre aux besoins importants de protection et d'autonomisation des femmes vulnérables dans les zones ciblées, un soutien spécifique sera également apporté aux survivantes de violences sexuelles. Au début du projet, le HCR mènera une étude anthropologique sur les causes profondes et les conséquences de la violence sexuelle basée sur le genre dans les zones frontalières. L'étude sera informée par et coordonnée avec d'autres études entreprises dans le cadre des programmes PBF dans les provinces cibles. Un soutien ciblé sera fourni aux survivants de la violence sexuelle basée sur le genre par le HCR. De plus, un soutien spécifique pour les victimes de la traite des êtres humains sera assuré par l'OIM. . Ce soutien sera sous forme juridique, psychologique, médical et de réintégration socio-économique. Le HCR fournira également un soutien institutionnel pour renforcer la lutte contre la violence sexuelle basée sur le genre au niveau provincial.

- b) Fournissez une « **théorie du changement** » au niveau du projet - expliquez les hypothèses sur les raisons pour lesquelles vous vous attendez à ce que les interventions du projet conduisent à des changements dans les facteurs de conflit identifiés dans l'analyse du conflit. Quelles sont les hypothèses sur lesquelles la théorie est basée ? Notez qu'il ne s'agit pas d'un résumé des résultats de votre projet.

(Remarque : le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et diverses, c'est-à-dire que la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue, les possibilités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Le choix de l'approche qui doit dépendre de facteurs spécifiques au contexte. Quelles hypothèses de base sur la manière dont le changement se produira ont motivé votre choix d'approche de programmation ?).

Hypothèses

La capacité des gouvernements congolais et angolais à s'attaquer efficacement aux risques et causes des flux migratoires mixtes, ainsi qu'à y répondre, est entravée par l'application limitée des meilleures pratiques et des approches de protection dans la gestion des frontières, ainsi que par l'absence de systèmes harmonisés de coordination transfrontalière.

Des approches de gestion des frontières et des cadres de coordination plus efficaces permettront aux gouvernements congolais et angolais de contrer les réseaux criminels, de contrebande et de trafic opérant dans la région, minimisant ainsi les déclencheurs de mouvements irréguliers qui exacerbent les pressions socio-économiques dans les zones frontalières.

La xénophobie et les tensions intra/intercommunautaires dans les zones frontalières seraient réduites grâce au renforcement des capacités de suivi systématique des tendances en matière de mouvements, à l'identification des éléments déclencheurs et à l'alerte précoce en cas de crise potentielle, ainsi qu'au renforcement des plans d'urgence pour faire face aux afflux.

Le manque d'opportunités économiques et de services de base dans les zones de retour dans le Grand Kasaï sont les principaux facteurs d'incitation à la migration irrégulière vers l'Angola ainsi qu'aux mouvements de ceux qui reviennent au Kasaï (y compris les mouvements pendulaires vers/depuis l'Angola).

Le rapatriement volontaire des réfugiés congolais en Angola et des personnes déplacées dans les zones frontalières est entravé par l'accès limité aux informations sur les opportunités économiques et les services de base dans les zones de retour dans le Grand Kasaï ainsi que par le manque d'accès à l'enregistrement civil et aux documents d'identité.

Le renforcement des moyens de subsistance, de l'accès à la terre, des services de base et des activités de consolidation de la paix dans les zones de retour en RDC permettrait de renforcer les capacités de (ré) intégration durable des rapatriés.

Niveau des résultats

Si les mouvements mixtes transfrontaliers entre la RDC et l'Angola sont gérés efficacement grâce à des mécanismes efficaces de coordination transfrontalière et à l'amélioration des capacités de protection conformément aux normes internationales, aux principes des Droits de l'Homme et à une approche sensible au genre ;

Si les autorités frontalières, la société civile et les communautés frontalières sont davantage soutenues dans la préparation aux situations d'urgence, les mécanismes d'accueil et les systèmes d'alerte précoce au niveau communautaire ; les communautés frontalières ont un meilleur accès aux informations sur leurs droits, les procédures régulières et les voies de migration ainsi que sur les risques potentiels et les systèmes de responsabilité liés aux mouvements transfrontaliers ;

Si les retours des réfugiés et migrants congolais d'Angola vers la RDC sont facilités et encouragés de manière sûre, organisée, coordonnée, digne et prévisible, dans le plein respect des normes internationales et des protocoles de protection,

donc les mouvements transfrontaliers irréguliers des communautés frontalières de la RDC diminueront ; le cercle vicieux des mouvements transfrontaliers irréguliers et ses effets néfastes sur les communautés frontalières seront atténués ; le risque d'une résurgence potentielle de l'instabilité causée par une pression accrue sur les terres et les ressources dans les zones de retour en RDC sera réduit ; et les gouvernements de la RDC et de l'Angola seront mieux équipés pour respecter leurs engagements envers

les conventions internationales sur les migrations et les réfugiés, fournissant ainsi la base d'une paix durable, de la stabilité et du développement économique dans la région.

Si la cohésion sociale dans les communautés de retour et de réintégration est renforcée par des initiatives de consolidation de la paix inclusives et participatives et une reprise économique rapide ;

Si l'accès aux services de base et/ou aux infrastructures communautaires dans les zones prioritaires de retour et de (ré)intégration est renforcé pour tous les membres de la communauté grâce à des processus de planification conjointe au niveau communautaire ;

Si les réfugiés et les personnes déplacées qui rentrent chez eux, les déportés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les zones transfrontalières bénéficient d'un soutien pour renforcer la cohésion sociale et les opportunités socio-économiques en proposant des formations sur les moyens de subsistance et des activités génératrices de revenus ;

Si les communautés frontalières ont un meilleur accès aux services de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) et si la protection est renforcée ;

Si l'accès aux terres, aux abris et aux moyens de subsistance est géré de manière plus efficace, plus équitable et plus sensible aux conflits dans les communautés frontalières touchées par les déplacements ;

Si les risques de discrimination fondée sur l'apatridie sont réduits grâce à un meilleur accès aux documents et aux actes d'état civil dans les zones transfrontalières ;

donc les conditions d'une reprise économique rapide seront en place, les services de base seront renforcés et les moteurs de conflits existants et émergents dans les zones de retour et de (ré) intégration seront réduits ; et les moteurs de conflits locaux seront traités et gérés de manière non violente, créant un environnement propice à la coexistence pacifique et aux retours volontaires et durables.

Niveau d'impact

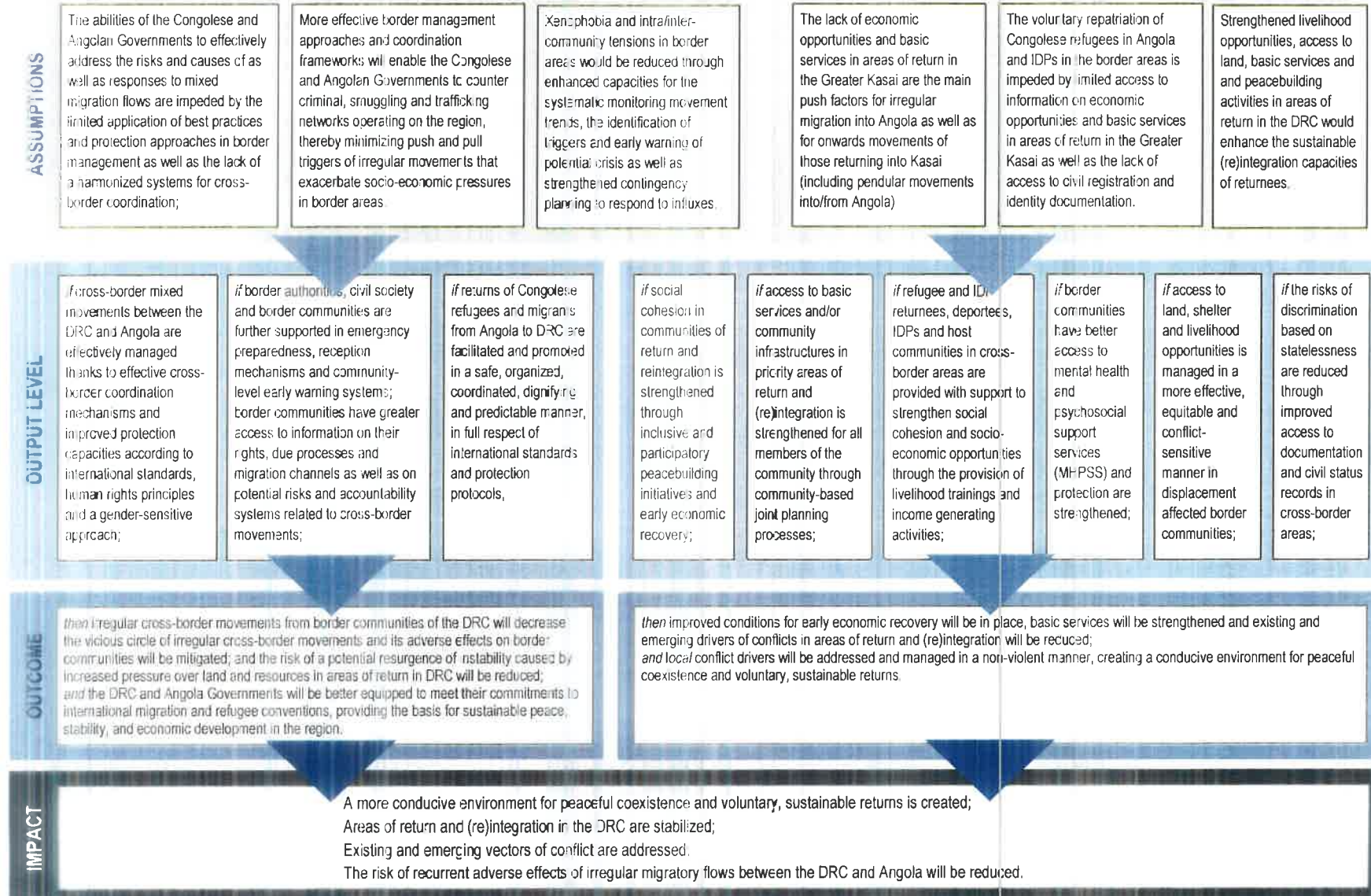
Si des services de base et des opportunités socio-économiques améliorés sont mis en place dans les zones de retour et si la (ré) intégration en RDC est rendue durable grâce à des initiatives inclusives de consolidation de la paix, de cohésion sociale et de relance économique ;

Si la discrimination, la marginalisation et le risque d'apatridie sont réduits et si les rapatriés et les populations d'accueil ont un meilleur accès aux moyens de subsistance, à la terre et à l'égalité des droits, réduisant ainsi le risque de tensions intercommunautaires en RDC ;

Si des mécanismes efficaces de préparation et de réponse réduisent les mouvements transfrontaliers dangereux et irréguliers en améliorant la gestion et la coordination des frontières qui garantissent la protection des migrants et des réfugiés, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes ;

alors un environnement plus propice à la coexistence pacifique et aux retours volontaires et durables sera créé ; les zones de retour et de (ré)intégration en RDC seront stabilisées ; les vecteurs de conflit existants et émergents seront traités ; et le risque d'effets négatifs récurrents des flux migratoires irréguliers entre la RDC et l'Angola sera réduit.

Diagramme de la théorie du changement



- d) **Fournir une description narrative des principales composantes du projet** (résultats et produits), en veillant à accorder suffisamment d'attention au genre, à l'âge et aux autres différences clés qui devraient influencer l'approche du projet. En décrivant les éléments du projet, assurez-vous d'indiquer les considérations importantes liées à la séquence des activités.

Effet 1 : les mouvements transfrontaliers irréguliers diminuent

Résultat 1.1 : Les capacités des autorités congolaises et angolaises de gestion des frontières à gérer efficacement les flux de mouvements mixtes sont améliorées (OIM - RDC/Angola et HCR RDC/Angola)

- Activité 1.1.1 : Effectuer une mission d'évaluation des agences nationales de gestion des frontières pour déterminer les besoins en matière de construction/amélioration et d'équipement et classer par ordre de priorité les points de passage frontaliers ciblés.
- Activité 1.1.2 : Construire/réhabiliter/étendre les points de passage frontaliers en RDC et en Angola.
- Activité 1.1.3 : Equiper les points de passage frontaliers en RDC et en Angola.
- Activité 1.1.4 : Organiser des activités de sensibilisation sur le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés, la prévention des violences sexuelles et sexistes (VSBG), la traite des êtres humains avec un accent particulier sur la traite des enfants, les dangers de la migration irrégulière, l'acceptation des migrants, les flux transfrontaliers, la prévention des COVID-19 et la communication humanitaire à la frontière. (HCR RDC)
- Activité 1.1.5 : Centre d'appui aux migrants irréguliers pour la procédure et le dépistage à Lunda Norte (OIM/HCR Angola).

Produit 1.2 : Des mécanismes de coordination transfrontalière sensibles au genre et à la protection sont en place pour renforcer la sécurité aux frontières de la gestion des migrations mixtes (OIM - RDC/Angola)

- Activité 1.2.1 : Élaborer un manuel conjoint sensible au genre sur les flux de mouvements mixtes et la gestion humanitaire des frontières ³³à l'intention des autorités frontaliers (forces de l'ordre, agents des migrations et gardes-frontières).
- Activité 1.2.2 : Former les agents aux frontières (y compris la formation initiale des formateurs) à la détection de la fraude documentaire (techniques d'inspection des documents de voyage, contrôle des passagers, processus d'orientation, refoulement, etc.)
- Activité 1.2.3 : Former les agents frontaliers à la gestion humanitaire des frontières, à la traite des êtres humains, à la protection internationale, à la protection des enfants, au trafic de migrants, au droit des réfugiés et à la prévention de la violence sexuelle basée sur le genre.
- Activité 1.2.4 : Créer des centres de coopération frontalière (CCF) en RDC et en Angola pour l'échange d'informations et l'identification des points de contact officiels.
- Activité 1.2.5 : Mettre en œuvre une étude conjointe qui sera présentée aux homologues gouvernementaux sur les flux migratoires mixtes le long de la frontière afin de contribuer à une gestion et une coordination efficace des frontières.

³³ La gestion humanitaire des frontières fait partie du cadre opérationnel pour les crises migratoires (MCOF) de l'OIM, un cadre holistique élaboré en 2012 afin de répondre à la dimension de mobilité humaine des crises humanitaires. Grâce à ses activités de gestion des frontières humanitaires (HBM), la Division de l'immigration et de la gestion des frontières (IBM) de l'OIM fournit une aide au renforcement des capacités aux États membres qui souhaitent améliorer leur préparation et mettre en place des mécanismes de réponse adéquats pour protéger les nationaux et les étrangers qui traversent la frontière, tout en veillant à ce que la sécurité de la frontière soit maintenue. Des réponses aux crises bien gérées peuvent contribuer à prévenir la fermeture des frontières et aider la communauté internationale à répondre efficacement aux besoins humanitaires. Pour plus d'informations, voir : https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/IBM/2020/en/humanitarian-border-management.pdf

Produit 1.3 Les communautés frontalières disposent de capacités accrues pour accueillir les nouveaux arrivants et sont préparées à alerter et à répondre efficacement aux afflux massifs (HCR Angola et RDC)

- Activité 1.3.1 : Mettre en place des mécanismes d'accueil sensibles à la protection pour gérer les arrivées de demandeurs d'asile et de réfugiés (HCR Angola)
- Activité 1.3.2. Établir et/ou améliorer les systèmes d'alerte précoce pour les afflux de réfugiés et de rapatriés des deux côtés de la frontière avec les communautés locales (HCR RDC/Angola)
- Activité 1.3.3. Établir et former des réseaux de volontaires locaux au sein des communautés d'accueil dans les zones frontalières en tant que premiers intervenants pour identifier les besoins et les vulnérabilités, aider et référer vers les canaux appropriés. (HCR RDC/Angola)
- Activité 1.3.4 : Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour renforcer la coexistence pacifique entre les réfugiés, les réfugiés et migrants de retour et les communautés d'accueil (HCR RDC/Angola)
- Activité 1.3.5 : Établir/améliorer le système d'alerte précoce pour les afflux de réfugiés et de migrants des deux côtés de la frontière (HCR Angola/RDC).

Produit 1.4. -Les autorités locales, les forces armées, la police nationale et les gardes-frontières sont mieux préparés et soutenus pour gérer les afflux de réfugiés ou de rapatriés (HCR Angola).

- Activité 1.4.1. Etablir un plan d'urgence transfrontalier pour les afflux de réfugiés du Kasai en Angola.
- Action 1.4.2. Établir un plan d'urgence transfrontalier pour les mouvements de masse de réfugiés et de rapatriés.
- Activité 1.4.3. Établir et renforcer les capacités des mécanismes de coordination transfrontalière pour la préparation et la réponse aux urgences
- Activité 1.4.4. Établir et/ou améliorer les systèmes institutionnels d'alerte précoce pour les afflux de réfugiés et de rapatriés des deux côtés de la frontière.
- Activité 1.4.5 : Établir et/ou renforcer les voies de référence multisectorielles pour les arrivées de réfugiés, y compris la santé, la nutrition, la violence liée au sexe, la protection de l'enfance, l'assistance matérielle et juridique, la réunification familiale, entre autres, des deux côtés de la frontière.

Effet 2 : les facteurs de conflit existants et émergents sont réduits et les conditions de retour volontaire et de réintégration sont en place dans les zones de retour prioritaires en RDC.

Produit 2.1 : Des mécanismes inclusifs et participatifs de consolidation de la paix et de dialogue local contribuant à la cohésion sociale dans les communautés de retour et de réintégration sont établis. (IOM/UNHCR - RDC)

- Activité 2.1.1 : Mettre en œuvre des activités inter- et intra-communautaires pour renforcer la cohésion sociale (par exemple, des campagnes de sensibilisation du public, des événements sportifs et culturels). (OIM RDC)
- Activité 2.1.2 : Mettre en place des forums et des mécanismes de dialogue pour renforcer la communication, la réconciliation et la résolution des conflits au niveau local, avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. (IOM/UNHCR RDC)
- Activité 2.1.3 : Créer et/ou renforcer quatre comités de paix locaux intercommunautaires inclusifs et participatifs, avec la participation des jeunes et des femmes. (IOM/UNHCR RDC)
- Activité 2.1.4 : Soutenir le développement de quatre plans d'action locaux par le biais de comités locaux pour la paix et le développement, en mettant l'accent sur les besoins de consolidation de la paix et de cohésion sociale et sur les besoins des jeunes et des femmes. (IOM/UNHCR RDC)

Résultat 2.2 : L'accès à la terre et aux abris dans les zones de retour est amélioré. (IOM/UNHCR RDC)

- Activité 2.2.1 : Fournir un soutien en matière de plaidoyer et de négociations afin d'améliorer l'accès des populations déplacées et des personnes menacées d'apatridie aux services de santé.
- Activité 2.2.2 Mettre en œuvre des actions de sensibilisation sur la régularisation des droits de propriété et du foncier.
- Activité 2.2.3 : Soutenir la construction d'abris durables pour améliorer l'accès au logement des populations déplacées, des migrants de retour et des personnes à risque d'apatridie par des interventions en espèces.

Produit 2.3 : Les populations déplacées, les réfugiés, les déplacés internes et les réfugiés de retour bénéficient d'un soutien durable au retour et à la réintégration et la capacité d'absorption des communautés d'accueil est renforcée. (OIM/HCR - RDC/Angola)

- Activité 2.3.1 : Mettre en place un questionnaire nexus dans la province du Kasai (pour compléter les données existantes pour le Kasai Central à partir de décembre 2020) afin de recueillir des données sur les besoins humanitaires-stabilisation-développement des communautés frontalières et des populations déplacées selon l'approche triple nexus (OIM RDC).
- Activité 2.3.2 : Identifier les projets et infrastructures communautaires (modalité " argent contre travail ") par le biais de mécanismes de planification communautaire pour améliorer l'accès aux services de base et renforcer les capacités d'absorption des communautés d'accueil (en coordination avec d'autres acteurs du nexus). (HCR/IOM RDC)
- Activité 2.3.3 : Mettre en œuvre des projets communautaires / réhabilitation d'infrastructures par la modalité " argent contre travail " (rapatriés, déplacés internes et communautés d'accueil) pour répondre aux besoins de base initiaux, construire des infrastructures communautaires et renforcer la cohésion sociale avec la participation des femmes et des adolescentes (50% de la main d'œuvre), et des personnes handicapées. (UNHCR/IOM RDC)
- Activité 2.3.4 : Mettre en œuvre des activités de formation professionnelle pour renforcer la réintégration socio-économique dans la communauté. (HCR/IOM RDC)
- Activité 2.3.5 : Fournir des formations professionnelles et un soutien au démarrage d'activités génératrices de revenus (AGR) aux populations vulnérables des communautés d'accueil dans les zones de retour prioritaires. (HCR/IOM RDC)
- Activité 2.3.6 : Former les bénéficiaires/groupes à la gestion des projets communautaires et à l'entretien des infrastructures communautaires (HCR/IOM RDC)
- Activité 2.3.7 Former et soutenir les membres vulnérables de la communauté, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, pour qu'ils puissent mener des activités économiques transfrontalières (HCR/IOM RDC)

Produit 2.4 Les communautés frontalières de la RDC ont un meilleur accès aux services de santé mentale et de soutien psychosocial (OIM/HCR RDC)

- Activité 2.4.1 : Cartographier les prestataires de services et les voies de référence pour la santé mentale et le soutien psychosocial (MHPSS) dans les zones et provinces cibles en RDC (OIM RDC)
- Activité 2.4.2 : Fournir des formations de renforcement des capacités aux prestataires de services de MHPSS identifiés et aux structures/autorités gouvernementales concernées (OIM RDC)
- Activité 2.4.3 : Soutenir l'orientation des cas graves nécessitant la MHPSS vers des prestataires de services identifiés (OIM RDC)
- Activité 2.4.4 : Former les points focaux locaux (groupes de femmes et de jeunes, comités de paix et de développement, groupes de paix et de développement, et personnel de santé local) à fournir une MHPSS de base (OIM/HCR RDC)
- Activité 2.4.5 : Identification, soutien juridique, psychologique et médical des victimes de la traite des êtres humains. (OIM HCR RDC/Angola)

- Activité 2.4.6 Améliorer la base de données fiable des survivants de violences sexuelles. (HCR RDC)
- Activité 2.4.7 : Mener une étude anthropologique sur les causes profondes et les conséquences de la violence sexuelle basée sur le genre (VBG) dans les zones cibles frontalières. (HCR RDC)
- Activité 2.4.8 : Promouvoir le mécanisme de coordination de la collaboration sur l'autonomisation des femmes avec le Ministre du Genre (HCR RDC)

Produit 2.5 : Soutenir le retour sûr, volontaire et digne des réfugiés et des migrants vulnérables d'Angola vers la RDC (OIM/HCR Angola et RDC)

- Activité 2.5.1 : Mener des évaluations sur les retours volontaires et des campagnes d'information en Angola pour informer la planification (HCR Angola)
- Activité 2.5.2 : Enregistrement des réfugiés exprimant leur volonté de retour volontaire en RDC (HCR Angola)
- Activité 2.5.3 : Soutenir les mouvements de retour volontaire des réfugiés en RDC (HCR Angola/RDC)
- Activité 2.5.4 : Soutenir la réinstauration des liens familiaux et soutenir la recherche, l'identification et la réunification des familles des réfugiés congolais en Angola avec les membres de leur famille en RDC ; (HCR Angola)
- Activité 2.5.5 : Collecter systématiquement des informations pour soutenir le HCR RDC dans son plaidoyer auprès du gouvernement de la RDC pour la documentation ou la réémission de documents perdus pour les # réfugiés congolais en Angola lors de leur retour. (HCR Angola)
- Activité 2.5.6 : Collecter et fournir des informations sur les profils, l'éducation et la cartographie des compétences des #réfugiés congolais en Angola pour soutenir des projets de réintégration adaptés, particulièrement axés sur l'éducation, la formation professionnelle et les activités génératrices de revenus. (HCR Angola)
- Activité 2.5.7 : Soutien aux #réfugiés en Angola sur les moyens de subsistance afin de favoriser leur résilience et leur capacité d'adaptation par un meilleur accès aux moyens économiques et aux compétences pour assurer des retours durables (HCR Angola).
- Activité 2.5.8 : Assurer une surveillance de la protection de part et d'autre de la frontière et dans les zones de retour. (HCR Angola/)
- Activité 2.5.9 : Fournir une aide au retour aux migrants vulnérables sur la base d'une évaluation de leur vulnérabilité (OIM RDC/Angola)

Produit 2.6 : Le risque d'apatridie des populations déplacées et des rapatriés est réduit (HCR - RDC/Angola)

- Activité 2.6.1 : Mettre en place une équipe mobile d'enregistrement des naissances par le biais d'un bus en RDC aux points frontaliers avec l'Angola dans les provinces du Kasaï central et du Kasaï. (HCR RDC)
- Activité 2.6.2 Soutenir l'enregistrement des actes d'état civil/de naissance des réfugiés congolais en Angola (HCR Angola).
- Activité 2.6.3 : Organiser des sessions de plaidoyer avec les autorités provinciales et les OSC pour améliorer l'accès aux documents pour les rapatriés, les déplacés internes et les rapatriés internes risquant l'apatridie (HCR RDC)
- Activité 2.6.4 Mettre en œuvre des activités de sensibilisation sur les conséquences socio-économiques de l'apatridie et de la conflictualité parmi les réfugiés, les migrants, les déplacés internes, les rapatriés de déplacés internes et les communautés d'accueil par le biais de sessions de groupes de discussion et d'émissions de radio (HCR RDC)
- Activité 2.6.5 Fournir un soutien juridique aux rapatriés, aux déplacés internes et aux déplacés internes de retour pour améliorer leur accès aux documents (HCR RDC)

Utilisez l'annexe C pour lister tous les résultats, produits et indicateurs.

- e) **Ciblage du projet** – fournir une justification pour les zones géographiques, les critères de sélection des bénéficiaires, le nombre attendu et le type de parties prenantes / bénéficiaires (doit être ventilé par sexe et âge). Indiquez si les parties prenantes ont été consultées lors de la conception de cette proposition. Ne répétez pas tous les extraits et activités du cadre de résultats.

Zones géographiques

Il existe dix points de passage frontaliers officiels le long de la frontière entre l'Angola et la RDC (notamment Kamako, Tshitambeji, Kabungu, Kandjaji, Mwamwengo, Tshisenge, Shambwanda dans la province du Kasai et Kalamba Mbuji, Kalombo, Ndombi dans la province du Kasai central). Du côté angolais, six postes frontaliers (Marco 21, Nashiri, Tchissanda, Fucauma, Itanda, Tschikolondo) sont accessibles en voiture pendant une partie de l'année. Ces points de passage frontaliers sont déjà majoritairement construits, équipés et reliés par des infrastructures routières alors que du côté congolais, de grandes lacunes existent en termes de bâtiments et d'équipements disponibles ainsi qu'une absence de réseau routier suffisant. Une mission d'évaluation initiale sera menée par les autorités de gestion des frontières des deux pays afin de déterminer les besoins prioritaires. Les principaux points de passage frontaliers qui seront ciblés par le renforcement des capacités, ainsi que par un soutien limité en termes d'infrastructures et d'équipements, seront par conséquent identifiés et validés par le premier comité de pilotage du projet au cours du premier semestre. Cette identification veillera au respect du HRDDP, notamment de la procédure de dédouanement définie dans le SOP MONUSCO-UNCT de 2017.

Pour le processus de sélection des communautés en RDC, un exercice d'évaluation de la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM a déjà été réalisé dans la province du Kasai central en décembre 2020. Dans le cadre de cet exercice, les principales zones affectées par les rapatriés d'Angola ont été déterminées comme étant les zones de santé de Tshibala (69 000 rapatriés), Kalomba (46 000 rapatriés), Ndekesha (32 000 rapatriés), Luambo (22 000 rapatriés) et Mikalayi (21 000 rapatriés). L'évaluation a également déterminé que les rapatriés représentent un pourcentage particulièrement élevé de la population à Kalomba (28 %), Tshibala (26 %), Bilomba (18 %) et Ndekesha (18 %). Sur la base des critères de stabilisation et de cohésion sociale inclus dans l'évaluation, elle a également déterminé les villages prioritaires du Kasai Central où les relations entre les populations rapatriées/déplacées et les communautés d'accueil étaient mauvaises, principalement en raison de conflits sur les moyens de subsistance et les ressources naturelles.

Pendant que le HCR mènera une enquête socio-économique complète dans le Grand Kasai, l'exercice d'évaluation DTM sera répliqué dans la province du Kasai au cours du premier trimestre du projet afin de générer des données comparables. Les données des deux provinces seront ensuite présentées au premier Comité de pilotage, permettant ainsi aux autorités provinciales et nationales de sélectionner six (6) communautés prioritaires pour la mise en œuvre des activités de réintégration et de cohésion sociale dans le cadre du résultat 2 du projet, y compris Mweka, Tshikapa, Dibaya et Luiza qui ont été identifiées comme des zones de liaison dans le Grand Kasai. Ces lacunes et considérations identifiées en matière de cohésion sociale seront également prises en compte dans l'évaluation des risques concernant la réintégration ou la réinstallation potentielle des bénéficiaires au début du projet. Une approche de programmation "do-no-harm" sera intégrée dans l'ensemble du projet afin de prévenir l'exacerbation ou la perpétuation des tensions existantes par le biais de consultations communautaires continues et d'une approche de planification communautaire inclusive et participative qui prend en considération les diverses voix des communautés affectées par le déplacement.

En Angola, le travail sur les plans d'urgence et les systèmes d'alerte précoce impliquera les communautés et les autorités autour des principaux points de passage frontaliers et voies de transport susmentionnés dans les municipalités de Calumbo, Chitato et Lovua. Le travail avec les réfugiés ciblera également le district de Lovua, en particulier, mais pas seulement, les personnes vivant dans le camp de réfugiés de Lovua ainsi que d'autres zones urbaines avec une grande concentration de réfugiés de la RDC, de demandeurs d'asile et de migrants vulnérables. Les campagnes d'information et les activités de renforcement des capacités cibleront également les fonctionnaires et les populations concernées le

long des principaux itinéraires, dans le but d'atteindre d'autres centres principaux tels que les provinces de Malange et de Lunda Sul. Les activités liées au développement des compétences et de la résilience cibleront principalement les réfugiés des camps de Lovua, bien que certaines activités clés touchent également les populations urbaines concernées, comme le soutien aux retours volontaires, les campagnes d'information, les enquêtes d'intention et le rétablissement des liens familiaux, bien que dans une moindre mesure.

Bénéficiaires en RDC

Autorités gouvernementales (renforcement des capacités) : Ministères de l'intérieur, Directions générales des migrations (DGM), *Programme national de l'hygiène aux frontières* (PNHF), police des frontières, Conseil national pour les réfugiés (CNR) gouvernements provinciaux.

Des programmes " argent contre travail " pour réhabiliter les infrastructures seront mis en œuvre dans **six (6) communautés prioritaires** dans les principales zones de retour des provinces du Kasai et du Kasai Central. Elles seront sélectionnées en fonction de la présence de rapatriés d'Angola, de la présence de populations déplacées, de l'absence de services de base et des défis de stabilisation / cohésion sociale. Au total, **5 000 survivants de VSBG** bénéficieront d'un soutien juridique, psychologique, médical et/ou d'une aide à la réintégration socio-économique ; **1 000 réfugiés recevront une** aide au rapatriement dans les deux prochaines années ; **850** recevront une aide à la construction d'abris durables ; et **800** bénéficiaires (rapatriés, personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), réfugiés, membres vulnérables des communautés d'accueil - au moins 30 % de jeunes (80 % de ceux qui ont moins de 18 ans) et 50 % de femmes) recevront une aide à la réintégration socio-économique par le biais d'activités rémunérées en espèces et d'activités génératrices de revenus (AGR).

On estime qu'en améliorant les conditions de retour dans les provinces du Kasai et du Kasai Central, de meilleures conditions de vie seront assurées à plus de 500 000 personnes grâce aux dividendes de la paix, ainsi qu'à la réduction des risques d'apatridie.

Bénéficiaires en Angola

Bénéficiaires directs : **600 fonctionnaires** seront formés sur 2 ans dans le cadre du résultat 1 et **7 000** réfugiés et rapatriés (35 % de jeunes, 50 % de femmes et 25 % d'hommes) sur 2 ans dans le cadre du résultat 2. Quelque **3 000** Angolais des communautés d'accueil bénéficieront également des activités clés (56 % de femmes, 40 % de jeunes).

Bénéficiaires indirects : **300 000 personnes** traversant les frontières bénéficiant de protocoles de gestion des frontières et d'orientation améliorés/protégés dans le cadre du résultat 1 et **5 000 réfugiés** sur 3 ans bénéficiant d'informations/de meilleures logistiques/structures dans le cadre du résultat 2.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation de convocation : Organisation internationale pour les migrations (OIM)		CERF, ECHO, OFDA, SIDA, Instrument européen contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), US State Department INL, MONUSCO Stabilization Coherence Fund, PBF, Banque mondiale	Kinshasa (bureau principal), Goma, Bunia, Bukavu, Kalemie, Lubumbashi, Mbuji Mayi, Tshikapa (bureaux secondaires)	193 employés, dont 33 internationaux et 160 nationaux.	Le projet sera soutenu par le personnel technique de l'OIM dans les domaines suivants : gestion des frontières à Kinshasa et Bukavu ; réforme de la police à Kinshasa, Tshikapa, Mbuji Mayi, Lubumbashi, Goma et Bukavu ; ainsi que par un coordinateur du programme de stabilisation, de transition et de redressement à Kinshasa.
Partenaires d'exécution dans les provinces du Kasai : BEMPRODEC / RAPRODHOK (à confirmer)					
Organisation bénéficiaire : HCR		États-Unis, Union européenne, Royaume-Uni, Suède, Danemark, Belgique, Suisse, Canada, France, Allemagne, Norvège.	Kinshasa (bureau principal) 432 personnes en RDC Bureau de terrain de Kananga/Tshikapa	46 employés au total 32 employés au total	Agent du SGVB, agent Abris, agent CBI et agent de protection.
Partenaires de d'exécution :					
Organisation bénéficiaire : HCR	3,704,303.00 USD	Fonds volontaires du HCR, ONUSIDA, donateurs	Luanda (Bureau principal) Bureau de terrain de Dundo	22 personnes à Luanda 29 à Dundo	Protection, Santé, Education, Enregistrement, Moyens d'existence, Programme, Contrôle
Partenaires de mise en œuvre :					

Service Jésuite des Réfugiés (JRS), Aide de l'Eglise Norvégienne (NCA), World Vision		privés Italie et Japon.			du projet Chaîne d'approvisionnement
--	--	-------------------------	--	--	--------------------------------------

- b) **Gestion et coordination du projet** – Indiquez l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et les rôles et expliquez quels postes doivent être financés par le projet (à quel pourcentage). Indiquez explicitement comment l'équipe de mise en œuvre du projet garantira une expertise suffisante en matière de genre ou de jeunesse. Expliquez les modalités de coordination et de supervision du projet et assurez le lien avec le Secrétariat du PBF s'il existe. Remplissez la liste de contrôle de la préparation à la mise en œuvre du projet à l'**annexe A** et joignez les mandats clés du personnel.

L'OIM et le HCR disposent déjà d'experts techniques et d'équipes administratives dans le pays et les provinces cibles qui soutiendront directement le lancement des activités du projet jusqu'à ce qu'une équipe complète soit en place. Les deux principaux domaines d'intervention du projet seront mis en œuvre conjointement par les deux agences afin d'assurer des synergies et une coordination efficace.

Pour le premier résultat du projet visant à renforcer la sécurité et la coordination des frontières, les agences mettront en œuvre leurs activités sur la base de leurs mandats respectifs. L'OIM sera responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités techniques et de coordination pour les autorités de gestion des frontières. Ces activités seront complétées par celles du HCR, qui se concentreront sur la protection des flux frontaliers mixtes, notamment en répondant aux besoins des populations déplacées, y compris les demandeurs d'asile, les réfugiés, les personnes menacées d'apatridie et les déplacés internes.

Le deuxième résultat du projet, visant à créer un environnement propice aux retours volontaires et à la coexistence pacifique, sera mis en œuvre conjointement par les deux agences, avec une division géographique et basée sur le mandat des zones de mise en œuvre et une coordination au niveau interprovincial. Le HCR sera responsable des enquêtes sur les retours et du soutien aux retours volontaires des réfugiés en Angola, complétés par les évaluations de l'OIM sur les dynamiques migratoires et les mouvements de retour en RDC. La gouvernance locale et le soutien à la réintégration économique seront assurés par l'OIM dans deux communautés et par le HCR dans quatre communautés (Mweka, Tshikapa, Dibaya, Luiza), les communautés prioritaires et la division géographique étant déterminées au début du projet. Le HCR renforcera encore les mécanismes de protection dans toutes les zones cibles du projet afin de s'assurer que la sensibilité au genre et l'autonomisation des femmes soient intégrées dans toutes les activités du projet, et de s'assurer que le risque d'apatridie est réduit parmi les populations affectées.

Finalement, les agences assureront une coordination efficace et des synergies avec d'autres projets mis en œuvre dans les zones cibles, notamment le SSKAT visant à soutenir la réponse au mouvement de démobilisation spontanée au Kasai et au Kasai Central, ainsi que le projet de police communautaire et de cohésion sociale (PDP) au Kasai. En Angola, la coordination inclura également les projets en cours de l'OIM axés sur le processus de rapatriement volontaire, la gestion humanitaire des frontières, les flux de mouvements mixtes et les programmes de lutte contre la traite des personnes qui couvraient également la province de Lunda Norte.

Comité de pilotage

Pour assurer l'appropriation et le suivi régulier du projet au niveau national en RDC et en Angola, un comité de pilotage sera établi dans les deux pays au début du projet. Il sera co-présidé par les Coordinateurs Résidents des Nations Unies et un représentant du Ministère National de l'Intérieur en Angola et du Ministère du Plan en RDC sur la base de leurs mandats nationaux respectifs. Les comités de pilotage seront composés des agences de mise en œuvre OIM et HCR, des ministères et agences concernés au niveau national ainsi que des représentants des gouvernements provinciaux concernés. Afin d'assurer une coordination optimale entre les activités du programme et celles des autres partenaires dans le même domaine, le comité de pilotage pourra impliquer d'autres partenaires dans ses délibérations si nécessaire.

Ses membres se réuniront tous les six mois dans chaque pays, les réunions pourront être organisées virtuellement pour faciliter la participation de haut niveau. Ce sera l'occasion de discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités, des défis rencontrés et harmoniser les données en leur possession. Par ailleurs, le projet organisera deux réunions en personne entre les comités directeurs des deux pays afin de faciliter les échanges politiques de haut niveau nécessaires à la coopération transfrontalière. En tant qu'agence principale, l'OIM RDC assurera les arrangements logistiques et la budgétisation de la première réunion du comité directeur à Kinshasa. En fonction des capacités logistiques du pays, le Comité de pilotage en Angola sera organisé et budgétisé sous la direction du HCR Angola.

Les tâches du comité directeur sont les suivantes :

- Approuver et suivre le plan de travail, adopter la stratégie de communication ;
- Suivi et évaluation des progrès de la mise en œuvre du projet ;
- Coordination et harmonisation des actions ;
- Approbation des rapports techniques et financiers périodiques soumis par l'équipe de gestion ;
- Vérification de l'avancement des activités et de l'évolution du contexte afin de proposer d'éventuels ajustements.

Comités techniques provinciaux

Pour assurer la coordination des activités et la mise en œuvre cohérente de la stratégie d'intervention du projet, des réunions de coordination technique seront organisées au niveau provincial sur une base bi-annuelle. Le coordinateur du projet et l'ensemble de l'équipe de gestion du projet (OIM, HCR) ainsi que, en RDC, les représentants de STAREC/DDRCS et/ou du Ministère provincial du Plan, du Ministère de la Justice, du Ministère du Genre et du Ministère de l'Intérieur au niveau provincial, les représentants des organisations et institutions bénéficiaires (Administrations provinciales, DGM, PNC, ONG locales, sociétés civiles, etc. En Angola, une représentation similaire sera prévue, en particulier, mais sans s'y limiter, les services provinciaux des migrations (SME), le commandement provincial de la police nationale, le commandement provincial des gardes-frontières, le commandement provincial des forces armées, les directions provinciales de la justice, de la santé et des affaires sociales, les administrateurs locaux des districts et des municipalités de Lovua, Chitato et Calumbo, les chefs locaux, les réfugiés et les autres dirigeants communautaires, ainsi que les représentants des institutions concernées, selon les besoins. Ces réunions assurent également une coordination efficace entre les autres projets mis en œuvre dans les provinces.

Pour faciliter les échanges et renforcer la coopération transfrontalière, ces réunions se tiendront, dans la mesure du possible, à la frontière, soit en les combinant avec des visites de contrôle le long de la frontière, soit en les organisant virtuellement.

Une réunion de coordination technique supplémentaire entre les deux agences de mise en œuvre et les partenaires de mise en œuvre aura lieu une fois par mois et sera convoquée par le coordinateur du projet.

Ils se concentreront sur :

- Suivi du plan de travail ;
- Coordination et harmonisation des actions ;
- Formulation de recommandations à l'attention du comité directeur.

Équipe de gestion du projet

Le projet est géré par un coordinateur international de projet de niveau P3 qui sera basé à Tshikapa, dans la province du Kasai et recruté par l'OIM RDC. Il/elle assurera la coordination technique des activités de tous les partenaires selon le plan de travail annuel adopté par le Comité de pilotage. Il/elle assurera la coordination avec les autres agences bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre, ainsi qu'avec les homologues gouvernementaux si nécessaire. Pour assurer une coordination efficace, des réunions de coordination mensuelles seront organisées pour faciliter le partage d'informations, coordonner les efforts et les interventions, et identifier les retards ou les obstacles potentiels et fournir des solutions et les corrections nécessaires. Le coordinateur sera le point focal du projet et assurera la coordination avec le donateur (PBF), les autorités nationales et locales, et les partenaires techniques et financiers.

Le bureau régional de l'OIM à Pretoria apportera son soutien au développement d'un plan et d'un cadre de suivi et d'évaluation par l'intermédiaire de l'expert régional en suivi et en évaluation. Pour le reste de la durée du projet, l'expert fournira un soutien à distance, mais le suivi global du projet sera assuré par le coordinateur du projet et un assistant de suivi et d'évaluation (S&E) basé à Tshikapa, dans la province du Kasai, et dédié au projet à 100%, qui couvrira toutes les activités et zones d'intervention du projet. L'assistant M&E travaillera en étroite collaboration avec les agents de mise en œuvre et de suivi/évaluation du HCR.

Le coordinateur du projet est également assisté par des associés chargés des achats, de l'administration et du budget basés à Tshikapa, ainsi que par un ingénieur qui supervisera la construction et un expert local en gouvernance locale et en mobilisation communautaire. L'OIM déploiera également des experts consultants qui seront basés directement dans les communautés cibles pour assurer le suivi quotidien des activités spécifiques du projet telles que la mobilisation communautaire et les activités de travail contre rémunération.

Tout au long de la mise en œuvre de ce projet, l'ensemble de l'équipe du projet bénéficiera de l'assistance et de l'expertise de l'expert en gestion des migrations et du responsable du programme de stabilisation et de redressement, tous deux basés à Kinshasa.

Sous la supervision générale du chef de mission de l'OIM, le coordonnateur de projet sera directement supervisé et soutenu au niveau de Kinshasa par le coordonnateur du programme de stabilisation, de transition et de redressement (P4) ainsi que par les unités de soutien du programme concernées. Il s'agit notamment du département des finances, de l'unité des achats et de l'unité de soutien du programme (PSU), ainsi que du responsable de la communication, qui soutiendra les activités de rapportage, de S&E, de communication et de visibilité du projet en coordination avec les équipes sur le terrain.

L'administratrice de liaison du HCR (P3), basé à Kinshasa, supervisera la coordination du projet au niveau national sous la direction du Représentant adjoint du HCR-RDC pour les opérations (D1). Dans les régions du Kasai, l'administrateur principal à la protection du HCR (P4) consacrera une partie de son temps (20%) à l'appui à la coordination du projet, notamment en fournissant un soutien technique sous la supervision du chef de sous-délégation (P5). L'administrateur de Programme du HCR à Kananga (P3) (20%) sera également en charge du suivi et de l'évaluation du projet, du suivi budgétaire et du *reporting* en collaboration avec l'administrateur principal à la protection (P4).

En Angola, le projet sera exécuté sous la coordination d'un employé chargé du rapatriement et de la surveillance des frontières au niveau P3, qui sera recruté spécialement à cette fin pour la première année du projet et sera consacré à 100 % au projet PBF. Ce poste sera le seul à être imputé au projet PBF à un taux d'environ 75% de son coût, même si le HCR couvrira avec son propre financement de base environ 25% ou plus du coût de ce poste. Idéalement, au cours de la deuxième année du projet, les activités de l'employé seront intégrées dans le plan de travail d'autres unités du bureau local du HCR à Dundo, des partenaires locaux, des communautés et des homologues du gouvernement pour assurer la durabilité. La personne déployée travaillera avec le soutien total des unités actuelles de protection et de classement du Bureau du HCR à Dundo (c'est-à-dire l'administrateur à la Protection P3, l'administrateur associé à la protection communautaire P2, l'administrateur associé de terrain P2, l'associé à la protection G6, l'associé de Sécurité G6 et les chauffeurs G1-G2), en collaboration avec l'administrateur de Programme P3, ainsi que sous la supervision technique de l'administratrice principale de Protection P4, tous deux basés au Bureau de Luanda. La supervision générale de la gestion du projet sera assurée par le chef du bureau du HCR à Dundo.

- c) **Gestion des risques** – Identifier les risques spécifiques au projet et la manière dont ils seront gérés, y compris l'approche de mise à jour des risques et d'ajustement du projet. Inclure une approche Ne Pas Nuire et une stratégie d'atténuation des risques.

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
PSEA et Fraude en raison de la forte présence d'acteurs humanitaires (agences des Nations unies, ONG) et d'acteurs locaux.	Haut	Tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet recevront des formations obligatoires sur PSEA et la lutte contre la fraude avant le lancement. Un contrôle préalable sera effectué pour tous les partenaires de mise en œuvre afin de s'assurer qu'ils disposent de politiques internes pour vérifier et répondre aux cas de PSEA/Fraude. Des mécanismes de plainte communautaires seront développés pour renforcer la responsabilité des populations affectées.
Les faibles capacités des partenaires de mise en œuvre et des homologues gouvernementaux retardent la mise en œuvre et la qualité du projet.	Moyen-haut	Les agences recenseront et, dans la mesure du possible, identifieront au préalable les partenaires de mise en œuvre qualifiés. Ceci sera réalisé par une coordination efficace avec d'autres agences et acteurs mettant en œuvre des projets dans les zones cibles. Les partenaires de mise en œuvre recevront des formations pertinentes sur le renforcement des capacités au niveau technique et seront soutenus dans la gestion financière du projet, le suivi et les rapports. Cela contribuera également à renforcer la durabilité du projet grâce aux capacités accrues des partenaires locaux qui resteront dans la zone au-delà de la durée du projet.
Mauvaise conduite des agents frontaliers et/ou des autorités locales et/ou des services de sécurité contraire aux objectifs du projet et risque d'atteinte à la réputation des institutions et des agences de mise en œuvre.	Moyen	Le projet collaborera avec les autorités provinciales et nationales afin de garantir un travail de plaidoyer approfondi en faveur des engagements du gouvernement en matière de Droits de l'Homme. Le projet cherchera également à fournir des conseils techniques aux autorités frontalières lors des processus de prise de décision politique stratégique, en période de crise (comme un afflux migratoire à grande échelle) afin de garantir une prise de conscience des répercussions potentielles et des implications en termes de réputation.
La durée du processus de construction de l'infrastructure affecte négativement la durée du projet.	Moyen	L'OIM supervisera étroitement les travaux de construction depuis le lancement de l'appel d'offres jusqu'à l'achèvement des travaux afin de garantir la livraison en temps voulu des travaux sous-traités.
Les biens et infrastructures donnés sont mal gérés et ne sont pas correctement entretenus - l'investissement des donateurs est perdu ; la	Moyen	Le projet fournira une formation de base et un soutien à la mise en place de la gestion et du suivi des actifs et des infrastructures.

crédibilité des agences est ternie ; la durabilité des réalisations est affectée négativement.		En outre, la nécessité de maintenir les actifs donnés et d'assurer la durabilité du projet sera soulignée par les comités techniques et de pilotage aux niveaux national et provincial tout au long du projet.
Les fonctionnaires formés ne sont pas payés, ne se présentent pas au travail et/ou refusent de s'engager dans les activités du projet ou peuvent adopter un comportement d'extorsion envers les populations cibles.	Moyen	Seuls les fonctionnaires déjà rémunérés par le gouvernement seront sélectionnés pour participer aux formations : un lobbying et un plaidoyer continus seront engagés au niveau national pour assurer l'engagement du gouvernement envers les objectifs du projet et la rémunération du personnel concerné.
Détérioration de la situation sécuritaire due à une crise politique/électorale ou à une résurgence de la violence locale, affectant l'accès aux zones de mise en œuvre et une détérioration de l'appropriation/implication du gouvernement.	Moyen	Le projet assurera un suivi constant de la situation politique et sécuritaire tant au niveau national que local. Une liaison constante avec les mécanismes communautaires d'alerte précoce contribuera à améliorer la connaissance de la situation et du contexte par l'équipe de gestion du projet. Des plans d'urgence seront élaborés en cas de détérioration de la situation.
L'augmentation des prix des matériaux et des équipements nécessaires aux infrastructures diminue les résultats des projets.	Faible	Le projet veillera à ce que toutes les normes d'approvisionnement et de logistique des agences d'exécution soient respectées tout au long du projet. Seuls les prestataires de services disposant d'un capital financier suffisant pour mettre en œuvre les activités seront sélectionnés.
Les catastrophes naturelles / la sécheresse ont des effets négatifs sur les économies locales.	Moyen	Diversification des activités génératrices de revenus ; liaison et coordination permanentes avec les agences partenaires des Nations unies concernées (FAO/PAM).
La recrudescence de la pandémie de COVID 19 dans les pays/zones cibles entraîne la fermeture des frontières, entrave la coordination et a un impact sur les activités de formation du projet en raison des restrictions imposées aux rassemblements de personnes.	Haut	Le projet surveillera constamment la situation et développera des options de programmation alternatives pour assurer la protection du personnel du projet et des bénéficiaires. Pour les formations, l'OIM/UNHCR demandera une autorisation spéciale (si nécessaire) au gouvernement pour permettre à la formation d'être organisée selon des mesures protocolaires rigoureuses afin d'éviter les risques de contamination ou pour remodeler les formations afin de cibler des groupes plus petits dans chaque pays. Les budgets de formation incluent déjà des fonds pour assurer le respect des mesures sanitaires des protocoles de prévention du COVID. Le projet établira directement des contacts et des protocoles avec les autorités sanitaires provinciales pour accompagner les activités à haut risque.
Manque de communication entre les autorités frontalières aux niveaux provincial et national. Les décisions locales peuvent être contestées par la politique au niveau national ; le niveau national est incapable de coordonner, de contrôler et de soutenir la mise en œuvre du projet de manière efficace et efficiente.	Moyen	Participation continue des autorités au niveau national par le biais de visites de contrôle, de la participation au comité de pilotage et d'ateliers.

<p>CBI (Cash Based Initiative) ; Fraude : S'il y a négligence ou absence de contrôle interne dans la gestion financière des partenaires.</p> <p>2. Si la préqualification des partenaires pour l'approvisionnement est insuffisante ; le niveau élevé des achats en espèces ; et le contexte ci-dessus</p> <p>3. Si le HCR ne pratique pas un suivi suffisant des partenaires tout au long des processus financiers (en raison d'un manque de capacité interne de CBI dans les équipes multifonctionnelles, en raison d'un manque de mise à jour ou de mise en œuvre des SOP ou des PDM).</p> <p>4. S'il y a un manque de critères pour la sélection des bénéficiaires</p>	<p>Moyen</p>	<p>Faire une analyse systématique des avantages, des coûts et des risques associés dans cet ordre : mise en œuvre de CBI ou non, évaluations de la faisabilité des CBI, mise en œuvre directe par rapport aux partenariats, choix de la modalité de transfert en favorisant le recours à un prestataire de services financiers. Lors de la planification des projets, évaluer systématiquement que les partenaires disposent de capacités adéquates et évolutives pour mener à bien les projets CBI.</p> <p>Former les équipes multifonctionnelles dans les régions sur le suivi basé sur les risques et le suivi des résultats des partenaires ; ainsi que les capacités des partenaires et des équipes multifonctionnelles du HCR dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des interventions monétaires.</p> <p>S'assurer que les partenaires fournissent des états de réconciliation consolidés de l'assistance CBI disponibles lors des audits/bilans.</p> <p>Renforcer les capacités des équipes multifonctionnelles en incluant des outils de suivi à distance pour assurer le suivi de la performance et de l'impact des projets réalisés par les partenaires et en mise en œuvre directe.</p>
--	---------------------	--

- d) **Suivre / évaluation** – Décrivez l'approche de S&E du projet, y compris l'expertise en S&E de l'équipe de projet et les principaux moyens et calendrier de collecte des données. Inclure : une ventilation du budget pour les activités de suivi et d'évaluation, y compris la collecte de données de base et de fin de ligne et une évaluation indépendante, et un calendrier approximatif de S&E. Les bénéficiaires de fonds sont tenus de réserver au moins 5 à 7% du budget du projet pour les activités de S&E, y compris des fonds suffisants pour une évaluation indépendante de qualité.

Le comité de pilotage fera également office d'assurance qualité et sera le principal assureur du suivi et de l'évaluation du projet. Le budget pour le suivi, l'évaluation et la communication représente 5 % du budget global du projet, soit un montant de \$ 255,498.88 USD. Ce montant permettra le suivi et l'évaluation des activités du projet telles que la collecte et l'analyse des données de base, les visites de suivi, l'évaluation finale, les enquêtes de perception et les réunions techniques.

Le projet se coordonnera étroitement avec les partenaires gouvernementaux concernés (ministères du Plan, ministère de l'Intérieur, ministère de la Justice, ministère du Genre et commissaires aux réfugiés de la RDC et de l'Angola) aux niveaux provincial et national par le biais d'activités conjointes de suivi et d'évaluation. Les agences gouvernementales concernées travailleront en collaboration avec les agences de mise en œuvre pour assurer la progression vers les résultats et la coordination entre les différents acteurs de l'intervention.

Un budget réservé au suivi et à l'évaluation couvrira toutes les missions de planification, de suivi et d'évaluation des activités du projet ; l'organisation de comités de pilotage ainsi que la réalisation d'enquêtes de perception auprès des bénéficiaires et des communautés dans le cadre des résultats du projet.

En raison de la complexité et de la nature transfrontalière des activités programmatiques, au début du projet, le bureau régional de l'OIM à Pretoria apportera son soutien au développement d'un plan et d'un cadre de suivi et d'évaluation par l'intermédiaire de l'expert régional en suivi et en évaluation. Ce plan sera partagé et validé par les agences de mise en œuvre ainsi que par le Comité de pilotage avant sa première réunion. Le suivi mensuel des indicateurs du projet sera assuré par le point focal M&E de l'OIM à Kinshasa afin d'assurer que tout goulot d'étranglement potentiel soit identifié et traité de manière appropriée. En outre, le projet dispose d'un assistant de suivi et d'évaluation de l'OIM basé à Tshikapa, dans la province du Kasai, qui compile les informations fournies par les agences et leurs partenaires de mise en œuvre. Il/elle travaille directement avec le coordinateur du projet et les différents experts des composantes et des agences pour s'assurer que les résultats prévus sont atteints et pour signaler les contraintes opérationnelles sur le terrain. De plus, chaque mission et agence (OIM RDC, HCR RDC, OIM Angola, HCR Angola) collectera également ses propres données et les partagera avec les experts en S&E selon le plan et le cadre de S&E convenu conjointement.

Le cycle annuel de S&E du projet comprendra :

- Un exercice préliminaire de collecte de données pour définir les bases de référence pour chaque indicateur de résultat. Ce cadre de résultats actualisé sera présenté au Comité de pilotage lors de la première réunion.
- Une évaluation de la qualité permettra d'enregistrer les progrès vers les résultats clés sur une base semestrielle, en fonction des critères et méthodes de qualité enregistrés dans le tableau de gestion de la qualité.
- Un rapport d'avancement semestriel et annuel basé sur les informations soumises par le coordinateur du projet au comité directeur par le biais de l'assurance qualité du projet.
- Un registre des leçons apprises sera régulièrement mis à jour pour assurer un apprentissage et une adaptation continus au sein de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport sur les leçons apprises à la fin du projet.
- Un plan de suivi du calendrier sera activé et mis à jour pour suivre les actions/événements clés de la gestion.

Évaluation finale :

- Au cours des derniers mois de la mise en œuvre du projet, une évaluation finale sera menée par un consultant externe et indépendant pour l'ensemble du projet, y compris toutes les composantes mises en œuvre par l'OIM et le HCR dans les deux pays. Sous la direction générale du comité directeur et en étroite coordination avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), le coordinateur du projet et l'assistant M&E seront responsables de la gestion quotidienne de l'évaluation. Pour assurer la cohérence globale de l'évaluation à travers les différents pays et missions, une seule évaluation transfrontalière sera menée et les aspects contractuels, logistiques et budgétaires de l'évaluation dans les deux pays seront assurés par l'OIM RDC, en étroite coordination avec toutes les parties prenantes et acteurs concernés.
 - L'objectif principal de l'évaluation indépendante finale sera d'évaluer les résultats (réalisations, effets) du projet en fonction des cinq critères suivants : efficacité, efficience, pertinence, impact et durabilité.
 - Cette évaluation finale et les rapports semestriels et annuels seront utilisés comme un outil de partage des connaissances et d'apprentissage avec les partenaires nationaux ainsi qu'avec les donateurs et les autres agences.
- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez brièvement la stratégie de sortie du projet pour garantir que le projet peut être clôturé à la fin de la durée du projet, soit par des mesures de durabilité, des accords avec d'autres donateurs pour le financement de suivi ou la fin des activités qui n'ont pas besoin de soutien supplémentaire. Si le soutien d'autres bailleurs de fonds est attendu, expliquez ce que le projet fera concrètement et de manière proactive pour essayer d'assurer cet appui dès le départ. Envisagez d'éventuels partenariats avec d'autres donateurs ou institutions financières internationales.

En vue de parvenir à la paix et à la stabilité dans les communautés frontalières entre les deux pays, le projet vise à renforcer les structures communautaires et gouvernementales locales et à contribuer à améliorer la réintégration socio-économique des populations déplacées et rapatriées. Cet objectif sera atteint par une approche combinée de renforcement des infrastructures physiques et des équipements des services gouvernementaux de gestion des frontières ainsi que des infrastructures communautaires, tout en s'engageant simultanément dans le renforcement des capacités des autorités municipales locales, des responsables de la gestion des frontières et des membres de la communauté dans les domaines des droits de l'homme et de la gouvernance inclusive et participative.

Dans le cadre du premier résultat, des dispositions de coordination seront prises pour assurer une coopération transfrontalière durable entre les deux pays. La participation des autorités nationales et provinciales des deux pays au comité de pilotage et aux événements de lancement du projet permettra d'assurer une base efficace pour la coopération transfrontalière, qui sera suivie par des infrastructures et des formations tout au long du projet. La mise en œuvre de formations conjointes entre les agents frontaliers des deux côtés de la frontière permettra de s'assurer que des relations soient établies et que toutes les parties prenantes sont conscientes de leurs homologues transfrontaliers. L'équipement de communication fourni permettra ensuite à ces communications de rester durables au-delà de la durée du projet.

Dans le deuxième résultat, l'accent sera mis sur la participation des membres de la communauté, y compris les jeunes, les femmes, les dirigeants communautaires et les autorités locales, afin de renforcer leur capacité à répondre aux besoins locaux en matière de gouvernance, de développement et de protection par le biais d'activités de préparation, de réponse, de rétablissement et de développement en cas d'urgence. À la fin du projet, les structures communautaires ciblées auront développé des mécanismes communautaires pour renforcer la cohésion sociale de la communauté, combattre et prévenir tout acte de violence, notamment la VSBG, et renforcer l'autonomie. Cette approche de

réintégration communautaire assurera ainsi la stratégie de sortie du projet et la durabilité de l'impact après la fin du programme. En outre, le rapatriement volontaire et l'intégration responsable planifiée des réfugiés en RDC, qui garantit que les réfugiés sont intégrés dans leurs communautés avec des opportunités de moyens de subsistance pour les rendre autonomes, font partie de l'objectif d'une sortie responsable. Le renforcement des capacités des fonctionnaires du gouvernement dans le domaine des retours volontaires contribuera à la durabilité de cette activité.

Enfin, l'OIM et le HCR s'engageront dans des efforts pour obtenir un financement supplémentaire afin d'accroître les réalisations du projet proposé. L'intérêt initial des donateurs pour combler certaines lacunes du projet a déjà été établi dans (1) les domaines du renforcement des échanges économiques transfrontaliers et (2) la fourniture d'équipements de sécurité frontaliers supplémentaires pour renforcer les capacités de gestion des frontières du gouvernement congolais avec des logiciels et des équipements informatiques conformes aux normes internationales. Des discussions sont notamment en cours avec le ministère belge de l'Intérieur concernant la fourniture d'infrastructures et d'équipements frontaliers et avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement concernant le renforcement des échanges transfrontaliers, avec un accent particulier sur les femmes vulnérables. En réponse à une demande spécifique du gouvernement congolais, l'OIM a déjà obtenu un financement complémentaire pour une cartographie de la frontière congolaise-angolaise, dont de grandes parties restent démarquées. Des levées de fonds supplémentaires cibleront spécifiquement la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pour améliorer les infrastructures routières et les ponts en RDC, en particulier les programmes IDA-19 et/ou IDA-20.

IV. Budget du projet

Fournissez de brèves informations supplémentaires sur les coûts des projets, en mettant en évidence les choix spécifiques qui ont sous-tendu la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les déplacements ou tout autre soutien indirect au projet, afin de démontrer le rapport qualité-prix du projet. Le budget proposé pour tous les projets doit inclure des fonds suffisants pour une évaluation indépendante. Le budget proposé pour les projets impliquant des bénéficiaires directs non onusiens doit inclure des fonds pour un audit indépendant. Remplissez l'annexe sur l'optimisation des ressources du projet.

Veillez noter que dans presque tous les cas, le Fonds pour la consolidation de la paix transfère les fonds des projets en une série de tranches basées sur les performances. L'approche standard du PBF consiste à transférer les fonds du projet en deux tranches pour les bénéficiaires des Nations Unies et en trois tranches pour les bénéficiaires non-ONU, en débloquent les deuxième et troisième tranches dès que les critères de performance ont été atteints. Tous les projets comprennent les deux critères de performance standard suivants: 1) au moins 75% des fonds de la première tranche ont été engagés et 2) toutes les obligations de rapport de projet ont été respectées. En plus de ces indices de référence standard et en fonction de la cote de risque ou d'autres facteurs spécifiques au contexte, des repères supplémentaires peuvent être indiqués pour le déblocage des deuxième et troisième tranches.

Veillez préciser ci-dessous tous les facteurs spécifiques au contexte qui peuvent être pertinents pour le déblocage des deuxième et troisième tranches. Celles-ci peuvent inclure le bon déroulement des élections, l'adoption de lois clés, la mise en place d'unités ou de bureaux de contrepartie clés ou d'autres indicateurs de performance nécessaires avant que la mise en œuvre du projet puisse avancer. Dans votre réponse, veuillez indiquer comment les tranches basées sur la performance affectent les considérations de séquençage des projets.

Remplissez deux tableaux dans l'**annexe D du budget Excel**.

Dans le premier tableau budgétaire Excel de l'annexe D, veuillez inclure le pourcentage d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (GEWE) pour chaque activité. Fournissez également une justification claire pour chaque allocation GEWE (par exemple, la formation comprendra une session sur l'égalité des sexes, des efforts spécifiques seront déployés pour assurer une représentation égale des femmes, etc.).

Annexe A. Liste de contrôle de l'état de préparation de la mise en œuvre du projet

Question	Oui	Non	Commentaire
Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et le calendrier proposé	X		
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à la soumission	X		
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	X		
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait.	X		
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été effectuée ? Sinon, quelle analyse reste-t-il à faire pour permettre la mise en œuvre et le calendrier proposé ?	X		
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier.	X		
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites de mise en œuvre du projet, les approches, la contribution du gouvernement?			En cours
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre du projet entre les organisations bénéficiaires du projet ?	X		Continu
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il?		N/A	Mécanismes de coordination au niveau national et au niveau transfrontalier. Mise en place d'une Task Force PBF transfrontalière
Genre			
10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseiller / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?	X		
11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception du projet?	X		
12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?	X		
13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justifications claires des allocations GEWE ?	X		

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	X		
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.	X		
3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	X		
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et couts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?	X		
5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	X		
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.		X	
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.		X	

3. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.

X

Annexe B.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annexe B.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will

be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project.³⁴
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

³⁴ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1 : les mouvements transfrontaliers irréguliers diminuent Cibles ODD auxquels le projet contribue: ODD 5 : Assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure. ODD 10 : réduire les inégalités au sein des pays et entre eux. ODD 11 : Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables. ODD 16 : Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Et en particulier : ODD 10.3 : Assurer l'égalité des chances et réduire les inégalités de résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant une législation, des politiques et des actions appropriées à cet égard.		Indicateur 1a Diminution en % des retours non réglementés de l'Angola vers la RDC Niveau de référence : à déterminer Cible: diminution de 10 %.	Données et rapports de la Direction générale des migrations (DIGM)	Diminution de 10% à la fin du projet
		Indicateur 1b Augmentation en % du nombre d'agents frontaliers déclarant être "bien" ou "très bien" préparés à gérer les flux migratoires à travers la frontière RDC/Angola. Niveau de référence : à déterminer Cible: 20 % d'augmentation	Études de base, intermédiaires et finales	10% d'augmentation par l'étude à mi-parcours (après la première année de mise en œuvre du projet)
		Indicateur de résultat 1c Augmentation en % des membres de la communauté frontalière qui sont "d'accord" ou "tout à fait d'accord" que la situation des migrants de retour s'est améliorée au cours des six derniers mois. Niveau de référence : à déterminer Cible: 20 % d'augmentation	Études de base, intermédiaires et finales	10% d'augmentation par l'étude à mi-parcours (après la première année de mise en œuvre du projet)
		Indicateur 1d # réunions trimestrielles de coordination transfrontalière tenues entre les autorités frontalières Niveau de référence : 0 Cible: 65	Rapports de réunion, feuilles de présence	1 à la fin de la première année
	Produit 1.1 Les capacités des autorités de gestion des frontières congolaises et angolaises à gérer efficacement les flux de	Indicateur 1.1.1 Nombre de points de passage frontaliers entièrement équipés et opérationnels des deux côtés de la frontière.	Rapports d'achèvement, actes de donation	

<p>ODD 16.9 : D'ici 2030, fournir une identité légale à tous, y compris l'enregistrement des naissances.</p>	<p>mouvements mixtes se sont améliorées (OIM - RDC/Angola et HCR RDC/Angola).</p>	<p>RDC Niveau de référence : à déterminer par l'étude de base (3 premiers mois) Cible : à déterminer</p>		
		<p>Angola Niveau de référence : 3 Cible: 6</p>		
		<p>Indicateur 1.1.2 % des agents frontaliers qui sont d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'ils sont mieux équipés pour accomplir leurs tâches depuis les 6 derniers mois.</p>	<p>Pré- et post-évaluations des formations de renforcement des capacités ; étude de base, intermédiaire et finale</p>	
		<p>Niveau de référence : 0 Cible : 70 %</p>		
	<p>Produit 1.2 Des mécanismes de coordination transfrontalière sensibles au genre et à la protection sont en place pour renforcer la sécurité aux frontières de la gestion des migrations mixtes (OIM - RDC/Angola)</p>	<p>Indicateur 1.2.1 # des manuels communs sur les flux migratoires mixtes et la gestion humanitaire des frontières à l'intention des agents chargés de l'application de la loi, des fonctionnaires chargés des migrations et des gardes-frontières, ensemble</p>	<p>Nombre de manuels élaborés.</p>	<p>Nombre de fonctionnaires recevant les manuels, et lieux où les manuels sont diffusés.</p>
		<p>Niveau de référence : 0 Cible : 2</p>		
	<p>Indicateur 1.2.2 Création de # centres de coopération frontalière (CCF) en RDC et en Angola pour l'échange d'informations et l'identification de points de contact officiels.</p>	<p>Existence de SOPs Mises à jour régulières des CCF</p>		
	<p>RDC Niveau de référence : 0 Cible : 6</p>			
	<p>Angola Niveau de référence : 0 Cible : 3</p>			
	<p>Indicateur 1.2.3 Réaliser une étude conjointe sur les flux migratoires le long de la frontière.</p>	<p>Production d'un rapport sur l'étude.</p>	<p>Etude conjointe réalisée dans les 3 mois suivant le début du projet</p>	
	<p>Niveau de référence : 0 Cible: 1</p>			

	<p>Produit 1.3 Les communautés frontalières ont renforcé leurs capacités à accueillir les nouveaux arrivants et sont prêtes à s'alerter et à réagir en cas d'afflux massifs (HCR Angola et RDC).</p>	<p>Indicateur 1.3.1 Niveau pour lequel * les voies d'orientation sont connues et mises en œuvre pour l'accueil et l'assistance aux arrivants ayant besoin d'une protection internationale (HCR Angola) Niveau référence : 5 %. Cible : 100%.</p>	Rapports de suivi trimestriels du HCR et des partenaires	Nombre de références reçues et nombre de membres de la communauté et des autorités formés à l'accueil/référencement des nouveaux arrivants par le biais des mécanismes de référence établis.
	<p>Indicateur 1.3.2 # systèmes d'alerte précoce en place pour les afflux de réfugiés, appliqués par les autorités frontalières et les communautés locales (HCR Angola) Niveau de référence : 0 Cible : 12</p>	Rapports de suivi trimestriels	Nombre de procédures opérationnelles permanentes convenues avec un soutien logistique fourni dans chacun des six points frontaliers.	
	<p>Indicateur de référence 1.3.3 Centre pour les migrants en situation irrégulière pour une procédure régulière et un dépistage à Lunda Norte Niveau de référence : 0 Cible : 1</p>	Rapports de suivi trimestriels	Nombre et type d'équipements et de soutien logistique fournis.	
	<p>Indicateur 1.3.4 # réunions transfrontalières sur la gestion des frontières et les mécanismes d'accueil. Niveau de référence: 0 Cible: 8</p>	Procès-verbaux trimestriels des réunions	8 réunions organisées à la fin du projet.	
	<p>Indicateur de résultat 1.3.5 Nombre de mécanismes d'accueil sensibles à la protection établis pour gérer les arrivées de demandeurs d'asile et de réfugiés (HCR Angola) Niveau de référence: 0 Cible: 6</p>	Rapports de suivi trimestriels		
	<p>Indicateur 1.3.6 # de systèmes d'alerte précoce pour les afflux de réfugiés et de rapatriés des deux côtés de la frontière avec les institutions locales ainsi que les communautés locales opérationnelles (HCR RDC/Angola)</p>	Rapports de suivi trimestriels		

		Niveau de référence : 0 Cible 5 Angola : 6		
		Indicateur 1.3.7 #de réseaux de volontaires locaux au sein des communautés d'accueil dans les zones frontalières établis et/ou formés (HCR RDC/Angola) Niveau de référence : 0 Cible 5 Angola : 6	Rapports de suivi trimestriels	
		Indicateur 1.3.8 #de campagnes de sensibilisation menées (HCR RDC/Angola) Niveau de référence : 0 Cible 10 Angola : cible 5 (HCR)	Rapports de suivi trimestriels	
	Produit 1.4. -- Les autorités locales, les forces armées, la police nationale et les gardes-frontières sont mieux préparés et soutenus pour gérer les afflux de réfugiés ou de rapatriés (Angola/RDC)	Indicateur 1.4.1 Nombre d'autorités locales, de forces armées, de la police nationale et des gardes-frontières, de communautés locales et de la société civile formée à la planification d'urgence et à la préparation aux situations d'urgence en cas d'afflux de réfugiés. Niveau de référence Cible 300		

		<p>Indicateur 1.4.2 #de voies d'orientation multisectorielles pour les arrivées de réfugiés, notamment en matière de santé, de nutrition, de violence liée au sexe, de protection de l'enfance, d'assistance matérielle et juridique, de réunification familiale, etc. mises en place et/ou renforcées.</p> <p>Niveau de référence 0 Cible 10</p>		
<p>Résultat 2 : les facteurs de conflit existants et émergents sont réduits et les conditions de retour volontaire et de réintégration sont en place dans les zones de retour prioritaires en RDC.</p> <p>Cible ODD auxquels le projet contribue :</p> <p>5.1 : Existence ou non de cadres juridiques pour promouvoir, faire respecter et contrôler l'égalité et la non-discrimination sur la base du sexe</p>		<p>Indicateur 2a %de la population des zones frontalières de la RDC qui est d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que le dialogue local et les mécanismes de résolution des conflits ont amélioré les relations intercommunautaires (ventilé par âge et par sexe).</p> <p>Niveau de référence : à déterminer (par une étude de base au cours des 3 premiers mois) Cible : à déterminer (par le premier rapport intermédiaire basé sur les données de base)</p>	<p>Enquête de perception</p> <p>Annuel</p>	<p>Ligne de base, ligne médiane, ligne finale</p>
<p>5.2 : Eliminer toutes les formes de violence contre toutes les femmes et les filles dans les sphères publiques et privées, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et autres types d'exploitation ;</p> <p>5.3 : Eliminer toutes les pratiques nuisibles, telles que le mariage d'enfants, le mariage précoce et forcé et les mutilations génitales féminines ;</p>		<p>Indicateur 2b %de la population des zones frontalières de la RDC qui entretient de "bonnes" ou "très bonnes" relations avec les membres de la communauté appartenant à d'autres groupes communautaires/ethniques (ventilé par âge et par sexe).</p> <p>Niveau de référence : à déterminer (par une étude de base au cours des 3 premiers mois) Cible: à déterminer (par le premier rapport intermédiaire basé sur les données de base)</p>	<p>Enquête de perception</p> <p>Annuel</p>	<p>Ligne de base, ligne médiane, ligne finale</p>

<p>5.6 : Assurer l'accès universel à la santé sexuelle et génésique et aux droits génésiques, comme convenu conformément au programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et au programme d'action de Pékin, ainsi qu'aux documents issus de leurs conférences de révision ;</p> <p>9.1 : Développer des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes, y compris des infrastructures régionales et transfrontalières, pour soutenir le développement économique et le bien-être humain, en mettant l'accent sur un accès abordable et équitable pour tous ;</p> <p>10.2 D'ici 2030, autonomiser et promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous, sans distinction d'âge, de sexe, de handicap, de race, d'ethnie, d'origine, de religion ou de statut économique ou autre ;</p> <p>16.1 : Réduire de manière significative toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont liés partout.</p>	<p>Indicateur 2c %de la population des zones frontalières de la RDC qui est d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que ses conditions de vie générales se sont améliorées au cours de l'année écoulée (ventilé par âge et par sexe).</p> <p>Niveau de référence : à déterminer (par une étude de base au cours des 3 premiers mois) Cible: à déterminer (par le premier rapport intermédiaire basé sur les données de base)</p>	<p>Enquête de perception</p> <p>Annuel</p>	<p>Ligne de base, ligne médiane, ligne finale</p>
	<p>Indicateur 2d Diminution en % des bénéficiaires qui ont eu recours à des mécanismes d'adaptation négatifs au cours des 6 derniers mois (ventilé par âge et par sexe)</p> <p>Niveau de référence : à déterminer (par une étude de base au cours des 3 premiers mois) Cible: à déterminer (par le premier rapport intermédiaire basé sur les données de base)</p>	<p>Enquête de perception, visites de contrôle</p> <p>Annuel</p>	<p>Ligne de base, ligne médiane, ligne finale</p>
	<p>Indicateur de résultat 2e #de comités femmes établis et/ou habilités parmi les communautés ciblées.</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 5</p>	<p>Rapports d'activité</p>	<p>s/o</p>
	<p>Indicateur de résultat 2f #de retours volontaires aidés pour les réfugiés et les migrants vulnérables</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 1000</p>	<p>Listes de bénéficiaires, rapports d'activité</p>	<p>Ligne de base, ligne médiane, ligne finale</p>
	<p>Produit 2.1 Les mécanismes inclusifs et participatifs de consolidation de la paix et de dialogue local contribuent à la cohésion sociale dans les communautés de retour</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Mise en œuvre d'activités inter et intra-communautaires pour renforcer la cohésion sociale</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 6</p> <p>Indicateur 2.1.2</p>	<p>Rapports d'activité</p>

	et de réintégration. (IOM/UNHCR - RDC)	%de la population des zones frontalières de la RDC qui connaît les comités de paix locaux et leur mandat. Niveau de référence : A déterminer par l'étude de base Cible : 50%.	Enquête de perception, visites de contrôle Annuel	
		Indicateur 2.1.3 % de femmes et de jeunes participant à des événements de dialogue communautaire et de cohésion sociale Niveau de référence : n/a Cible: 40 %.	Listes des participants Semestriel	
		Indicateur 2.1.4 # de plans d'action locaux pour la paix et la sécurité élaborés Niveau de référence : 0 Cible : 6	Rapports d'activité, rapports de suivi, listes de participants, rapports de formation. Semestriel	
	Produit 2.2 : L'accès à la terre et aux abris dans les zones de retour est amélioré. (IOM/UNHCR RDC)	Indicateur 2.2.1 # de missions et/ou de réunions de plaidoyer entreprises pour améliorer l'accès à la terre. Niveau de référence : 0 Cible: 10	Rapports d'activité, rapports de suivi, listes de participants	
		Indicateur 2.2.2 #de campagnes de sensibilisation entreprises sur la régularisation des droits de propriété et du régime foncier. Niveau de référence : 0 Cible : 6	Rapports d'activité, rapports de suivi	
		Indicateur de sortie 2.2.3 Nombre d'abris durables construits, y compris l'utilisation de transferts d'argent. Niveau de référence : 0 Cible : 850	Liste des ménages qui ont reçu un abri. Rapports sur la construction d'abris. Rapports de paiement du CBI.	

	Produit 2.3 Les populations déplacées, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés de retour bénéficient d'un soutien durable au retour et à la réintégration et la capacité d'absorption des communautés d'accueil est renforcée. (OIM/HCR - RDC/Angola).	Indicateur 2.3.1 # d'infrastructures communautaires réhabilitées / construites Niveau de référence : 0 Cible 6	Rapports de construction, actes de donation, listes de participants/bénéficiaires de l'aide humanitaire.	
		Indicateur de résultat 2.3.2 : # de bénéficiaires qui reçoivent une formation professionnelle et une aide au démarrage d'une activité génératrice de revenus (ventilé par âge et par sexe) Niveau de référence : 400 Cible : 600.	Rapports d'activité, rapports de suivi, listes de participants, rapports de formation. Semestriel	
		Indicateur de résultat 2.3.3 : # de survivants à la violence sexuelle bénéficiant d'une formation professionnelle incluant les nouvelles technologies (HCR RDC) Niveau de référence: 0 Cible : 500	Rapports de suivi du HCR et des partenaires.	
		Indicateur de résultat 2.3.4 : # de femmes formées au module EASE pour mener des activités commerciales et économiques transfrontalières (HCR RDC) Niveau de référence : 0 Cible : 500		
		Indicateur de résultat 2.3.5 # de migrants vulnérables dans les centres de détention qui reçoivent une aide au retour Niveau de référence : 0 Cible: 80	Rapports de suivi	
	Produit 2.4 Les communautés frontalières en RDC ont un meilleur accès aux services de santé mentale et de soutien psychosocial (OIM/HCR RDC)	Indicateur 2.4.1 # de bases de données fiables de survivants de violences sexuelles disponibles (HCR RDC). Niveau de référence : 0 Cible : 1	Rapports du juge. Liste des assistés du SGVB. Liste des femmes à risque assistées. Liste des filles inscrites à l'école.	
		Indicateur 2.4.2		

		<p># de prestataires de services d'orientation de la MHPSS recensés et formés dans les provinces du Kasai et du Kasai central.</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 4</p>		
		<p>Indicateur 2.4.3 : # de cas de la MHPSS ayant besoin d'une aide sérieuse ou d'un soutien psychologique orientés vers des prestataires de services identifiés et formés.</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible : 80</p>		
		<p>Indicateur 2.4.4: Réalisation d'une étude anthropologique sur les causes profondes et les conséquences de la violence sexuelle basée sur le genre (VBSG) dans les zones frontalières cibles. (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 1</p>	Rapport d'étude du HCR.	
		<p>Indicateur 2.4.5: # points focaux locaux dans les situations transfrontalières et les zones de retour formés à la MHPSS (OIM/HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 400</p>	Rapports de suivi du HCR et des partenaires.	
		<p>Indicateur 2.4.6 : Nombre de femmes et de filles (déplacées, rapatriées et communauté d'accueil) autonomisées. (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 400 Cible: 1000</p>	Rapports de suivi du HCR et des partenaires.	
		<p>Indicateur 2.4.7 : Nombre de survivants de VBSG recevant un soutien juridique, psychosocial et médical (y compris pour le VIH). (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 500</p>	Rapports de suivi du HCR et des partenaires.	

		<p>Indicateur 2.4.8 : # de victimes de la traite des êtres humains identifiées soutenues juridiquement, psychologiquement et médicalement. (OIM RDC/Angola)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 500</p>	Rapports de suivi du HCR et des partenaires.	
	Produit 2.5 : Les réfugiés et les migrants vulnérables bénéficient d'un soutien pour leur retour sûr, volontaire et digne de l'Angola vers la RDC (OIM/HCR Angola et RDC)	<p>Indicateur 2.5.1 : # d'évaluations de retour volontaire et de campagnes d'information menées en Angola (HCR Angola)</p> <p>Niveau de référence : 1 Cible : 4 (2 évaluations, 2 campagnes)</p>		
		<p>Indicateur 2.5.2 : Soutien au retour des réfugiés en RDC lorsque les conditions sont confirmées comme favorables (HCR Angola/RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 1000 (500/an)</p>	Rapports du COO. Rapports d'évaluation sur les zones de retour.	Nombre de PoCs qui retournent et sont intégrés dans la communauté.
		<p>Indicateur 2.5.3 : #de réfugiés bénéficiant d'un transport sûr (HCR Angola)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 1000</p>		
		<p>Indicateur 2.5.4 : # de bénéficiaires des mécanismes de recherche, d'identification et de réunification des familles soutenus (HCR Angola)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible: 300</p>		
		<p>Indicateur 2.5.5 : # de réfugiés congolais en Angola bénéficiant d'un soutien pour obtenir des documents lors de leur retour en RDC (HCR Angola)</p> <p>Niveau de référence : Cible: 1000</p>		

		<p>Indicateur 2.5.6 : Soutien aux réfugiés en Angola en matière de moyens de subsistance afin de renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation grâce à un meilleur accès aux moyens économiques et aux compétences pour garantir des retours durables (HCR Angola).</p> <p>Niveau de référence : Cible 3000</p>		
		<p>Indicateur de résultat 2.5.7 # surveillance de la protection effectuée des deux côtés de la frontière et dans les zones de retour (HCR Angola)</p> <p>Niveau de référence : Cible : 10 HCR Angola : 24</p>		
		<p>Indicateur 2.5.8 : # de migrants vulnérables aidés à rentrer chez eux sur la base d'une évaluation de leur vulnérabilité (OIM RDC/Angola)</p> <p>Niveau de référence : A déterminer Cible : A déterminer</p>		
	Produit 2.6	<p>Indicateur 2.6.1 # de certificats de naissance délivrés (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 45 000 Cible : 65 000</p>	Liste des bénéficiaires. Rapport de délivrance du certificat de naissance. Rapport de distribution	Le HCR a prévu d'aider les autorités locales à délivrer 50 000 certificats de naissance : 10 000 certificats/an et sur cinq ans à partir de 2021.
	Le risque d'apatridie des populations déplacées et des rapatriés est réduit (HCR - RDC)	<p>Indicateur 2.6.2 # de sessions de plaidoyer menées grâce au renforcement des capacités des municipalités (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible 10 (5 dans le Kasai central et 5 dans le Kasai)</p>	Forum périodique avec les autorités locales. Liste des formations et du matériel fournis aux municipalités Loi provinciale sur la domestication de la convention des Nations unies sur l'apatridie.	Le HCR a prévu de résoudre le problème de l'apatridie au Kasai en réduisant de 10 % le risque d'apatridie dans les deux provinces d'ici à la fin de 2026.
		<p>Indicateur 2.6.3 # d'équipes mobiles bus d'enregistrement disponibles (HCR RDC)</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 10</p>		

	Indicateur 2.6.4 # de rapatriés, de déplacés internes et de rapatriés de déplacés internes bénéficiant d'une aide pour avoir accès à des documents (HCR RDC) Niveau de référence : 0 Cible : 200		
	Indicateur 2.6.5 # de notes stratégiques sur l'apatridie élaborées et validées (HCR RDC) Niveau de référence : 0 Cible : 2		
	Indicateur 2.6.6 # de campagnes de sensibilisation menées sur les conséquences socio-économiques de l'apatridie et des conflits (HCR RDC) Niveau de référence : 0 Cible : 2		

**= MODELO DO DOCUMENTO DO PROJECTO DO FUNDO
PARA A CONSTRUÇÃO DA PAZ DO SECRETARIADO-GERAL=**



United Nations
Peacebuilding

**DOCUMENTO DO PROJECTO DO FUNDO PARA A CONSTRUÇÃO
DA PAZ DAS NAÇÕES UNIDAS (PBF)**

País(es): República Democrática do Congo (RDC) e Angola	
Título do Projecto: Promoção da estabilização comunitária nas comunidades fronteiriças através de soluções duradouras para fluxos migratórios mistos e gestão eficaz das fronteiras entre Angola e a RDC	
Número do projecto de MPTF-O Gateway (se existir projecto): n/a	
PBFmodalidade do projecto:	Se o financiamento for desembolsado para um fundo de confiança nacional ou regional (em vez de ser desembolsado para contas individuais de agências receptoras):
<input checked="" type="checkbox"/> IRF	<input type="checkbox"/> Fundo de Confiança Nacional
<input type="checkbox"/> PRF	<input type="checkbox"/> Fundo de Confiança Regional
Nome do Beneficiário do Fundo:	
Lista todas as organizações beneficiárias directas do projecto (começando pela Agência Organizadora), seguida do tipo de organização (ONU, CSO, etc.):	
<ul style="list-style-type: none"> - Organização Internacional para as Migrações (OIM) RDC - Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (ACNUR)RDC - OIM Angola - ACNUR Angola 	
Lista de parceiros de implementação adicionais, especificar o tipo de organização (Governo, ONGI, OSC local):	
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DO CONGO	
<u>Governo:</u> Governos Provinciais; Ministério do Plano, Ministério do Interior, Segurança, Descentralização e Assuntos Consuetudinários; Ministério da Justiça; Ministério do Género, Família e Crianças; autoridades administrativas e locais.	
<u>ONGI:</u> Iniciativas Africanas de Ajuda e Desenvolvimento (AIRD); Associações de Advogados nas províncias de Kasai e Kasai; <u>Local NGO</u> : <i>Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social</i> (AIDES); Réseau des Associations de Promotion des Droits de l'Homme au Kasai (RAPRODHOK) and Bureau d'Elaboration et de Mise en Œuvre des Projets de Développement Communautaire (BEMPRODEC) ; <i>Travail et Droits de l'Homme</i> (TDH)	
<u>Instituto público local:</u> Instituto Nacional de Preparação Profissional (INPP);	
ANGOLA	
<u>Governo:</u> Ministério do Interior (MININT); Ministério dos Assuntos Sociais, Família e Promoção da Mulher (MASFAMU); Ministério da Justiça (MIJUSDH); Serviços de Migração (SME); Polícia Nacional; Forças Armadas Angolanas; Polícia da Guarda de Fronteiras; Administração Geral das Alfândegas; Direcções Provinciais e Municipais da Lunda-Norte das Instituições acima referidas; Governo da Lunda-Norte;	
<u>ONGI:</u> Norwegian Church Aid (NCA); World Vision International (WVI); Jesuit Refugee Service (JRS)	
<u>ONG local:</u> <i>Ajuda de Desenvolvimento de Povo para o Povo</i> (ADPP); <i>Igreja Evangélica dos Irmãos em Angola</i> (IEIA).	

OSC e outros: Associações comunitárias locais, lideranças locais de refugiados e comunidades de acolhimento, lideranças religiosas e tradicionais e outras organizações baseadas na fé.

Duração do Projecto em meses^{1 2}: 24 meses

Zonas geográficas (dentro do país) para a implementação de projectos:

Províncias de Kasai e Kasai Central na RDC, Província de Lunda-Norte em Angola.

O projecto enquadra-se numa ou mais das janelas prioritárias do PBF específicas abaixo indicadas:

- Iniciativa de Promoção do gênero³
 Iniciativa de Promoção da Juventude⁴
 Transição da ONU ou missões políticas especiais de manutenção da paz ou missões de paz regionais
 Projecto transfronteiriço ou regional

Orçamento total do projecto aprovado pelo PBF* (por organização beneficiária):

OIM RDC: 2 000 000 USD
ACNUR RDC: 1 500 000 USD
OIM Angola: 600 000 USD
ACNUR Angola: 1 000 000 USD
TOTAL: 5 100 000 USD

**O orçamento global aprovado e a liberação da segunda parcela e de qualquer parcela subsequente, estão condicionados e sujeitos à aprovação do PBSO e sujeitos à disponibilidade de fundos na conta do PBF. Para o pagamento da segunda parcela e as subsequentes, a agência coordenadora deverá demonstrar despesas/compromissos de pelo menos 75% do valor da parcela anterior e fornecer quaisquer relatórios devidos ao PBF referentes ao período decorrido.*

Qualquer outro financiamento existente para o projecto (montante e fonte): N/d

PBF 1ª parcela (50%):

OIM RDC: \$ 1 000 000
ACNUR RDC: \$ 750 000
OIM Angola: \$ 300 000
ACNUR Angola: \$ 500 000
Total: \$ 2 550 000

PBF 2ª parcela* (25%):

OIM RDC: \$ 500 000
ACNUR RDC: \$ 375 000
OIM Angola: \$ 150 000
ACNUR Angola: \$ 250 000
Total: \$ 1 275 000

PBF 3ª parcela* (25%):

OIM RDC: \$ 500 000
ACNUR RDC: \$ 375 000
OIM Angola: \$ 150 000
ACNUR Angola: \$ 250 000
Total: \$ 1 275 000

Apresentar uma breve descrição do projecto (descrever o objectivo principal do projecto; não alistar resultados e realizações):

O projecto procura promover a coexistência pacífica e melhorar a segurança humana ao longo da fronteira entre a RDC e Angola, contribuindo para uma gestão eficaz das fronteiras e encontrar soluções duradouras para as populações em movimento e para as que regressam às suas áreas de origem ou residência habitual na RDC.

Este desiderato será conseguido através de uma metodologia inovadora, não só tratando dos principais factores de conflito existentes na RDC, mas visando simultaneamente os impulsionadores próximos relacionados com os movimentos transfronteiriços, em particular os efeitos adversos da combinação de fronteiras porosas, tais como a falta de acesso a direitos, serviços básicos, terras e rendimentos quer nas áreas de origem ou nas de regresso e os consequentes factores “empurra” e “puxa” em ambos os lados da fronteira.

A intervenção está planeada no contexto de transição da MONUSCO5 nas províncias centrais de Kasai e Kasai Central da RDC e, leva em consideração as maiores previsões de estabilização na Região de Kasai, que apresentam o potencial de possibilidades crescentes de movimentos de regresso à região, de outras zonas de deslocação dentro da RDC e de Angola.

¹ A duração máxima dos projectos IRF é de 18 meses, para projectos PRF - 36 meses.

² A data oficial de início do projecto será a data da primeira transferência orçamental do projecto por MPTFO para a(s) organização(ões) beneficiária(s), de acordo com a página de portal de MPTFO.

³ Marque esta caixa apenas se o projecto tiver sido aprovado no âmbito da convocatória especial do PBF, a Iniciativa de Promoção do Género.

⁴ Marque esta caixa apenas se o projecto tiver sido aprovado no âmbito da convocatória especial do PBF, a Iniciativa de Promoção da Juventude.

⁵ Missão de Estabilização da Organização das Nações Unidas na República Democrática do Congo

De modo a construir uma paz sustentável, evitar o potencial ressurgimento de conflitos nas áreas de regresso na região de Kasai na RDC e, conseqüente deslocação renovada para outras áreas da RDC e ao longo da fronteira para Angola, o projecto oferece soluções duradouras para populações de fluxos mistos, incluindo deslocados internos, migrantes, requerentes de asilo, refugiados e retornados (migrantes e refugiados) com um enfoque específico nos jovens e mulheres. As áreas de regresso apresentam uma necessidade premente de construção da paz e apoio ao desenvolvimento de forma a evitarem-se novos movimentos populacionais na RDC ou para Angola, que poderiam por sua vez resultar em vectores de conflitos exacerbados ou emergentes ligados às pressões crescentes sobre as economias locais, concorrência sobre os recursos e serviços básicos já insuficientes, bem como a má-gestão global dos movimentos migratórios. Este desiderato será alcançado por via do reforço da coesão social e da abordagem dos factores subjacentes ao conflito, que com iniciativas específicas apoiam a reintegração sustentável dos que regressam através da reabilitação das infra-estruturas comunitárias, acesso à habitação, terra e propriedade (HLP), incluindo abrigo duradouro, bem como o acesso à documentação de identidade, meios de subsistência, e mecanismos de governação local inclusivos e participativos. Todas as intervenções utilizarão uma metodologia de dupla focalização para assegurar o benefício mútuo dos retornados/pessoas reintegradas e comunidades de acolhimento, que garantam sensibilidade ao conflito e evitem o agravamento das tensões já existentes. A precariedade sócio-económica da população é também causada pelas conseqüências da Violência Baseada no Género (GBV), discriminação no acesso à terra, propriedade, contas bancárias e herança, colocando assim as mulheres em situações que têm um impacto directo na sua capacidade de participar plenamente dos esforços de construção da paz a nível micro e nos processos de tomada de decisões. Serão também prestados às vítimas do conflito, serviços de reintegração económica e Saúde Mental e Apoio Psico-social (MHPPS) (aos homens, mulheres, rapazes e raparigas), incluindo sobreviventes da GBV de modo a se construírem comunidades resilientes.

Adicionalmente, o projecto visa abordar os potenciais efeitos desestabilizadores dos fluxos e retornos migratórios não-regulamentados e mistos através do reforço das capacidades de gestão migratória e dos mecanismos de coordenação transfronteiriça entre as autoridades fronteiriças congoleesas e angolanas. Este resultado está especificamente centrado na prevenção de instabilidade futura e de potenciais conflitos através de um melhor planeamento e coordenação dos processos de migração e regresso, bem como da preparação e planeamento de contingência para potenciais movimentos populacionais transfronteiriços futuros. Regressos mais previsíveis e organizados, terão um efeito construtivo na construção de uma paz duradoura nas áreas de destino, particularmente quando associados a esforços coordenados de reintegração em áreas de regresso, tais como maior acesso a terra, abrigo, trabalho de rendimento e oportunidades de formação profissional, bem como documentação. Esta última, ajudará a reduzir a impunidade e a discriminação que alimentam as tensões comunitárias e as deslocações, reforçando assim o acesso das pessoas em risco de serem consideradas apátridas em relação à documentação, por via da capacitação de serviços de identidade/estatuto civil nas áreas afectadas. Note-se que nas áreas de regresso de Kasai e Kasai Central, os indivíduos repatriados encontram-se frequentemente sem qualquer documento que prove a sua identidade. Eles enfrentam dificuldades sérias para confirmar a sua identidade, o que é um pré-requisito para aceder à terra e aos recursos, e esta negação é uma fonte de tensões entre as comunidades de acolhimento. Este resultado contribuirá também para mitigar os riscos de protecção envolvidos tanto nos movimentos internos como externos, bem como para permitir às autoridades abordarem e gerirem a migração irregular ao abrigo dos protocolos e compromissos internacionais apropriados assinados por ambos os Estados como partes em diferentes convenções internacionais e membros do Pacto Global para as Migrações e do Pacto Global sobre Refugiados. Um enfoque específico será colocado no reforço das capacidades de gestão de fronteiras nas áreas dos direitos dos migrantes e da protecção internacional; no reforço da capacidade de recepção e rastreio das autoridades fronteiriças, em conjunto com o apoio comunitário aos recém-chegados, assegurando simultaneamente o conhecimento e a plena operacionalidade de mecanismos adequados de encaminhamento e resposta de acordo com as pessoas e suas necessidades identificadas; bem como a facilitação do regresso voluntário dos refugiados e migrantes irregulares da RDC em Angola. O projecto está alinhado com a migração laboral internacional, quadros de migração mistos e quadro político regional sobre gestão de requerentes de asilo e refugiados da Comunidade de Desenvolvimento da África Austral (SADC) e contribui para o objectivo do Pacto Global para a Migração Segura, Ordenada e Regular e do Pacto Global sobre Refugiados.

Resumir o processo de consulta do projecto no país antes da sua apresentação ao PBSO, incluindo com o Comité Director do PBF, a sociedade civil (incluindo quaisquer organizações de mulheres e jovens) e comunidades interessadas (incluindo mulheres, jovens e grupos marginalizados):

O projecto baseia-se nas propostas e recomendações feitas pelas diferentes partes interessadas ao longo do processo de consultas, particularmente governos nacionais e locais; sociedade civil; instituições regionais e internacionais; e comunidades locais nos territórios de Mweka, Tshikapa, Dibaya, Luiza com o envolvimento de comités de deslocados e líderes de retornados em Kanananga e Tshikapa na RDC. Foram realizadas consultas individuais presenciais com o Ministério Congolês do Plano, o Ministério Congolês do Interior, da Segurança, da Descentralização e dos Assuntos Consuetudinários, o Ministério Congolês dos Negócios Estrangeiros, a Direcção Geral das Migrações (DGM) e a Polícia Nacional Congoleza (PNC) a nível nacional. O Gabinete da Presidência foi consultado através do conselheiro especial para assuntos de segurança, que é responsável pela pasta da gestão das fronteiras. A nível provincial, o Vice-Governador Provincial da Província de Kasai (um novo Governador Provincial ainda não foi confirmado desde a demissão governamental ocorrida em Abril de 2021); Ministério Provincial do Plano da Província de Kasai; o Comissário Provincial da Polícia da Província de Kasai também foi consultado ao longo do primeiro trimestre de 2021. O Governador Provincial da Província Central de Kasai foi consultado em Maio de 2021 e apresentou a carta de apoio em Abril de 2021. O Gabinete Integrado e os colegas da MONUSCO foram consultados, e os seus comentários foram integrados na fase da nota conceptual.

Em Angola, existem reuniões contínuas e mecanismos de coordenação entre o ACNUR (UNHCR) e o governo local e as autoridades de migração em Lunda-Norte. Foram também realizadas consultas com o Comandante Provincial da Polícia, o Director Provincial dos Serviços de Migração, o Administrador local de Lóvua, os líderes locais das aldeias fronteiriças nos distritos de Calumbo, Chitato e Lóvua, as delegações de Fronteiras, Polícia e Alfândegas nos postos fronteiriços de Tchicolondo, Tchissanda, Nashiri, Marco-21, Fucauma e Itanda, todos na Lunda-Norte, a estrutura de coordenação inter-agências liderada pelo ACNUR sob o modelo de coordenação de refugiados aplicado na Lunda-Norte, também acolheu discussões sobre as actividades propostas no actual projecto. As consultas incluíram representantes provinciais dos Ministérios da Justiça e dos Direitos Humanos, Assuntos Sociais, Educação, Agricultura, Interior e agentes humanitários presentes nos distritos, bem como líderes locais das comunidades de refugiados e de acolhimento. Estes últimos incluíram diversos representantes de forma a garantir uma perspectiva de sensibilidade à idade e à diversidade de género. As abordagens e componentes do projecto foram baseadas nas necessidades e expectativas comunicadas por estes beneficiários, especificamente quando se trata de reforçar as oportunidades económicas para reduzir os movimentos ilegais de pessoas em busca de melhores oportunidades. Foram também recolhidas informações sobre riscos e necessidades específicas durante as reuniões realizadas pelas plataformas de protecção e abrigo, fóruns regulares com as comunidades locais, envolvendo grupos locais de mulheres no âmbito das abordagens de protecção baseadas na comunidade (CBP).

Em Setembro de 2021, foram realizadas consultas com a Direcção dos Serviço de Migração e Estrangeiros (SME) sob a tutela do Ministério do Interior angolano, o principal homólogo do governo sobre gestão de fronteiras e questões de refugiados, cujos representantes da aludida Direcção expressaram o seu apoio à nota conceptual. Uma vez formalizada esta condição prévia essencial para uma aprovação oficial a nível central, serão iniciadas discussões com os intervenientes provinciais a fim de se finalizar a proposta do projecto.

O ACNUR comprometeu-se igualmente com os Governos de Angola e da RDC quanto ao repatriamento voluntário de refugiados no quadro do respectivo Acordo Tripartido.

Pontuação do Projecto no Marcador do Género⁸: 2

Especificar percentagem (%) e montantes (\$) do orçamento total do projecto atribuído às actividades em prol da igualdade de género e do empoderamento das mulheres: 31.2%, \$ 1 589 754.68

⁶ Incluindo: African Initiatives for Relief and Development (AIRD), the Bar Associations in Kasai and Kasai Central provinces, as ONGs Locais *Travail et Droits de l'Homme* (TDH), *Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social* (AIDES), Réseau des Associations de Promotion des Droits de l'Homme au Kasai (RAPRODHOK) and Bureau d'Elaboration et de Mise en Œuvre des Projets de Développement Communautaire (BEMPRODEC)

⁷ Incluindo: World Food Programme (WFP), Jesuit Refugee Services (JRS), Ajuda de Desenvolvimento de Povo para Povo (ADPP), World Vision International (WVI), Norwegian Church Aid (NCA), Igreja Evangelica dos Irmaos em Angola (IEIA), Caritas Angola

⁸ **Pontuação 3** para projectos que tenham a igualdade de género como objectivo principal e atribuam pelo menos 80% do orçamento total do projecto à igualdade de género e ao empoderamento das mulheres (GEWE)

Pontuação 2 para projectos que tenham como objectivo significativo a igualdade de género e atribuam entre 30 a 79% do orçamento total do projecto à GEWE

Pontuação 1 para projectos que contribuam de alguma forma para a igualdade de género, mas não significativamente (menos de 30% do orçamento total da GEWE))

Explique resumidamente através de que intervenção(ões) principal(is) o projecto contribuirá para a igualdade de género e o empoderamento das mulheres ⁹:

As intervenções irão integrar a perspectiva de género e assegurar que os direitos e necessidades das mulheres sejam priorizadas no projecto.

As dimensões de género e a dinâmica da migração serão centrais para os esforços de capacitação do governo, especificamente tendo em conta que as mulheres constituem uma grande proporção da população de refugiados e retornados¹⁰ (de acordo com um inquérito da OIM realizado na província de Kasai Central, 60 por cento dos retornados de Angola eram mulheres, das quais 15,5 tinham menos de 5 anos de idade; entre a população de refugiados em Angola, o ACNUR estima que aproximadamente 70 por cento são mulheres e crianças, e 56 por cento são mulheres). O aumento da consciencialização e do conhecimento sobre as necessidades e vulnerabilidades específicas de género é, portanto, crucial para permitir que os funcionários fronteiriços cumpram as normas de protecção e de direitos humanos. Para este fim, a OIM e o ACNUR apoiarão o governo local e as autoridades fronteiriças da RDC e de Angola a adoptarem uma abordagem de gestão fronteiriça que responda às questões de género. Todos os cursos de capacitação e desenvolvimento de estratégias e instrumentos de coordenação serão sensíveis à questão do género, e será dada uma atenção específica à redução dos riscos de apatridia entre mulheres e raparigas, reduzindo assim os riscos de violência sexual e detenção arbitrária.

Ademais, o empoderamento das mulheres será integrado em todo o projecto, através de um enfoque específico na participação e inclusão das mulheres na governação local e nas intervenções de coesão social. As intervenções económicas centrar-se-ão especificamente nas necessidades e opções das actividades económicas das mulheres e pelo menos 40 por cento dos beneficiários do projecto serão mulheres.

Considerando a elevada prevalência da Violência Sexual Baseada no Género (SGBV) na região de Kasai na RDC, o projecto é complementar às iniciativas existentes tomadas pelo ACNUR para abordar a protecção das mulheres e os mecanismos de empoderamento nas comunidades fronteiriças. As actividades de envolvimento comunitário, centrar-se-ão na identificação e gestão de casos no âmbito da mudança de comportamento e comunicação, envolvendo homens e rapazes na luta contra a violência sexual e no reforço dos mecanismos de prevenção baseados na comunidade.

O projecto vai ainda garantir a coordenação com outros parceiros relevantes a fim de prestar uma assistência holística (médica, psico-social, sócio-económica e reintegração legal) aos sobreviventes, utilizando uma abordagem centrada na sobrevivência, que visa colocar os direitos de cada sobrevivente em primeiro plano. No âmbito da construção de uma paz positiva e duradoura, e que simultâneamente se conecte à outros aspectos que se enquadram no âmbito da segurança, o projecto fornecerá um pacote de respostas à violência baseada no género, incluindo cuidados jurídicos, psico-sociais e médicos nas áreas-alvo, acrescentando os aspectos do VIH-SIDA e da saúde reprodutiva. As mulheres serão capacitadas através de formação profissional, apoio à educação e programas de reintegração sócio-económica direccionados.

Pontuação do Projecto no Marcador do Género¹¹: 1

Selecionar Áreas de Foco do Fundo de Construção da Paz (PBF) que melhor resume o foco do projecto (*seleccione APENAS uma*)¹²:

(4.1) Reforço da capacidade essencial do Estado

Se aplicável, **resultado(s) UNDAF/SDCF** para o(s) qual(is) o projecto contribui:

⁹ Favor consultar a **Nota Orientadora PBF sobre Cálculos de Marcadores de Género e Construção da Paz Responsiva ao Género**.

¹⁰ Incluindo migrantes que regressam, migrantes em situação irregular e refugiados

¹¹ **Marcador de Risco 0** = Baixo risco para atingir resultados

Marcador de Risco 1 = Médio risco para atingir resultados

Marcador de Risco 2 = Alto risco para atingir resultados

¹² **As Áreas de Foco do PBF** são:

(1.1) SSR, (1.2) Estado de Direito; (1.3) DDR; (1.4) Diálogo Político;

(2.1) Reconciliação nacional; (2.2) Governação democrática; (2.3) Prevenção/gestão de conflitos; (3.1) Emprego; (3.2) Acesso equitativo aos serviços sociais

(4.1) Reforço da capacidade essencial do Estado nacional; (4.2) extensão da autoridade estatal/administração local; (4.3) Governação dos recursos de construção da paz (incluindo Secretariados PBF)

UNSDCF DRC 2020 - 2024

Resultado 1.1: Até 2024, a prevalência da violência e dos conflitos armados estará reduzida, e a segurança da população e dos bens será melhorada, particularmente para as populações vulneráveis, incluindo refugiados/deslocados, mulheres e jovens.

Resultado 1.2: Até 2024, as populações que vivem na RDC, especialmente as mais vulneráveis (mulheres, crianças, refugiados e deslocados) passarão a ter acesso aos direitos humanos, em particular acesso equitativo à justiça (incluindo justiça juvenil), identidade legal e protecção, através do reforço dos sistemas judiciais e de segurança, das capacidades de monitorização das organizações da sociedade civil em matéria de direitos humanos e responsabilidade institucional.

Resultado 2.2: Até 2024, as populações que vivem na RDC beneficiarão de protecção social inclusiva e de um dividendo demográfico impulsionado pelo controlo demográfico e pelo empoderamento dos jovens e das mulheres.

Resultado 3.1: A população, especialmente a mais vulnerável, terá acesso equitativo, de qualidade e sustentável aos serviços sociais básicos, incluindo a luta contra o VIH/SIDA.

Resultado 3.2: Até 2024, as organizações humanitárias e os organismos governamentais fornecerão uma resposta humanitária coordenada, rápida e eficaz às pessoas afectadas por crises ao abrigo de normas e princípios humanitários, a fim de reduzir o excesso de mortalidade e morbidade entre essa população.

UNSDCF Angola 2020-2022

Resultado 2: Até 2022, os adolescentes, os jovens, as mulheres e os mais vulneráveis terão prioridade nas políticas e programas sociais, económicos, culturais e ambientais.

Resultado 4: Até 2022, os cidadãos participarão e monitorizarão a governação, todos terão acesso à justiça e os Direitos Humanos serão observados, dentro de um ambiente de paz e segurança regional.

Resultado 4.5: Maior envolvimento de Angola nos desafios transfronteiriços, nas áreas da paz e segurança, epidemias e pragas, preservação ambiental, migrações e refugiados.

Objectivo(s) de Desenvolvimento Sustentável e Alvo(s) para o(s) qual(is) o projecto contribui:

ODS 5: Alcançar a igualdade de género e dar poder a todas as mulheres e raparigas.

5.1 Acabar com todas as formas de discriminação contra todas as mulheres e raparigas em toda a parte.

5.2 Eliminar todas as formas de violência contra todas as mulheres e raparigas nas esferas públicas e privadas, incluindo o tráfico e a exploração sexual e outros tipos de exploração.

5.3 Eliminar todas as práticas nocivas, tais como o casamento infantil, precoce e forçado e a mutilação genital feminina.

ODS 9: Indústria, inovação e infra-estruturas.

9.1 Desenvolver infra-estruturas de qualidade, fiáveis, sustentáveis e resilientes, incluindo infra-estruturas regionais e transfronteiriças, para apoiar o desenvolvimento económico e o bem-estar humano, com enfoque no acesso igual e acessível para todos.

ODS 10: Reduzir a desigualdade dentro e entre países.

10.2 Até 2030, fortalecer e promover a inclusão social, económica e política de todos, independentemente da idade, orientação sexual, deficiência, raça, etnia, origem, religião ou estatuto económico ou outro.

10.3 Assegurar a igualdade de oportunidades e reduzir as desigualdades de resultados, inclusive através da eliminação de leis, políticas e práticas discriminatórias, e da promoção de legislação, políticas e acções adequadas a este respeito.

10.4 Facilitar a migração e a mobilidade ordenada, segura, regular e responsável das pessoas, nomeadamente através da implementação de políticas de migração planeadas e bem geridas.

ODS 11: Tornar as cidades e os povoados humanos inclusivos, seguros, resilientes e sustentáveis.

ODS 16: Promover sociedades pacíficas e inclusivas para o desenvolvimento sustentável, proporcionar acesso à justiça para todos, e construir instituições eficazes, responsáveis e inclusivas a todos os níveis.

Pactos Globais

Pacto Global para as

Migrações

Pacto Global para os

Refugiados

<p>Tipo de apresentação:</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Projecto Novo</p> <p><input type="checkbox"/> Alteração ao Projecto</p>	<p>Caso se trate de uma alteração ao projecto, seleccionar todas as alterações que se aplicam e fornecer uma breve justificação:</p> <p>Extensão da duração: <input type="checkbox"/> Duração adicional em meses (número de meses e nova data final):</p> <p>Alteração do resultado/âmbito do projecto <input type="checkbox"/></p> <p>Alteração da dotação orçamental entre resultados ou categorias orçamentais de mais de 15%: <input type="checkbox"/></p> <p>Orçamento adicional do PBF: <input type="checkbox"/> Montante adicional por organização beneficiária: USD XXXXX</p> <p>Breve justificação da alteração:</p> <p><i>Nota: Se for uma alteração, mostrar quaisquer alterações ao documento do projecto em cor VERMELHA ou em MUDANÇAS RASTREADAS, assegurando a inclusão de um novo quadro de resultados e tabelas orçamentais com alterações claramente visíveis. Quaisquer partes do documento que não sejam afectadas, devem permanecer as mesmas. São necessárias novas assinaturas de projectos.</i></p>
--	--

I. Contexto de construção da paz e fundamentos do apoio ao PBF (4 páginas no máximo)

- a) Um breve resumo das conclusões da análise de conflitos no âmbito deste projecto, que se centra nos factores impulsionadores de tensão/conflito que o projecto pretende abordar e uma análise dos principais actores/intervenientes que têm impacto ou são afectados pelos factores de tensão/conflito, que o projecto visará envolver. Esta análise deve ser sensível às questões de género e idade.

Análise da situação

A fronteira Angola-República Democrática do Congo (RDC) possui 2,646 km de comprimento e inclui um troço que se estende por toda a fronteira sul do Kasai e o extremo sudoeste das províncias do Kasai Central na RDC e a fronteira norte da província de Luanda-Norte em Angola. As fronteiras permeáveis entre os dois países têm permitido historicamente um elevado nível de movimentos e intercâmbios transfronteiriços, bem como fluxos de refugiados em tempos de conflito, e outros fluxos migratórios ligados a emergências e crises humanitárias. Nos últimos anos, Angola tem sido atractiva para grande parte da população fronteiriça da RDC, devido às suas melhores infra-estruturas públicas, menor custo de vida e maior procura de trabalho manual, particularmente no sector mineiro. Este acentuado contraste entre os dois países fronteiriços resultou numa migração irregular significativa ao longo das fronteiras permeáveis¹⁴. Por outro lado, após o conflito de 2017 em Kasai, mais de 35.000 indivíduos fugiram por via da fronteira para a província da Lunda-Norte em Angola para procurar asilo; dos quais cerca de 10.000 ainda permanecem como refugiados reconhecidos até presente data.



I: Mapa dos principais pontos de passagem de fronteira entre a RDC e Angola

¹⁴ Avelino Chico, S. J. (2020), *Angola and the Democratic Republic of Congo's border: From a place of business to the point of entry for illegal immigration*, Comillas Pontifical University.

Desde Outubro de 2018, o governo angolano tem gerido a migração transfronteiriça com bastante rigor, o que resultou na expulsão de migrantes congolezes, que tinham migrado principalmente por razões económicas para trabalhar no sector mineiro do outro lado da fronteira. Muito recentemente, de 6 à 26 de Setembro de 2021, aproximadamente 8.097 pessoas¹⁵ regressaram à província de Kasai Central através do ponto de travessia de Kamako, alegadamente motivadas principalmente pelo receio das medidas rigorosas aplicadas pelas autoridades angolanas para inibir a migração irregular numa campanha que visava em particular combater a mineração ilegal e outras actividades ilícitas na Lunda-Norte; o que se tornou mais provável com a aproximação do ano das eleições presidenciais em Angola. Num passado recente também, em 2020, um total de 24.490 congolezes foram expulsos de Angola através do portão Kamako.¹⁶ Estes deportados foram adicionados às centenas de milhares de outros retornados já presentes nas províncias da região da Grande Kasai, onde mais de 516.000 retornados deslocados internos foram registados em 2019. De acordo com a Direcção-Geral das Migrações do Congo (DGM), os trabalhadores migrantes congolezes em situação irregular são imediatamente detidos num centro específico para migrantes em situação irregular em Angola. Com base em inquéritos realizados pelo ACNUR, apesar de relatórios de irregularidades nos processos de deportação, cerca de 70% dos congolezes expulsos nas últimas vagas regressariam imediatamente à Angola por meios clandestinos, se lhes fosse dada a oportunidade. Do mesmo modo, inquéritos aos cerca de 10.000 refugiados congolezes ainda reconhecidos em Angola revelaram uma taxa muito baixa de vontade de regressar à RDC, principalmente devido à ausência de um apoio à reintegração e a factores de conflito não resolvidos que poderiam levar a uma instabilidade e deslocamentos futuros. Além disso, as fronteiras permeáveis, a limitação de canais de migração regular ou de alternativas eficazes para os migrantes irregulares regularizarem o seu estatuto em Angola; combinado com a falta de consciência dos riscos de migração irregular pelas populações inclinadas a migrar exacerbam o fluxo de movimentos irregulares para Angola, levando, por sua vez, a um maior controle e resultando por conseguinte, em mais expulsões.

Nas zonas de regresso, a maioria das comunidades de acolhimento fizeram parte das zonas de conflito da crise de 2016-2017, e muitas delas continuam a viver conflitos residuais sobre poderes habituais, fronteiras territoriais e tensões entre comunidades. Os principais vectores destes conflitos são as rivalidades políticas e a difícil coabitação entre comunidades que disputam pelo acesso aos recursos (posse da terra), o que causa mais deslocamentos e deterioração das condições de vida. Por exemplo, entre Agosto e Setembro de 2020, mais de 43.500 pessoas fugiram internamente em resultado de confrontos intercomunitários nos territórios de Demba (Kasai Central), Mweka (Kasai) e Katanda (Kasai Oriental)¹⁷. Estas causas residuais de conflito são ainda mais agravadas e podem ser potencialmente despoletadas pelo grande afluxo de retornados de Angola, o que coloca mais pressão sobre recursos por si só já limitados, tais como actividades geradoras de rendimento, serviços básicos e terras. Um estudo em grande escala conduzido pela equipa da OIM sobre a Matriz de Rastreamento de Deslocados (DTM) na província de Kasai Central em Dezembro de 2020 revelou que, nas aldeias onde as relações entre deslocados, retornados e comunidade de acolhimento eram consideradas más pela maioria dos inquiridos, as principais razões apresentadas estavam relacionadas com tensões ou conflitos sobre os meios de subsistência e recursos naturais (75% e 50% das aldeias, respectivamente)¹⁸. Adicionalmente, as necessidades específicas das mulheres e dos jovens devem ser tidas em conta, visto que 60% da população retornada à província de Kasai Central em 2020 eram mulheres, das quais 15,5% tinham menos de 5 anos de idade. Estas conclusões demonstram claramente que é essencial pôr em prática mecanismos de estabilização comunitária eficazes e duradouros ligados à reintegração socio-económica e iniciativas de recuperação económica para prevenir mais violência.

Numa tentativa de enfrentar os desafios humanitários e de segurança ao longo das fronteiras entre os dois países, os Governos de Angola e da RDC reuniram-se em Setembro de 2020 com o objectivo de implementar um mecanismo de coordenação para melhorar a gestão das fronteiras e minimizar o impacto negativo do fluxo migratório. A delegação de alto nível da RDC que se deslocou à Angola para debater questões de defesa e segurança foi liderada pelo Vice-Primeiro Ministro, Ministro do Interior, Segurança e Assuntos Consuetudinários, que foi acompanhado pelo Ministro da Defesa e Veteranos e outros funcionários, peritos e governadores das províncias fronteiriças. De acordo com um comunicado emitido pelo Governo congolês, a reunião foi convocada com o objectivo de discutir sobre a preservação

¹⁵ Estimativas iniciais indicam que 61% deles são homens e 18% são mulheres e 21% são crianças. Destas pessoas, quase 30% tiveram de se instalar temporariamente em centros colectivos (igrejas, escolas), 40% em famílias de acolhimento, e 30% continuaram o seu movimento para outros locais.

¹⁶ Dados do Escritório do OCHA em Kananga.

¹⁷ Dados do Escritório do OCHA em Kananga.

18 OIM RD — Kasai-Central: Tableau De Bord De Suivi De Mobilité - Évaluation Des Villages (Décembre 2020) (<https://displacement.iom.int/reports/rdc-%E2%80%94-kasa%C3%AF-central-tableau-de-bord-de-suivi-de-mobilit%C3%A9>)

da paz na RDC, o reforço da segurança nas fronteiras, bem com uma variedade de desafios de segurança relevantes.¹⁹

Apesar destes passos iniciais e discussões, as capacidades reais e os recursos alocados a estes esforços continuam a ser muito reduzidos. Dentro deste quadro global de cooperação entre os dois países, este projecto procura contribuir para o fortalecimento da capacidade de gestão fronteiriça, especificamente a capacidade de implementar uma gestão fronteiriça humanitária e sensível à protecção²⁰ do lado angolano na província da Lunda-Norte e de abordar os factores subjacentes ao conflito e à migração nas províncias de Kasai e Kasai Central, na RDC. As intervenções na fronteira também ajudarão a assegurar que a gestão da fronteira e da migração ocorra de acordo com as normas e padrões de protecção internacionais.

Estas actividades estabilizadoras e de construção da paz para o fortalecimento das capacidades do Estado são particularmente cruciais no contexto da recente transição do MONUSCO na região de Kasai, em Junho de 2021. A transição da região do Kasai centrou-se especificamente na entrega dos mandatos-chave da MONUSCO à equipa do país da ONU através de uma abordagem de tripla-ligação entre a paz-desenvolvimento-assistência humanitária. Neste quadro, vários projectos do Fundo de Construção da Paz foram lançados para antecipar a transição MONUSCO com enfoque na construção da paz, protecção, restauração da autoridade do Estado e justiça transitória.²¹ Esta proposta de projecto alinha-se com o quadro geral de transição MONUSCO, que se espera estar finalizado em Setembro de 2021.

República Democrática do Congo

Como resultado da nova divisão administrativa da RDC em 2015, a região do Grande Kasai é composta pelas províncias de Kasai Central, Kasai, Sankuru, Kasai Oriental, e Lomami. Abrange uma área de 325.433 quilómetros quadrados e tem uma população estimada de 13.816.000 pessoas. Ambas as províncias de Kasai e Kasai Central partilham as suas fronteiras meridionais com a República de Angola. Ao contrário da parte Oriental da RDC, a Grande Kasai não tem uma longa história de conflito aberto, mas tem sido tradicionalmente desprivilegiada política e economicamente pelo governo central congolês. Esta foi em parte a causa de um conflito que durou de 2016 a 2018 e levou à perda de vidas, deslocação em massa e destruição de infra-estruturas públicas. Além disso, os conflitos também agravaram as desigualdades baseadas no género, e levaram a uma deterioração geral da situação das mulheres e raparigas, com elevadas taxas de violência sexual e baseada no género agravadas pelo conflito.

Em 2016, tensões sobre o poder costumeiro desencadearam um conflito que levou a confrontos violentos entre as milícias locais e as forças de segurança, primeiro no Kasai Central e depois na província de Kasai, com grupos de auto-defesa da comunidade, principalmente devido à falhas étnicas. O conflito aberto chegou ao fim após a primeira transferência pacífica de poder desde a independência, em Janeiro de 2019, para o candidato da oposição Félix Tshisekedi, cuja família é originalmente de

¹⁹ As discussões centraram-se em:

- medidas para reduzir a propagação da COVID-19 ao longo da fronteira comum;
- a situação do direito de asilo e dos migrantes entre os dois países;
- medidas para prevenir e combater a imigração ilegal; a reabilitação dos postos fronteiriços;
- incidentes recentes de segurança fronteiriça e respostas adequadas;
- a luta contra o contrabando de pessoas, recursos naturais, drogas, moeda e produtos falsificados;
- a prevenção do tráfico de seres humanos; actividades criminosas ao longo da fronteira comum.

²⁰ Através da gestão humanitária das fronteiras (HBM), a OIM procura ajudar os Estados-Membros a construir e melhorar a resposta a cenários de crise em duas frentes:

- a. Proteger os migrantes e nacionais afectados por crises, e garantir os seus direitos e interesses humanos em conformidade com o direito internacional; e
- b. Respeitar a soberania nacional e garantir a segurança nas fronteiras.

²¹ No âmbito da transição MONUSCO, os projectos financiados pelo PBF na região de Kasai incluem :

Projet Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction au Kasai. (UNDP, UNJHRO, Search for Common Ground)

- Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées, réinsertion socio-économique et de justice transitionnelle. (UNDP, IOM, JHRO)
- Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique. (IOM, UNDP, UNWomen)
- Renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et la consolidation de la paix dans la province du Kasai. (UNJHRO, UN Women)
- Renforcer la justice et la réinsertion socio-économique pour et par les jeunes femmes et hommes pour promouvoir la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les membres de la communauté hôte dans les provinces du Kasai et du Kasai Central. (UNHCR, UNJHRO, World Vision)

da região de Kasai. A transferência de poder criou esperança entre os antigos governantes e milícias locais marginalizados e o seu subsequente apelo à desmobilização de grupos armados marcou um ponto de viragem no conflito e a rendição de membros do Kamwina Nsapu²². Na sequência destas rendições, contudo, a ausência de um processo coordenado e adequadamente financiado de desmobilização e reintegração, permitiu que muitos ex-combatentes continuem a enfrentar o desemprego e a pobreza, muito debatem-se com problemas psicossociais não-tratados e, além disso, a sua reintegração sustentável nas comunidades multi-étnicas é um problema. Entretanto, existem vários mecanismos e intervenções para a resolução de conflitos e diálogo, reinserção e reintegração pelas autoridades locais, organizações da ONU, doadores, ONGs, e OSCs. Contudo, permanecem dispersos e insuficientemente coordenados para reintegrar de forma sustentável os ex-combatentes e resolver os factores subjacentes ao conflito através de uma abordagem eficaz de desenvolvimento humanitário e de paz (tripla-ligação).

O conflito na região de Kasai teve consequências dramáticas sobre a população, a saber: Milhares de pessoas morreram, e aproximadamente 1,4 milhões de pessoas foram forçadas a fugir da violência, incluindo aproximadamente 35.000 que foram forçadas a atravessar a fronteira para Angola. Até à data, de acordo com estatísticas recentes divulgadas pelo OCHA, a maioria das pessoas deslocadas internamente (PDI) regressaram aos seus locais de origem, mas cerca de 90.000 continuam a residir no local para o qual se deslocaram em Kasai. Por outro lado, cerca de 20.000 refugiados congolezes em Angola foram repatriados voluntariamente ou espontaneamente ou de forma organizada entre meados de 2019 e princípios de 2020. Em Angola, cerca de 10.000 estão registados pelo ACNUR na Lunda-Norte, enquanto muitos mais residem em Angola desde 2017 por permanecerem sem registos e sem documentação. Isto coloca estas populações em risco de deportações, devido à suspensão do registo de refugiados pelo Governo de Angola desde Agosto de 2017. Os movimentos de regresso voluntário foram suspensos devido à pandemia da COVID-19 e ao encerramento das fronteiras por parte de Angola. Aproximadamente 677 indivíduos manifestaram interesse em regressar de acordo com o último inquérito conduzido pelo ACNUR em Abril, no assentamento de refugiados do Lóvuá, enquanto que a maioria deles deseja regressar apenas no próximo ano e à sua área de origem (principalmente em Kwilu e Sankuru) em vez da sua área de residência anterior nas zonas fronteiriças entre Angola e a RDC.

Além disso, de acordo com o relatório de monitorização da protecção, que vai de Janeiro à Abril de 2021 na região de Kasai, foram registados 1.528 incidentes de protecção. O relatório mostrou que 68% dos incidentes estavam relacionados com a Violência Sexual Baseada no Género (SGBV) e 30% ligados a questões relacionadas com a protecção das crianças. A monitorização da protecção também revelou um provável fenómeno de rapto de crianças na província de Kasai, particularmente nas áreas fronteiriças com Angola (Kamako) e na área de Luebo/Ilebo. Com efeito, há rumores persistentes sobre a existência de redes de tráfico de crianças da RDC para Angola. Refira-se que a área de Luebo/Ilebo está entre as zonas mais afectadas pela crise de 2017/2018 e ainda há relatos da presença de ex-milicianos que alegadamente encontram-se ainda activos em algumas localidades. Por conseguinte, é necessário criar mecanismos eficazes de protecção das crianças nesta zona de fronteira.

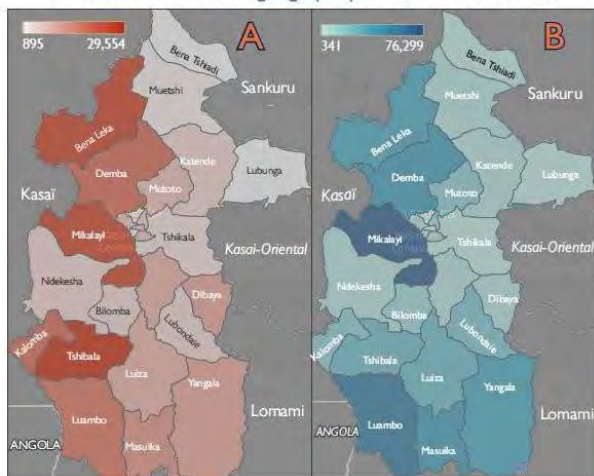
Os efeitos deste conflito continuam patentes e têm sido agudizados pela presença de deslocados internos e deslocados internos retornados, aliada à expulsão de migrantes congolezes de Angola para as províncias de Kasai e Kasai Central. Como os principais motivos de conflito permanecem sem resposta e observam-se tensões crescentes entre algumas comunidades de acolhimento, as populações deslocadas e os retornados, existe claramente um risco significativo de ressurgimento da violência e um aumento de insegurança. Este é particularmente o caso de algumas áreas em que as pressões populacionais são particularmente elevadas em termos de presenças de deslocados e retornados, como na província de Kasai Central isto inclui as áreas de Kalomba (17%), Mikalayi (16%) e Tshibala (16%) (ver mapas abaixo), com as mulheres a representarem 58% dos deslocados em toda a província. Em 8 das aldeias inquiridas pela OIM identificaram-se especificamente tensões sobre os meios de subsistência e os recursos naturais como um obstáculo-chave à coesão social e um potencial motivo de conflito. Por outro lado, particularmente as aldeias do território Demba (13%) e da cidade de Kananga (15%), há relatos de que a segurança não está garantida. Nestas áreas, a insegurança é frequentemente atribuída a casos de violação (48%), rapto de gado (47%), conflitos sobre terras ou recursos (38%), homicídio (36%), agressão física, e roubo (28%)²³. Um estudo realizado em 2020 revelou ainda que os jovens indicaram especificamente as tensões intercomunitárias e o assédio por parte dos serviços de segurança como sendo fontes de insegurança, com as jovens mulheres e raparigas a mencionarem especificamente a presença de grupos armados, o banditismo/roubo e as más condições de vida em geral.²⁴

²² O grupo armado que liderou a rebelião na região de Kasai de 2016 a 2018.

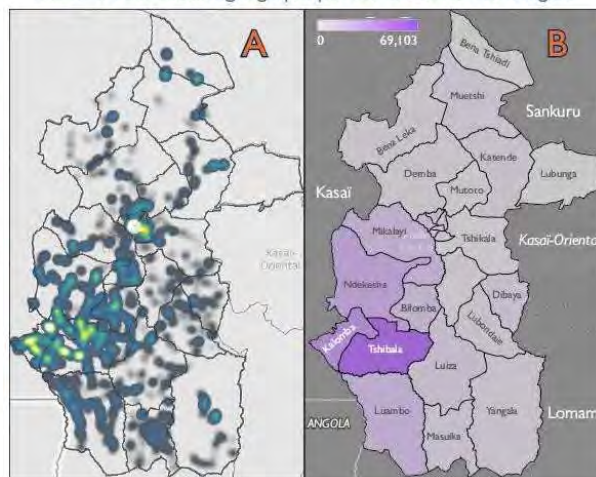
²³ OIM DTM, Dezembro de 2020

²⁴ Transparency International, "Context and Conflict Analysis of the Greater Kasai Region", financiado pelo Departamento para o Desenvolvimento Internacional do Reino Unido

Carte 3-A: Provenances des PDI's actuelles
 Carte 3-B: Distribution géographique des PDI's retournées



Carte 4: Distribution géographique des retournés de l'Angola



Mapa 1 Origem ou PDI's no Kasai Central; Mapa 2 Distribuição geográfica dos retornados PDI's no Kasai Central; Mapa 3-4 Distribuição geográfica dos retornados de Angola no Kasai Central (Dados OIM Dez 2020)

Apesar da relativa melhoria na segurança, as cadeias de valor ainda estão interrompidas, e a região sofre de insegurança alimentar crónica. O desemprego aumentou durante o conflito como resultado da interrupção a longo prazo da actividade agrícola e de outros sectores económicos, e os grandes centros urbanos estão sobrecarregados por jovens vulneráveis e não têm capacidade de absorção económica. De acordo com um inquérito conduzido pela Organização Não-Governamental Internacional (ONGI) Interpeace, entre 426 indivíduos nas regiões do Kasai e do Kasai Central de Outubro à Dezembro de 2019, 90% dos inquiridos disseram não ter ganho qualquer rendimento no mês anterior, apenas 7 por cento disseram ter acesso a água corrente e 2 por cento tiveram acesso a electricidade.²⁵ Por outro lado, a inexistência ou deterioração de estradas nacionais ou fronteiriças aumenta o isolamento, limita o comércio transfronteiriço e dificulta gravemente o desenvolvimento económico das regiões. O encerramento temporário das fronteiras com Angola em resposta à pandemia da COVID-19 paralisou o comércio transfronteiriço de mercadorias, forçou os pequenos comerciantes a suspenderem as suas actividades ou a recorrerem a passagens de fronteira inseguras e ilegais, e ampliou as dificuldades de acesso a bens essenciais, tais como alimentos e produtos de saúde. A destruição das infra-estruturas aquando do conflito, agravou a falta estrutural de investimento, e os problemas crónicos de desenvolvimento da região, o que teve um impacto negativo na economia, no acesso aos serviços sociais, e na governação. Existe consequentemente uma necessidade premente de apoio à reintegração socio-económica, não só para ex-combatentes, mas particularmente para deslocados internos, deslocados internos retornados e refugiados, crianças vulneráveis, e sobreviventes de violência sexual. Isto é particularmente urgente para evitar o agravamento dos factores de conflito subjacentes e a erosão da já precária coesão social e resiliência sócio-económica nas comunidades afectadas.

Além disso, muitos migrantes e refugiados que regressam de Angola, pessoas deslocadas e mesmo alguns membros da comunidade de acolhimento, não possuem documentos de identidade, pondo-os em sério risco de apatridia. Nas áreas de regresso do Kasai e do Kasai Central, o acesso à terra, e consequentemente aos recursos, está em certa medida condicionado à pertença àquela localidade e à posse de documentação necessária de modo a garantir o acesso à terra. Isto é um motivo constante de tensão e confronto. Actualmente, no Kasai Central cerca de 100.000 pessoas não possuem documentos de identidade (certidões de nascimento, bilhetes de identidade, etc.) e, por conseguinte, não têm como reivindicar o direito à terra, nem o acesso a serviços básicos. As suas tentativas de aceder a serviços e/ou bens levam geralmente a conflitos interpessoais e podem escalar em tensões intercomunitárias susceptíveis de conduzir à violência. Esta situação é ainda agravada pelo quadro jurídico da nacionalidade na RDC, que é conflituoso quando se trata de conciliar a nacionalidade original com o princípio constitucional da unicidade e exclusividade da nacionalidade congoleza, e a manutenção dos critérios étnicos e temporais para a atribuição da nacionalidade congoleza original. Isto significa que a questão da documentação de identidade nas zonas de regresso, está no cerne do problema da redução do risco de apatridia, e, é por isso um motivo de conflito nas zonas de regresso e, portanto, está na origem de movimentos contínuos de deslocação e regresso - estes mesmos movimentos causam ainda mais a perda e ausência de documentação.

²⁵ Interpeace Report, "Défis et priorités pour la paix", October 2019 - August 2020.

É portanto extremamente importante tratar destes fenómenos a fim de garantir que os regressos não se tornem uma fonte de novos conflitos entre comunidades de acolhimento, deslocados internos e retornados.

República de Angola

Após o fim de três décadas de Guerra Civil e a assinatura do acordo de paz de Abril de 2002, o governo angolano tem trabalhado com o objectivo de garantir a estabilidade e criar as condições para o bem-estar da sua população. Devido à sua localização geográfica, fronteiras porosas, vastos recursos naturais, economia em desenvolvimento mas também às suas desigualdades significativas, Angola tem sido historicamente um país de origem, trânsito e destino de migração. Esta nação da África Austral tem sido afectada por fluxos migratórios mistos²⁶, que mais recentemente aumentaram devido à pobreza económica e aos conflitos nos países vizinhos, combinados com a crescente actividade de organizações criminosas organizadas envolvidas no contrabando e tráfico de recursos e de pessoas.

Apesar da estabilidade e desenvolvimento registados nos últimos anos, os factores acima referidos colocam desafios crescentes para Angola gerir eficazmente a sua extensa fronteira; agravados pelo financiamento disponível reduzido e pela necessidade de mais capacitação dos guardas fronteiriços, autoridades locais e funcionários responsáveis pela aplicação da lei de forma a dotá-los de conhecimentos e recursos que lhes permitam operar num ambiente tão complexo como o que se encontra particularmente ao longo da fronteira da Província da Lunda-Norte, na zona setentrional com a RDC. Os desafios na gestão das fronteiras foram agravados pelo aumento de vários abusos e práticas fraudulentas ao longo da fronteira, o que não só prejudica as economias de Angola e dos seus vizinhos através de práticas de contrabando que escapam aos impostos, como também coloca em risco as populações vulneráveis nas comunidades fronteiriças. Isto está particularmente relacionado com as actividades de grupos e actores ilegais envolvidos em práticas de exploração, incluindo contrabando, tráfico de pessoas, trabalho forçado e abuso sexual, particularmente contra os migrantes involuntariamente regressado²⁷, que muitas vezes não têm meios suficientes para regressar às suas áreas de origem, encontrar abrigo adequado ou envolver-se em actividades geradoras de rendimentos nas comunidades fronteiriças.

Para fazer face à presença de centenas de milhares de migrantes e trabalhadores irregulares em Angola, em 2018, o Governo lançou a "Operação Transparência". A Operação visava retirar trabalhadores irregulares, predominantemente congolezes, das áreas mineiras, procurando assim obter um maior controlo sobre os seus mercados mineiros e de trabalho, bem como sobre a sua fronteira norte com a RDC. A Operação levou à detenção e deportação de mais de 350.000 migrantes em situação irregular. Apesar desta Operação, porém, a fronteira da Lunda-Norte em Angola com Kasai e Kasai Central na RDC continua a registar um elevado número de pessoas e grupos que entram frequentemente em Angola de forma irregular. Esta situação levanta importantes preocupações humanitárias e especificamente de protecção, uma vez que os recém-chegados que procuram asilo, os migrantes económicos e outros em deslocação se tornam vulneráveis à exploração por parte de actores ilegais e outras práticas irregulares e abusos. A vulnerabilidade só é aumentada pela ausência de centros apropriados e de mecanismos de encaminhamento nas fronteiras que permitam uma migração regular segura e digna.

A região de Luanda-Norte é conhecida especificamente por ser uma rota tradicional para os movimentos populacionais. Movimentos constantes e significativos vindos do Oeste, Leste e Corno de África utilizam estas fronteiras para aceder a destinos mais à Sul, muitas vezes mas não exclusivamente atraídos por oportunidades económicas imediatas. Muitos também utilizam esta rota em busca de segurança contra a violência ou perseguição, ou melhores condições de vida. Além disso, a Lunda-Norte tem sido também um dos principais pontos de entrada de refugiados de todas as áreas da RDC, dos Grandes Lagos, da África Ocidental e Central. É também o principal ponto de entrada de migrantes económicos, muitas vezes procurando trabalhar ilegalmente no sector mineiro da Lunda-Norte (principalmente jovens). O contrabando de artigos comerciais, combustível, diamantes e outros minerais tem vindo a aumentar; e continua a ser tanto um factor de “empurra e puxa” para a migração ao longo dessas linhas de fronteiras.

²⁶ As principais características dos fluxos migratórios mistos incluem a natureza irregular e a multiplicidade de factores que impulsionam tais movimentos, bem como as necessidades e perfis diferenciados das pessoas envolvidas. Os fluxos mistos foram definidos como "movimentos populacionais complexos, incluindo refugiados, requerentes de asilo, migrantes económicos e outros migrantes". Menores não-acompanhados, migrantes ambientais, pessoas contrabandeadas, vítimas de tráfico e migrantes abandonados, entre outros, podem também fazer parte de um fluxo misto. (96ª Sessão da OIM, Nota de Discussão: Diálogo Internacional sobre Migração)

²⁷ As formas de regresso involuntário incluem a deportação, evacuação e fuga.

Mais recentemente, ouvem-se relatos sobre aumentos não-confirmados da presença crescente de redes envolvidas não só no contrabando humano, mas também no tráfico ao longo da fronteira, com particular realce nas mulheres e raparigas, bem como na juventude - quer para se envolverem em actividades mineiras ilegais e afins, operações ilícitas e criminosas ou exploração sexual, quer na Lunda-Norte, quer em trânsito para outras províncias ou até países terceiros.

Causas e Motivos de Conflitos

Historicamente, o conflito na RDC e na região do Grande Kasai tem sido causado por uma variedade de factores inter-relacionados. Estes podem ser agrupados em categorias-chave, que interagem intimamente e alimentam-se mutuamente. O conflito Kamuina Nsapu foi inicialmente provocado por um choque entre as estruturas de governação política e consuetudinárias baseadas em interesses, nomeadamente entre o nível local e provincial/central. Contudo, as queixas de longa data e os vectores de conflito subjacentes entre diferentes grupos baseados na distribuição desigual dos recursos naturais e na marginalização de certas populações, eram um vector subjacente adicional que podia ser facilmente explorado pelos líderes tradicionais e políticos para mobilizar apoio, principalmente em torno de identidades tribais e étnicas, a fim de servir os interesses individuais dos líderes locais. O quadro abaixo descreve os principais factores de conflito na região de Kasai.

O quadro na página seguinte esboça as principais causas, factores e manifestações de conflito nas províncias de Kasai da RDC.

Causas de conflito	Vectores de conflito	Manifestações
Fracas governação e aplicação da lei	Fracas governação e serviços básicos reduzidos	<p>Numa das regiões mais pobres da RDC, a população tem pouca confiança nas elites políticas e nas instituições de segurança e justiça, cuja presença fora das capitais provinciais, bem como a integridade e eficácia globais, são frequentemente postas em causa. Em Kasai Central, o movimento armado Kamuina Nsapu mobilizou seguidores em torno do seu apelo contra o regime anterior, que é descrita como responsável pela extrema marginalização política, social e económica da população. O conflito deteriorou ainda mais a crise de confiança nos serviços judiciais e nas forças de segurança, alimentada por abusos cometidos pelos serviços de segurança governamentais durante o conflito e a persistência de comportamentos abusivos e extorsivos praticados por funcionários governamentais. Uma vez que os factores de conflito continuam em grande parte por resolver nas províncias de Kasai e foram perpetuados pela destruição de infra-estruturas estatais já de si fracas, a falta de confiança da população no Estado continua a ser uma causa potencial-chave de um recrudescimento da violência se esta for despoletada.</p>
	Fronteiras artificiais, separação forçada de comunidades/efeito de contágio das tensões comunitárias	<p>A semelhança de outras regiões, as fronteiras da Lunda-Norte e da região de Kasai foram criadas como resultado de interesses detidos por antigas potências coloniais. Historicamente, a Lunda-Norte fazia parte da RDC e foi trocada pelos belgas com os portugueses para Cabinda pouco antes da independência de ambos os Estados. Como resultado, ainda mais do que em outras regiões, há uma sensação de separação forçada devido ao estabelecimento de fronteiras estatais artificiais que dividem famílias e comunidades, terras ancestrais, propriedade, recursos; assim como liderança e outras redes de poder que outrora estavam mais do que unidas há duas/três gerações. Como tal, não só existem as ligações familiares, costumes, terras, redes sociais e interesses que continuam a ser partilhadas na prática apesar das linhas de fronteiras artificiais; como também as reivindicações permanecem intrinsecamente fortes entre as comunidades instaladas de ambos os lados das fronteiras. Isto cria um ambiente operacional muito complexo para a gestão de fronteiras, aplicação da lei e do direito e exercício da autoridade administrativas em ambos os países. Entretanto, ambas as autoridades estatais procuram fazer cumprir as leis e regulamentos que podem ser diferentes de acordo com o respectivo conjunto de políticas ou legislação governamental aplicável por cada Estado especialmente dados os fortes laços com a tradição e o direito consuetudinário que as comunidades de ambos os lados reconhecem mutuamente.</p>
	Porosidade das fronteiras RDC-Angola/retornos desorganizados e não-regulamentados	<p>Dada a longa extensão da fronteira internacional entre Angola e a RDC, e tendo em conta os poucos recursos disponíveis, gerir a fronteira constitui um grande problema, pois permite que redes de contrabando e de tráfico de pessoas e outros artigos ilícitos operem. Isto acentua a insegurança nas zonas fronteiriças e cria instabilidade e factores de risco e faz com que partes vulneráveis da população da RDC recorra a migração irregular para Angola. Como tal, aumenta os riscos de deportações, retornos forçados ou expulsões arbitrarias, criando um ciclo vicioso de movimentos transfronteiriços irregulares.</p> <p>Na RDC, as baixas capacidades de gestão das fronteiras são particularmente devidas à debilidade das infra-estruturas fronteiriças, ao baixo nível de formação dos funcionários fronteiriços e falta de equipamento básico de comunicação e transporte. O pessoal responsável pela aplicação da lei é na generalidade mal-remunerado e mal-treinado, criando um terreno fértil para a impunidade e a perpetuação da criminalidade.</p> <p>De ambos os lados da fronteira, a gestão eficaz das fronteiras é significativamente dificultada pelos limitados recursos disponíveis entre autoridades e comunidades locais, agravadas pelas vastas distâncias fronteiriças, o afastamento da maioria dos pontos de passagem e acesso limitado de ambos os países. A baixa padronização ou coordenação das práticas de gestão de fronteiras, as poucas oportunidades de reforço das capacidades dos oficiais da linha da frente, contribuem também para a falta de aplicação sistemática dos devidos processos tanto nos fluxos de recepção, regresso ou rastreio como no encaminhamento da população.</p>

		<p>Como resultado, soluções ad-hoc e improvisadas podem ser aplicadas a nível local, apesar da existência de procedimentos sistemáticos de gestão de fronteiras regulados pelo Estado numa tentativa dos funcionários fronteiriços de combater imediatamente entradas irregulares ou actividades ilícitas. Estes podem conduzir a regressos forçados, deportações sumárias ou restrições arbitrárias à entrada impostas pelas autoridades fronteiriças como soluções rápidas para dissuadir as irregularidades movimentos.</p>
	<p>Gestão das migrações / fluxos migratórios irregulares</p>	<p>Movimentos pendulares de migrantes que atravessam a fronteira de ambos os lados durante um curto período de tempo para se envolverem em actividades comerciais ou económicas ou acesso a serviços de melhor qualidade num ou noutro lado têm sido sempre o desafio para a gestão eficaz das fronteiras na zona. Mais recentemente, os movimentos pendulares de refugiados congolezes também aumentaram, com muitos a regressar espontaneamente, atraídos pela estabilidade política, pelo acesso a melhores cuidados médicos ou tratamentos tradicionais, melhores oportunidades de educação na língua materna para os seus filhos e o aumento geral da sensação de segurança nas suas zonas de origem e residência habitual na RDC. Os movimentos espontâneos de regresso à RDC também têm sido impulsionados por uma economia em deterioração no lado angolano, particularmente afectada pelo impacto negativo da COVID-19 e consequente encerramento das fronteiras. Isto teve um efeito devastador sobre o comércio transfronteiriço e sobre as comunidades fronteiriças locais, cujos os rendimentos dependem totalmente dos movimentos e intercâmbios transfronteiriços. No entanto, uma vez de regresso à Kasai, os refugiados e migrantes têm fracas oportunidades de reintegração, com acesso limitado a um rendimento sustentável, terra, emprego e assistência, agravada por uma maior competição por recursos escassos, baseada numa coesão social muito frágil. Recentemente, os relatórios recebidos indicaram que muitas famílias de refugiados das que foram repatriadas voluntariamente ao abrigo do Acordo Tripartido com a RDC e Angola estão agora a encontrar o seu caminho de volta à Angola, empurrados pela falta de condições mínimas de vida e pelo aumento marginalização em áreas de retorno na RDC. Uma vez de regresso a Angola, não lhes é permitido reactivar o seu estatuto de registo de refugiados; uma vez que as autoridades consideram não haver mais base para o pedido de asilo.</p> <p>A fadiga entre as comunidades locais e estruturas administrativas está também a aumentar, com base na expectativa de que todos os esforços envidados para organizar o repatriamento voluntário deveriam ter conduzido a uma solução sustentável para a situação dos antigos refugiados dispostos a regressar a casa. Como resultado, aqueles apanhados nestes movimentos pendulares permanecem em risco acrescido de deportações e repatriamento, assédio e detenção arbitrária devido ao seu estatuto não-documentado. Cria-se assim outro círculo vicioso, que não só drena recursos humanos e financeiros das agências governamentais e humanitárias, bem como de outros intervenientes relevantes; mas sobretudo um círculo que piora as vulnerabilidades de populações já extremamente em risco e gravemente traumatizadas; o que por sua vez cria gatilhos adicionais para mais tensão e mais instabilidade na região.</p>
	<p>Insegurança, crime e impunidade</p>	<p>As zonas fronteiriças sofrem os riscos de segurança por várias razões; seja pela existência contínua de milícias locais, seja pelas limitadas oportunidades sociais e económicas, bem como pelo funcionamento de grupos criminosos transfronteiriços. Isto é ainda mais agravado pela impunidade quase total devido a processos judiciais reduzidos e a um fraco Estado de direito na RDC. Em áreas com uma insegurança significativa, um inquérito da OIM em 2020 descobriu que os principais crimes são a violação sexual, o rapto de gado, os conflitos sobre a terra ou os recursos, homicídio, agressão física e roubo. Um estudo realizado na RDC desde 2020 revelou ainda que os jovens indicaram especificamente as tensões intercomunitárias e o assédio por parte dos serviços de segurança como fontes de insegurança, com as jovens mulheres e raparigas a declararem especificamente a presença de grupos armados, o banditismo/roubo e as más condições de vida na generalidade.</p>

		A insegurança persistente, particularmente para as mulheres e raparigas, tem o potencial de piorar os conflitos e violência intra-comunitários subjacentes, particularmente se não for resolvida
Marginalização, conflitos por terra, recursos económicos e naturais	Conflitos por terra, recursos económicos e naturais	Uma das causas fundamentais das tensões políticas e comunitárias nas províncias do Kasai é a questão da terra e dos seus recursos, com disputas conhecidas sobre o controlo de localidades, parcelas de terra, florestas, água, e minerais. De acordo com a OCHA em Kananga, os conflitos históricos por terra representam aproximadamente 80% das deslocações recentes no Kasais, com os conflitos intercomunitários a representarem os restantes 20%. As ocorrências de conflitos em 2020 incluíram nomeadamente mais de 43.500 pessoas em fuga de conflitos intercomunitários nos territórios de Demba (Kasai Central), Mweka (Kasai) e Katanda (Kasai Oriental), entre Agosto e Setembro de 2020, como resultado de conflitos de terra. Estes conflitos são agravados pela falta de conhecimento das leis que regem o acesso à terra e aos recursos naturais, e pela falta de acesso a recursos legais. Os migrantes que regressam, os refugiados retornados, bem como os deslocados internos, têm frequentemente ainda menos acesso a estes recursos e são, portanto, ainda mais marginalizados. Estes factos têm o potencial de criar fluxos migratórios mistos irregulares cíclicos, bem como conflitos adicionais sobre os recursos à medida que diferentes grupos populacionais tentam lutar por meios de subsistência muito limitados.
	Desemprego e pobreza e falta de oportunidades sócio-económicas	A perturbação económica causada pela destruição de muitas infra-estruturas no Kasais, o aumento dos preços dos alimentos e a falta de oportunidades geradoras de rendimentos, agrava a precariedade das populações. A falta de oportunidades e de perspectivas de emprego é ainda mais acentuada pelo grande afluxo de retornados e deslocados em certas zonas de regresso, uma vez que estes exercem uma pressão adicional sobre os recursos já limitados. De acordo com a Good Enough Context Analysis for Rapid Response (GECARR) para o Kasai-Central realizada pela World Vision em 2017, o elevado nível de pobreza serve como combustível para a perpetuação da violência, que afecta principalmente as pessoas mais vulneráveis (pessoas com deficiências, minorias sexuais e de género, crianças e jovens, idosos, etc.). Os efeitos da pobreza na dinâmica do conflito podem ser apreciados desde a competição por recursos limitados até à sua capacidade de "baixar a resiliência ao conflito" ²⁸ . O subdesenvolvimento e os baixos níveis de educação associados ao desemprego, a falta de oportunidades sócio-económicas e a partilha desigual da riqueza "proporcionam motivos de conflitos" ²⁹ .

	Riscos de apatridia	<p>Historicamente, as zonas fronteiriças entre Kasai e a Província Angolana da Lunda-Norte partilham as mesmas comunidades e famílias. A grande maioria dos membros destas comunidades são indocumentados e, como resultado, enfrentam dificuldades em estabelecer a sua nacionalidade na RDC, num contexto em que a emissão de bilhetes de identidade e registo de nascimento por parte do Estado continua a ser extremamente baixa. Esta situação é agravada pela proibição da dupla nacionalidade na RDC e outros desafios legais e administrativos que afectam negativamente aqueles com quaisquer laços familiares com Angola ou outros países terceiros. Além disso, o Grande Kasai encontra-se no cruzamento de movimentos migratórios mistos devido à sua proximidade e fronteira porosa com Angola. Pessoas de várias origens passam por esta região onde questões de identidade têm alimentado historicamente conflitos intercomunitários e inter-étnicos. Cerca de 550.000 pessoas (incluindo congoleses, guineenses, senegaleses...) foram recentemente deportadas de Angola para esta região. A questão da origem dos nacionais congoleses entre estas pessoas ainda não foi resolvida pelas autoridades num contexto em que o Estado não emite um bilhete de identidade nacional e em que as taxas de registo de nascimento são ainda muito baixas. Muitos deles deixaram a RDC há décadas e têm dificuldade em reunir as provas necessárias. Além disso, existem disputas relacionadas com terras e os direitos de muitas pessoas consideradas estrangeiras nestes territórios, que já deram origem a numerosos conflitos intercomunitários. O risco de apatridia também paira sobre antigos refugiados angolanos que vivem no Congo há décadas e não conseguem provar as suas origens angolanas devido à falta de certidões de nascimento. Os retornados congoleses e os deslocados internos são confrontados com os mesmos riscos. Isto cria um risco agudo de apatridia, que leva à marginalização de grande número de pessoas e alimenta o risco de tensões locais e, conseqüentemente, de um maior potencial de insegurança e apatridia transfronteiriça</p>
--	---------------------	--

²⁸ <https://gsdrc.org/professional-dev/poverty-and-conflict/>

²⁹ Ibid

	Marginalização/discriminação / xenofobia / exclusão social dos jovens	<p>A dinâmica criada pelos movimentos migratórios mistos e as referidas práticas transfronteiriças, combinadas com os desafios enfrentados pelas autoridades de ambos lados para fazer cumprir a lei e a ordem, criam um ambiente fértil para práticas ilícitas e actividades criminosas, o que por si só leva a um aumento da desconfiança entre as comunidades e autoridades locais em relação às pessoas em movimento e vice-versa. Naturalmente estes factos acentuam o risco de violência, retaliação e atitudes xenófobas por parte da população e autoridades locais, o que, por sua vez, encoraja mais movimentos irregulares à medida que os que se deslocam tentam contornar potenciais abusos de força, detenções arbitrárias, regressos forçados ou qualquer tipo de prática ou punição discriminatória. Isto cria um círculo vicioso que é agravado pela falta de oportunidades e perspectivas de reintegração nas áreas de origem ou residência habitual da RDC, que constitui um factor de pressão significativo para novos movimentos irregulares em Angola.</p> <p>Mais especificamente, a marginalização e a falta de oportunidades socio-económicas da juventude nas províncias do Kasai aumenta o risco da sua mobilização em torno do conflito, recrutamento para grupos armados, milícias ou redes criminosas, bem como a sua tentativa de migração irregular para outras áreas da RDC ou para a fronteira com Angola. Um estudo internacional de transição em 2020 concluiu que as principais fontes desta marginalização foram a falta de oportunidades (65%), a falta de competências/aptidões (54%) e discriminação étnica (53%). A falta de competências ou de oportunidades de formação ou meios de subsistência foi especificamente destacada como uma lacuna importante, particularmente fora das capitais de província.</p>
	O elevado nível de trauma entre a população	<p>Durante/depois da crise de 2017, é mais provável que as pessoas sofram de problemas de saúde mental - A insurreição Kamuina Nsapu foi particularmente caracterizada por incidentes traumáticos com famílias que testemunharam a morte de entes queridos, maridos e esposas que testemunharam a violação dos seus cônjuges e filhos como as 502 mulheres e raparigas de Mulombodi que viviam com VIH, DSTs, Fístula, que foram sistematicamente violadas durante o conflito. Algumas destas pessoas desenvolveram novos distúrbios mentais enquanto outras, incluindo as que têm condições pré-existentes, experimentam angústia psicológica num contexto em que nem a saúde mental nem os serviços especializados psiquiátricos estão envolvidos. A população testemunhou ou sofreu deslocações, roubos e agressões físicas e sexuais. O impacto traumático desta violência sobre o bem-estar dos indivíduos pode afectar o indivíduo e capacidade colectiva de empenhar-se em iniciativas de reconciliação e desenvolvimento económico</p>
Rivalidades/ competição/ política e mobilização baseada em interesses	Afiliação tribal, rivalidades inter-étnicas e competição	<p>A falta de colaboração dentro e entre as comunidades que coexistiam antes da existência de fronteiras entre Angola e a RDC, e o conflito na RDC, manifesta-se em actos de estigmatização, separações de casais de diferentes grupos étnicos, ajuste de contas, e diminuição das trocas sociais e comerciais. Por exemplo, na província de Kasai, as comunidades Luba, Tshokwe, Kete, Pende, e Kuba competem pelo poder político e económico. Em 2016, grupos de vigilantes de base étnica foram acrescentados a estas divisões pré-existentes e lutas de posicionamento. Sem esforços de construção da paz sensíveis e eficazes ao conflito, o regresso de muitos deslocados internos, requerentes de asilo rejeitados, pessoas em risco de apatridia, e migrantes ilegais para áreas que tinham anteriormente conhecido conflitos inter-étnicos podem constituir uma ameaça à instauração de uma paz duradoura.</p>

Instrumentalização do poder tradicional para fins políticos	<p>Em 2016, as tensões sobre o poder costumeiro desencadearam um conflito que levou a confrontos violentos entre as milícias locais e as forças de segurança, primeiro no Kasai Central e depois na província de Kasai, com grupos de auto-defesa da comunidade, principalmente em função de fracturas étnicas. A contestada liderança tradicional de Kamuina Nsapu sintetizou as lutas pelo poder, entre os poderes tradicional e político na região. Isto foi causado principalmente pela recusa do Estado central congolês em reconhecer a nomeação de um chefe tradicional do grupo Kamuina Nsapu, na sequência da morte do seu antecessor. O governo nacional e provincial eleito é, portanto, frequentemente acusado de interferir nos assuntos consuetudinários como via para assegurar ganhos políticos.</p> <p>Com um quadro legal pouco conhecido das famílias no poder e irregularmente aplicado pelas autoridades, o estatuto dos chefes tradicionais e a gestão dos seus assuntos são objecto de tensões recorrentes. Alguns chefes, particularmente no Kasai Central, deploram o facto de, por razões políticas, a sua posição não ser legalmente reconhecida pelas autoridades estatais, as quais incentiva o surgimento de novos candidatos ao poder e a conflitos sobre a sucessão no seio das comunidades.</p> <p>Estes vectores de conflito subjacentes permanecem até hoje e têm o potencial de conduzir à mobilização de certos grupos de jovens e ao longo de linhas étnicas no futuro. Isto torna-se ainda mais notório se a competição por recursos limitados for ainda mais extensa devido ao fluxo não-regulamentado de retornados e deslocados para a área em questão.</p>
---	---

Mapeamento de Intervenientes e Actores

O quadro abaixo resume os principais actores de conflito e construção da paz no grande Kasai, destacando os principais efeitos desestabilizadores e oportunidades para a paz

Actores	Papeis, necessidades e interesses
Governo Nacional de Angola	<p>O Governo de Angola é o actor-chave que garante a lei e a ordem nas zonas fronteiriças, bem como a gestão adequada dos movimentos transfronteiriços a partir da RDC, incluindo mas não só, o acolhimento e a protecção dos requerentes de asilo, bem como o rastreio dos fluxos migratórios mistos para mecanismos e processos de encaminhamento apropriados de acordo com a natureza e os objectivos das chegadas. O mesmo é válido para os fluxos de saída, em que se assegurando que os retornos sejam processados de acordo com a legislação nacional, Convenções Internacionais relevantes de que Angola é Parte ou tendo em vista as melhores práticas reconhecidas internacionalmente; particularmente as centradas numa abordagem dos direitos humanos. As autoridades angolanas a todos os níveis são as principais responsáveis pela aplicação da lei e são igualmente responsáveis por assegurar que os direitos dos refugiados, migrantes e outros em movimento sejam respeitados e aplicados de acordo com a legislação nacional, bem como os quadros e normas legais regionais e internacionais acordados por Angola em fóruns internacionais. O Governo de Angola é também um Interveniente-chave do Acordo Tripartido assinado com o Governo da RDC e o ACNUR sobre o regresso voluntário de refugiados a partir do influxo de Kasai de 2017. Os mecanismos de prevenção e resposta para lutar contra as violações dos direitos humanos, o tráfico de pessoas, bem como os esforços de preparação para potenciais influxos, são também responsabilidades fundamentais do Estado.</p>

<p>Governo Nacional da RDC</p>	<p>O Governo da RDC possui várias agências e actores a trabalhar na fronteira, que são responsáveis por diferentes aspectos da gestão das fronteiras. A Direcção-Geral das Migrações (DGM) é também responsável pela gestão dos postos fronteiriços, coordenação transfronteiriça e fluxos migratórios do lado da RDC. Existem também agentes específicos da polícia de fronteiras especializados na segurança da fronteira e das zonas fronteiriças, mas que receberam frequentemente pouca formação especializada para cumprirem adequadamente o seu mandato. A DGM é uma instituição altamente centralizada, com a maioria das decisões estratégicas a serem tomadas a nível de Kinshasa, complicando frequentemente uma acção rápida em áreas fronteiriças remotas e mesmo em capitais de províncias. Os agentes do <i>Programa Nacional de Higiene nas Fronteiras</i> (PNHF) são responsáveis por assegurar que os protocolos de saúde e higiene sejam respeitados nas fronteiras nacionais da RDC, mas estão mal-equipados e sub-formados, sem infra-estruturas suficientes de abastecimento para criar adequadamente os protocolos de higiene, particularmente no contexto da pandemia COVID19. Com base no direito nacional dos refugiados da RDC, a <i>Commission Nationale pour les Réfugiés</i> (CNR) é o principal actor governamental na fronteira responsável pelo tratamento dos pedidos de asilo e pela garantia da protecção dos refugiados</p>
<p>Serviços de Segurança</p>	<p>Os serviços de segurança são os primeiros a responder às crises tanto na RDC como em Angola. Estas crises podem assumir a forma de violência pública, confrontos inter-étnicos ou comunitários, bem como criminalidade, terrorismo e tráfico de pessoas, no contexto da criminalidade e insegurança transfronteiriças. Na RDC, os serviços de segurança são frequentemente considerados ex-militares com falta de formação e compreensão dos direitos humanos, e são frequentemente ou mal-remunerados, dando origem a relatos de elevados níveis de corrupção. Isto significa que os serviços de segurança são muitas vezes vistos pela população como vectores de insegurança e não como os provedores de segurança e garantes do Estado de direito.</p>
<p>Tribos / grupos étnicos nas províncias do Kasai</p>	<p>Têm um alto nível de poder de mobilização e influência sobre os seus círculos eleitorais. Os líderes tradicionais e tribais são mencionados como o segundo actor mais influente para a paz num estudo implementado pela Transition International em 2020.</p>
<p>Líderes locais e religiosos</p>	<p>Os líderes religiosos não são actores políticos importantes na região, mas têm uma forte influência na resolução de conflitos. Eles também medeiam entre grupos rivais para evitar / prevenir a eclosão de conflitos. Estão geralmente envolvidos em campanhas de sensibilização para a coexistência pacífica. No entanto, os líderes locais no geral são altamente politizados e estão envolvidos tanto na ocorrência de conflitos, como na mobilização dos seus constituintes e na sua resolução. Mesmo quando não residam na região, podem influenciar os actores envolvidos num conflito.</p>
<p>Grupos Criminosos/ milícias</p>	<p>Grupos criminosos e milícias locais são uma causa importante de violência, e uma séria ameaça ao processo de pacificação ao promover a insegurança e instabilidade em zonas transfronteiriças. Podem influenciar a dinâmica do conflito e/ou ser manipulados por actores que tenham interesse no ressurgimento de confrontos, pois estão envolvidos na migração ilegal, e no tráfico de drogas, armas e pessoas, incluindo mulheres, raparigas e rapazes.</p>

Membros da comunidade / sociedade civil	Na ausência de um governo forte, os líderes comunitários e grupos da sociedade civil têm a oportunidade de assumir funções-chave e servir como actores estratégicos para a paz a nível muito local, onde poucos outros actores estão permanentemente presentes. As Organizações da Sociedade Civil (OSC) também têm um papel crucial a desempenhar quando se trata de sensibilização para a paz, coexistência pacífica e reconciliação, bem como questões sociais e de saúde como a violência baseada no género e a saúde mental. Podem também defender uma acção governamental e aumentar a sensibilização para as necessidades da comunidade. No entanto, na região de Kasai, certos grupos da sociedade civil e as próprias comunidades têm também uma história de serem explorados e mobilizados para fins políticos por líderes locais, servindo como um factor-chave de desestabilização a nível comunitário.
Jovens	Os jovens da região de Kasai carecem frequentemente de oportunidades socio-económicas. São eles os principais atraídos pelas (falsas) expectativas de ganhos rápidos e oportunidades em Angola, particularmente envolvendo mineração ilegal, contrabando ou outras actividades ilícitas e, portanto, permanecem em risco acrescido de exploração, abuso, violência e outras práticas nocivas. Sem perspectivas de educação ou emprego, continuam também a ser um alvo fácil de manipulação política e tribal, recrutamento por parte grupos armados e aliciamento por redes criminosas. Os seus pontos de vista, necessidades e potencial de mudança de comportamento devem ser um ponto central para o planeamento de intervenções eficazes, sob a abordagem da centralidade da protecção. De acordo com a RCSNU 2250, a coesão social tem mais probabilidades de sucesso quando é inclusiva. Ao promover uma maior participação e envolvimento socio-económico dos jovens, incluindo jovens raparigas e rapazes, tanto das comunidades de acolhimento como dos grupos populacionais retornados e deslocados, a marginalização e fácil instrumentalização dos jovens para serem agentes de divisão pode ser grandemente reduzida.
Mulheres	Numa perspectiva costumeira, as mulheres são frequentemente marginalizadas, excluídas das esferas de poder, são vítimas de abusos, e sub-representadas na sociedade civil. As mulheres e raparigas também permanecem em risco acrescido sem perspectivas de reintegração em áreas de regresso na RDC. São frequentemente obrigadas a recorrer a mecanismos negativos de sobrevivência, permanecendo extremamente vulneráveis à violência baseada no género e às actividades de redes criminosas, redes de tráfico de seres humanos ou outros esquemas de exploração de activos na área. São também frequentemente aquelas que ficam para trás ou se instalam mais permanentemente para cuidar da terra, habitação, colheitas e do resto da família, enquanto os homens tendem a sair primeiro em busca de melhores oportunidades noutra lugar, se as condições de regresso não forem propícias. As suas necessidades, pontos de vista e potencial, particularmente no que diz respeito à melhoria da coesão social, são também elementos-chave na concepção de qualquer intervenção eficaz. De acordo com a RCSNU 1325 (2000), o envolvimento das mulheres na concepção e na resposta aos desafios ligados à gestão das zonas transfronteiriças, bem como a integração socio-económica dos retornados na zona de regresso, será fundamental para assegurar a resiliência da comunidade e promover uma paz sustentável.
Migrantes que regressam e refugiados / deslocados internos	O grande afluxo de migrantes, deslocados e refugiados, bem como de populações recentemente deslocadas, pode servir como novo mobilizador/vector de conflito, se explorado por líderes locais e políticas baseadas em interesses que procuram explorar a percepção de marginalização, tensões inter-étnicas e competição por recursos. Por outro lado, estas populações podem contribuir para o processo de recuperação da região de acolhimento e para o crescimento económico da mesma em caso de regresso ou integração ou reintegração local bem-sucedida.

Dinâmica de conflitos (Porque é importante agir agora? Que oportunidades específicas existem?)

A Região de Kasai na RDC viveu um período de relativa estabilidade após um conflito violento de 2016 até ao início de 2019. Contudo, os principais motivos de conflito, incluindo as tensões entre as estruturas de poder consuetudinárias/tradicionais e a estrutura central de governação governamental, no respeitante ao acesso à terra, e os conflitos relacionados com rivalidades étnico-políticas continuam por resolver e são actualmente intensificados pela chegada contínua de migrantes congolezes que regressam de Angola, quer espontânea quer forçadamente. É portanto de suma importância a integração sustentável tanto os deslocados internos como os refugiados retornados; bem como os deportados tanto social como economicamente, ao mesmo tempo que se reforça a gestão das fronteiras e as relações entre a RDC e Angola no sentido de combater as causas profundas da migração irregular e as consequentes expulsões, e, deste modo prevenir a desestabilização, o reinício da violência e a remobilização dos grupos armados, particularmente no contexto da retirada de MONUSCO do Kasais até ao final de Junho de 2021 e da aproximação das eleições em ambos os lados das fronteiras.

Antes do encerramento das fronteiras devido à crise da COVID-19, os dez pontos de travessia da fronteira³⁰ tinham estado sobrecarregados e sob pressão face aos fluxos migratórios maciços; uma situação que possivelmente se repetirá assim que as fronteiras forem reabertas. A insuficiência das infra-estruturas fronteiriças e das capacidades de gestão ficaram ainda mais evidenciadas pela pandemia da COVID-19 durante a qual as práticas de gestão sanitária das fronteiras, tais como o distanciamento social e as medidas de prevenção, permaneceram escassas e insuficientes. Do lado angolano, as fronteiras permanecem fechadas desde finais de Março de 2020, o que poderá ter aumentado a pressão para travessias irregulares e, consequentemente, o aumento do número e da gravidade das deportações. Com o fim da presença de MONUSCO no Kasais, é de suprema importância assegurar uma gestão mais eficiente das fronteiras em ambos os lados. O reforço da capacidade de gestão das fronteiras permitiria gerir eficazmente e com dignidade os fluxos mistos de migrantes e refugiados nos pontos de travessia em conformidade com os protocolos de protecção internacional; como também combater o tráfico de pessoas e especialmente de mulheres e crianças.

A ausência de mecanismos de acolhimento e de encaminhamento sensíveis à protecção, quer nas fronteiras angolanas, quer no interior, impedem os recém-chegados de aceder em segurança ao asilo e, assim, serem capazes de beneficiar plenamente da protecção internacional que procuram em Angola. A Lei dos Refugiados de 2015 ainda não foi implementada no que diz respeito ao acolhimento, rastreio e assistência aos recém-chegados. Consequentemente, continuam a faltar referências adequadas para o acolhimento e tratamento de novos pedidos de asilo. O fraco conhecimento sobre os direitos dos refugiados, bem como as presunções incorrectas de forma generalizada sobre as suas necessidades e intenções, podem conduzir a riscos de marginalização, tratamento discriminatório, assédio, abuso e exploração. Este comportamento prejudica o princípio internacional de acesso ao território e à não repulsão, bem como há ainda riscos acrescidos como as deportações ilegais. A falta de canais formais para a migração regular para Angola pode também contribuir para o aumento da migração irregular, agravando o ciclo vicioso de entradas ilegais, a actividade criminosa nas zonas limítrofes, as deportações e o tratamento abusivo que eventualmente contribuiu para a desestabilização na região.

b) Uma breve descrição de como o projecto se alinha com/apóia os **quadros estratégicos**³¹ governamentais e das Nações Unidas **existentes**³¹, como assegura a **propriedade nacional**. Se este projecto for concebido num país PRF, descrever como o objectivo principal avança um objectivo estratégico relevante identificado através do Processo de Elegibilidade

O projecto alinha-se directamente com a prioridade expressa pelos Governos de Angola e da RDC de gerir eficazmente os fluxos migratórios mistos através da sua fronteira internacional conjunta em Setembro de 2020. Este encontro entre os dois Governos demonstrou um elevado nível de vontade política para enfrentar os referidos desafios. Este impulso político proporciona uma oportunidade estratégica para abordar de forma sustentável os desafios de estabilização que estão na base das actuais crises nos Kasais, bem como para lançar as bases para as trocas económicas entre os dois países.

³⁰ A RDC tem 75 pontos oficiais de travessia da fronteira para Angola, com 10 situados ao longo da fronteira com as províncias de Kasai :7 na província de Kasai : Kamako, Tshitambeji, Kabungu, Kandjaji, Mwamwengo, Tshisenge, Shambwanda 3 na província de Kasai Central: Kalamba Mbuji, Kalombo, Ndombi

³¹ incluindo estratégias e compromissos nacionais em matéria de género e juventude, tais como um Plano de Acção Nacional sobre 1325, uma Política Nacional de Juventude, etc.

Ao reforçar a comunicação e coordenação da gestão das fronteiras entre os dois países, o projecto contribuirá também para lançar as bases para a operacionalização e implementação da Área de Comércio Livre Continental Africana (AfCFTA) em duas economias-chave africanas, ajudando na melhoria do controlo nas zonas fronteiriças. Este controlo é essencial para assegurar que apenas as mercadorias que são produzidas no continente beneficiem da eliminação/redução de tarifas.

Este projecto irá alinhar-se ainda mais com os compromissos dos dois Governos no combate ao tráfico de pessoas, reforçando a protecção dos indivíduos mais vulneráveis entre os fluxos migratórios mistos³² e realizando formações específicas para funcionários fronteiriços sobre a detecção e prevenção do tráfico de pessoas. Esta medida será abrangida pela implementação do Decreto Presidencial Angolano de 2020 sobre o combate ao tráfico de pessoas. Na RDC, as actividades de formação do projecto serão coordenadas com a Agência para a Prevenção e Combate ao Tráfico de Pessoas (APLTP), que foi criada pelo Decreto Presidencial n. 19-027 de 22 de Abril de 2019. Desde a sua criação, a APLTP trabalhou no desenvolvimento de uma estratégia nacional de combate ao tráfico de pessoas. Está actualmente em estudo um projecto de lei a nível governamental, que será integrado na formação de funcionários fronteiriços no âmbito deste projecto. O projecto contribuirá então para alcançar os resultados colectivos do HDP nexus na RDC, que prescreve a redução do número de pessoas em deslocação forçada em pelo menos 20 por cento dentro de 5 anos, bem como a redução da prevalência da violência baseada no género (VBG) em pelo menos 10 por cento até 2024.

Além disso, a intervenção irá integrar as medidas de protecção da COVID-19 nas suas diversas acções, de acordo com os mecanismos e restrições em vigor em ambos os países para prevenir e combater a propagação da pandemia da COVID-19. O projecto trabalhará também com as agências de gestão sanitária das fronteiras de ambos os lados para conter a propagação internacional da doença, de acordo com as prioridades nacionais.

Finalmente, o projecto irá também contribuir para a Estratégia Conjunta de Transição MONUSCO para a RDC com enfoque no Kasais, reforçando o envolvimento das agências para estabilização das zonas fronteiriças e protecção das populações vulneráveis. O projecto incidirá sobre as principais causas de desestabilização na província, contribuindo para melhorar a paz nas áreas significativamente afectadas por vectores de conflito.

O projecto está alinhado com/suporta os seguintes quadros estratégicos e entidades:

A nível regional:

- Acordo Bilateral sobre Gestão das Migrações entre a RDC e Angola (Outubro de 2020);
- Área de Comércio Livre Continental Africana (AfCFTA);
A Comissão Bilateral Mista RDC-Angola;
- Os papéis do ICGLR, SADC e ECCAS na promoção da integração económica regional e na regulação dos movimentos transfronteiriços de pessoas e bens.
- Acordo Tripartido entre a RDC, Angola e o ACNUR sobre Repatriação Voluntária na RDC:

Na RDC:

- Estratégia de transição MONUSCO: contribuir para os parâmetros de estabilização; protecção e direitos humanos; e reforçar as instituições do Estado e a boa governação.
- Plano Estratégico Nacional do Desenvolvimento Económico e Social 2019-2023 (PNSD) ;
- Programme d'Actions du Gouvernement Provincial du Kasai Central 2019 - 2024 ;
- Plano de Acção Nacional para a Implementação da Resolução 1325 do Conselho de Segurança das Nações Unidas sobre Mulheres, Paz e Segurança, 2ª Geração, 2019-2022;
- Plano quinquenal 2 (PAQ-2) de la PNC 2019-2024 ;
- DRC UNSDCF 2020-2024;
- Estratégia Conjunta de Transição MONUSCO para os Kasais;

³² Os fluxos migratórios mistos referem-se aos migrantes vulneráveis, vítimas de tráfico, requerentes de asilo, refugiados, apátridas e pessoas deslocadas internamente..

- Estratégia conjunta sobre a retirada progressiva e faseada da MONUSCO (outubro de 2020);
- Resultados colectivos HDP Nexus na RDC;
- Quadros Programáticos e de Implementação 2020-2024 da Estratégia Internacional de Apoio à Segurança e Estabilização (ISSSS).

Em Angola:

- Angola UNSDCF 2020-2022;
- Decreto Presidencial de 2020 sobre o combate ao tráfico de pessoas.
- Lei de Asilo de 2015
- Lei de Migração 2019

c) Uma breve explicação de como o projecto preenche quaisquer lacunas estratégicas e complementa quaisquer outras intervenções relevantes, financiadas ou não pelo PBF. Apresentar igualmente um breve **resumo das intervenções existentes** no sector da proposta,

Nome do Projecto (duração)	Doador e orçamento	Foco do Projecto	Diferença de /complementaridade à actual proposta
República Democrática do Congo (RDC)			
<i>Reforço da coesão social e da confiança entre a população e as autoridades através do policiamento comunitário, do diálogo e da revitalização socio-económica</i> (OIM, PNUD, NU Mulheres)2021-2022	Fundo para a Construção da Paz Orçamento : 4,555,025 USD	A segurança das populações locais é reforçada através da criação de serviços de segurança baseados na comunidade A integração social e económica e a resiliência das comunidades, especialmente de grupos vulneráveis, são reforçadas como uma alternativa à violência.	Complementaridade devido às diferentes áreas de direccionamento, mas reforço do apoio contínuo à polícia em Tshikapa, acrescentando formações para agentes da polícia de fronteira/DGM
<i>Reforçar o papel das mulheres e da juventude na governação local e na construção da paz na província de Kasai</i> (NU Mulheres, UNJHRO)2020-2021	Fundo para a Construção da Paz Orçamento: 993,061USD	Melhorar o ambiente político, de segurança e socio-económico para mulheres e jovens raparigas e rapazes em Tshikapa com vista a permitir a participação das mulheres, jovens raparigas e jovens rapazes na governação local.	Complementaridade devido à focalização em diferentes áreas geográficas, mas coordenação relativamente à abordagem do projecto e ao empoderamento das mulheres e dos jovens.
<i>Apoio aos ex-combatentes e comunidades no contexto da desmobilização espontânea através de iniciativas de reintegração socio-económica e justiça transitória em Kasai e Tanganyica (SS KAT)</i> (PNUD, OIM, UNJHRO) 2019-2022	Fundo para a Construção da Paz Orçamento: 6 000 000 USD	Justiça transitória: luta contra a impunidade, reforço da cadeia penal, reconciliação; Reintegração socio-económica comunitária: dinheiro pelo trabalho / IGA	O projecto SS KAT centra-se no processo de justiça de transição a favor da reconciliação e da pacificação da comunidade. O SSKAT é complementar a este projecto, que irá reforçar a governação em termos de capacidades de gestão de fronteiras, cooperação transfronteiriça e reintegração dos retornados. O SSKAT concentra-se principalmente nos ex-combatentes, enquanto que este projecto foca-se nos retornados. As actividades de coesão social serão baseadas nas lições aprendidas com o projecto SSKAT. Os critérios de selecção serão coordenados entre os dois projectos.

Projecto de abrigo na RDC. (HCR RDC) 2021-2022	4,500,000 USD	Construção de abrigos para os mais vulneráveis famílias (deslocados internos, comunidades de acolhimento, retornados)	O projecto proposto vai abranger 1000 dos 5800 agregados familiares visados no âmbito do projecto global de abrigo. O projecto proposto irá contribuir para a resolução dos conflitos relacionados com o LTP.
Projecto de coexistência pacífica e resolução de conflitos (HCR RDC) 2021-2022	US\$ 1,000,000	Identificação e análise de conflitos com a sua implicação na protecção Resolução de conflitos importantes	Este projecto actual ajudará a resolver 2 grandes conflitos intercomunitários nos territórios de Mweka e Dibaya. No total, o ACNUR visa resolver 05 grandes conflitos em toda a região.
Violência Baseada no Género (GVB) e empoderamento das mulheres (HCR RDC) 2021-2022	US\$ 2,500,000	Resposta a Violência Sexual Baseada no Género (SGVB) Reinserção sócio-económica dos sobreviventes da GVB	Mais de 4.000 casos Violência Baseada no Género (GVB) estão devidamente registados e documentados na região de Kasai. A resposta combinada com o programa de empoderamento é implementada em 5 territórios. O actual projecto permitirá responder a GVB e capacitar as mulheres em Mweka e Dibaya e demais territórios
Resiliência, regresso e reintegração (HCR RDC) 2021-2022	US\$ 4,800,000	Apoiar os deslocados internos e refugiados a regressarem ao seu local de origem, Desenvolver e apoiar projectos de resiliência, de retorno e de reintegração.	Apoiar os deslocados e refugiados a regressar ao seu local de origem, desenvolver e apoiar projectos de resiliência, de regresso e de reintegração nos territórios de Mweka e Dibaya. O projecto ajudará ou contribuirá para apoiar os deslocados internos, refugiados e os retornados (ex-refugiados de Angola) a reintegram-se em algumas das localidades seleccionadas para a tripa-ligação.
Reforçar a Justiça e a reinserção socio-económica de jovens homens e mulheres com o objectivo de promover a coexistência pacífica entre as pessoas deslocadas à força e as comunidades de acolhimento nas províncias do Kasai e do Kasai Central (HCR RDC-lead/WVI/UNJHIRO) 2021-2022	Fundo para a Construção da Paz US\$ 1,500,000	O projecto contribui para capacitar jovens deslocados internos, retornados e membros da comunidade de acolhimento e associação de jovens advogados no Grande Kasai, incluindo o apoio socio-económico, acesso à justiça e protecção de grupos vulneráveis e minoritários.	As associações de jovens advogados, centros de formação profissional, líderes juvenis e sistemas de justiça criminal locais capacitados neste projecto contribuirão para o alcance dos resultados sobre o empoderamento das mulheres.

<p>Inquérito sócio-económico na Grande Kasai, RDC: Foco nos deslocados internos, retornados e comunidades de acolhimento (Banco Mundial - Centro de Dados Conjunto do ACNUR RDC sobre Deslocação Forçada (JDC)) 2021-2022</p>	<p>US\$ 363,300</p>	<p>O projecto visa recolher dados de alta qualidade para fundamentar a tomada de decisões e a programação de intervenções humanitárias e de desenvolvimento na região do Grande Kasai (Kasai, Kasai Central e Kasai Oriental) em estreita colaboração com o Governo (especialmente o INS (Instituto Nacional de Estatística da RDC) e o direcção provincial de planeamento), o Banco Mundial e as agências da ONU</p>	<p>Os dados e conclusões obtidas durante este projecto contribuirão para o planeamento detalhado das actividades dos resultados da recuperação sócio-económica. Os dados recolhidos sobre os retornados serão utilizados pelo ACNUR Angola em campanhas de informação para apoiar os refugiados na tomada de decisões bem fundamentadas sobre o repatriamento voluntário para a RDC, a fim de melhorar a análise situacional para o reinício do Repatriamento Voluntário (VolRep), bem como para avaliar possíveis factores de desencadeamento e causas de tensões que podem levar a novas deslocações.</p>
---	---------------------	---	---

República de Angola			
Programa do ACNUR Angola	ACNUR Fundos Voluntários, UNAIDS, Doadores privados I Itália e Japão US\$ 3,704,303.00	Resposta Integral aos Refugiados em Lunda-Norte	<p>Expansão dos sistemas de apoio já existentes à população refugiada na Lunda-Norte, particularmente mecanismos de recepção e encaminhamento; assistência jurídica, registo e emissão de documentação, apoio em soluções duradouras, monitorização de fronteiras; sistemas de preparação de emergência e de alerta precoce; bem como campanhas de informação.</p> <p>Expansão dos esforços de capacitação dirigidos aos funcionários fronteiriços e aos responsáveis pela aplicação da lei, unindo esforços com a OIM e assim garantir a continuidade.</p> <p>Combinação e complementaridade de pacotes de formação com os concebidos pela OIM sobre mecanismos de migração; com vista a integrar o direito dos refugiados e mecanismos sensíveis em matéria de protecção e garantir a identificação e encaminhamento adequados de pessoas que necessitam de protecção internacional.</p> <p>Expansão das actividades destinadas a promover o repatriamento voluntário de refugiados em Angola, com base na melhoria das perspectivas de reintegração na RDC, bem como o alargamento dos conhecimentos sobre a situação dos retornados de Angola para a RDC.</p> <p>Maior previsibilidade das actividades de reintegração nas áreas de regresso, o que proporcionará maior sustentabilidade dos regressos; criando uma dinâmica positiva para os refugiados congolese ao optar pelo repatriamento voluntário como uma solução duradoura.</p>

<i>Capacitação dos Funcionários do Governo Angolano em Gestão Humanitária de Fronteiras</i>	Fundo de Desenvolvimento da OIM (IDF)	Reforçar a capacidade de preparação e resposta o Governo de Angola (GoA) a fim de gerir crises humanitárias transfronteiriças resultantes de quaisquer catástrofes naturais e/ou provocadas pelo homem, agitação política/militar ou convulsões.	Procedimentos Operacionais Padrão (SOPs) a nível nacional, instrumentos de avaliação, etc., acordados com o Governo e relacionados com fluxos ou movimentos em larga escala na fronteira. O dado relevante é que isto facilitará a ligação entre o nível nacional e local (projecto PBF) com o trabalho político em curso que alinha a abordagem a todos os níveis.
OIM Angola 2021	200 000 USD		
		Realizar a abordagem humanitária de gestão das fronteiras, proteger os direitos humanos dos migrantes vulneráveis, fazer abordagem integrada das questões de género e reforço da capacidade do GoA a fim de gerir a migração de forma segura e ordenada.	
<i>Reforço da capacidade do Governo de Angola para responder ao tráfico de pessoas (TiP)</i>	Departamento de Estado dos Estados Unidos - Escritório de Controlo e Combate ao Tráfico de Pessoas	Reforço da resposta nacional ao Tráfico de Pessoas (TiP) em Angola, com enfoque na investigação centrada na vítima e na acusação de casos de TiP, protecção dos Vítimas de Tráfico (VoTs) e prevenção através de acções de sensibilização. Parceiros: Ministérios Interior, Saúde, Serviços Sociais, bem como organizações da sociedade civil, organizações não-governamentais (ONG), e organizações Agências das Nações (ONU), actuais ou potenciais Vítimas de Tráfico (VoTs).	Dado o enfoque na formação e no avanço da compreensão desagregada da protecção dos migrantes da RDC em Angola, este projecto vai criar sinergias com os elementos do CTIP dos actores nacionais e locais. Vai ainda promover a política e a capacidade operacional para identificar e combater o tráfico numa abordagem centrada na vítima, também apoiará de forma semelhante para que hajam melhores serviços e mecanismos para lidar com migrantes vulneráveis que podem não ser identificados/considerados como vítimas de tráfico.
OIM Angola 2020-2021	580 000 USD		
<i>Programa de Migração Regional Africana (ARMP)</i>	Departamento de Estado dos Estados Unidos-Escritório da População, Refugiados e Migrações	Contributos de Angola - relacionados com a protecção de migrantes, especificamente na fronteira da RDC, operação conjunta e coordenação.	As ligações transfronteiriças, operações conjuntas, avaliações, etc., todas complementar ao PBF que se centra na melhoria dos SOPs e na identificação da vulnerabilidade dos migrantes por parte dos funcionários fronteiriços, etc.
Escritório Regional da OIM Angola / OIM Pretória 2020-2021	140 000 USD		

II. Conteúdo do projecto, justificação estratégica e estratégia de implementação (4 páginas max. mais Anexo do Quadro de Resultados)

a) Uma breve descrição do **foco e abordagem do projecto** - descrever o objectivo global do projecto, a estratégia de implementação, e como aborda as causas de conflito ou factores delineados na Secção I (deve ser sensível ao género e à idade).

O projecto visa contribuir para a estabilização sustentável das comunidades localizadas na fronteira entre a RDC e Angola, reforçando a gestão das migrações e promovendo a coesão social. Isto será conseguido através da melhoria da gestão das migrações e das capacidades de coordenação dos dois países, que criam simultaneamente um ambiente propício à coexistência pacífica e ao regresso voluntário.

O projecto visará pelo menos dois pontos de travessia fronteiriços prioritários (Kalamba Mbuji e Kamako na RDC), que serão validados durante uma missão de avaliação conjunta das agências de gestão de fronteiras relevantes no início do projecto e complementados com postos adicionais em função das necessidades. Em Angola, o projecto abrangerá seis principais postos fronteiriços, na sua maioria acessíveis e relevantes para as actividades, que são, nomeadamente: Marco 21, Fucauma, Itanda, Tchissanda, Nashiri e Tshikolondo e os seus municípios locais relevantes, para além dos Distritos de Lóvua (onde está localizado o centro de refugiados de Lóvua), para além de Calumbo e Chitato. Além disso, a OIM realizará um inquérito de acompanhamento da mobilidade e de avaliação da aldeia na província de Kasai³³ na RDC durante o primeiro trimestre do projecto a fim de identificar as principais áreas de regresso com as maiores lacunas nos serviços básicos e na coesão social. Esta avaliação permitirá a implementação de um projecto orientado por dados. No final de 2021-início de 2022, o ACNUR-RDC, em coordenação com o ACNUR-Angola, realizarão também inquéritos socio-económicos sob os auspícios do Centro Dados Conjunto do ACNUR-Banco Mundial nas áreas de regresso no Kasai; cujos resultados permitirão a concepção/monitorização das actividades de reintegração propostas no presente projecto. O primeiro resultado do projecto está centrado na capacitação e coordenação do Estado para permitir à RDC e Angola gerirem eficazmente os fluxos migratórios mistos através da sua fronteira internacional. O desenvolvimento de capacidades centrar-se-á em treinamentos conjuntos específicos com as agências de gestão de fronteiras de ambos os países (direcções-gerais de migração, polícia de fronteiras, gestão de saúde), bem como em infra-estruturas e equipamentos que permitam aos funcionários cumprir profissionalmente os seus mandatos. Será colocada uma ênfase específica na protecção de migrantes vulneráveis através de princípios de gestão humanitária de fronteiras, bem como na detecção e prevenção do tráfico de seres humanos. Para reforçar a sustentabilidade do projecto, serão ministradas formações de capacitação em matéria de regresso voluntário aos funcionários do Estado. O projecto incluirá também formações específicas sobre protecção internacional e direito dos refugiados para funcionários fronteiriços e autoridades locais, bem como apoio às forças armadas, polícia nacional e guardas de fronteira, comunidades locais e sociedade civil sobre planeamento de contingência e preparação de emergência para fluxos de refugiados. Por outro lado, o projecto apoiará o estabelecimento de mecanismos de recepção e encaminhamento sensíveis à protecção no tratamento de fluxos migratórios mistos, a implementação de vias de encaminhamento para recepção e assistência às pessoas que chegam que necessitam de protecção internacional, juntamente com a melhoria do sistema de alerta precoce para os fluxos de refugiados, tanto por parte das comunidades locais como pelas autoridades de ambos os lados da fronteira.

Em Angola, os funcionários angolanos responsáveis pela aplicação da lei (principalmente do SME) dos distritos e postos fronteiriços na Província de Lunda-Norte (e Lunda-Sul), para além das províncias de trânsito como Malanje e Lunda-Sul, receberão formação na aplicação e implementação das disposições relevantes da nova Lei de Imigração, da Lei dos Refugiados, da Política de Imigração e dos procedimentos de asilo. Os funcionários responsáveis pela aplicação da lei (principalmente do SME, Polícia Nacional) e guardas de fronteira, assim como os actores relevantes da administração local, direcções provinciais dos ministérios de tutela, sociedade civil e comunidades de acolhimento (lideranças locais) receberão formação para distinguir os diferentes tipos de movimentos (migrantes irregulares/ requerentes de asilo/vítimas de tráfico) e tomar as medidas apropriadas para cada caso, de acordo com os SOPs estabelecidos para os mecanismos de recepção e encaminhamento. Far-se-á a sensibilização dos SME, guarda de fronteiras, polícia, administração local, bem como das comunidades de acolhimento e do público em geral; tendo especialmente em vista as necessidades específicas de cada um destes grupos;

³³ Este exercício já estava concluído para a província de Kasai Central em Dezembro de 2020, ver <https://dtm.iom.int/reports/rdc->

especialmente, mulheres e crianças que, no caso de fluxos de refugiados, constituem até 80 por cento da população em causa.

As infra-estruturas e o equipamento a fornecer no âmbito do projecto serão determinados por uma missão de avaliação conjunta das diferentes agências de gestão de fronteiras no início do projecto, a fim de assegurar a participação do governo e a relevância da intervenção global. Será igualmente prestado apoio adicional à cartografia dos pontos de passagem de ordens estratégicas, com base numa avaliação das necessidades técnicas efectuada pela Direcção-Geral das Migrações (DGM) na RDC durante as consultas do projecto. Todas as intervenções de reforço das capacidades serão implementadas com enfoque no reforço da coordenação transfronteiriça entre as diferentes agências.

A coordenação no âmbito do primeiro (1º) resultado será materializada através da prestação de apoio a criação estratégica dos Centros de Cooperação Fronteiriça (BCCs). Os BCC serão estabelecidos em ambos os países para permitir um constante intercâmbio de informações e identificação de pontos de contacto oficiais específicos, permitindo aos funcionários fronteiriços saber exactamente a quem notificar ou coordenar em vários cenários. Por outro lado, será prestado apoio a reuniões transfronteiriças sobre gestão de fronteiras e mecanismos de recepção, com vista a garantir uma boa coordenação. A informação relevante sobre os canais de comunicação disponíveis e a assistência do ACNUR e da OIM será divulgada. Serão criados materiais de formação para reforçar as capacidades tanto do governo como dos elementos da sociedade civil envolvidos na gestão dos fluxos de movimentos mistos. Está também planeado o apoio a uma Equipa de Trabalho Nacional sobre Migração Mista de forma a garantir que as políticas, estratégias e procedimentos operacionais padrão sejam discutidos e adoptados de forma participativa e centrados nas necessidades e direitos dos beneficiários finais. A informação sobre a prevenção e resposta COVID-19, bem como sobre o PSEA, será divulgada através de campanhas de informação personalizadas.

No âmbito do mesmo resultado, o ACNUR contribuirá para a redução da apatridia entre as populações deslocadas nas zonas visadas na RDC. O ACNUR participará em reuniões estratégicas a nível provincial para desenvolver estratégias para a emissão de documentos de identidade e nacionalidade para as populações com direito a receber.

Para abordar as causas profundas dos fluxos migratórios tanto ilícitos como forçados e criar um ambiente propício à coexistência pacífica e ao regresso voluntário, o (2º) segundo resultado do projecto centrar-se-á no reforço da coesão social através da criação de mecanismos de governação local inclusivos e participativos através de comités locais de paz e desenvolvimento em áreas-chave de regresso e reintegração. Será colocada uma ênfase específica na participação de mulheres, jovens e grupos marginalizados, bem como na representação de retornados e comunidades de acolhimento. Os comités serão apoiados para realizar sessões locais de diálogo democrático e reconciliação, bem como para seleccionar eventos de coesão social, que serão implementados para reforçar a confiança e a coexistência pacífica entre as diferentes comunidades. Uma vez criados, os comités locais de paz e desenvolvimento também receberão apoio para criar planos locais de paz e desenvolvimento, que constituirão a base de dinheiro pelo trabalho e para actividades geradoras de renda implementadas e fim de promover a recuperação económica precoce nas áreas-alvo.

As áreas-alvo do projecto serão seleccionadas antes do lançamento do projecto com base em deficiências estratégicas nos serviços básicos, infra-estruturas comunitárias e coesão social, tal como identificadas pela missão de avaliação conjunta ao posto fronteiriço de Kamako prevista para a segunda quinzena de Setembro de 2021, bem como o inquérito de acompanhamento da mobilidade e de avaliação da aldeia da OIM e o inquérito socio-económico que será levado a cabo pelo ACNUR, Banco Mundial e Instituto Nacional de Estatística da RDC (NSI) sob financiamento alternativo.

Em Angola, o ACNUR realizará um inquérito de avaliação dos retornos no assentamento de refugiados do Lóvua e prestará assistência aos que estiverem dispostos a regressar à RDC. O ACNUR Angola irá expandir o apoio aos refugiados na Lunda-Norte para terem acesso à informação sobre áreas de regresso, através de sessões de informação e avaliações sobre intenções. Para aqueles que manifestarem vontade de regressar, será providenciada assistência material e de transporte, em conformidade com o Acordo Tripartido sobre Repatriamento Voluntário assinado entre o ACNUR, os Governos de Angola e da RDC. A expansão das intervenções destinadas a desenvolver competências para aumentar a resiliência dos refugiados que desejam regressar, bem como o restabelecimento de laços familiares e a promoção de campanhas de informação sobre

oportunidades e serviços disponíveis em áreas de regresso, serão levadas a cabo no Assentamento de Refugiados do Lóvua com o objectivo de ajudar os refugiados a tomarem decisões e acções com base em informações claras e a prepararem-se melhor para o regresso a casa.

A reintegração sócio-económica no âmbito do projecto aplicará uma abordagem de dupla focalização, visando tanto as comunidades de acolhimento como os retornados, para evitar o agravamento das tensões existentes sobre a distribuição de terras e recursos, bem como para fomentar a coesão social e a resiliência através de actividades económicas mútuas, mas também para abordar os aspectos da resposta de Saúde Mental e Apoio Psico-social (MHPSS). Como tal, as capacidades existentes das redes comunitárias (grupos de mulheres, comités de Paz e Desenvolvimento) serão reforçadas para fornecer uma primeira resposta (primeiros socorros psicológicos) aos indivíduos que lidam com experiências traumáticas, como perdas e luto em resultado do conflito. De acordo com as directrizes de Saúde Mental e Apoio Psico-social (MHPSS) e o Comité Permanente Inter-Agências (IASC), o ACNUR e a OIM construirão uma capacidade de resposta em matéria de saúde mental ao nível dos cuidados de saúde primários em áreas de regresso para reduzir a necessidade de encaminhamento para especialistas que não estão disponíveis. O Ministério da Saúde em colaboração com o ACNUR adoptará o plano de acção em matéria de saúde mental (mhGAP) desenvolvido pela OMS para responder às necessidades de cerca de 75-85% das pessoas com problemas de saúde mental sem acesso a uma intervenção apropriada. O plano utiliza as intervenções não-farmacológicas (psico-educação, escuta de apoio, aceitação positiva, abordagem baseada em pontos fortes, terapia de resolução de problemas, reactivação de redes sociais, incentivo à actividade física, higiene do sono, hábitos de vida saudáveis, exercícios respiratórios profundos, e relaxamento muscular progressivo). Os beneficiários de regresso incluirão também migrantes que já regressaram ou reinstalados anteriormente, mas que permanecem em condições vulneráveis e podem enfrentar problemas de reintegração, bem como refugiados de regresso, que ainda não foram assistidos no seu repatriamento voluntário de Angola. A devida consideração às abordagens de Idade, Género e Diversidade (AGD) será integrada desde a fase de identificação dos beneficiários.

As actividades de apoio económico serão seleccionadas com base nos planos locais de paz e desenvolvimento. Para assegurar a participação activa e significativa de mulheres e jovens, pelo menos 30% dos membros do comité serão mulheres e pelo menos 15% serão jovens. Serão realizadas actividades específicas e regulares de treinamento e formação adicional conjunto para mulheres e raparigas, na qualidade de "campeãs do género", que são membros dos Comités Locais de Paz e Desenvolvimento (CLPD). Com base nestes planos, os comités locais de paz e desenvolvimento serão encorajados a identificar e seleccionar projectos comunitários e infra-estruturas que reforcem os serviços básicos e a recuperação económica (por exemplo: Reabilitação de estradas de ligação dos campos agrícolas, pontes, mercados locais, etc.) e que sejam implementáveis através de modalidades de dinheiro pelo trabalho. Nas suas respectivas áreas-alvo, a OIM e o ACNUR apoiarão então a reabilitação/construção destas infra-estruturas através da modalidade dinheiro pelo trabalho com uma combinação de retornados e membros da comunidade de acolhimento, a fim de garantir uma dupla focalização. A identificação e reabilitação conjuntas das infra-estruturas reforçarão ainda mais a coesão social, reduzindo as tensões sobre os recursos e permitirá que os membros de todas as comunidades trabalhem em conjunto para um objectivo comum.

Adicionalmente, a injeção inicial de dinheiro irá satisfazer as necessidades básicas iniciais dos retornados e dos membros vulneráveis da comunidade e será complementada com actividades de formação profissional e apoio ao arranque de actividades geradoras de rendimento de modo a assegurar uma recuperação socioeconómica mais sustentável. O planeamento detalhado das actividades de subsistência será empreendido com base na análise de dados e resultados obtidos durante a implementação do inquérito sócio-económico em colaboração com o Instituto Nacional de Estatística e as direcções provinciais do Ministério do Plano na região do Grande Kasai. O projecto também se ligará às outras agências e actores da ONU, incluindo o Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD), para assegurar que os resultados de estudos económicos anteriores e as avaliações da cadeia de valor realizadas nas províncias-alvo sejam tidos em consideração. Isto será assegurado através da coordenação regular da equipa do projecto com a programação existente financiada pelo PBF, incluindo o projecto Spontaneous Surrenders in the Kasai and Tanganyika (SSKAT). No sentido de garantir que as mulheres possam beneficiar igualmente das actividades de subsistência, será dada atenção específica à selecção de actividades sensíveis ao género, tais como as que podem ser implementadas nas proximidades de casa, para garantir que possam ser combinadas com a prestação de cuidados infantis e outras tarefas. Sempre que possível, o projecto procurará integrar retornados e membros da comunidade de acolhimento em micro-empresas ou cooperativas conjuntas para reforçar ainda mais a coesão social e a cooperação intra-comunitária. Os membros da comunidade receberão igualmente formação sobre gestão e

manutenção de projectos comunitários, a fim de melhorar a sustentabilidade das actividades de reabilitação.

A fim de dar resposta às necessidades significativas de protecção e capacitação das mulheres vulneráveis nas áreas específicas, será também prestado um apoio específico aos sobreviventes da violência sexual. No início do projecto, o ACNUR realizará um estudo antropológico sobre as causas e consequências da violência sexual e baseada no género (GBV) nas áreas fronteiriças. O estudo será baseado e coordenado com outros estudos já realizados ao abrigo de Programas do PBF nas províncias-alvo. Será igualmente prestado apoio direccionado aos sobreviventes de violência sexual por parte do ACNUR, bem como às vítimas de tráfico humano por parte da OIM, incluindo o apoio jurídico, psicológico, médico e socio-económico à reintegração. O ACNUR também prestará apoio institucional para reforçar a luta contra a GBV a nível provincial.

b) Fornecer uma **"teoria da mudança" ao nível do projecto** – explique os pressupostos sobre o porquê de esperar que as intervenções do projecto conduzam à alterações nos factores de conflito identificados na análise de conflitos. Quais são os pressupostos em que a teoria se baseia? Note, esta não é uma declaração resumida dos resultados do seu projecto.

Pressupostos

As capacidades dos Governos Congolês e Angolano em lidar eficazmente com os riscos e causas, bem como as respostas aos fluxos migratórios mistos, são impedidas pela limitada aplicação das melhores práticas e abordagens de protecção na gestão das fronteiras, bem como pela falta de sistemas harmonizados de coordenação transfronteiriça.

Metodologias mais eficazes de gestão de fronteiras e quadros de coordenação permitirão aos Governos Congolês e Angolano combater as redes criminosas, de contrabando e de tráfico que operam na região, minimizando assim os estímulos de movimentos irregulares que aumentam as pressões sócio-económicas nas zonas fronteiriças.

A xenofobia e as tensões intra/intercomunitárias nas zonas fronteiriças seriam reduzidas através do reforço das capacidades para a monitorização sistemática das tendências dos movimentos, a identificação dos gatilhos e o alerta precoce de potenciais crises, bem como o reforço dos planos de contingência para responder aos fluxos.

A falta de oportunidades económicas e de serviços básicos em áreas de regresso no Grande Kasai são os principais factores impulsionadores da migração irregular para Angola, bem como para os movimentos dos que regressam ao Kasai (incluindo movimentos pendulares para/de Angola).

O repatriamento voluntário de refugiados congolezes em Angola e deslocados nas zonas fronteiriças é impedido pelo acesso limitado a informações sobre oportunidades económicas e serviços básicos em zonas de regresso no Grande Kasai, bem como pela falta de acesso ao registo civil e à documentação de identidade.

O reforço das oportunidades de subsistência, acesso à terra, serviços básicos e actividades de construção da paz em áreas de regresso na RDC aumentaria as capacidades sustentáveis de (re)integração dos retornados.

Nível de Resultado

se os movimentos transfronteiriços mistos entre a RDC e Angola forem efectivamente geridos graças aos mecanismos de coordenação transfronteiriços eficazes e as capacidades melhoradas de protecção de acordo com normas internacionais, princípios de direitos humanos e uma abordagem sensível à questão do género;

se as autoridades fronteiriças, a sociedade civil e as comunidades fronteiriças forem mais apoiadas na preparação para emergências, nos mecanismos de recepção e nos sistemas de alerta precoce a nível comunitário; as comunidades fronteiriças tiverem maior acesso à informação sobre os seus direitos, processos devidos e canais de migração, bem como sobre potenciais riscos e sistemas de

responsabilização relacionados com os movimentos transfronteiriços;

se o regresso de refugiados e migrantes congolese de Angola à RDC for facilitado e promovido de forma segura, organizada, coordenada, dignificante e previsível, no pleno respeito pelas normas internacionais e protocolos de protecção;

então, os movimentos transfronteiriços irregulares das comunidades fronteiriças da RDC diminuirão; O círculo vicioso dos movimentos transfronteiriços irregulares e os seus efeitos adversos nas comunidades fronteiriças serão atenuados; e o risco de um potencial ressurgimento da instabilidade causado pelo aumento da pressão sobre os terrenos e os recursos nas zonas de retorno na RDC será reduzido; e os governos da RDC e Angola serão mais bem equipados para atender os seus compromissos com as convenções internacionais de migração e refugiados, que fornecem as bases para a paz sustentável, a estabilidade e o desenvolvimento económico na região.

se a coesão social nas comunidades de regresso e reintegração for reforçada através de iniciativas inclusivas e participativas de construção da paz e de uma rápida recuperação económica;

se o acesso a serviços básicos e/ou infra-estruturas comunitárias em áreas prioritárias de regresso e (re)integração for reforçado para todos os membros da comunidade através de processos de planeamento conjunto baseados na comunidade;

se os refugiados, deslocados, retornados e deportados e as comunidades de acolhimento nas áreas transfronteiriças receberem apoio para reforçar a coesão social e as oportunidades sócio-económicas através da providência de treinamento de subsistência e de actividades geradoras de rendimentos;

se as comunidades fronteiriças tiverem melhor acesso aos serviços de saúde mental, apoio psico-social (MHPSS) e protecção reforçados;

se o acesso à terra, abrigo e oportunidades de subsistência for gerido de uma forma mais eficaz, equitativa e sensível ao conflito nas comunidades fronteiriças afectadas pela deslocação;

se os riscos de discriminação com base na apatridia forem reduzidos através de um melhor acesso à documentação e aos registos do estado civil nas zonas transfronteiriças;

então, serão criadas melhores condições para uma rápida recuperação económica, os serviços básicos serão reforçados e os vectores de conflito existentes e emergentes em áreas de regresso e (re)integração serão reduzidos e os factores de conflito locais serão geridos de uma forma não-violenta, criando um ambiente propício à coexistência pacífica e ao regresso voluntário e sustentável.

Nível de Impacto

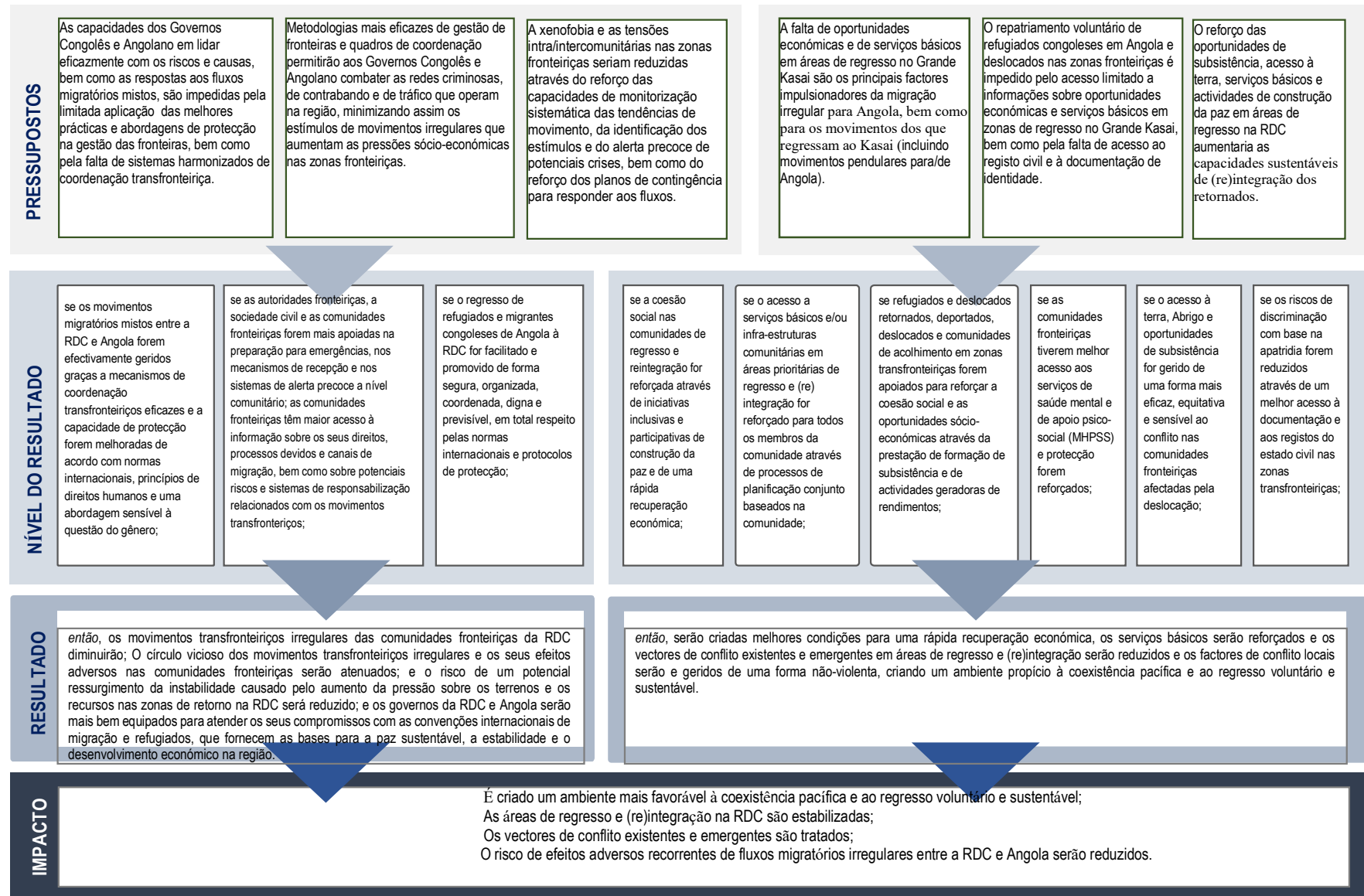
se forem alcançados melhores serviços básicos e oportunidades socio-económicas em áreas de regresso e a (re)integração na RDC tornar-se sustentável através da construção inclusiva da paz; coesão social e iniciativas de recuperação económica;

se a discriminação, a marginalização e o risco de apatridia forem reduzidos e se os retornados e as populações de acolhimento tiverem maior acesso aos meios de subsistência, terra e direitos iguais e, assim reduzir-se o risco de tensões intercomunitárias na RDC;

se mecanismos eficazes de preparação e resposta reduzirem os movimentos transfronteiriços inseguros e irregulares através de uma melhor gestão e coordenação das fronteiras que assegurem a protecção dos migrantes e refugiados, com um enfoque específico na juventude e nas mulheres;

então será criado um ambiente mais favorável à coexistência pacífica e ao regresso voluntário e sustentável; as áreas de regresso e (re)integração na RDC serão estabilizadas; e os vectores de conflito existentes e emergentes serão tratados; e o risco de efeitos adversos recorrentes dos fluxos migratórios irregulares entre a RDC e Angola serão reduzidos.

Diagrama da Teoria de Mudança



c) **Fornecer uma descrição narrativa de componentes-chave do projecto** (resultados e produtos), garantindo a atenção suficiente ao género, idade e outras diferenças fundamentais que devem influenciar a metodologia do projecto. Ao descrever os elementos do projecto, certifique-se de indicar considerações importantes relacionadas com a sequência de

Resultado 1: Diminuição dos movimentos transfronteiriços irregulares

Produto 1.1: Estão melhoradas as capacidades das autoridades de gestão fronteiriça congolenses e angolanas de gerir eficazmente os fluxos de movimentos mistos (OIM – RDC/Angola e ACNUR DRC/Angola).

- Actividade 1.1.1: Realizar missão de avaliação das agências nacionais de gestão de fronteiras para determinar as necessidades de construção/melhoramento e equipamento e dar prioridade aos pontos de passagem de fronteira visados.
- Actividade 1.1.2: Construir/reabilitar/expandir pontos de passagem de fronteira na RDC e Angola.
- Actividade 1.1.3: Equipar pontos de passagem de fronteira na RDC e em Angola.
- Actividade 1.1.4: Organizar actividades de sensibilização sobre a legislação internacional dos direitos humanos, direito internacional dos refugiados, prevenção da violência sexual e baseada no género (SGBV), tráfico de seres humanos com especial ênfase no tráfico de crianças, os perigos da migração irregular, aceitação de migrantes, fluxos transfronteiriços, prevenção da COVID-19 e comunicação humanitária na fronteira. (ACNUR-RDC)
- Actividade 1.1.5: Centro de apoio a migrantes irregulares para o devido processo e rastreio em Lunda-Norte (OIM/ACNUR Angola).

Produto 1.2: Existem mecanismos de coordenação transfronteiriça sensíveis ao género e à protecção que reforçam a segurança fronteiriça na gestão da migração mista (OIM – RDC/Angola)

- Actividade 1.2.1: Desenvolver um manual conjunto sensível ao género sobre fluxos de movimentos mistos e gestão humanitária das fronteiras³⁴ para as autoridades fronteiriças (autoridades policiais, funcionários de migração e guardas de fronteiras).
- Actividade 1.2.2: Realizar treinamentos dos funcionários das fronteiras (incluindo a formação inicial de formadores) sobre detecção de fraudes documentais (técnicas de inspecção de documentos de viagem, rastreio de passageiros, processo de encaminhamento, repulsão, etc.)
- Actividade 1.2.3: Formar funcionários fronteiriços em matérias de gestão humanitária das fronteiras, tráfico de seres humanos, protecção internacional, protecção das crianças, contrabando de migrantes, direito dos refugiados e prevenção da SGBV.
- Actividade 1.2.4: Criar Centros de Cooperação fronteiriça (BCCs) tanto na RDC como em Angola para o intercâmbio de informações e a identificação dos pontos de contacto oficiais.
- Actividade 1.2.5: Implementar um estudo conjunto sobre os fluxos migratórios mistos ao longo da fronteira e apresentar aos homólogos governamentais para a gestão e coordenação eficazes das fronteiras.

Produto 1.3 As comunidades fronteiriças têm capacidades acrescidas para receber novas chegadas e estão preparadas para alertar e responder eficazmente aos fluxos em massa (ACNUR-Angola e da RDC)

- Actividade 1.3.1: Estabelecer mecanismos de acolhimento sensíveis à protecção no tratamento da chegada de requerentes de asilo e refugiados (ACNUR-Angola)
- Actividade 1.3.2. Estabelecer e/ou melhorar os sistemas de alerta precoce para os fluxos de refugiados e repatriados em ambos os lados da fronteira com as comunidades locais (ACNUR-RDC/Angola)
- Actividade 1.3.3. Criar e formar redes locais de voluntariado dentro das comunidades de acolhimento em áreas limítrofes como primeiros socorros para identificar necessidades e vulnerabilidades, ajudar e recorrer aos canais apropriados. (ACNUR- RDC/Angola).

³⁴ A Gestão Humanitária das Fronteiras faz parte do Quadro Operacional de Crise Migratória da OIM (MCOF), que é um quadro holístico desenvolvido em 2012 a fim de responder à dimensão da mobilidade humana nas crises humanitárias. Através das suas actividades de gestão de fronteiras humanitárias (HBM), a Divisão de Imigração e Gestão de Fronteiras (IBM) da OIM presta assistência ao desenvolvimento de capacidades aos Estados-Membros que desejem melhorar o seu grau de preparação e estabelecer mecanismos de resposta adequados para proteger nacionais e estrangeiros que atravessem a fronteira, garantindo ao mesmo tempo que a segurança da fronteira é mantida. Note-se que respostas de crise bem-geridas podem ajudar a evitar o encerramento das fronteiras e ajudar a comunidade internacional a responder eficazmente às necessidades humanitárias. Para mais informações ver: https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/IBM/2020/en/humanitarian-border-management.pdf

- Actividade 1.3.4: Implementar campanhas de sensibilização para reforçar a coexistência pacífica entre refugiados, refugiados e migrantes retornados e comunidades de acolhimento (ACNUR-RDC/Angola)
- Actividade 1.3.5: Estabelecer/melhorar o sistema de alerta precoce para o fluxo de refugiados e migrantes de ambos os lados da fronteira (ACNUR-Angola/DRC).
-

Produto 1.4. -As autoridades locais, forças armadas, polícia nacional e guardas de fronteira estão mais bem preparadas e apoiadas para gerir os fluxos de refugiados ou retornados (ACNUR-Angola).

- Actividade 1.4.1. Estabelecer um plano de contingência transfronteiriço para o fluxo de refugiados de Kasai à Angola
- Actividade 1.4.2. Estabelecer um plano de contingência transfronteiriço para movimentos em massa de refugiados retornados
- Actividade 1.4.3. Estabelecer e desenvolver a capacidade de mecanismos de coordenação transfronteiriça para a preparação e resposta a emergências
- Actividade 1.4.4. Estabelecer e/ou melhorar os sistemas institucionais de alerta precoce para os fluxos de refugiados e repatriados em ambos os lados da fronteira
- Actividade 1.4.5: Estabelecer e/ou reforçar vias de encaminhamento multi-sectoriais para a chegada de refugiados, incluindo as áreas da saúde, nutrição, VBG, protecção infantil, assistência material e jurídica, reunificação familiar, entre outros, em ambos os lados da fronteira.

Resultado 2: Os factores de conflito existentes e emergentes são reduzidos e as condições para o regresso voluntário e a reintegração estão criadas em áreas prioritárias de regresso na RDC

Produto 2.1: Estão estabelecidos mecanismos inclusivos e participativos de construção da paz e de diálogo local que contribuem para a coesão social nas comunidades de regresso e de reintegração. (OIM/ACNUR - RDC)

- Actividade 2.1.1: Implementar actividades inter e intra-comunitárias para reforçar a coesão social (como por exemplo, campanhas de sensibilização do público, eventos desportivos e culturais). (OIM RDC)
- Actividade 2.1.2: Criar mecanismos e fóruns de diálogo para reforçar a comunicação, reconciliação e resolução de conflitos a nível local, com um enfoque específico no empoderamento das mulheres e dos jovens. (OIM/ACNUR-RDC)
- Actividade 2.1.3: Estabelecer e/ou reforçar quatro comités locais de paz intercomunitários inclusivos e participativos, com a participação de jovens e mulheres. (OIM/ACNUR-RDC)
- Actividade 2.1.4: Apoiar o desenvolvimento de quatro planos de acção locais através de comités locais de paz e desenvolvimento, com ênfase nas necessidades de construção da paz e coesão social e nas necessidades dos jovens e das mulheres. (OIM/ACNUR-RDC)

Produto 2.2: O acesso à terra e ao alojamento nas zonas de regresso é melhorado. (OIM/ACNUR-RDC)

- Actividade 2.2.1: Fornecer apoio de advocacia e negociações para melhorar o acesso das populações deslocadas e das pessoas em risco de apatridia
- Actividade 2.2.2 Implementar acções de sensibilização sobre a regularização dos direitos de propriedade e da posse da terra.
- Actividade 2.2.3: Apoiar a construção de abrigos duráveis para melhorar o acesso à habitação das populações deslocadas, regressadas e pessoas em risco de apatridia através de intervenções baseadas em dinheiro.

Produto 2.3: As populações deslocadas, refugiados, deslocados e retornados refugiados são providos de apoio sustentável ao regressar e à reintegração e a capacidade de absorção da comunidade de acolhimento é reforçada. (OIM/ACNUR - RDC/Angola)

- Actividade 2.3.1: Implementar o questionário na província de Kasai (para complementar os dados existentes referente ao Kasai Central a partir de Dezembro de 2020) a fim de recolher dados sobre as necessidades humanitárias-estabilização-desenvolvimento das comunidades fronteiriças e populações deslocadas de acordo com a abordagem da tripla-ligação (OIM-RDC)
- Actividade 2.3.2: Identificar projectos e infra-estruturas comunitárias (modalidade "cash-for-work" /trabalho por dinheiro) através de mecanismos de planeamento baseados na comunidade a fim de

melhorar o acesso aos serviços básicos e reforçar as capacidades de absorção das comunidades de acolhimento (em coordenação com outros intervenientes). (ACNUR/OIM-DRC)

- Actividade 2.3.3: Implementar projectos comunitários/reabilitação de infra-estruturas através da modalidade dinheiro pelo trabalho (incluindo retornados, deslocados e comunidades de acolhimento) de modo a satisfazer as necessidades básicas iniciais, construir infra-estruturas comunitárias e reforçar a coesão social com a participação tanto de mulheres e raparigas adolescentes (50% da força de trabalho), como de pessoas com deficiência. (ACNUR/OIM- DRC)
- Actividade 2.3.4: Implementar actividades de formação profissional para reforçar a reintegração sócio-económica na comunidade. (ACNUR/OIM- DRC)
- Actividade 2.3.5: Providenciar formação profissional e actividade geradora de rendimentos (IGA) de apoio de início das populações vulneráveis que acolhem comunidades em áreas prioritárias de regresso. (ACNUR/OIM- DRC)
- Actividade 2.3.6: Formação de beneficiários/grupos em gestão de projectos comunitários e manutenção de infra-estruturas comunitárias (ACNUR/OIM- DRC)
- Actividade 2.3.7 Formar e apoiar membros vulneráveis da comunidade, com enfoque na juventude e nas mulheres, para a realização de actividades económicas transfronteiriças (ACNUR/OIM- DRC)

Produto 2.4 As comunidades fronteiriças na RDC têm melhor acesso aos serviços de saúde mental e de apoio psico-social (OIM/ACNUR-RDC)

- Actividade 2.4.1: Mapear Prestadores de serviços de e vias de encaminhamento para a saúde mental e apoio psico-social (MHPSS) nas áreas-alvo e províncias da RDC (IOM-DRC)
- Actividade 2.4.2: Providenciar cursos de capacitação aos prestadores de serviços de MHPSS identificados e às estruturas/autoridades governamentais relevantes (IOM DRC)
- Actividade 2.4.3: Apoiar e indicar os casos graves que necessitam de serviços de MHPSS à prestadores de serviços identificados (OIM-DRC)
- Actividade 2.4.4: Treinar pontos focais locais (grupos de mulheres e jovens, comités de paz e desenvolvimento, grupos de paz e desenvolvimento e pessoal de saúde local) a fim de providenciarem serviços de MHPSS básicos (OIM/ACNUR-RDC)
- Actividade 2.4.5: Identificação, apoio jurídico, psicológico e médico às vítimas de tráfico humano. (OIM ACNUR-RDC/Angola)
- Actividade 2.4.6 Melhorar a base de dados de sobreviventes de violência sexual. (ACNUR-DRC)
- Actividade 2.4.7: Realizar um estudo antropológico sobre as causas e consequências da violência sexual baseada no género (SGBV) em áreas-alvo fronteiriças. (UNHCR-RDC)
- Actividade 2.4.8: Promover o mecanismo de coordenação em colaboração com o Ministro do Género sobre o empoderamento das mulheres(ACNUR-RDC)

Produto 2.5: Apoiar o regresso seguro, voluntário e digno dos refugiados e migrantes vulneráveis de Angola à RDC (OIM/ACNUR-Angola e RDC)

- Actividade 2.5.1: Realizar avaliações de regresso voluntário e campanhas de informação em Angola para fundamentar a planificação (ACNUR-Angola)
- Actividade 2.5.2: Registo dos refugiados que expressam o seu desejo de regresso voluntário à RDC (UNHCR-Angola)
- Actividade 2.5.3: Apoio aos movimentos de regresso voluntário de refugiados à RDC (ACNUR-Angola/DRC)
- Actividade 2.5.4: Apoio ao restabelecimento de laços familiares e apoio ao rastreio, identificação e reunificação familiar de refugiados congolezes em Angola com membros da família na RDC; (ACNUR-Angola)
- Actividade 2.5.5: Recolha sistemática de informação para apoiar o ACNUR-RDC na advocacia perante o Governo da RDC de modo a emitir ou reemitir documentos perdidos para # refugiados congolezes em Angola aquando do seu regresso. (ACNUR-Angola)
- Actividade 2.5.6: Recolher e fornecer informações sobre perfis, educação e mapeamento de competências dos # refugiados congolezes em Angola para apoiar projectos de reintegração adaptados, particularmente centrados na educação, formação profissional e actividades de geração de rendimentos. (ACNUR-Angola)
- Actividade 2.5.7: Apoio aos # refugiados em Angola em termos de meios de subsistência para

fomentar a sua resiliência e capacidade de resposta através de um maior acesso a meios económicos e competências para garantir retornos sustentáveis (ACNUR-Angola).

- Actividade 2.5.8: Assegurar # a monitorização da protecção em ambos os lados da fronteira e em áreas de regresso. (ACNUR-Angola)
- Actividade 2.5.9: Prestação de assistência no regresso de migrantes vulneráveis com base na avaliação da vulnerabilidade (OIM-RDC/Angola)

Produto 2.6: O risco de apatridia das populações deslocadas e retornados é reduzido (ACNUR - RDC/Angola)

- Actividade 2.6.1: Criar uma equipa móvel de registo de nascimento num autocarro na RDC nos pontos de fronteira com Angola nas províncias do Kasai Central e Kasai. (ACNUR-RDC)
- Actividade 2.6.2 Apoiar o registo civil/de nascimento de refugiados congolese em Angola (ACNUR-Angola).
- Actividade 2.6.3: Conduzir sessões de advocacia com as autoridades provinciais e OSCs para um melhor acesso à documentação por parte dos retornados, deslocados e deslocados em risco de apatridia (ACNUR-RDC)
- Actividade 2.6.4 Implementar actividades de sensibilização sobre as consequências socio-económicas da apatridia e do conflito entre refugiados, migrantes, deslocados, repatriados e comunidades de acolhimento através de sessões de grupos focais e emissões radiofónicas (ACNUR-RDC)
- Actividade 2.6.5 Prestar apoio jurídico aos retornados, deslocados e deslocados retornados para melhorar o seu acesso à documentação (ACNUR RDC)

Utilize o Anexo C para alistar todos os resultados, produtos e indicadores.

d) **Seleção de projectos** - Providencie uma justificação para zonas geográficas, critérios de selecção de beneficiários, número e tipo esperado de intervenientes/beneficiários (deve ser desagregado por sexo e idade). Indicar se os interessados foram consultados na elaboração da presente proposta. Não repetir todos os resultados e actividades do Quadro de Resultados.

Zonas Geográficas

Existem 10 pontos formais de travessia da fronteira entre Angola e a RDC (incluindo Kamako, Tshitambeji, Kabungu, Kandjaji, Mwamwengo, Tshisenge, Shambwanda na província de Kasai e Kalamba Mbuji, Kalombo, Ndombi na província de Kasai Central). Do lado angolano, seis postos fronteiriços (Marco 21, Nashiri, Tchissanda, Fucauma, Itanda, Tschikolondo) são acessíveis de carro durante parte do ano e estes postos fronteiriços já estão predominantemente construídos, equipados e ligados por infra-estruturas rodoviárias, enquanto no lado congolês existem grandes insuficiências em termos de edifícios e equipamentos disponíveis, bem como uma ausência de uma rede rodoviária suficiente. Uma missão de avaliação inicial será conduzida pelas autoridades de gestão das fronteiras de ambos os países para determinar as necessidades prioritárias. Os principais pontos de passagem fronteiriços que serão objecto com o reforço de capacidades, bem como infra-estruturas limitadas, e apoio de equipamentos serão consequentemente definidos e validados pelo primeiro Comité Director do Projecto durante o primeiro semestre, assegurando ao mesmo tempo o cumprimento do HRDDP, particularmente o procedimento de desalfandegamento estabelecido no SOP MONUSCO-UNCT de 2017.

Para o processo de selecção da comunidade na RDC, foi já realizado um exercício de avaliação da Matriz de Rastreo de Deslocações (DTM) da OIM na província de Kasai Central, em Dezembro de 2020. Como parte deste exercício, as principais zonas afectadas pelos retornados de Angola foram determinadas como sendo as zonas de Tshibala (69.000 retornados), Kalomba (46.000 retornados), Ndekesha (32.000 retornados), Luambo (22.000 retornados) e Mikalayi (21.000 retornados). A avaliação determinou ainda que os retornados constituem uma percentagem particularmente elevada da população de Kalomba (28%), Tshibala (26%), Bilomba (18%) e Ndekesha (18%). Com base nos critérios de estabilização e coesão social incluídos na avaliação, determinou-se também as aldeias prioritárias em Kasai Central onde as relações entre os retornados/populações deslocadas e as comunidades de acolhimento eram pobres, principalmente devido ao conflito sobre os meios de subsistência e os recursos naturais.

Entretanto, o ACNUR realizará um inquérito socio-económico abrangente no Grande Kasai, o exercício de avaliação DTM será replicado na província do Kasai durante o primeiro trimestre do projecto para a fim de gerar dados comparativos. Os dados das duas províncias serão então apresentados no primeiro Comité Directivo, permitindo assim às autoridades provinciais e nacionais seleccionar seis (6) comunidades prioritárias para a implementação das actividades de reintegração e coesão social no âmbito do resultado 2 do projecto, incluindo Mweka, Tshikapa, Dibaya, e Luiza que foram identificadas como áreas de ligação no Grande Kasai. Estas lacunas e preocupações identificadas em matéria de coesão social também contribuirão para uma avaliação de risco relativamente à potencial reintegração ou deslocalização dos beneficiários no início do projecto. Uma abordagem de programação sem danos será integrada em todo o projecto para evitar o agravamento ou perpetuação das tensões existentes através de contínuas consultas comunitárias e uma abordagem de planeamento inclusiva e participativa baseada na comunidade que tenha em consideração a diversidade de vozes nas comunidades afectadas pela deslocação.

Em Angola, o trabalho em planos de contingência e sistemas de alerta precoce envolverá as comunidades e as autoridades ao redor dos principais pontos de travessia fronteiriços e canais de transporte acima referidos nos municípios de Calumbo, Chitato e Lovua. O trabalho com refugiados visará também o Distrito de Lóvua, particularmente mas não só, os que vivem no Assentamento de refugiados, bem como outras áreas urbanas com grande concentração de refugiados da RDC, requerentes de asilo e migrantes vulneráveis. As campanhas de informação, actividades de capacitação também visarão funcionários e populações relevantes ao longo dos principais eixos, com o objectivo de chegar a outros eixos principais, tais como nas províncias de Malange e Lunda-Sul. As actividades relacionadas com o desenvolvimento de competências e de resiliência visarão principalmente os refugiados baseados no acampamento em Lóvua, apesar de algumas actividade-chave também atingirem populações urbanas preocupantes, tais como o apoio ao regresso voluntário, campanhas de informação, inquéritos de intenção e o restabelecimento de laços familiares, embora em menor escala.

Beneficiários na RDC

Autoridades Governamentais (reforço de capacidades): Ministérios do Interior, Direcções-Gerais das Migrações (DGM), *Programme national de l'hygiène aux frontières* (PNHF), polícia de fronteiras, Conselho Nacional para os Refugiados (CNR), governos provinciais.

Serão implementados em **seis (6) comunidades prioritárias** nas principais áreas de regresso nas províncias de Kasai e Kasai Central programas de dinheiro pelo trabalho para reabilitar infra-estruturas. Serão seleccionados com base na presença de retornados de Angola, presença de populações deslocadas, ausência de serviços básicos, e desafios de estabilização / coesão social. No total, **5.000 sobreviventes de VBG** receberão apoio jurídico, psicológico, médico e/ou sócio-económico de reintegração; **1.000 refugiados** serão apoiados com assistência de repatriamento nos próximos dois anos; **850** receberão apoio para a construção de abrigos duradouros; e **800 beneficiários** (retornados, deslocados internos (PDI), refugiados, membros vulneráveis das comunidades de acolhimento - pelo menos 30% dos jovens (80% dos quais têm menos de 18 anos de idade) 50% mulheres) receberão apoio à reintegração sócio-económica através de actividades geradoras de rendimento (IGAs) e dinheiro pelo trabalho.

Estima-se que melhorando as condições de retorno nas províncias de Kasai, e Kasai Central, estarão garantidas melhores condições de vida para mais de 500.000 indivíduos através de dividendos da paz, bem como através da redução dos riscos de apatridia.

Beneficiários em Angola

Beneficiários directos: **600 funcionários** receberão formação durante 2 anos no âmbito do resultado 1 e **7.000** refugiados e retornados (35% de jovens, 50% de mulheres e 25% de homens) durante 2 anos no âmbito do resultado 2. Cerca de 3,00 angolanos das comunidades de acolhimento também beneficiarão de actividades-chave (56% mulheres, 40% jovens).

Beneficiários indirectos: **300.000 indivíduos** que atravessam as fronteiras beneficiarão de uma melhor/protecção sensível de gestão de fronteiras e de protocolos de encaminhamento ao abrigo do Resultado 1 e **5.000 refugiados** durante 3 anos beneficiarão de informação/melhor logística/estruturas ao abrigo do Resultado 2.

III. Gestão e Coordenação do Projecto (4 páginas no máximo)

a) **Organizações beneficiárias e parceiros de implementação** – inclui todas as organizações beneficiárias directas e os seus parceiros de implementação (internacionais e locais), os quais indicarão a Organização Líder, que coordenará o projecto, dará uma breve justificação das escolhas, com base no mandato, experiência, conhecimentos locais e capacidade existente.

Agência	Orçament o total no ano civil anterior	Fontes chave de orçamento (doadores, etc.)	Escritório no interior do país	Nº de efectivos, nas zonas escolhidas	Valorizar todo quadro especializado para o projecto
Organizador: Organização Internacional para Migração (OIM) Parceiros de implementação em Kasai províncias: BEMPRODEC RAPRODHOK(tbc)		CERF, ECHO, OFDA, SIDA, EU Instrumento de paz e estabilidade (IcSP), Departamento de Estado dos EUA.INL, MONUSCO Fundo de Coerência de Estabilização, PBF, Banco mundial	Kinshasa (main office), Goma, Bunia, Bukavu, Kalemie, Lubumbashi, Mbuji Mayi, Tshikapa (sub-offices)	193 funcionários, com 33 internacionais e 160 nacionais	Apoiam o projecto, o pessoal técnico da OIM em: gestão de fronteiras em Kinshasa e Bukavu; reforma da polícia em Kinshasa, Tshikapa, Mbuji Mayi, Lubumbashi, Goma e Bukavu; e um Coordenador do Programa de Estabilização, Transição e Recuperação em Kinshasa
Organização Beneficiária: ACNUR Parceiros de implementação:		EUA, UE, REINO UNIDO, Suécia, Danemark, Bélgica, Suíça, Canadá, França, Alemanha, Noruega	Kinshasa (escritório principal) 432 funcionários na RDC Escritório de Campo de Kananga/Tshikapa	46 funcionários no geral 32 funcionários no total	Oficial SGVB, Oficial de Abrigo, Oficial CBI e Oficial de Protecção
Organização Beneficiária: ACNUR Parceiros: Serviço Jesuíta de Refugiados (JRS), Igreja Norueguesa Filantrópica (NCA), World Vision	3,704,303.00 USD	ACNUR Fundos voluntarios, UNAIDS, Doadores privados Itália Japão	Luanda (Escritório principal) Dundo escritório de campo	22 trabalhadores em Luanda 29 no Dundo	Protecção, Saúde, Educação, Registo, Meios de Vida, Programa, Controlo de Projectos Cadeia de Abastecimento

b) Gestão e coordenação do projecto –Indicar a equipa de implementação do projecto, incluindo posições e papéis e explicação de quais as posições a financiar pelo projecto (a que percentagem). Indicar explicitamente de que forma a equipa de implementação do projecto assegurará conhecimentos suficientes em matéria de género ou de juventude. Explicar os acordos de coordenação e supervisão do projecto e assegurar a ligação com o Secretariado do PBF, caso exista. Preencher a lista de verificação da prontidão da implementação do projecto no **Anexo A.1** e anexar os Termos de Referência do pessoal

A OIM e o ACNUR já dispõem de técnicos peritos e equipas administrativas no país, indicadas nas províncias que apoiarão directamente o lançamento das actividades do projecto, até que uma equipa completa seja nelas criada. As duas principais áreas de intervenção do projecto serão implementadas pelas duas agências de modo a garantir sinergias e coordenação eficaz.

Para o primeiro resultado do projecto destinado a reforçar a segurança e coordenação nas fronteiras, as agências implementarão as suas actividades com base nos respectivos mandatos. A OIM será responsável pela implementação das actividades de capacitação técnica e coordenação das autoridades de gestão de fronteiras. Isto será complementado pelas actividades do ACNUR, que se concentrarão na protecção dos fluxos fronteiriços mistos, o que inclui dar resposta às necessidades das populações deslocadas, incluindo requerentes de asilo, refugiados, pessoas em risco de apatridia, e deslocados internos.

O segundo resultado do projecto, criará um ambiente propício ao regresso voluntário e à coexistência pacífica e será implementada por ambas as agências, com uma divisão de áreas de execução baseada em mandatos e coordenação a nível inter-provincial. O ACNUR irá coordenar os inquéritos e apoio ao regresso voluntário de refugiados em Angola, complementados por avaliações da OIM sobre a dinâmica migratória e os movimentos de regresso na RDC. O apoio à governação local e à reintegração económica será prestado pela OIM em duas comunidades e pelo ACNUR em quatro comunidades (Mweka, Tshikapa, Dibaya, Luiza), sendo as comunidades prioritárias e a divisão geográfica determinada no início do projecto. O ACNUR irá reforçar ainda mais os mecanismos de protecção em todas as áreas-alvo do projecto para assegurar que a sensibilidade ao género e o empoderamento das mulheres sejam integrados nas actividades do projecto e garantir que o risco de apatridia seja reduzido entre as populações afectadas.

Por outro lado, as agências vão garantir uma coordenação eficaz e sinergias com outros projectos implementados nas áreas-alvo, nomeadamente o SSKAT que visa apoiar o movimento de desmobilização espontânea em Kasai e Kasai Central, bem como o projecto de policiamento comunitário e coesão social (PDP) em Kasai. Em Angola, a coordenação incluirá também projectos em curso da OIM centrados no processo de repatriamento voluntário, gestão humanitária de fronteiras, fluxos de movimentos mistos e programas de tráfico de pessoas que também abrangeram a província da Lunda-Norte.

Comité de Gestão

De modo a garantir a apropriação e o acompanhamento regular do projecto a nível nacional na RDC e em Angola, será criado um Comité de Gestão em ambos países no início do projecto. O mesmo será co-presidido pelos Coordenadores Residentes da ONU e por um representante do Ministério do Interior de Angola e do Ministério do Plano na RDC, com base nos respectivos mandatos nacionais. Os Comités de Gestão serão compostos pelas agências de implementação OIM e ACNUR, ministérios e agências relevantes a nível nacional, bem como por altos representantes dos governos provinciais. De modo a garantir uma coordenação eficaz entre as actividades do programa e as de outros parceiros no mesmo domínio, o Comité de Gestão poderá envolver outros parceiros nas suas deliberações, se necessário for.

Os membros deste Comité reunir-se-ão semestralmente em cada país, pese embora tais reuniões possam ser realizadas virtualmente para evitar aglomerações, nelas, discutir-se-ão os progressos alcançados na implementação das actividades, os desafios encontrados e harmonizar os dados em sua posse. Por outro lado, o projecto realizará duas reuniões presenciais entre os comités directivos dos dois países para facilitar os necessários intercâmbios políticos de alto nível sobre cooperação transfronteiriça. Como agência-líder, a OIM-RDC deverá garantir as disposições logísticas e orçamentação da primeira reunião do Comité de Gestão em Kinshasa. Com base em sua maior capacidade logística no país, o Comité de Gestão presencial em Angola será organizado e orçamentado sob a liderança do ACNUR-Angola.

As tarefas do Comité de Gestão incluem:

- Aprovação e monitorização do plano de trabalho, adoptando a estratégia de comunicação;
- Acompanhamento e avaliação do progresso da implementação do projecto;
- Coordenação e harmonização das acções;
- Aprovação de relatórios técnicos e financeiros periódicos apresentados pela equipa de gestão;
- Verificação do progresso das actividades e do contexto em evolução, a fim de propor possíveis ajustamentos.

Comités Técnicos Provinciais

De modo a garantir a coordenação das actividades e a implementação coerente da estratégia de intervenção do projecto, serão organizadas reuniões de coordenação técnicas a nível provincial duas vezes ao ano. Participam das reuniões técnicas o coordenador do projecto e toda a equipa de gestão do projecto (OIM, ACNUR), bem como na RDC os representantes do STAREC/DDRCS e/ou o Direcção Provincial do Ministério do Plano, o Ministério da Justiça, o Ministério do Género, e o Ministério do Interior a nível Provincial, representantes das organizações e instituições beneficiárias (Administrações Provinciais, DGM, PNC, ONG locais, sociedades civis, etc.). Em Angola, será prevista uma representação semelhante, em particular, mas não limitada aos, Serviço de Migração e Estrangeiros (SME) Provincial, Comando Provincial da Polícia Nacional, Comando Provincial da Guarda de Fronteiras, Comando Provincial das Forças Armadas, Direcções Provinciais de Justiça, Saúde, Assuntos Sociais), Administradores locais do Lóvua, Chitato, Distritos e Municípios de Calumbo, líderes tradicionais locais, líderes de refugiados e outros líderes comunitários e representantes das instituições envolvidas, dada a sua relevância. Estas reuniões garantem também uma coordenação eficaz nos outros projectos implementados nas províncias.

Para facilitar os intercâmbios e reforçar ainda mais a cooperação transfronteiriça, sempre que possível, estas reuniões serão realizadas na fronteira, quer combinando-as com visitas de controlo ao longo da fronteira, quer convocando-as virtualmente.

Uma reunião adicional de coordenação técnica entre as duas agências de implementação e os parceiros de implementação será realizada uma vez por mês e convocada pelo Coordenador do projecto.

Nestas reuniões concentrar-se-ão em:

- Monitorização do plano de trabalho;
- Coordenação e harmonização das acções;
- Formulação de recomendações para o Comité de Gestão.

Equipa de Gestão do Projecto

O projecto é gerido por um Coordenador de Projecto Internacional ao nível P3 sediado em Tshikapa, província de Kasai e será recrutado pela OIM-RDC. O mesmo vai assegurar a coordenação técnica das actividades de todos os parceiros de acordo com o plano de trabalho anual adoptado pelo Comité de Gestão. Fará a coordenação com outras agências beneficiárias e parceiros de implementação, assim como com os homólogos governamentais, conforme a necessidade. Para uma coordenação eficaz, serão realizadas reuniões mensais de coordenação para a partilha e facilitação da informação, coordenação de esforços e intervenções e identificação de potenciais atrasos ou obstáculos, apresentação de soluções e correcções necessárias. O coordenador guiará o projecto, com ajuda do doador (PBF), autoridades nacionais, locais, parceiros técnicos e financeiros.

O Escritório Regional da OIM em Pretória dará apoio ao desenvolvimento de um plano e enquadramento de M&E dedicado através de um especialista Regional de Monitorização e Avaliação (M&E). No fim do projecto, o especialista prestará apoio à distância, mas o acompanhamento global do projecto será assegurado pelo Coordenador do Projecto e um Assistente de Monitorização e Avaliação (M&E) baseado em Tshikapa, província de Kasai e dedicado ao projecto a 100%, que cobrirá todas as actividades e áreas de intervenção do projecto. O Assistente de M&E trabalhará em estreita colaboração com os agentes de implementação e monitorização/avaliação do ACNUR.

O Coordenador do Projecto é também assistido por Associados de compras, administrativos e orçamentais baseados em Tshikapa, bem como por um engenheiro que supervisionará a construção e um perito local em governação local

e mobilização comunitária. A OIM também destacará consultores-especialistas para estarem directamente baseados nas comunidades-alvo, a fim de garantirem o acompanhamento diário de actividades específicas do projecto, tais como mobilização da comunidade e financiamento dos trabalhos.

Ao longo da implementação deste projecto, toda a equipa do projecto beneficiará do apoio e experiência do especialista em gestão da migração e do responsável pelo programa de estabilização e recuperação, ambos sediados em Kinshasa.

Sob a supervisão geral e directa do Chefe de Missão da OIM, o Coordenador do Projecto será supervisionado e auxiliado a nível de Kinshasa pelo Coordenador do Programa de Estabilização, Transição e Recuperação (P4), bem como pelas unidades relevantes de apoio ao programa. Incluirá o Departamento Financeiro, a Unidade de Compras, a Unidade de Apoio ao Programa (PSU), bem como o Oficial de Comunicação, que apoiará nas actividades de relatório, M&E, comunicação e visibilidade do projecto em coordenação com as equipas de campo.

O Oficial de Relações Institucionais do ACNUR (P3), com sede em Kinshasa, supervisionará a coordenação do Projecto a nível nacional sob a égide do Representante-Delegado para as Operações do ACNUR-RDC (D1). Nas regiões de Kasai, o Oficial Superior de Protecção do ACNUR (P4) dedicará parte do seu tempo (20%) ao apoio à coordenação do projecto, nomeadamente prestando apoio técnico sob a supervisão do Chefe do Sub-Escritório (P5). O Oficial de Programa do ACNUR em Kanananga (P3) (20%) será também responsável pela M&E do projecto, acompanhamento orçamental e relatórios em colaboração com o Oficial Superior de Protecção (P4).

Em Angola, o projecto terá a coordenação de um Oficial de Repatriação/ Monitorização de Fronteiras a nível P3, que será recrutado especificamente para este fim no primeiro ano do projecto e estará 100% dedicado ao projecto do PBF. Esta posição será a única a ser taxada no projecto do PBF num valor de aproximadamente 75% do seu custo; embora o ACNUR cubra com o seu próprio financiamento de base cerca de 25% ou mais do custo desta posição. Idealmente, no segundo ano do projecto, as actividades do funcionário serão integradas no plano de trabalho de outras unidades do Escritório do ACNUR no Dundo, nos parceiros locais, nas comunidades e nos homólogos do governo de forma a garantir sustentabilidade. O Oficial trabalhará com total apoio das actuais unidades de protecção e arquivo do Escritório de Campo do ACNUR no Dundo (isto é, Oficial de Protecção P3, Assoc. Oficial de Protecção de Base Comunitária P2, Assoc. Oficial de Campo P2, Associado de Protecção G6, Associado de Segurança G6 e motoristas de nível G1-G2), em colaboração com um Oficial de Programa P3, bem como sob a supervisão técnica do Oficial Sénior de Protecção P4, ambos sediados no Escritório de do ACNUR em Luanda. A supervisão geral da gestão do projecto será da responsabilidade do Chefe do Escritório do ACNUR no Dundo.

c) **Gestão de riscos** - Identificar os riscos específicos do projecto e como serão geridos, incluindo a metodologia de actualização dos riscos e a realização de ajustamentos ao projecto. Incluir uma abordagem "Não-Causar danos" e uma estratégia de mitigação de riscos.

Risco específico do projecto	Nível de risco (baixo, médio, alto)	Estratégia de mitigação (incluindo considerações de Não Prejudicar)
PSEA e Fraudes devido à elevada presença de actores humanitários (agências da ONU, ONG) e actores locais	Alto	Todos os actores envolvidos na implementação do projecto receberão treinamentos obrigatórios de PSEA e anti-fraude antes do início do mesmo. Serão efectuadas as devidas diligências a todos os parceiros de implementação de modo a garantir que têm políticas internas para verificar e responder a casos de PSEA/Fraude. Serão ainda criados mecanismos de queixa amigáveis baseadas na comunidade para reforçar a responsabilização perante as populações afectadas
A fraca capacidade dos parceiros de implementação e dos homólogos governamentais atrasam a execução e a qualidade dos projectos	Médio - Ab	As agências irão mapear e, sempre que possível, pré-identificar parceiros de execução qualificados. Isto será obtido através de uma coordenação eficaz com outras agências e actores de implementação de projectos nas áreas-alvo. Tais parceiros serão capacitados a nível técnico e auxiliados na gestão financeira, monitorização e elaboração de relatórios dos projectos. Isso também contribuirá para reforçar a sustentabilidade do projecto com vista a melhor capacitação dos parceiros locais que permanecerão na zona mesmo depois do fim projecto.
Má-conduta de funcionários fronteiriços e/ou autoridades locais e/ou serviços de segurança contrária aos objectivos do projecto, risco de danos à reputação das instituições e agências de implementação.	Médio	O projecto vai colaborar com as autoridades provinciais e nacionais de modo a garantir um extenso trabalho de defesa dos compromissos governamentais para com os direitos humanos; o projecto vai ainda procurar prestar aconselhamento técnico às autoridades fronteiriças durante os processos estratégicos de tomada de decisões políticas, tempos de crise (tais como fluxo migratório em larga escala) para assegurar a consciencialização relativamente às potenciais repercussões e implicações de reputação.
O prazo da construção das infra-estruturas afecta negativamente a duração do projecto.	Médio	A OIM supervisionará de perto os trabalhos de construção desde o lançamento do concurso, até a conclusão das obras para assegurar a entrega atempada das obras sub-contratadas.
Os activos e infra-estruturas doadas são mal-geridos e não são objecto de uma manutenção adequada - o investimento dos doadores é perdido; a credibilidade das agências é prejudicada; a sustentabilidade das realizações é negativamente afectada	Médio	O projecto facultará formação básica e apoio à criação da gestão/monitorização de bens e infra-estruturas. Além disso, a necessidade de manter os bens doados e garantir a sustentabilidade do projecto será enfatizada através dos comités directivos e técnicos a nível nacional e provincial ao longo de todo o projecto.
Os funcionários governamentais formados não são pagos, não aparecem para trabalhar e/ou recusam-se a participar nas actividades do projecto ou podem envolver-se em actos de extorsão em relação às populações-alvo	Médio	Apenas funcionários já inscritos na folha de salários do governo serão seleccionados para participarem das acções de formação; a nível nacional, serão exercidas acções contínuas de lobbying e advocacia de modo a garantir o compromisso do governo para com os objectivos do projecto e o pagamento do pessoal relevante.

comportamental em relação às populações-alvo		
Deterioração da situação de segurança devido a crise política/eleitoral ou a um ressurgimento da violência local, o que afecta o acesso às áreas de implementação e uma deterioração da propriedade/implicação governamental.	Médio	O projecto assegurará um acompanhamento constante da situação política e de segurança, tanto a nível nacional como local. A ligação constante com os mecanismos de alerta precoce baseados na comunidade contribuirá ainda mais para a consciencialização da situação e contexto da equipa de gestão do projecto. Planos de contingência serão desenvolvidos em caso de qualquer deterioração da situação.
O aumento dos preços dos materiais e equipamentos necessários para as infra-estruturas diminui os entregáveis do projecto	Baixo	O projecto vai garantir que todas as normas de compras e logística das agências de implementação sejam cumpridas ao longo de todo o projecto. Apenas os prestadores de serviços com capital financeiro suficiente para implementar as actividades serão seleccionadas.
Desastre natural / seca leva a efeitos adversos sobre as economias locais	Médio	Diversificação das actividades geradoras de rendimentos; ligação e coordenação contínua com as agências parceiras relevantes da ONU (FAO/WFP).
Surto da pandemia de COVID 19 em países / áreas-alvo; líderes encerram fronteiras, dificulta a coordenação e impacta as actividades de formação de projectos devido a restrições em aglomerações de pessoas.	Alto	O projecto irá acompanhar constantemente a situação e desenvolver opções de programação alternativas para assegurar a protecção do pessoal do projecto e dos beneficiários. Para as formações, a OIM/ACNUR solicitará uma autorização especial (se necessário) ao Governo para permitir que a formação seja organizada ao abrigo de um protocolo de medidas rigorosas para evitar riscos de contaminação ou para reformular as formações para grupos-alvo mais pequenos em cada país. Os orçamentos de formação já incluem fundos para assegurar o respeito das medidas sanitárias para os protocolos de prevenção da COVID. O projecto criará directamente o contacto e protocolos com as autoridades sanitárias provinciais para acompanhar as actividades de maior risco.
Falta de comunicação entre as autoridades fronteiriças a nível provincial e nacional. As decisões locais podem ser contestadas pela política a nível nacional; o nível nacional é incapaz de coordenar, controlar e apoiar a implementação do projecto de uma forma eficaz e eficiente	Médio	Envolvimento contínuo das autoridades a nível nacional através de visitas de controlo, participação no Comité de Gestão e seminários.

<p>(Iniciativa Baseada em Dinheiro-CBI); Fraude: Se há negligência ou falta de controlo interno na gestão financeira dos parceiros</p> <p>2. Se houver uma pré-qualificação insuficiente dos parceiros para o fornecimento; o elevado nível de compras em dinheiro; e o contexto acima referido</p> <p>3. Se o ACNUR não praticar um acompanhamento suficiente dos parceiros ao longo dos processos financeiros (devido à falta de capacidade interna de IWT nas equipas multifuncionais, devido à falta de actualização ou implementação dos SOPs ou PDM)</p> <p>2. 4. Se houver falta de critérios para a selecção dos beneficiários</p>	<p>Médio</p>	<p>Fazer uma análise sistemática dos benefícios, custos e riscos associados a esta ordem: implementação de CBI ou não-CBI, avaliações de viabilidade de CBI, implementação directa em relação a parcerias, escolha da modalidade de transferência através da promoção do uso de prestador de serviços financeiros. Ao planear projectos, avaliar sistematicamente se os parceiros têm capacidades adequadas e escaláveis para levar a cabo projectos CBI</p> <p>Formar equipas multifuncionais sobre a monitorização baseada no risco e o acompanhamento dos resultados dos parceiros nas regiões ; bem como as capacidades dos parceiros e equipas multifuncionais do ACNUR na preparação, implementação e acompanhamento de intervenções monetárias.</p> <p>Assegurar que os parceiros forneçam declarações de reconciliação consolidadas da assistência da CBI disponível durante as auditorias.</p> <p>Reforçar as capacidades das equipas multifuncionais, incluindo ferramentas de monitorização remota para assegurar o acompanhamento do desempenho e do impacto dos projectos realizados pelos parceiros e em implmentação directa</p>
---	---------------------	---

d) Monitorização e Avaliação (M&E) – Descreve a abordagem de M&E para o projecto, incluindo a perícia em M&E na equipa e os principais meios e recolha de dados? Inclui: uma repartição orçamental para ambas as actividades de monitorização e avaliação, incluindo a recolha de dados de base e de base de referência, uma avaliação independente e um cronograma aproximado de M&E. Os beneficiários do fundo são obrigados a reservar pelo menos 5-7% do orçamento do projecto, para as actividades M&E, incluindo fundo suficiente para qualidade e

O comité de gestão agirá também como o garante da qualidade e principal segurador do acompanhamento e avaliação do projecto. O orçamento para Monitorização & Avaliação e Comunicação é de 5% do orçamento global do projecto, ou 255,498.88 USD. Este montante permitirá o acompanhamento e avaliação das actividades do projecto, tais como recolha e análise de dados de base, visitas de acompanhamento, avaliação final, inquéritos de percepção e reuniões técnicas.

O projecto coordenará estreitamente com parceiros governamentais de realce (Ministérios do Plano, Ministério do Interior, Ministério do Interior, Ministério da Justiça, Ministério do Género e dos Refugiados da RDC e Angola) a nível provincial e nacional através de actividades conjuntas de monitorização e avaliação. As agências governamentais relevantes trabalharão em colaboração com as agências de implementação para obter resultados e coordenação entre os vários actores intervenientes.

Um orçamento reservado para o acompanhamento e avaliação abrangerá todas as missões de planificação, acompanhamento e avaliação das actividades do projecto, a organização de comités de gestão, bem como a realização de inquéritos de percepção entre beneficiários e as comunidades no âmbito dos resultados do projecto.

Dada a complexidade e natureza transfronteiriça das actividades programadas, no início do projecto, o Escritório Regional da OIM em Pretória apoiará a elaboração de um plano e enquadramento de M&E dedicado através do Perito Regional de M&E. Este será partilhado e validado pelas agências de implementação, bem como pelo Comité de Gestão, antes da sua primeira reunião. O acompanhamento mensal dos indicadores do projecto será assegurado através do ponto focal de M&E da OIM em Kinshasa de modo a garantir que potenciais anomalias sejam identificadas e devidamente tratadas. Por outro lado, o projecto terá um assistente dedicado à monitorização e avaliação da OIM sediado em Tshikapa, província de Kasai, que vai reunir as informações fornecidas pelas agências e pelos seus parceiros de implementação. O mesmo vai trabalhar directamente com o Coordenador do Projecto e os vários peritos das componentes e agências para o alcance dos resultados planeados e assinalar as barreiras operacionais a nível do terreno. Além disso, cada missão e agência (OIM-RDC, ACNUR-RDC, OIM-Angola, ACNUR-Angola) recolherá também os seus próprios dados e partilhá-los-á com os peritos de M&E, de acordo com o plano e quadro de M&E comumente acordados.

O ciclo anual de M&E do projecto incluirá:

- Um exercício preliminar de recolha de dados para definir linhas de base para cada indicador do resultado. Este quadro de resultados actualizado será apresentado ao Comité de Gestão durante a primeira reunião.
- Uma avaliação da qualidade irá anotar semestralmente os progressos dos resultados-chave, com base nos critérios e métodos de qualidade registados no gráfico de gestão da qualidade.
- Um relatório de progresso bi-anual e anual com base na informação apresentada pelo coordenador do projecto ao Comité-Piloto através da garantia de qualidade do projecto.
- Um registo das lições aprendidas será regularmente actualizado para assegurar a aprendizagem e adaptação contínua dentro da organização e para facilitar a preparação do relatório das lições aprendidas no final do projecto.
- Será activado e actualizado um plano de acompanhamento do calendário para as acções/eventos-chave de gestão.

Avaliação final:

- Durante os últimos meses de execução do projecto, será realizada uma avaliação final de todo projecto por um consultor externo e independente, incluindo todos os componentes implementados pela OIM e pelo ACNUR nos dois países. Sob a orientação geral do Comité de Gestão de e em estreita coordenação com o Escritório de Apoio à Construção da Paz (PBSO), o Coordenador do projecto e o Assistente da M&E serão responsáveis pela gestão quotidiana da avaliação. Por forma a garantir a coerência global da avaliação nos diferentes países e missões, será realizada uma única avaliação transfronteiriça e os aspectos contratuais, logísticos e orçamentais da avaliação em ambos os países serão garantidos pela OIM-RDC, em estreita coordenação com todos os intervenientes e actores relevantes.
- O principal objectivo da avaliação final independente será avaliar os resultados (resultados) do projecto em relação aos cinco critérios, a saber: Eficácia, eficiência, relevância, impacto e sustentabilidade.
- Esta avaliação final e os relatórios semestrais e anuais serão utilizados como um instrumento de partilha de conhecimentos e aprendizagem tanto com parceiros nacionais como com doadores e outras agências.

e) **Estratégia de saída do projecto/ sustentabilidade** - Explicar brevemente a estratégia de saída do projecto para garantir que este seja concluído no prazo indicado, quer através de medidas de sustentabilidade, acordos com outros doadores para financiamento de seguimento ou fim de actividades que não necessitem de mais apoio. Se outros doadores apoiarem, explicar o que o projecto fará concreta e proactivamente para tentar gerir este apoio desde o início. Valorizar possíveis parcerias com outros doadores ou IFIs.

Com vista a alcançar a paz e a estabilidade nas comunidades fronteiriças dos dois países, o projecto procura reforçar tanto as estruturas comunitárias como de governo local e contribuir para melhorar a reintegração socio-económica das populações deslocadas e retornadas. Este objectivo será alcançado através da combinação do reforço das infra-estruturas físicas e equipamentos dos serviços governamentais de gestão de fronteiras, bem como das infra-estruturas comunitárias, ao mesmo tempo que se envolve no desenvolvimento de capacidades das autoridades municipais locais, funcionários de gestão de fronteiras e membros da comunidade nas áreas dos direitos humanos e da governação inclusiva e participativa.

No âmbito do primeiro resultado, serão tomadas medidas de coordenação para assegurar uma cooperação transfronteiriça sustentável nos dois países. A participação das autoridades nacionais e provinciais de ambos os países no comité de gestão e nos lançamentos do projecto assegurará ainda mais a base efectiva para a cooperação transfronteiriça, com infra-estruturas e formações ao longo de todo o projecto. A implementação de formações conjuntas entre os funcionários fronteiriços de ambas as fronteiras fortalecerá ainda mais a construção de relações e consciencialização de todos os homólogos transfronteiriços. O aparato de comunicação fornecido permitirá então que estas perdurem mesmo depois do fim do projecto.

No segundo resultado, destacar-se-á o envolvimento dos membros da comunidade, incluindo jovens, mulheres, líderes comunitários e autoridades locais, com vista ao reforço da sua capacidade de responder às necessidades de governação local, desenvolvimento e protecção através de actividades de preparação, resposta, recuperação e desenvolvimento de emergência. No final do projecto, as estruturas comunitárias específicas terão desenvolvido mecanismos comunitários para reforçar a coesão social da comunidade, combater e prevenir quaisquer actos de violência, especialmente SGBV, e aumentar a auto-suficiência. Esta metodologia de reintegração baseada na comunidade, assegurará a estratégia de saída do projecto e a sustentabilidade do impacto após o fim do programa. Além disso, a repatriação voluntária e a integração responsável planeada dos refugiados na RDC, que integra os refugiados nas suas comunidades com oportunidades de subsistência para os tornar auto-suficientes, faz parte do foco para uma saída responsável. O reforço das capacidades dos funcionários governamentais nas áreas do regresso voluntário contribuirá igualmente para a sustentabilidade desta actividade.

Finalmente, a OIM e o ACNUR empenhar-se-ão em esforços para assegurar um financiamento adicional para aumentar as realizações do projecto proposto. O interesse inicial dos doadores em preencher certas lacunas do projecto já foi estabelecido nas (1) áreas de reforço dos intercâmbios económicos transfronteiriços e (2) no fornecimento de equipamento adicional de segurança nas fronteiras de forma a reforçar ainda mais as capacidades de gestão das fronteiras do governo congolês com softwares e equipamento informático de acordo com as normas internacionais. Estão particularmente em curso discussões com o Ministério do Interior belga relativamente ao fornecimento de infra-estruturas e equipamento fronteiriço e com a Agência Sueca de Cooperação Internacional para o Desenvolvimento em relação ao reforço do comércio transfronteiriço, com especial enfoque nas mulheres vulneráveis. Em resposta a um pedido específico do Governo congolês, a OIM já assegurou financiamento complementar para uma cartografia da fronteira congo-angolana, cujas grandes extensões permanecem demarcadas. A angariação de fundos adicionais visará especificamente o Banco Mundial e o Banco Africano de Desenvolvimento para melhorar as infra-estruturas rodoviárias e de pontes na RDC, especialmente a IDA-19 e/ou a IDA-20

II. Orçamento do projecto

Providenciar breve informação adicional sobre os custos dos projectos, destacando quaisquer escolhas específicas que tenham estado na base da preparação do orçamento, especialmente para pessoal, viagens ou outro apoio indirecto ao projecto, para demonstrar a relação custo-benefício para o projecto. O orçamento proposto para todos os projectos deve incluir fundos suficientes para uma avaliação independente. O orçamento proposto para projectos que envolvam beneficiários directos não pertencentes à ONU deve incluir fundos para uma auditoria independente. Preencher o Anexo A.2 sobre a relação custo-benefício do projecto.

Note-se que em quase todos os casos, o Fundo de Construção para a Paz transfere fundos do projecto numa série de parcelas baseadas no desempenho. A abordagem padrão do PBF é transferir fundos do projecto em duas parcelas para os beneficiários da ONU e três parcelas para os não-beneficiários da ONU, libertando a segunda e terceira parcelas após a demonstração de que os indicadores de desempenho foram cumpridos. Todos os projectos incluem os seguintes dois padrões de referência de desempenho: 1) pelo menos 75% dos fundos da primeira parcela foram autorizados, e 2) todas as obrigações de apresentação de relatórios do projecto foram cumpridas. Para além destes padrões de referência e dependendo da classificação do risco ou outros factores específicos do contexto, podem ser indicados padrões de referência adicionais para a liberação da segunda e terceira parcelas.

Por favor especificar abaixo quaisquer factores específicos do contexto que possam ser relevantes para a liberação da segunda e terceira parcelas. Estes podem incluir a realização bem-sucedida de eleições, a aprovação de legislação-chave, a constituição de unidades ou escritórios homólogos-chave, ou outros indicadores de desempenho que sejam necessários antes que a implementação do projecto possa avançar. Na sua resposta, por favor, reflecta como as parcelas baseadas no desempenho afectam as considerações de sequência do projecto.

Preencha dois quadros no **Anexo D** do orçamento Excel.

No primeiro quadro do orçamento Excel no Anexo D, inclua por favor a percentagem para a igualdade de género e o empoderamento das mulheres (GEWE para cada actividade. Apresentar também uma justificação clara para cada atribuição GEWE (por exemplo, o treinamento terá uma sessão sobre igualdade de género, serão feitos esforços específicos para assegurar a igualdade de representação das mulheres, etc.).

Anexo A.1: Lista de verificação da prontidão da implementação do projecto

Questão	Sim	Não	Comentário
Planificação			
1. Foram identificados todos os parceiros de execução? Se não, que passos restam e qual é cronograma proposta	X		
2. Os Termos de Referência (ToRs) para o pessoal-chave do projecto foram finalizados e estão prontos para fazer publicidade? Favor anexar à submissão	X		
3. Foram identificados os locais dos projectos? Se não, qual será o processo e cronograma	X		
4. As comunidades locais e as direcções governamentais foram consultados/sensibilizados sobre a existência do projecto? Por favor, indique quando é que isto foi feito ou quando será feito.	X		
5. Foi feita alguma análise preliminar / identificação das lições aprendidas / actividades existentes? Se não, que análise falta fazer para permitir a implementação e a calendarização proposta?	X		
6. Foram identificados os critérios dos beneficiários? Se não, qual será o processo e cronograma.	X		
7. Foram feitos quaisquer acordos com os homólogos governamentais relevantes relativamente aos locais de implementação do projecto, abordagens, contribuição governamental?			Em curso
8. Foram feitos acordos claros sobre a metodologia de implementação do projecto entre as organizações beneficiárias do projecto?	X		Contínuo
9. Que outras actividades preparatórias devem ser levadas a cabo antes de se poder iniciar a implementação efectiva do projecto e quanto tempo demorará isso?		N/A	Mecanismos de coordenação a nível de país e a nível transfronteiriço. Criação de um Grupo de Trabalho transfronteiriço do PBF
Gênero			
10. Os profissionais especializados em género da ONU contribuíram para a concepção do projecto (por exemplo, tem um conselheiro/especialista/ponto focal) de género ou uma colega das NU Mulheres?	X		
11. As consultas com mulheres e/ou organizações de jovens contribuíram para a concepção do projecto?	X		
12. Os indicadores e objectivos no quadro de resultados estão discriminados por sexo e idade?	X		
13. O anexo orçamental inclui dotações para a GEWE para todas as actividades e justificações claras para as dotações da GEWE?	X		

Anexo A.2: Lista de verificação da relação qualidade/preço do projecto

Questão	Sim	Não	Comentário
1. O projecto tem uma justificação narrativa orçamental, que fornece informação adicional específica do mesmo sobre quaisquer escolhas orçamentais importantes ou mais elevada do que o pessoal habitual ou custos operacionais e de viagem, de modo a explicar como o projecto garante uma boa relação custo-benefício?	X		
2. Os custos unitários (por exemplo, para viagens, consultorias, aquisição de materiais, etc.) são comparáveis aos utilizados em intervenções semelhantes (seja em contextos nacionais semelhantes, dentro de regiões, ou em intervenções passadas no mesmo contexto nacional)? Se não, isto precisa de ser explicado na secção narrativa do orçamento.	X		
3. O orçamento proposto é proporcional aos resultados esperados do projecto e ao âmbito de o projecto (por exemplo, número, dimensão e afastamento das zonas geográficas e número de beneficiários directos e indirectos propostos)? Fornecer quaisquer comentários.	X		
4. A percentagem de pessoal e custos operacionais da Agência das Nações Unidas beneficiária e de quaisquer parceiros de implementação é claramente visível e razoável para o contexto (ou seja, não mais de 20% para pessoal, custos operacionais razoáveis, incluindo despesas de viagem e custos operacionais directos) a menos que sejam bem justificado na secção narrativa?	X		
5. Os custos com o pessoal são proporcionais à quantidade de trabalho necessária para a actividade? E o projecto utiliza pessoal/experiência local em vez de internacional sempre que possível? Qual é a justificação para a utilização de pessoal internacional, se aplicável?	X		
6. O projecto propõe a compra de materiais, equipamento e infra-estruturas para mais de 15% do orçamento? Em caso afirmativo, indique que medidas estão a ser tomadas para garantir uma boa relação custo-benefício no processo de aquisição e a sua manutenção/utilização sustentável para construção da paz após o fim do projecto.		X	
7. O projecto propõe a compra de um veículo(s) para o projecto? Em caso afirmativo, por favor forneça justificação do motivo pelo qual os veículos existentes/ veículos de aluguer não podem ser utilizados.		X	
8. As agências de implementação ou a Missão da ONU trazem qualquer fonte adicional não-PBF de financiamento/apoio em espécie ao projecto? Por favor, explique o que é fornecido. E se não, porque não.	X		

Anexo B.1: Disposições administrativas do projeto para as Organizações Beneficiárias da ONU

(Esta secção usa o texto padrão - por favor, não remova)

O Escritório MPTF do PNUD serve como Agente Administrativo (AA) do PBF e é responsável pelo recebimento das contribuições dos doadores, a transferência de fundos para as Organizações beneficiárias da ONU, a consolidação de relatórios narrativos e financeiros e a submissão dos mesmos ao PBSO e aos doadores do PBF. Como Agente Administrativo do PBF, o Escritório do MPTF transfere fundos para a RUNOS com base no Memorando de Entendimento assinado entre cada RUNO e o Escritório do MPTF.

Funções da AA

Em nome das Organizações Beneficiárias, e de acordo com o "Protocolo sobre o Agente Administrativo de Fundos Fiduciários de Multi-doadores e Programas Conjuntos, e Um Fundo das Nações Unidas" aprovado pelo UNDG (2008), o Escritório do MPTF como AA do PBF irá:

- Desembolsar fundos para cada uma das RUNO, de acordo com as instruções do PBSO. A AA fará normalmente cada desembolso dentro de três (3) a cinco (5) dias úteis após ter recebido instruções do PBSO juntamente com o formulário de Submissão e o documento de Projeto relevante assinado por todos os participantes envolvidos;
- Consolidar as demonstrações financeiras (anuais e finais), com base nas apresentações fornecidas à AA pela RUNOS e fornecer os relatórios anuais de progresso consolidado do PBF aos doadores e ao PBSO;
- Prosseguir com o encerramento operacional e financeiro do projecto no sistema Office do MPTF uma vez concluída pela RUNO. Um projecto será considerado operacionalmente encerrado após a apresentação de um relatório narrativo final conjunto. Para que o Escritório do MPTF feche financeiramente um projeto, cada RUNO deve reembolsar o saldo não gasto de mais de 250 USD, o custo indireto (GMS) não deve exceder 7% e a apresentação de um relatório financeiro final certificado pela sede das organizações beneficiárias);
- Desembolsar fundos a qualquer RUNO para qualquer extensão de custos que o PBSO possa decidir de acordo com as regras e regulamentos do PBF.

Prestação de contas, transparência e relatórios das Organizações Beneficiárias das Nações Unidas

As organizações beneficiárias das Nações Unidas assumirão plena responsabilidade programática e financeira pelos fundos que lhes forem desembolsados pelo Agente Administrativo. Tais fundos serão administrados por cada RUNO de acordo com seus próprios regulamentos, regras, diretrizes e procedimentos.

Cada RUNO deve estabelecer uma conta ledger separada para o recebimento e administração dos fundos desembolsados pelo Agente Administrativo a partir da conta do PBF. Esta conta ledger separada deve ser administrada por cada RUNO de acordo com os seus próprios regulamentos, regras, directivas e procedimentos, incluindo os relativos a juros. A conta ledger separada está sujeita exclusivamente aos procedimentos de auditoria interna e externa estabelecidos nos regulamentos, regras, directivas e procedimentos financeiros aplicáveis à RUNO.

Cada RUNO fornecerá o Agente Administrativo e o PBSO (apenas para relatórios narrativos):

Tipo de relatório	Data de Vencimento	Enviado por
Relatório semestral de progresso do projeto	15 de Junho	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam
Relatório anual de progresso do projecto	15 de Novembro	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam
Fim do relatório do projeto cobrindo toda a duração do projeto	Dentro de três meses após o encerramento do projecto operacional (pode ser apresentado em vez de um relatório anual se o calendário coincide)	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam
Relatório anual estratégico de construção da paz e relatório de progresso PBF (apenas para alocações do PRF), que pode conter um pedido de alocação PBF adicional se o contexto exige isso	1 de Dezembro	Secretariado do PBF em nome do Comité Directivo do PBF, onde existe ou Chefe da Equipa do País da ONU, onde não existe.

Relatórios financeiros e cronograma

Cronograma	Evento
30 de Abril	Relatório anual - Relatório de despesas do 4º trimestre (janeiro a dezembro do ano anterior)
<i>Relatório financeiro final certificado a ser entregue até 30 de Junho do ano civil após o encerramento do projecto</i>	

A UNEX também está aberta para relatórios financeiros voluntários para as organizações beneficiárias da ONU nas seguintes datas:

- 31 de Julho** Despesas voluntárias do segundo trimestre (janeiro a junho)
- 31 de Outubro** Despesas Voluntárias do 3º trimestre (janeiro a setembro)

Saldo não gasto superior a 250 USD, no encerramento do projecto teria de ser reembolsado e enviada uma notificação ao Gabinete do MPTF, o mais tardar seis meses (30 de Junho) do ano seguinte à conclusão das actividades.

Propriedade de Equipamentos, Suprimentos e Outros Imóveis

A propriedade dos equipamentos, suprimentos e outros bens financiados pelo PBF é propriedade da RUNO que realiza as actividades. Os assuntos relativos à transferência de propriedade pela RUNO serão determinados de acordo com as suas próprias políticas e procedimentos aplicáveis.

Divulgação Pública

O PBSO e o Agente Administrativo assegurarão que as operações do PBF sejam divulgadas publicamente no website do PBF (www.un.org/peacebuilding/fund) e no website do Agente Administrativo (www.mptf.undp.org).

Anexo B.2: Disposições administrativas do projecto para organizações não beneficiárias das Nações Unidas

(Esta secção usa o texto padrão - por favor, não remova)

Prestação de contas, transparência e relatórios da Organização das Nações Unidas Não-Receptora:

A Organização das Nações Unidas Não - Receptora assumirá total responsabilidade programática e financeira pelos fundos desembolsados pelo Agente Administrativo. Tais fundos serão administrados por cada beneficiário de acordo com seus próprios regulamentos, regras, diretrizes e procedimentos.

A Organização das Nações Unidas Não- Receptoras terá total responsabilidade por assegurar que a Actividade seja implementada de acordo com o Documento de Projeto assinado;

No caso de uma revisão financeira, auditoria ou avaliação recomendada pelo PBSO, o custo de tal actividade deve ser incluído no orçamento do projecto;

Assegurar uma gestão profissional da Actividade, incluindo actividades de monitorização do desempenho e relatórios, de acordo com as directrizes PBSO.

Assegurar o cumprimento do Acordo de Financiamento e das cláusulas relevantes aplicáveis do Memorando de Entendimento do Fundo.

Relatórios:

Cada Recibo fornecerá ao Agente Administrativo e ao PBSO (apenas para relatórios narrativos):

Tipo de relatório	Data de Vencimento	Enviado por
Bi-annual relatório de progresso do projecto	15 de Junho	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam
Relatório anual de progresso do projecto	15 de Novembro	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam

Fim do relatório do projeto cobrindo toda a duração do projeto	Dentro de três meses após o encerramento do projecto operacional (pode ser apresentado em vez de um	Agência de Convocação em nome de todas as organizações de implementação e em consulta/ garantia de qualidade pelos Secretariados do PBF, onde existam
--	---	---

	relatório anual se o calendário coincidir)	
Relatório anual sobre a Construção estratégica anual da paz e o progresso do PBF (apenas para alocações do PBF), que pode conter um pedido de PBF adicional atribuição se o contexto	1 de Dezembro	Secretariado do PBF em nome do Comité Directivo do PBF, onde existe ou Chefe da Equipa do País da ONU, onde não existe.

Relatórios Financeiros e Cronograma

Cronograma	Evento
28 de Fevereiro	Relatório anual - Relatório de despesas do 4º trimestre (janeiro a dezembro do ano anterior)
30 de Abril	Relatório de despesas do primeiro trimestre (janeiro a março)
31 de Julho	Relatório de despesas do segundo trimestre (janeiro a junho)
31 de Outubro	Relatório de despesas do 3º trimestre (janeiro a setembro)
Relatório financeiro final certificado, a ser entregue no trimestre seguinte ao encerramento financeiro do projecto	

O saldo não gasto superior a 250 USD no encerramento do projecto teria de ser reembolsado e uma notificação enviada ao Agente Administrativo, o mais tardar três meses (31 de Março) do ano seguinte à conclusão das actividades.

Propriedade de Equipamentos, Suprimentos e Outros Imóveis

As questões relacionadas com a transferência de propriedade pela organização beneficiária não beneficiária da ONU serão determinadas de acordo com as políticas e procedimentos aplicáveis definidos pelo PBSO.

Divulgação Pública

O PBSO e o Agente Administrativo assegurarão que as operações do PBF sejam divulgadas publicamente no website do PBF (www.un.org/peacebuilding/fund) e no website do Agente Administrativo (www.mptf.undp.org).

Auditoria Final de Projectos para Projectos de Organizações não Beneficiárias da ONU

Uma auditoria independente do projeto será solicitada até o final do projeto. O relatório de auditoria deverá ser anexado ao relatório final do projeto narrativo. O custo de tal atividade deve ser incluído no orçamento do projeto.

Disposições Especiais relativas ao Financiamento do Terrorismo

De acordo com as resoluções do Conselho de Segurança da ONU relacionadas com o terrorismo, incluindo as Resoluções 1373 (2001) e 1267 (1999) e resoluções relacionadas, os Participantes estão firmemente empenhados na luta internacional contra o terrorismo e, em particular, contra o financiamento do terrorismo. Da mesma forma, todas as Organizações Destinatárias reconhecem a sua obrigação de cumprir com quaisquer sanções aplicáveis impostas pelo Conselho de Segurança da ONU. Cada uma das Organizações Beneficiárias envidará todos os esforços razoáveis para assegurar que os fundos transferidos para ela em conformidade com o presente acordo não são utilizados para prestar apoio ou assistência a indivíduos ou entidades associadas ao terrorismo, conforme designado por qualquer regime de sanções do Conselho de Segurança da ONU. Se, durante a vigência deste acordo, uma Organização Beneficiária determinar que existem alegações credíveis de que os fundos transferidos para ela em conformidade com este acordo foram utilizados para prestar apoio ou assistência a indivíduos ou entidades associados ao terrorismo, tal como designado por qualquer regime de sanções do Conselho de Segurança das Nações Unidas, informará o chefe do PBSO, o Agente Administrativo e o(s) do(s) doador(es) assim que tiver conhecimento disso e, em consulta com os doadores, conforme o caso, determinará uma resposta adequada.

Elegibilidade para organizações que não são beneficiárias da ONU (NUNO):

Para serem declaradas elegíveis para receber fundos do PBF diretamente, as NUNOs devem ser avaliadas como técnica, financeira e legalmente sólidas pelo PBF e seu agente, o MultiPartnerTrustFundOffice(MPTFO). Antes de submeter um documento de projecto finalizado, é da responsabilidade de cada NUNO estabelecer ligação com o PBSO e MPTFO e fornecer todos os documentos necessários (ver abaixo) para demonstrar que todos os critérios foram cumpridos e para serem declarados como elegíveis para receber fundos PBF directos.

A NUNO deve fornecer (de forma atempada, assegurando que o PBSO e o MPTFO tenham tempo suficiente para rever o pacote) a documentação que demonstre que a NUNO:

- Recebeu anteriormente financiamento da ONU, do PBF ou de qualquer um dos contribuintes do PBF, no país de implementação do projecto.
- Tem um registo válido actual como organização sem fins lucrativos e isenta de impostos, com uma missão de base social, tanto no país onde a sede está localizada como no país de implementação do projecto, durante o período de duração da subvenção proposta. (NOTA: Se o registo é feito anualmente no país, a organização deve ter o registo actual e obter renovações para a duração do projecto, a fim de receber parcelas de financiamento subsequentes).
- Produz um relatório anual que inclui o país proposto para o subsídio.
- Demonstrações financeiras das comissões auditadas, disponíveis nos últimos dois anos, incluindo a carta de opinião do auditor. Os demonstrativos financeiros devem incluir a organização legal que assinará o acordo (e supervisionará o país de implementação, se aplicável), bem como as atividades do país de implementação. (NOTA: Se estes não estiverem disponíveis para o país de implementação do projeto proposto, a OSC também precisará fornecer os dois últimos relatórios de auditoria para um programa ou auditoria baseada em projeto no país). A carta do auditor também deve indicar se a firma de auditoria faz parte das firmas de auditoria qualificadas nacionalmente.
- Demonstra um orçamento anual no país de implementação do projecto proposto para os dois anos civis anteriores, que é pelo menos o dobro do orçamento anual solicitado ao PBF para o projecto.³⁵
- Demonstra pelo menos 3 anos de experiência no país onde a subvenção é solicitada.
- Fornece uma explicação clara da estrutura legal da OSC, incluindo a entidade específica que celebrará o acordo legal com o MPTF-O para a subvenção do PBF.

³⁵ O orçamento anual do projecto PBF é obtido dividindo o orçamento do projecto PBF pelo número de meses de duração do projecto e multiplicando por 12.

Anexo C: Quadro de Resultados do Projecto (DEVE incluir objectivos discriminados por sexo e idade)

Resultados	Produtos	Indicadores	Meios de Verificação/ frequência da recolha	Indicador de etapas
<p>Resultado 1: Diminuição dos movimentos transfronteiriços irregulares</p> <p>Este resultado contribui para os seguintes ODS:</p> <p>ODS 5: Alcançar a igualdade de género e capacitar todas as mulheres e raparigas.</p> <p>ODS 9: Indústria, inovação e infraestruturas.</p> <p>ODS 10: Reduzir a desigualdade dentro e entre países.</p> <p>ODS 11: Tornar as cidades e assentamentos humanos inclusivos, seguros, resilientes e sustentáveis.</p> <p>ODS 16: Promover sociedades pacíficas e inclusivas para o desenvolvimento sustentável, proporcionar acesso à justiça para todos e construir instituições eficazes, responsáveis e inclusivas a todos os níveis.</p> <p>E em particular:</p> <p>ODS 10.3 : Garantir a igualdade de oportunidades e reduzir as desigualdades de resultados, nomeadamente eliminando leis, políticas e práticas discriminatórias e promover legislação, políticas e acções adequadas a este respeito</p> <p>ODS 16.9 : Até 2030, fornecer identidade legal para todos, incluindo o registo de nascimento.</p>		<p>Indicador do Resultado 1a (%) Percentagem da diminuição dos retornos não-regulamentados de Angola para à RDC</p> <p>Base de referência: A ser determinado (tbd) Alvo: 10% de diminuição</p>	<p>Direcção Geral de Migração (DGM); dados e relatórios</p>	<p>10% de diminuição no final do projecto</p>
		<p>Indicador do Resultado 1b % aumento dos funcionários fronteiriços afirmando que estão "bem" ou "muito bem" preparados para lidar com os fluxos migratórios ao longo da fronteira RDC/Angola</p> <p>Base de referência: A ser determinado (tbd) Alvo: 20% de aumento</p>	<p>Estudos de base, intermédio e final</p>	<p>10% de aumento por via do estudo intermédio (após o primeiro ano de implementação do projecto)</p>
		<p>Indicador do Resultado 1c % de aumento de membros da comunidade fronteiriça que "concordam" ou "concordam fortemente" que a situação dos migrantes que regressam melhorou nos últimos seis meses</p> <p>Base de referência: A ser determinado (tbd) Alvo: 20% de aumento</p>	<p>Estudos de base, intermédio e final</p>	<p>10% de aumento por via do estudo intermédio (após o primeiro ano de implementação do projecto)</p>
		<p>Indicador do Resultado 1d Nº de reuniões trimestrais de coordenação transfronteiriça realizadas entre autoridades fronteiriças</p> <p>Base de referência: 0 Alvo: 65</p>	<p>Relatórios de reuniões, folhas de presença</p>	<p>1 no final do primeiro ano</p>
		<p>Produto 1.1 Estão melhoradas as capacidades das autoridades de gestão fronteiriça congolezas e angolanas de gerir eficazmente os fluxos de movimentos mistos (OIM – RDC/Angola e ACNUR DRC/Angola).</p> <p>RDC Base de referência: tbd por um estudo de referência (primeiros 3 meses) Alvo: tbd</p> <p>Angola Base de referência: 3 Alvo:6</p>	<p>Relatórios de Conclusão, feitos de doação</p>	

		<p>Indicador do Produto 1b</p> <p>% Percentagem de funcionários fronteiriços que concordam ou concordam fortemente que estão melhor equipados para desempenhar as suas funções desde os últimos 6 meses</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo: 70%</p>	<p>Pré e pós-avaliações de acções de capacitação;</p> <p>Estudos de base, intermédio e final</p>	
	<p>Produto 1.2</p> <p>Existem mecanismos de coordenação transfronteiriça sensíveis ao género e à protecção que reforçam a segurança fronteiriça na gestão da migração mista (OIM – RDC/Angola)</p>	<p>Indicador do Produto 1.2.a</p> <p>Nº de manuais conjuntos sobre fluxos migratórios mistos e gestão de fronteiras humanitárias para funcionários responsáveis pela aplicação da lei, agentes de migração e guardas de fronteira</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo: 2</p>	<p>Número de manuais elaborados.</p>	<p>Número de funcionários governamentais que recebem manuais, e locais onde os manuais são distribuídos.</p>
		<p>Indicador do Produto 1.2.b</p> <p>Criação de # Centros de Cooperação Fronteiriça (BCCs) tanto na RDC como em Angola para troca de informações e identificação de pontos de contacto oficiais</p> <p>RDC</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo: 6</p> <p>Angola</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo: 3</p>	<p>Existência de SOPs</p> <p>Actualizações regulares dos BCCs</p>	
		<p>Indicador do Produto 1.2.c</p> <p>Efectuar estudo conjunto sobre fluxos migratórios ao longo da fronteira.</p> <p>Base de referêncnia :0</p> <p>Alvo: 1</p>	<p>Produção de Relatório sobre o estudo.</p>	<p>Estudo conjunto realizado no período de 3 meses após o início do projecto</p>
	<p>Produto 1.3</p> <p>As comunidades fronteiriças têm capacidades acrescidas para receber novas chegadas e estão preparadas para alertar e responder eficazmente aos fluxos em massa (ACNUR-Angola e da RDC)</p>	<p>Indicador do Produto 1.3.a</p> <p>Até que ponto as vias de encaminhamento são conhecidas e implementadas para recepção e assistência às pessoas que necessitam de protecção internacional (ACNUR-Angola)</p> <p>Base de referência:5</p> <p>%</p>	<p>Relatórios trimestrais de monitorização do ACNUR e Parceiros</p>	<p>Número de referências recebidas e número de membros da comunidade e das autoridades treinados em matéria de acolhimento/encaminhamento de recém-chegados através do mecanismo de encaminhamento estabelecido.</p>

		Alvo:100%		
		Indicador do Produto 1.3.b	Relatórios trimestrais de monitorização	
		Nº de Sistemas de alerta precoce em vigor para fluxos de refugiados aplicados pelas autoridades e comunidades fronteiriças locais (ACNUR-Angola) Base de referência :0 Alvo:12		Número de operações de procedimentos permanentes acordados com apoio logístico fornecido em cada um dos seis pontos fronteiriços.
		Indicador do Produto 1.3.c Nº de Centros de processamento e rastreio para Migrantes Irregulares na Lunda-Norte Base de referência :0 Alvo:1	Relatórios trimestrais de monitorização	Número de equipamento e apoio logístico fornecido.
		Indicador do Produto 1.2.d. Nº de reuniões transfronteiriças sobre gestão de fronteiras e mecanismos de recepção. Base de referência: 0 Alvo 8	Actas das reuniões trimestrais.	8 reuniões realizadas até ao final do projecto.
		Indicador do Produto 1.3.e Nº de mecanismos de acolhimento sensíveis à protecção estabelecidos para tratar da chegada de requerentes de asilo e refugiados (ACNUR-Angola) Base de referência 0 Alvo: 6	Relatórios trimestrais de monitorização	
		Indicador do Produto 1.3.f Nº de sistemas de alerta precoce para os fluxos de refugiados e refugiados retornados de ambos os lados da fronteira com as instituições locais, bem como as comunidades locais operacionais (ACNUR-RDC/Angola) Base de referência 0 Alvo 5 Angola: 6	Relatórios trimestrais de monitorização	
		Indicador do Produto 1.3.g Nº de redes locais de voluntariado dentro das comunidades de acolhimento nas áreas fronteiriças estabelecidas e/ou formadas (ACNUR-RDC/Angola)	Relatórios trimestrais de monitorização	

		Base de referência 0 Alvo 5 Angola: 6		
--	--	---	--	--

		<p>Indicador do resultado 1.3.h Nº de campanhas de sensibilização realizadas (ACNUR-RDC/Angola)</p> <p>Base de referência 0 Alvo 10 Angola: alvo 5 (ACNUR)</p>	Relatórios trimestrais de monitorização	
		<p>Indicador do resultado 11.3.i Nº de vias de encaminhamento multi-sectoriais estabelecidas e/ou reforçadas para a chegada de refugiados, incluindo saúde, nutrição, VBG, protecção infantil, assistência material e jurídica, reunificação familiar, etc.</p> <p>Base de referência 0 Alvo 10</p>	Relatórios trimestrais de monitorização	
	<p>Produto 1.4. – Autoridades locais, forças armadas, polícia nacional e guardas de fronteira estão melhor preparadas e apoiadas para gerir os fluxos de refugiados ou retornados (Angola/DRC))</p>	<p>Indicador do resultado 11.4.a Nº de autoridades locais, forças armadas, polícia nacional e guardas de fronteira, comunidades locais e sociedade civil capacitadas em planos de contingência e preparação de emergência para fluxos de refugiados</p> <p>Base de referências Alvo: 300</p>		
<p>Resultado 2: Os factores de conflito existentes e emergentes são reduzidos e as condições para o regresso voluntário e a reintegração estão criadas em áreas prioritárias de regresso na RDC</p>		<p>Indicador 2a %Percentagem da população nas zonas fronteiriças da RDC que concordam ou concordam fortemente que o diálogo local e os mecanismos de resolução de conflitos têm melhorado as relações intercomunitárias (discriminadas por idade e sexo).</p> <p>Base de referência : A ser decidido (pelo estudo da base de referência ao longo dos primeiros 3 meses) Alvo : A ser decidido (pelo primeiro relatório intercalar assente na base de referência)</p>	Inquérito de percepção anual	Base de referência, intermédio, final

<p>Este resultado contribui para os ODSs:</p> <p>5.1 : Existência ou não de quadro legal em vigor para promover, reforçar e monitorar a igualdade e a não-discriminação com base no sexo;</p> <p>5.2 : Eliminar todas as formas de violência contra todas as mulheres e raparigas nas esferas públicas e privadas, incluindo o tráfico e a exploração sexual e outros tipos de exploração;</p> <p>5.3 : Eliminar todas as práticas nocivas, tais como o casamento infantil, o casamento precoce e forçado e a mutilação genital feminina;</p> <p>5.6 : Assegurar o acesso universal à saúde sexual e reprodutiva e aos direitos reprodutivos, tal como acordado em conformidade com o Programa de Acção da Conferência Internacional sobre População e Desenvolvimento e a Plataforma de Acção de Pequim e os documentos resultantes das suas conferências de revisão;</p> <p>9.1 : Desenvolver infra-estruturas de qualidade, fiáveis, sustentáveis e resilientes, incluindo infra-estruturas regionais e transfronteiriças, para apoiar o desenvolvimento económico e o bem-estar humano, com enfoque no acesso universal e equitativo para todos ;</p> <p>10.2 : Até 2030, dar poder e promover a inclusão social, económica e política de todos, independentemente da idade, sexo, deficiência, raça, etnia, origem, religião ou estatuto económico ou outro;</p> <p>16.1 : Reduzir significativamente todas as formas de violência e as taxas de mortalidade relacionadas em toda a parte.</p>	<p>Indicador 2b</p> <p>% da população nas zonas fronteiriças da RDC que têm relações "boas" ou "muito boas" com membros da comunidade de outros grupos comunitários/étnicos (desagregados por idade e sexo)</p> <p>Base de referência: tbd (por estudo de base durante os primeiros 3 meses)</p> <p>Alvo : tbd (por primeiro relatório intercalar baseado na linha de base)</p>	<p>Inquérito de percepção anual</p>	<p>Base de referência, intermédio, final</p>
	<p>Indicador 2c</p> <p>% da população nas zonas fronteiriças da RDC que concordam ou concordam fortemente que a sua condição de vida global melhorou no último ano (discriminada por idade e sexo)</p> <p>Base de referência: tbd (por estudo de base durante os primeiros 3 meses)</p> <p>Alvo : tbd (por primeiro relatório intercalar baseado na linha de base)</p>	<p>Inquérito de percepção anual</p>	<p>Base de referência, intermédio, final</p>
	<p>Indicador 2d</p> <p>% de diminuição de beneficiários que recorreram a mecanismos de reacção negativas nos últimos 6 meses (discriminados por idade e sexo)</p> <p>Base de referência: tbd (por estudo de base durante os primeiros 3 meses)</p> <p>Alvo : tbd (por primeiro relatório intercalar baseado na linha de base)</p>	<p>Inquérito de percepção anual, visitas de monitorização</p>	<p>Base de referência, intermédio, final</p>
	<p>Indicador de resultados 2e</p> <p>Nº de comités de grupos de mulheres estabelecidos e/ou habilitados entre as comunidades visadas.</p> <p>Base de referência:</p> <p>0 Alvo:5</p>	<p>Relatórios de actividades</p>	<p>n/a</p>
	<p>Indicador de resultados 2f</p> <p>Nº de regressos voluntários assistidos para refugiados e migrantes vulneráveis</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo: 1000</p>	<p>Lista de beneficiários, Relatórios de actividades</p>	<p>Base de referência, intermédio, final</p>
	<p>Resultado 2.1</p>	<p>Indicador do resultado 2.1a</p>	<p>Relatórios de actividades</p>

	Mecanismos inclusivos e participativos de construção da paz e de diálogo local contribuem para a coesão social nas comunidades de regresso e de reintegração. (IOM/UNHCR - DRC)	Nº de actividades inter e intra-comunitárias para reforçar a coesão social implementadas Base de referência: 0 Alvo: 6		
		Indicador do resultado 2.1b % percentagem da população nas zonas fronteiriças da RDC que conhece os comités de paz locais e o seu mandato Base de referência: A ser determinado por estudo de Base de referência. Alvo: 50%	Inquérito de percepção anual, visitas de monitorização	
		Indicador do resultado 2.1d %Percentagem de mulheres e jovens que participam em eventos de diálogo comunitário e coesão social Base de referência : n/a Alvo: 40%	Lista de Participantes semestral	
		Indicador do resultado 2.1e Nº de planos de acção locais de paz e segurança desenvolvidos Base de referência: 0 Alvo : 6	Relatórios de actividades, relatórios de monitorização, listas de participantes, relatórios de treinamento semestral	
	Resultado 2.2: Melhorado o acesso à terra e ao abrigo em zonas de regresso. (IOM/UNHCR-DRC)	Indicador do resultado 2.2.a Nº de missões de advocacia e/ou reuniões realizadas para melhorar o acesso à terra Base de referência: 0 Alvo : 10	Relatórios de actividades, relatórios de monitorização, listas de participantes	
		Indicador do resultado 2.2.b Nº de campanhas de sensibilização realizadas sobre a regularização dos direitos de propriedade e da posse da terra Base de referência: 0 Alvo : 6	Relatórios de actividade, relatórios de monitorização	

		<p>Indicador do resultado 2.2.c</p> <p>Nº de abrigo duradouro construído, incluindo a utilização de transferências de dinheiro</p> <p>Base de referência: 0 Alvo : 850</p>	<p>Lista de agregados familiares que receberam abrigo. Relatórios de construção de abrigos. Relatórios de pagamento da CBI.</p>	
--	--	--	---	--

	<p>Resultado 2.3</p> <p>As populações deslocadas, refugiados, deslocados e retornados refugiados são providos de apoio sustentável ao regressar e reintegração e, a capacidade de absorção da comunidade de acolhimento é reforçada. (OIM/ACNUR - RDC/Angola).</p>	<p>Indicador do resultado 2.3.a: Nº de infra-estruturas comunitárias reabilitadas / construídas</p> <p>Base de referência : 0 Alvo: 6</p>	<p>Relatórios de construção, registos de doação, listas de beneficiários participantes/CfW</p>	
		<p>Indicador do resultado 2.3.b: Nº de beneficiários que recebem formação profissional e apoio ao arranque de actividades geradoras de rendimentos (descriminados por idade e sexo)</p> <p>Base de referência :400 Alvo: 600.</p>	<p>Relatórios de actividades, relatórios de monitorização, listas de participantes, relatórios de formação Semestral</p>	
		<p>Indicador do resultado 2.3c: Nº de sobreviventes de violência sexual que beneficiam de formação profissional, incluindo novas tecnologias (ACNUR-RDC)</p> <p>Base de referência :0 Alvo: 500</p>	<p>Relatórios de monitorização do ACNUR e dos parceiros.</p>	
		<p>Indicador do resultado 2.3d: Nº de mulheres capacitadas no módulo EASE para realizar actividades comerciais e económicas transfronteiriças (ACNUR-RDC)</p> <p>Base de referência 0 Alvo: 500</p>		
		<p>Indicador do resultado 2.3.e Nº de migrantes vulneráveis em centros de detenção que recebem assistência ao regresso</p> <p>Base de referência 0 Alvo: 80</p>	<p>Relatórios de monitorização</p>	
	<p>Resultado 2.4</p> <p>As comunidades fronteiriças na RDC têm melhor acesso aos serviços de saúde mental e de apoio psicossocial (OIM/ACNUR-</p>	<p>Indicador do resultado 2.4a: Nº de bases de dados fiáveis de sobreviventes de violência sexual (UNHCR-RDC).</p> <p>Base de referência : 0 Alvo: 1</p>	<p>Relatórios dos juizes. Lista de SGVB assistidos. Lista de mulheres em risco assistidas. Lista de meninas matriculadas na escola.</p>	

	RDC)	<p>Indicador do resultado 2.4.b: Nº de prestadores de serviços de referência MHPSS mapeados e treinados nas províncias de Kasai e Kasai Central</p> <p>Base de referência : 0 Alvo: 4</p>		
		<p>Indicador do Produto 2.4.b: Nº de casos MHPSS que necessitam de apoio/aconselhamento sério indicados à prestadores de serviços treinados</p>		
		<p>Base de referência: 0 Alvo: 80</p>		
		<p>Indicador do Produto 2.4.c: Nº número de estudos antropológicos realizados sobre as causas e consequências da violência sexual e baseada no género (SGBV) em zonas-fronteiriças. (UNHCR-RDC) Base de referência: 0 Alvo: 1</p>	Relatórios de estudo do ACNUR.	
		<p>Indicador do Produto 2.4.f: Número de pontos focais locais em contextos transfronteiriços e áreas de regresso formados em MHPSS (OIM/UNHCR-RDC) Base de referência: 0 Target:400</p>	Relatórios de monitorização do ACNUR e dos parceiros.	
		<p>Indicador do Produto 2.4.g: Número de mulheres e raparigas (deslocados internos, retornados e a comunidade de acolhimento) empoderadas. (ACNUR-RDC) Base de referência:40 0 Target:1000</p>	Relatórios de monitorização do ACNUR e dos parceiros.	
		<p>Indicador do Produto 2.4.h: Nº de sobreviventes da GBV que recebem apoio legal, psico-social e médico (incluindo o VIH). (ACNUR-RDC) Base de referencia: 0 Target: 500</p>	Relatórios de monitorização do ACNUR e dos parceiros.	

		<p>Indicador do Produto 2.4.i: Identificação, apoio jurídico, psicológico e médico do nº vítimas de tráfico de seres humanos. (OIM/RDC/Angola)</p> <p>Base de referência: 0</p> <p>Alvo:500</p>	Relatórios de monitorização do ACNUR e dos parceiros.	
	<p>Produto 2.5: Os refugiados e migrantes vulneráveis recebem apoio para o seu regresso seguro, voluntário e digno de Angola para a RDC (OIM/ACNUR-Angola e RDC)</p>	<p>Indicador do Produto 2.5a: Nº de avaliações de regresso voluntário e campanhas de informação realizadas em Angola (UNHCR-Angola)</p> <p>Base de referência: 1</p> <p>Alvo: 4 (2 Avaliações, 2 campanhas)</p>		

	<p>Indicador do Produto 2.5b: Nº de refugiados da RDC apoiados para regressar quando as condições são confirmadas como propícias ao regresso. (ACNUR-Angola)</p> <p>Base de referência: 0 Alvo: 1000 (500/ano)</p>	<p>Relatórios COO. Relatórios de avaliação sobre áreas de retorno.</p>	<p>Número de CdPs que regressam e estão integrados na comunidade.</p>
	<p>Indicador do Produto 2.5.c: Nº de refugiados que dispõem de transporte seguro (ACNUR-Angola)</p> <p>Base de referência: 0 Target: 1000</p>		
	<p>Indicador do Produto 2.5.d: Nº de beneficiários apoiados pelos mecanismos de rastreio, identificação e reunificação familiar (ACNUR-Angola)</p> <p>Base de referência: 0 Target: 300</p>		
	<p>Indicador do Produto 2.5.e: Nº de refugiados congolezes em Angola que beneficiam de apoio para acederem à documentação no regresso à RDC (UNHCR-Angola)</p> <p>Base de referência: 0 Target: 1000</p>		
	<p>Indicador do Produto 2.5.f: Nº de refugiados em Angola apoiados com meios de subsistência para estimular a sua resiliência e capacidade de resposta através de um maior acesso a meios e competências económicas por forma a garantir retornos sustentáveis (ACNUR-Angola)</p> <p>Base de referência: 0 Target: 3000</p>		
	<p>Indicador do Produto 2.5.g: Nº de monitoramento de proteção conduzido em ambos os lados da fronteira e nas áreas de retorno (ACNUR-Angola e RDC)</p> <p>Base de referência Alvo: 10 ACNUR-Angola: 24</p>		

		Output Indicator 2.5.h: N° de migrantes vulneráveis assistidos a regressar com base na avaliação da vulnerabilidade (OIM RDC/Angola) Base de referência: Alvo:		
	Produto 2.6 O risco de apatridia das populações deslocadas e retornados é reduzido (ACNUR - RDC/Angola)	Indicador do Produto 2.6.a N° de certidões de nascimento emitidas (UNHCR-RDC e Angola) Base de referência: 45,000 Alvo: 65,000	Lista de beneficiários; Relatório de emissão de certidão de nascimento; Relatório de distribuição	O ACNUR planeou apoiar as autoridades locais na emissão de 50.000 certidões de nascimento:10.000 certidões/ano e mais de cinco anos a partir de 2021
		Indicador do Produto 2.6.b N° de sessões de advocacia conduzidas através do reforço das capacidades dos municípios (ACNUR-RDC) Base de referência: 0 Alvo 10 (5 em Kasai central e 5 em Kasai)	Fórum periódico com as autoridades locais; Lista de formação e materiais fornecidos aos municípios; Lei provincial sobre a domesticação da convenção da ONU sobre os apátridas..	O ACNUR planeou ultrapassar a questão da apatridia em Kasai reduzindo o risco de apatridia nas 2 províncias em 10% até ao final de 2026
		Indicador do Produto 2.6.c N°de equipas móveis de registo disponíveis (UNHCR-RDC) Base de referência: 0 Alvo: 10		
		Indicador do Produto 2.6.d N° de repatriados, deslocados e deslocados que beneficiam de apoio para ter acesso à documentação (ACNUR RDC) Base de referência: 0 Alvo:200		
		Indicador do Produto 2.6.e N° de notas estratégicas sobre os apátridas desenvolvidas e validadas (ACNUR-RDC) Base de referência: 0 Alvo: 2		

		Indicador do Produto 2.6.f Nº de campanhas de sensibilização sobre as consequências socio-económicas da apatridia e dos conflitos (ACNUR-RDC) Base de referência: 0 Alvo: 2		
--	--	--	--	--